

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

(Sciences Juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE LYON

Le Lundi 6 Mars 1920

PAR

Louis DEMARS



LYON

IMPRIMERIE NOIRCLERC & FÉNÉTRIER

3, Rue Stella, 3

1920

LES SOCIÉTÉS
D'ÉPARGNE

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

(Sciences Juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE LYON

Le Lundi 6 Mars 1920



PAR

Louis DEMARS



LYON

IMPRIMERIE NOIRCLERC & FÉNÉTRIER

3, Rue Stella, 3

—
1920

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

JOSSERAND, *, I. ✂, doyen, professeur de Droit civil.
HUVELIN, I. ✂, assesseur du doyen, professeur de Droit romain.
GARRAUD, I. ✂, ✕, correspondant de l'Institut, professeur de
Droit criminel.
APPLETON (Charles), *, I. ✂, professeur de Droit romain.
COHENDY, O. *, I. ✂, ✕, professeur de Droit commercial.
PIC (Paul), *, I. ✂, professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), *, ✂, I. ✂, professeur de Droit administratif.
LAMBERT, A. ✂, professeur d'histoire générale du Droit
français.
BOUVIER, I. ✂, professeur de science financière et de législa-
tion française des finances.
LAMEIRE, I. ✂, professeur d'histoire de Droit public et de Droit
administratif.
LEVY, I. ✂, professeur de Droit civil.
GONNARD, ✂, I. ✂, professeur d'histoire des doctrines économi-
ques et d'économie politique (doctorat).
BOUVIER-BANGILLON, I. ✂, professeur de procédure civile.
PICARD, A. ✂, professeur de Droit civil.
ANTONELLI, ✂, ✂, professeur agrégé.
GALLAND, A. ✂, docteur en Droit, directeur de conférences.
AMIEUX, A. ✂, docteur en Droit, directeur de conférences.
COHENDY (Georges), docteur en Droit, directeur de conférences.
CONDOMINE, docteur en Droit, directeur de conférences.
BECQ (Joseph), I. ✂, secrétaire.
CLERE, I. ✂, secrétaire adjoint.

JURY DE LA THÈSE

MM.

BOUVIER-BANGILLON, *Président*.
GONNARD.
LAMBERT.

MEIS ET AMICIS

INTRODUCTION

L'épargne, telle que nous la trouvons pratiquée par les institutions dites « d'épargne », présente certaines particularités qui lui donnent une physionomie spéciale.

C'est toujours une abstention de consommer les produits du travail ou les revenus du capital en vue d'une consommation différée, la privation momentanée du superflu ou même la non-satisfaction d'un besoin présent pour parer à des besoins futurs qui paraissent plus impérieux, le sacrifice du présent à l'avenir. Ce caractère constitutif de l'épargne est toujours complété dans ces institutions par le placement, acte distinct, avec lequel, d'ailleurs, on l'associe généralement. La transformation des économies en valeurs productrices, par l'utilisation du pouvoir qu'a tout capital de créer de nouveaux instruments de travail, de nouveaux capitaux, multiplie la puissance de l'épargne en lui permettant de satisfaire dans l'avenir à des besoins plus nombreux que ceux dont on s'abstient présentement.

En outre, dans les institutions d'épargne de notre société moderne, l'épargne revêt un caractère propre et distinct, plus complexe, car il se trouve constitué par tout un ensemble de particularités plus ou moins essentielles assez difficiles à classer théoriquement.

Ces institutions ne sont destinées qu'à recueillir et à faire fructifier la petite épargne. Les grosses sommes sont placées par les capitalistes en actions et obligations des grandes sociétés financières et industrielles ou en immeubles, non pas tant pour être une réserve pour les jours malheureux que pour augmenter leurs facultés de dépense. Seules les économies minimales, qui serviront à parer aux besoins futurs essentiels, à l'indispensable, sont recueillies par les institutions d'épargne.

Aussi les placements qui leur sont confiés doivent être très sûrs ; l'épargne qu'elles gèrent ne doit pas courir d'aléas, être exposée dans des spéculations qui peuvent en amener la perte ou donner lieu à des bénéfices considérables. C'est pour cela qu'elles n'emploient leur actif, les lois qui les régissent leur en faisant d'ailleurs une obligation, qu'en immeubles ou en valeurs mobilières donnant de petits intérêts, mais jouissant de la garantie de l'Etat. Dans ce but, la Caisse d'Epargne avait adopté le système du placement unique en rentes sur l'Etat.

Les petites épargnes ainsi recueillies sont réunies et ménagées par l'association. L'épargne, au lieu de rester individuelle, devient collective. Les sommes de peu d'importance ne peuvent être acceptées par les sociétés financières, qui émettent des actions d'une valeur assez élevée et qui évitent les frais de caisse et d'écritures trop multipliés ; elles ne trouvent que difficilement un placement. Leurs détenteurs, en outre, ne sont pas ordinairement assez avertis des choses financières pour leur trouver un emploi sûr et rémunérateur ; aussi doivent-elles être réunies pour avoir une valeur, une force économique ; elles ne peuvent être utiles que mises en collectivité. Il convient de signaler la tendance qu'ont de plus en plus les épargnistes à se grouper en associations libres, où ils gèrent eux-mêmes leurs versements, où ils sont solidaires les uns des autres, associations qui représentent une des applications des principes mutualistes.

On peut dire enfin que l'épargne se fait normalement aujourd'hui dans les institutions d'épargne sous forme de capitalisation. La nécessité d'une absolue sécurité interdisant les placements en valeurs mobilières sujettes aux fluctuations journalières de la Bourse, il a fallu trouver une méthode pour faire fructifier les capitaux. Toutes les tentatives faites en ce sens se sont résumées dans l'utilisation par toutes les institutions d'épargne de la force des intérêts composés, de la capitalisation. Capitaliser, c'est ajouter à un capital les intérêts qu'il produit, qui sont à leur tour productifs d'intérêts, de telle manière qu'au bout d'un temps déterminé le capital primitif soit doublé. Ce n'est en somme que ce que l'on appelle en terme juridique l'anatocisme, prévu et réglementé par les articles 1154 et 1155 du C. civ ; c'est la mise en œuvre de la faculté qu'a le capital par l'utilisation productive de son placement de fournir lui-même les éléments de sa reconstitution (1).

(1) PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, p. 682.

« Si l'on se bornait à additionner tous les ans les intérêts échus à 4 %, sans les rendre eux-mêmes productifs d'intérêt, le chiffre de la dette mettrait vingt-cinq ans à doubler par l'accumulation des intérêts impayés, puisque l'intérêt est le vingt-cinquième du capital. Mais, avec l'anatocisme, il faut tenir compte de l'augmentation que procurent chaque année les intérêts des années précédentes qui sont déjà capitalisés. Cette augmentation faible au début devient de plus en plus forte. Ainsi, pour une somme de 20.000 francs prêtée à 5 % avec

Si l'anatocisme est dangereux pour le débiteur à cause de la rapidité avec laquelle sa dette augmente, il constitue, appliqué non plus entre créancier et débiteur ordinaires comme le prévoit le Code civil, mais par des associations d'épargnistes au profit de la collectivité de leurs membres, une vraie force qui leur permet de doubler en peu de temps les capitaux économisés.

L'épargne spéciale, caractérisée par ces quatre particularités, se trouve réalisée dans un certain nombre d'institutions qui en font une application plus ou moins intégrale suivant les besoins variés et différents qu'elles ont pour but de satisfaire. Mais pour qu'elles puissent être dénommées « d'épargne », il est nécessaire qu'elles ne renferment pas d'éléments incompatibles avec l'une ou l'autre de ces particularités, sinon elles seront des institutions de prévoyance, d'épargne au sens large, mais non au sens strict et limité où nous l'entendons. Il en est ainsi, par exemple, pour les sociétés d'assurance et les sociétés coopératives.

Si l'on peut définir l'épargne, la forme la plus générale de l'assurance, celle qui, en raison de son caractère indéfini, a pour but de prévoir « tous les risques de l'imprévu de la vie, l'assurance contre la misère (1) », on peut dire aussi que l'assurance est l'épargne sous sa forme la plus ingénieuse et la plus parfaite. C'est la prévoyance perfectionnée, spécialisée de manière à parer à chacune des éventualités fâcheuses de l'existence : maladie, accidents, invalidité, vieillesse, mort. L'épargne, sous cette forme, n'est utilisée par son possesseur qu'au moment où il est éprouvé dans sa santé ou ses biens, elle constitue le viatique des époques critiques de la vie. Elle consiste à réunir un grand nombre de personnes assujetties aux mêmes risques, à demander à chacune d'elles une cotisation fixée d'après la moyenne des risques que l'expérience a constatés et à indemniser celles-là seules qui auront subi le sinistre prévu. Toutes les institutions, qui ne prévoyant que des risques spéciaux, forment une masse collective des versements de leurs adhérents et ne la distribuent qu'entre les sinistrés, rentrent dans la catégorie des institutions d'assurance ; les sociétés de secours mutuels en particulier, sont de ce nombre. Mais l'aléa sur qui repose toute l'économie de l'assurance, est incompatible avec les caractères de l'épargne. Il y a bien capitalisation collective, mais l'imprévu règle la distribution à quelques-uns seulement des économies

anatocisme, l'intérêt annuel est, la première année, de 1.000 francs, la seconde de 1.102 fr. 50, etc., et le capital se trouve être de 21.000 francs au bout d'un an, 22.050 francs au bout de deux ans, 23.152 fr. 50 au bout de trois ans, etc. Sans anatocisme, il n'y aurait que 23.000 francs de dus : 20.000 francs de capital et 3.000 francs d'intérêts. On a calculé qu'avec l'anatocisme annuel au taux de 5 %, le capital met un peu plus de quatorze ans à doubler. »

(1) GIDE, *Econom. sociale*, p. 31.

réalisées par tous. On peut ajouter, d'autre part, que l'assurance ne réunit pas uniquement des versements minimes qui trouveraient difficilement un placement ; elle capitalise aussi des grosses sommes dont l'emploi, parce qu'il est aléatoire, est des plus rémunérateurs. Pour ces raisons, les institutions d'assurances ne sont pas dites d'épargne, quoique favorisant éminemment la prévoyance.

Les sociétés coopératives de consommation et de crédit ont été souvent rangées parmi les institutions d'épargne. Les économistes qui se sont occupés de la coopération à ses débuts, spécialement ceux de l'école libérale, assignaient l'épargne comme but unique à ces sociétés. Léon Say les définissait « des Caisses d'épargne perfectionnées dont les fonds sont employés par et pour le déposant ». M. Leroy-Beaulieu (1) disait : « Les coopératives de consommation fonctionnent comme des institutions d'épargne, car le produit des bénéfices distribués en fin d'exercice représente pour le participant les sommes qu'il a lentement et graduellement amassées ». M. Gide (2), qui classe les coopératives parmi les institutions d'épargne, reconnaît cependant que l'épargne ne constitue pour elles qu'un côté accessoire ; leur but final est, en effet, de vendre des marchandises ou du crédit à meilleur marché à leurs membres, de leur procurer des bénéfices en faisant du commerce à leur profit. Mais ces bénéfices, qui peuvent avoir des pertes pour contre-partie, comme dans les sociétés commerciales, ne constituent pas l'épargne au sens strict.

Les véritables institutions d'épargne sont les Caisses d'épargne, les sociétés de capitalisation, les sociétés d'épargne. Toutes ont pour but de faciliter l'épargne avec la physionomie spéciale que nous avons indiquée ; mais, parmi elles, ce sont les sociétés d'épargne qui représentent l'institution d'épargne dans le sens le plus complet et le plus adéquat, car les particularités étudiées y trouvent leur application intégrale sans subir aucune déformation.

Les plus connues et les plus utilisées sont les Caisses d'épargne. Elles sont la banque de la petite épargne, car le chiffre des dépôts qu'elles acceptent est limité. Elles répondent spécialement au besoin de sécurité pour les petites économies, car la loi ne les laisse pas libres d'employer leurs fonds comme bon leur semble, mais leur impose l'obligation d'acheter des rentes sur l'Etat, exigence critiquable cependant, puisque les rentes françaises ne sont des valeurs de tout repos qu'en temps normal. Le souci de conférer toute sécurité aux dépôts leur a fait encore adopter un intérêt fixe et minime qui écarte tous les spéculateurs préférant des bénéfices élevés aléatoires à des petits intérêts assurés. Ce sont les Caisses qui ont inauguré

(1) *Précis d'Econom. politique*, p. 340.

(2) GIDE, *Econom. polit.*, p. 826. — *Coopér. de Consomm.*, p. 5.

l'emploi de la capitalisation comme méthode pour faire fructifier les capitaux qu'elles détiennent. Mais si elles gèrent collectivement ces capitaux, leur capitalisation n'est cependant pas collective, puisque les versements des déposants s'accroissent isolément, chacun n'ayant droit qu'aux intérêts produits par les sommes portées à son livret. Ainsi une des particularités de l'épargne se trouve un peu déformée ; l'épargne, dans les Caisses, reste individuelle par un côté.

Les sociétés de capitalisation font aussi appel à la petite épargne, la recueillent et la capitalisent, d'où leur nom, et prennent l'engagement de verser à leurs adhérents à l'expiration d'un certain nombre d'années une valeur déterminée par le contrat. Leurs placements sont très sûrs, car la loi leur interdit l'achat de toutes valeurs de spéculation. L'épargne y est éminemment collective, plus complètement que dans les Caisses, puisque les adhérents réunissent leurs versements en une masse commune et profitent tous de son accroissement, chacun étant solidaire des résultats de la capitalisation collective. Mais ces sociétés procèdent ordinairement à des remboursements anticipés des sommes dues, les bénéficiaires étant désignés par le tirage au sort ; un certain aléa existe ainsi qui peut diminuer sensiblement la valeur des bénéfices que les épargnants attendent de la capitalisation de leurs cotisations. L'imprévu qui favorise les uns aux dépens des autres entre dans leurs opérations.

Les sociétés d'épargne recueillent et capitalisent aussi en commun les petites épargnes, mais les distribuent intégralement et également entre tous, augmentées uniquement par les bénéfices sociaux. Les placements ne sont faits qu'en valeurs sûres, prévues limitativement par la loi, la capitalisation y est collective comme dans les sociétés de capitalisation ; mais, à leur différence, elles effectuent leur répartition sans qu'aucun aléa n'intervienne, elles ne prennent pas d'engagements déterminés mais elles doivent partager la masse commune et ses augmentations, telles qu'elles seront au bout d'un temps déterminé. Ainsi toutes les particularités de l'épargne trouvent dans les sociétés d'épargne leur entière application et l'analyse que nous en avons faite nous donne par suite un aperçu de la nature, du rôle et de la place de ces sociétés. Il nous reste à nous attacher plus spécialement à leur étude que, rentrant dans le détail de l'œuvre, nous diviserons ainsi :

1^{re} partie : Historique.

2^e partie : Organisation et fonctionnement des sociétés d'épargne par la loi du 3 juillet 1913.

3^e partie : Formes diverses et situation juridique.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

L'épargne pendant longtemps, durant presque tout le siècle dernier, fut organisée et appliquée sous la forme la plus simple et la plus rudimentaire par les Caisses d'épargne et sous la forme plus compliquée et scientifique par les grandes compagnies d'assurance. Les combinaisons nouvelles, qui au commencement du xx^e siècle, devaient se résumer et trouver leur expression définitive dans les sociétés de capitalisation et d'épargne ne furent connues que vers 1880. Elles ne furent légalement reconnues et réglementées qu'en 1907 comme sociétés de capitalisation, en 1913 comme sociétés d'épargne.

La loi du 3 juillet 1913, complétée par de nombreux décrets, qui régit aujourd'hui ces dernières, fut nécessitée autant pour réprimer les abus qui s'introduisirent dans leurs opérations que pour fixer un cadre à leur développement et à leur extension. Aussi pour analyser d'une façon complète les dispositions de cette loi, qui constitue la loi organique des sociétés d'épargne, il convient de connaître l'origine et l'historique de ces sociétés, les causes qui déterminèrent le législateur à leur consacrer une réglementation, enfin les travaux préparatoires et le vote de la loi du 3 juillet 1913.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE

(Avant la loi de 1913)

Les principes fondamentaux, base de ces sociétés, ont été, bien avant leur apparition, mis en œuvre par d'autres institutions de prévoyance. On doit regarder la Caisse d'épargne et l'assurance-vie, sous la forme mutuelle spécialement, comme les deux sources principales dont elles dérivent. En effet, l'une a pour principes la recherche du maximum de sécurité pour les petits placements et l'emploi de la capitalisation comme moyen de faire fructifier les économies. L'autre est fondée sur l'utilisation de la puissance de l'association, formée librement en dehors de toute ingérance et de tout secours de l'Etat, pour s'entraider mutuellement, se solidariser contre l'adversité. La formation de nos sociétés a son origine indiscutable dans le développement pris au cours du xix^e siècle par ces deux institutions. Dès que leurs principes fondamentaux se sont trouvés réunis dans une institution nouvelle de prévoyance, la société d'épargne a existé.

En réalité il ne s'est pas trouvé d'institution appliquant de prime abord entièrement et intégralement ces principes. Les sociétés d'épargne ne les ont empruntés qu'en les modifiant, en les déformant. Plusieurs causes ont contribué à ce que la fixation de leur forme, qui n'a été définitive que par la loi de 1913, ait longuement tardée.

A. Il n'existait aucune législation propre pour ces sociétés et la nature spéciale du contrat d'épargne ne leur permettait pas d'adopter le cadre des textes anciens. Pour vivre, pour contracter, elles étaient obligées de se déformer et d'adopter comme loi régulatrice la législation des assurances mutuelles, des sociétés de secours mutuels, des associations en participation, etc. Les rubriques sous lesquelles elles se plaçaient étaient des plus variées et différaient d'une société à l'autre : société en participation d'épargne (la Fourmi), société civile et caisse mutuelle de prévoyance (Société d'épargne des

retraités), société civile d'associations mutuelles (Prévoyance familiale), société mutuelle soumise à la loi du 27 juillet 1867 et au décret du 22 janvier 1868 (Mutuelle parisienne, Epargne nationale), etc. Nos sociétés, à l'exemple de ce qui se pratiquait en matière de capitalisation, en étaient arrivées à adopter, quelle que soit la dénomination qu'elles se donnaient, les prescriptions du décret du 22 janvier 1868 ; d'où d'inextricables difficultés, la nullité étant même encourue de ce fait (1). Ce n'est qu'aujourd'hui d'ailleurs, après toute la série des lois sur les associations en 1901, sur les sociétés de prévoyance de la nature des Prévoyants de l'Avenir en 1902, sur les assurances-vie en 1905, sur les sociétés de capitalisation en 1907 et de la loi de 1913, que l'on peut entreprendre de déterminer la nature et la situation juridiques de ces diverses sociétés. Ce manque de statut légal fut autant que les abus, qui en furent la conséquence, la cause du vote de la loi du 3 juillet 1913.

B. L'épargne, sous la forme spéciale où la pratiquent les institutions d'épargne, a comme particularité d'exiger une sécurité absolue, incompatible avec tout aléa et toute spéculation. Cet élément distinctif de l'épargne ainsi entendue fut longtemps altéré dans les sociétés d'épargne, d'abord constituées uniquement comme associations pour l'achat de valeurs à lots. La perspective de titres pouvant être remboursés à plusieurs fois leur valeur exerçait un tel attrait qu'il faut regarder l'engouement qui se produisit pour les valeurs à lots vers la fin du *xix*^e siècle comme une des causes principales de l'apparition des sociétés de capitalisation et d'épargne. En 1893, M. Rochetin constatait ce fait à propos des caisses de capitalisation : « L'attrait de l'aléa exerce une action souveraine sur l'âme des foules. L'épargne qui ne se combine ni avec les chances de mortalité ni avec d'autres combinaisons similaires, voit ses produits se restreindre considérablement » (2). Mais en même temps que des sociétés de capitalisation et d'épargne se fondaient pour l'achat en commun de valeurs à lots, des sociétés financières faisaient aussi en même temps appel à l'épargne pour la vente à tempérament ; elles s'efforçaient de permettre aux personnes peu aisées d'acheter facilement des valeurs à lots, et elles y arrivaient par la vente à crédit avec ce caractère particulier que le prix se trouvait divisé en fractions égales, généralement minimales, qui devaient être acquittées à des époques fixes et déterminées conventionnellement. De nombreux abus se produisirent : les titres étaient vendus à un prix supérieur au taux d'émission, les numéros de ces titres n'étaient pas désignés, le vendeur stipulait pour son plus grand profit la faculté pour l'acheteur de renoncer au contrat après plusieurs versements. Ces abus nécessitèrent la loi du

(1) V. sur ce manque de statut légal, p. 25.

(2) ROCHETIN, « Les Caisses de Capitalisation », *Journ. Econ.*, 1893.

12 mars 1900, ayant pour objet de réprimer les abus commis en matière de vente à crédit de valeurs de Bourse ; ils empêchèrent le développement de toutes les sociétés achetant des valeurs à lots qui étaient confondues avec les sociétés financières de vente à tempérament. Les sociétés d'épargne furent aussi longtemps regardées comme des « associations dites d'épargne en participation », qui fractionnent entre leurs adhérents la chance de gain attachée aux valeurs à lots et qui furent déclarées illicites comme créant de véritables billets de loterie et tombant à ce titre sous le coup de la loi du 21 mai 1876. Le rapporteur de la loi de 1913 au Sénat dut prendre soin de marquer les différences qui séparent ces associations des sociétés d'épargne (1).

D'autre part, nos sociétés ayant la capitalisation pour base furent constamment assimilées sous le nom générique de « caisses de capitalisation et de retraites » aux sociétés proprement dites de capitalisation qui prennent des engagements déterminés et fixent le montant et la date des répartitions au moyen du tirage au sort. Jusqu'au Projet du Gouvernement de 1903, qui aboutit au vote des lois de 1907 et de 1913 et qui distinguait les deux genres d'entreprises reposant sur la capitalisation, le public et même les juristes regardaient le contrat d'épargne comme une simple combinaison des sociétés de capitalisation. Les graves objections faites à la validité de ces dernières s'appliquaient à nos sociétés dont elles entraînèrent à coup sûr l'extension (2).

Sous le nom de caisses de capitalisation on englobait même des sociétés reposant non seulement sur l'aléa des valeurs à lots et du tirage au sort, mais encore sur les chances de mortalité des participants. M. Rochetin citait à côté de la « Fourmi », société type d'épargne et de la « Capitalisation », la « Solidarité », la « Française », la « Vraie mutuelle », etc., qui sont des assurances en cas de décès ou des tontines nettement caractérisées. Il nommait encore, comme « Caisses de capitalisation », les Prévoyants de l'Avenir, qui avec quelques sociétés similaires, furent réglementées par la loi du 3 février 1902, sous le nom de sociétés de prévoyance. Ces dernières tinrent une place prépondérante dans le développement de l'épargne à la fin du XIX^e siècle ; elles donnèrent lieu à de très nombreuses critiques qui ne furent pas sans influencer toutes les sociétés reposant sur la capitalisation avec qui elles étaient confondues.

Les « Prévoyants » pratiquaient la combinaison suivante : Ils promettaient à tous les sociétaires ayant 20 ans de présence, qui

(1) Voir *infra*, p. 55, à propos de l'art. 2.

(2) Les sociétés d'épargne sont appelées caisses de capitalisation et de retraites, par M. ROCHETIN, *Journ. Econ.*, mai 1893. — M. WAHL, *Journ. des Soc.*, 1898-1899. — M. SAINTELETTE, *Revue périod. des Assur.*, 1898. — M. RAJON, thèse sur les Sociétés de capitalisation, Lyon, 1900.

auraient versé 1 franc par mois, soit 240 francs, une pension qui serait déterminée par le partage de tout le capital social accumulé en 1901, date de l'entrée en jouissance. La série était constituée non entre tous les souscripteurs de la première année, mais restait ouverte durant vingt ans ; les survivants bénéficiaient des cotisations versées par les prédécédés. Mais les survivants, surtout parmi les souscripteurs des premières années, étant très peu nombreux le jour de la liquidation, et profitant des intérêts de tout le capital versé pendant 20 ans par tous les adhérents, devaient ainsi toucher une part énorme (9.000 francs, c'est-à-dire plus de 12 fois le montant des 240 francs versés.) Par contre, à mesure que les séries nouvelles arrivaient au partage, la part de chacun devait se réduire jusqu'à ne donner que l'intérêt des versements, ou peu s'en faut (1).

Pour éviter un scandale, le Gouvernement intervint et fit voter la loi du 3 février 1902, limitant la répartition à une fois et demi le montant du capital versé, en l'espèce à 360 francs. Cette loi est un exemple presque unique de loi d'espèce faite pour un cas particulier, qui ne vise « que les sociétés de prévoyance actuellement existantes qui ont pour objet de partager entre leurs adhérents, à partir d'une certaine durée de sociétariat, une part des intérêts du capital social » (art. 1) (2). Elles sont donc, depuis 1902, nettement distinctes des sociétés d'épargne.

C. A la multiplicité et à la variété des besoins nouveaux d'épargne et de prévoyance devaient correspondre une multiplicité et une variété correspondantes de combinaisons destinées à les satisfaire. Des systèmes très divers furent créés dans ce but, mais ceux-là seuls qui répondaient à des nécessités furent conservés et se transformèrent pour aboutir aux sociétés reposant sur la capitalisation. Les auteurs qui se sont occupés du développement des institutions de prévoyance vers la fin du XIX^e siècle, signalent un certain nombre de causes, qui, outre l'attrait puissant exercé par les valeurs à lots, aboutirent à l'éclosion des sociétés de capitalisation d'abord, de celles d'épargne ensuite.

Ces causes étaient l'abondance des capitaux qui ne peuvent être confiés aux banques et aux spéculations financières (3), le désir de

(1) Sur les sociétés de prévoyance, voir ROCHETIN, art. précité. — *Annales Dr. comm.*, 1902, p. 141. — *Journ. off.*, débats parlement., Chambre, 1^{er} fév. 1901.

(2) En 1905, trois sociétés de prévoyance existantes s'étaient conformées dans les délais légaux aux prescriptions de la loi de 1902 : « Vétérans des Armées de terre et de mer », « Prévoyants de l'Avenir », « Rentiers de l'Avenir ».

(3) ROCHETIN, *Journ. Econ.*, 1893, précité.

(4) J. LEFORT, *Contr. d'ass. vie*, t. IV, p. 471.

(5) LABBÉ, note sous S. 88.1.401. — WAHL, *Journ. Sociétés civ. et comm.*, mai 1899. — RAJON, thèse précitée.

se constituer des retraites en l'absence de leur organisation par l'Etat (1), l'idée de reconstitution puis d'augmentation des capitaux (2), la nouvelle utilisation de la mutualité et de la coopération (3) ; toutes ces causes entre beaucoup d'autres ont conduit les épargnistes à chercher en dehors de la Caisse d'épargne et de l'assurance-vie une ou des institutions intermédiaires répondant mieux à leurs besoins.

Les sociétés d'épargne se sont donc constituées pour répondre à des besoins nouveaux, très divers : elles sont nées d'un ensemble de circonstances, non d'un fait unique.

De plus, pour satisfaire à ces besoins, se développèrent simultanément des institutions ayant pour but commun de favoriser la prévoyance, mais bien différentes dans leur mode d'opérer : caisses de retraites, de capitalisation, associations pour l'achat de valeurs à lots, sociétés de prévoyance, sans parler des sociétés de secours mutuels. Nos sociétés mirent longtemps pour se dégager de leur influence et acquérir, enfin, leur forme propre.

Il est assez difficile de suivre leur développement, car, à la différence des autres sociétés de prévoyance, elles connurent deux formes distinctes : la forme familiale et celle de grandes sociétés organisées administrativement, ayant une administration rétribuée et s'étendant à toute la France. Ces dernières seules, peu nombreuses d'ailleurs, eu égard aux mutuelles d'assurance et de capitalisation, organisèrent une publicité. Les petites sociétés, dites familiales, qui rappellent un peu les sociétés de secours mutuels, étaient des amicales, formées entre gens du même quartier, de la même usine, entre camarades ou collègues ; elles se répandirent rapidement dans les agglomérations professionnelles (maisons de commerce, usines, administrations), et étaient généralement connues sous le nom de « fourmis » ou « sociétés de vingt ». Un grand nombre établissaient leur siège chez les marchands de vin, d'où le nom qui leur était souvent donné de « sociétés de marchands de vin ». C'est là qu'on se réunissait tous les samedis soirs ; le débitant recrutait les adhérents et était le collecteur des amendes, qui servaient à régler les consommations et ne rentraient pas en capitalisation (2).

Ce fut la « Fourmi », qui, en 1879, la première en France, entreprit d'utiliser la mutualité dans la pratique de l'épargne, épargne s'opposant ici à assurance (3). Elle est toujours restée, depuis, la société type d'épargne et les petites sociétés familiales, comme les grandes entreprises sujettes aujourd'hui à l'enregistrement, ont

(1) LEFEBVRE, *Régime des Soc. assur. vie*, thèse Paris, 1908.

(2) Sur ces petites sociétés, v. GIDE, *Econom. sociale*, p. 374, et rapport LOURTIES, 1913.

(3) Sur la « Fourmi », v. F. SARCEY, *Fourmi et Fourmilière*; Hugues LE ROUX, *Histoire de trois Fourmis*; R. de MARCEY, *Fourmi-Fourmilière, Fourmi immobilière*.

toutes copié ses statuts, si bien qu'on peut dire que ses fondateurs ont créé le contrat d'épargne, que toutes les sociétés régies par la loi de 1913 ne sont que de nouvelles « fourmis ». Quoiqu'elle fut une grande société s'étendant à toute la France, elle conserva cependant le caractère de mutualité pure de ses débuts, car son administration a toujours été gratuite. A ce titre, elle ne compte pas, aujourd'hui, dans les entreprises enregistrées.

L'idée qui présida à sa fondation fut le désir de trouver une combinaison procurant la sécurité du lendemain comme l'assurance, mais sans demander d'aussi fortes primes et exiger une rémunération à des actionnaires. La société amicale des vingt-sept personnes qui devaient être les premiers sociétaires, chargea M. G. Bolle de rédiger un projet qui, approuvé, constitua les statuts primitifs de la Fourmi. Voici quelle en était l'économie : la Fourmi formait entre épargnants, des associations dénommées séries d'épargne ; chacun versait 3 francs par mois, soit 2 sous par jour, économie à la portée de tous, soit 360 francs en 10 ans, au bout desquels se produit le partage. Ces versements étaient uniquement employés en achats de valeurs à lots françaises qui produisaient un revenu régulier et où la chance des tirages satisfaisait l'engouement du public pour ces valeurs. Mais, à la différence de beaucoup de sociétés de vente à tempérament, la liste des obligations, leurs numéros, les lots sortis, étaient communiqués mensuellement aux sociétaires ; à la différence des caisses de capitalisation, les valeurs sorties au tirage entraient dans la caisse commune et étaient également réparties entre tous, sans qu'aucun aléa n'intervienne. Le décès d'un participant ne faisait pas perdre le montant de son livret à ses héritiers, comme dans les combinaisons viagères. L'épargnant ne pouvait à son gré, sauf en rachetant son contrat et en subissant une retenue, opérer des retraits comme dans les Caisses d'épargne. Il existait un droit d'adhésion de 5 francs par part couvrant les frais généraux qui n'étaient ainsi pas prélevés en raison d'un tant pour cent sur les cotisations. La masse sociale à répartir comprenait outre le montant des lots et primes sur les obligations amorties, les cotisations payées depuis 10 ans, capitalisées, les profits divers dont le principal provenait des abandons de contrats.

Ainsi, dès son début, la « Fourmi » réunissait tous les caractères distinctifs des sociétés d'épargne actuelles, qui grossissent les petites économies qui leur sont confiées par le jeu des intérêts composés, le produit des déchéances et du remboursement des valeurs à lots, sans recourir aux combinaisons viagères et au tirage au sort. En particulier, la répartition de la masse commune telle qu'elle sera au jour du partage, sans qu'aucun engagement déterminé ait été pris, deviendra le critère de nos sociétés, adopté par le législateur en 1913.

La « Fourmi » connut des critiques qui se trouvent résumées dans l'article de M. Rochetin, sur les « Caisses de capitalisation et les imprévoyants de l'avenir (1) ». La première visait la retenue de « 20 % » opérée lors du remboursement du livret du sociétaire déchu, pour 6 mois de retard dans ses versements, retenue que les statuts prévoyaient même si, par suite de maladie, les versements étaient interrompus. Ce sont les plus fortunés qui reçoivent le plus, les malheureux paient pour les heureux. L'objection la plus grave était formulée à propos de l'obligation de liquider chaque série à jour fixe et au cours de la Bourse, obligation qui fait peser un aléa dangereux sur le produit de la réalisation de chaque portée-feuille. Enfin, l'emploi en valeurs à lots présentait un caractère de loterie. « Lorsque vous achetez une de ces valeurs, c'est comme si vous receviez en même temps un billet de loterie ; ce billet comporte une chance de sortie et vous le payez à peu près ce qu'il vaut. Si, par extraordinaire, votre billet gagne un lot, vous n'avez qu'à vous en féliciter, mais s'il ne gagne rien, l'argent qu'il vous aura coûté sera perdu sans retour. Est-il bien utile d'encourager la loterie, en tant que spéculation ? » (2).

Ces critiques s'adressaient à toutes les « Fourmis », c'est-à-dire à toutes les sociétés d'épargne. En fait, la conception de la mutualité, inaugurée par la « Fourmi », si elle n'est pas parfaite, a rendu d'utiles services à l'épargne ; les résultats donnés prouvent qu'elle était nécessaire pour combler une lacune existante entre les deux limites extrêmes de l'épargne ; les compagnies d'assurances et les Caisses d'épargne. Mais aucun abus réel ne fut signalé dans l'organisation de la « Fourmi ».

Les résultats de la combinaison d'épargne de la « Fourmi » vinrent rapidement prouver le besoin de ce type intermédiaire. Au bout de 14 mois (au 31 décembre 1880), la Fourmi avait encaissé 51.659 francs — un an plus tard (le 31 décembre 1881) la masse sociale était de 205.432 francs. En 1905 le total des versements à 2 sous par jour se montait à 36 millions. En 1913 la Fourmi annonçait 46 millions de capitaux épargnés depuis sa fondation. Les capitaux remboursés par suite de liquidation de séries ou de remboursements anticipés étaient de 40 millions.

Comme revenu moyen des capitaux économisés, la première période décennale (1879-1889) donna 4,14 % ; la deuxième (1889-1899), 4,05 %. Le revenu moyen de 1879 à 1913 fut de 4 %.

La Fourmi devient très rapidement une véritable fourmilière d'où sortirent des centaines d'autres fourmis : la Fourmi abbevilleoise, la Fourmi normande, les Pionniers de l'Épargne et la Société de

(1) ROCHETIN, *Journ. Econom.* précité.

(2) ROCHETIN, *ibid.*

Prévoyance à Lyon, la Fourmilière à Marseille, la Boule de Neige à Saint-Etienne, etc. La plupart fusionnèrent avec la Fourmi parisienne.

« En 1889, d'un très curieux travail de statistique fait en vue de l'exposition universelle de Paris qui eut lieu cette année-là, il résultait qu'à cette époque il existait déjà en France :

1° Cent-treize associations d'épargne dont il avait été possible de se procurer la situation. Elles comportaient 50.588 membres ayant souscrit 70.205 parts et possédant 36.207 obligations d'une valeur de 12.753.435 francs.

2° Quatre vingt-seize associations dont la situation exacte était inconnue.

3° A Paris, une centaine de groupements non réglementés par des statuts et dont le but était d'acquérir en commun des obligations françaises à lots.

4° Enfin un millier d'associations diverses composées de vingt membres, des ouvriers plus généralement, versant 0 fr. 50 et même 2 francs par semaine, d'autres 20 francs par mois » (1).

A la veille du vote de la loi, en 1913, M. Lourties, dans son rapport au Sénat, indiquait les sociétés familiales comme très nombreuses à Paris et dans certaines régions de province, dans le Nord par exemple. « La Préfecture de police en relève 332 à Paris ; elle déclare d'ailleurs que beaucoup d'autres ont dû échapper à ses recherches. On estime qu'il doit y en avoir dans l'ensemble du pays un millier, voire plusieurs milliers. » Ces sociétés ne dressaient souvent d'ailleurs pas de statuts, elles ne faisaient aucune publicité ; aussi étaient-elles généralement peu connues.

Dès 1890, à l'exemple de la Fourmi, en même temps que se formaient dans toute la France des milliers de petites sociétés familiales, parallèlement à l'éclosion des entreprises de capitalisation, la Capitalisation, la Séquanaise, le Crédit à l'Epargne, la Société mutuelle française, etc., etc., de grandes entreprises d'épargne commençaient à apparaître.

Elles empruntaient aux mutuelles-vie et capitalisation leurs caractères : c'étaient des entreprises financières, organisées commercialement, faisant des contrats de longue durée, s'étendant à toute la France et ayant une gestion rémunérée. Nous aurons à préciser ces caractères, à propos du titre II de la loi de 1913, qui, outre les formalités applicables aux sociétés d'épargne ordinaires, leur impose l'enregistrement. C'est dans ses entreprises que se rencontraient principalement les abus qui décidèrent le législateur à intervenir. Mais si leur développement fut moins important et

(1) Renseignement extrait d'une conférence de M. Bolle, directeur de la « Fourmi », faite en 1894 pour la Société nationale des Conférences populaires. Le texte de cette conférence a été communiqué par M. Bolle.

plus lent que celui des mutuelles de capitalisation, il fut aussi plus sûr, car nous n'avons pas à constater parmi elles des catastrophes financières, des liquidations désastreuses, comme pour nombre de sociétés tontinières, voire même de sociétés de capitalisation : l'Épargne populaire et l'Assurance financière à Paris, en 1888, et l'Avenir des Familles, à Lyon.

Les grandes entreprises formèrent, le 7 février 1913, une « Association syndicale des sociétés d'épargne » pour la défense de leurs intérêts communs et les démarches auprès des pouvoirs publics ; la proposition Bonnevey, qui allait devenir la loi du 3 juillet 1913, était, en effet, en discussion devant la commission du Sénat. Cette association comprenait les principales entreprises que cette loi allait assujettir à l'enregistrement. C'étaient l'Avenir familial, la Caisse continentale d'Épargne de Reims, l'Épargne métropolitaine et coloniale de Toulouse, le Foyer familial, la Mutuelle parisienne, la Prévoyance familiale, l'Union mutuelle nationale, l'Union prévoyante, l'Union des Prévoyants.

L'analyse de leurs statuts d'avant 1913 nous fournit les différences suivantes avec le genre de contrat inauguré par la Fourmi : la durée des contrats va de 10 à 25 ans, le maximum des souscriptions ne descend pas en dessous de 600 francs. Elles ne groupent pas toujours leurs contrats par séries ou associations ; elles préfèrent quelquefois, opérer par compte individuel au lieu d'ouvrir un compte collectif. Chaque compte mentionne à leurs dates, les versements du sociétaire, ainsi que la part qui lui est attribuée sur les arrérages, lots, intérêts, déduction faite de sa part aux frais généraux (1). A la fin de chaque année, ces bénéfices et intérêts sociaux

(1) *Journ. des Assurés*, mars 1913.

(2) Le système de groupement des adhérents par séries, constituées pour une durée déterminée et devant être liquidées à une époque fixée d'avance, est vivement critiqué et ses résultats récents donnent raison aux critiques. Rappelons les objections, faites à ce sujet par M. Rochetin, en 1893, à propos de la « Fourmi ». M. Cluzel, dans son commentaire de la loi de 1913, s'exprime ainsi : « C'est une erreur de grouper les sociétaires par associations et de considérer ces groupes comme autant de petites sociétés distinctes ayant chacune une caisse et une comptabilité spéciale. Agir ainsi, c'est aller à l'encontre du principe essentiel de la mutualité, la loi des grands nombres, c'est morceler les capitaux de manière à les rendre inutilisables et improductifs... Les liquidations de telles associations produisent des résultats désastreux. Non seulement la réalisation de l'avoir des associations entraîne des frais onéreux, mais encore il arrive souvent qu'il est impossible de revendre, sans subir une perte considérable, les titres et les biens, meubles ou immeubles, qui constituent cet avoir. Nous en avons un exemple tout récent. Les associations qui ont dû être statutairement liquidées à fin 1912 ont toutes donné des résultats désastreux fort préjudiciables aux sociétés d'épargne. En effet, au 31 décembre 1912, l'état du marché financier était tel que les titres appartenant aux associations liquidées ont été vendus avec 15 ou 30 % de perte sur les prix d'achat, et cette perte était si grande qu'elle n'a pu être compensée par les produits de la capitalisation.

sont répartis entre tous, au prorata du compte de chacun d'eux. Leur gestion est toujours rémunérée, dans toutes existent des parts de fondateurs, certaines (l'Epargne métropolitaine et coloniale) ont un directeur nommé et rémunéré statutairement et un fonds de premier établissement. D'autres, au lieu de se gérer elles-mêmes, s'adressent à des entreprises de gestion, ordinairement des sociétés anonymes avec qui elles sont liées par un contrat forfaitaire. Les frais de gestion sont ordinairement prélevés sur les premiers versements, ce qui n'empêche pas que les amendes et droits d'entrée soient affectés en plus à ces frais dont le montant varie de 12 à 15 % sur le montant brut des cotisations ; tant que ces 15 % n'ont pas été versés, tout retard de plus de 3 mois entraîne la déchéance ; s'ils sont versés les droits de l'adhérent sont simplement réduits. Les amendes et les droits d'entrée, les bénéfices provenant de retenues et déchéances, n'entrent pas en capitalisation. Les combinaisons sont très variées et comprennent ordinairement des contrats immobiliers pour la constitution de maisons destinées aux adhérents. Les placements ne sont plus exclusivement en valeurs à lots, mais pour partie seulement ; les placements immobiliers sont très en faveur. A peu de chose près, tous les statuts de ces sociétés sont conçus avec les particularités qui viennent d'être indiquées ; citons à titre d'indication les résultats obtenus par quelques-unes d'entre elles.

La « Société d'Epargne des retraites » date de 1890 ; elle fut fondée par M. Auby, qui fut directeur statutaire, jusqu'en 1907. Les droits statutaires des fondateurs, de 1 %, ont reçu la forme de parts de fondateurs, en 1891. La société opère par compte individuel. Elle passe des contrats pour la constitution d'un capital, d'une dot, d'une retraite, et, en plus, des contrats immobiliers ; elle construit des maisons pour les sociétaires et s'est adjointe en 1901, une filiale, société immobilière anonyme qui consent les avances pour les ouvertures de crédit. En 1913, elle annonçait, comme montant des souscriptions, 165.000.000 de francs ; comme taux moyen de capitalisation, de 1910 à 1913, 7 % ; elle aurait construit 842 maisons.

L'« Union prévoyante » date de 1897 ; elle pratique aussi les

Les sociétaires ont donc reçu à la répartition une somme inférieure au montant de leurs versements. » (*Journal des Assurés*, 1^{er} nov. 1913.)

L'état du marché, pendant ces dernières années, affecté il est vrai par les événements qui ont changé exceptionnellement la marche normale de la Bourse, semble donner raison à M. Rochetin et à M. Cluzel. La rente française 3 % a diminué, depuis cinq ans, d'environ 30 %, et la vente des portefeuilles des séries d'épargne arrivées à terme n'a pas été favorable aux adhérents. Le compte rendu de l'assemblée générale de la « Fourmi » du 23 mars 1919 montre combien les sociétés formant des séries d'épargne ont été affectées par la baisse des valeurs « de tout repos » qui formaient leur placement.

constructions de maisons, mais elle avance elle-même les fonds à titre d'ouverture de crédit. L'actif social est aussi placé en prêts hypothécaires sur les maisons édifiées pour ses sociétaires. Elle annonçait, en 1913, 22 millions souscrits, 1.400 maisons construites, un taux de répartition de 6 %.

La « Mutuelle parisienne », fondée en 1904, embrasse toutes les opérations d'épargne : constitution de capital pour dots, retraites, constructions de maisons, etc., et encore, indemnités en cas de maladie et de chômage, amortissement de prêts hypothécaires. Les capitaux souscrits en août 1913 se montaient à 38.000.000 de francs, elle avait 17.000 sociétaires.

CHAPITRE II

NÉCESSITÉ D'UNE LOI SUR LES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE

Une loi qui consacrerait la légalité des opérations d'épargne, définirait les sociétés qui les pratiquent, déterminerait leur domaine et leur régime, était nécessaire. On peut ranger les causes multiples qui aboutirent à la réglementation de ces sociétés sous les chefs suivants : manque de statut légal, abus qui s'étaient introduits dans les sociétés existantes, nécessité d'instituer leur contrôle par l'Etat.

SECTION I

MARQUE DE STATUT LÉGAL

Toutes les sociétés que nous dénommons aujourd'hui « d'épargne » n'étaient régies par aucun texte avant la loi de 1913. Bien que se disant mutuelles, associations en participation d'épargne, sociétés civiles, etc., etc., elles vivaient, en somme, sous le régime de la liberté des conventions ; en fait, elles fonctionnaient librement, ce qui n'était pas sans de graves dangers tant pour l'épargne populaire attirée par des entreprises aux combinaisons hasardeuses et même illégales que pour les fondateurs honnêtes qui sentaient leurs entreprises ne reposer sur aucune base légale.

Le législateur, au moment de la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés et du décret du 22 janvier 1868, sur les sociétés anonymes et mutuelles d'assurances, ne s'était pas occupé des sociétés d'épargne, inconnues à cette époque. La législation postérieure ne s'était pas souciée de combler cette lacune après leur apparition. Aussi à défaut de statut propre, s'efforçaient-elles de rentrer dans les moules juridiques légaux existants : sociétés civiles, mutuelles au sens du décret de 1868 ; n'ayant pas encore de critère nettement défini, elles étaient habituellement confondues avec les sociétés de capitalisation. Mais, qu'elles adoptent l'une ou l'autre de ces formes, leur validité était contestée et certains arrêts s'étaient prononcés pour leur nullité.

Même en se donnant comme loi régulatrice le décret de 1868, nos sociétés se déclaraient sociétés civiles. Ce décret traite, en effet, les mutuelles comme des sociétés tout en proclamant qu'en droit elles sont des associations ne comportant la recherche d'aucun bénéfice et excluant la notion du lucre (1). Mais si une partie de la jurisprudence adoptait cette conception d'une sorte de nature mixte, les auteurs et quelques arrêts déclaraient qu'en dépit du décret précité, les assurances mutuelles constituaient de simples associations (2). Par suite toutes les institutions identiques, sociétés de secours mutuels, tontines, mutuelles de capitaliaion et aussi d'épargne, n'étaient pas regardées comme de véritables sociétés (3). D'autre part, les associations sous le régime antérieur à la loi du 1^{er} juillet 1901 tombant sous le coup des articles 291 et suivants, C. pén., on n'appliquait pas en pratique à ces mutuelles les règles des associations. D'où des controverses au sujet de leur nature, qui avaient abouti à ce qu'on en faisait le plus souvent des contrats *sui generis* (4). Les sociétés reposant sur la capitalisation n'étant ni des sociétés ni des associations, certains de leurs fondateurs s'efforçaient pour leur trouver un statut de les faire accepter comme sociétés de secours mutuels. C'est pour écarter cette fausse assimilation que la loi du 1^{er} avril 1898 refuse à ces dernières sociétés la permission de créer des bénéfices particuliers au profit de certains adhérents (art. 2), ce texte visant surtout les sociétés de capitalisation. Cette loi refuse, encore, dans ce but, des subventions aux sociétés de secours allouant plus de 360 francs à titre d'allocation annuelle (5).

Les sociétés d'épargne, étant toutes constituées sous la forme mutuelle, se déclaraient soumises au décret de 1868 et s'efforçaient d'être en règle avec ses prescriptions. Sur ce point aussi, il y avait controverse. On admettait, généralement, que ces sociétés, malgré la qualification qu'elles se donnaient, ne constituaient pas, en réalité, des sociétés d'assurance. L'assurance suppose la garantie d'un risque, or, il n'y a pas de risques et surtout pas de garantie (6). Mais un arrêt de Cassation (20 février 1888) (7) avait admis que le décret de 1868 peut devenir, en vertu de la liberté des conventions, la loi

(1) HAYEM, *Etude sur les sociétés civiles*, n° 92.

(2) GUILLOUARD, Lyon-Caen, etc., cités par HAYEM, *ibid.*, note 2.

(3) Sur ce point, voir encore LEFORT, *Contrat assur. vie*, t. IV, p. 475, n° 2. — WHAL, *Journ. Sociétés*, 1899. — RAJON, thèse sur les Sociétés de capitalisation, Lyon, 1900, p. 29.

(4) H. HAYEM, *ibid.*, n° 107.

(5) J. LEFORT, *Contrat d'assurance sur la vie*, t. IV, cité, p. 482, en note, et les références indiquées.

(6) LABBÉ, note sous Cass., 20 février 1888 (S. 88.1.420). — WAHL, op. cité, 1889). — SAINCTELETTE, Des sociétés de capitalisation, *Rec. périod. des Assurances*, 1898.

(7) D. P. 88.1.401.

des parties. Des critiques très vives s'élevèrent contre cet arrêt et la grande majorité des arrêts et de toute la doctrine (1) décidaient que l'on ne pouvait, sans aller à l'encontre de l'esprit de la loi, admettre ses faveurs pour d'autres que les mutuelles d'assurances, limitativement visées par le décret. Les sociétés de capitalisation et d'épargne ne sauraient d'ailleurs, pour M. Rajon (2) se placer, à peine de nullité, sous le régime du décret en question.

C'est aux sociétés de capitalisation dont le nom générique servait depuis très longtemps à désigner nos sociétés, que les plus graves objections étaient faites. Elles étaient si graves, qu'avant 1900, la jurisprudence en admettait la nullité absolue (3). Certes, deux des objections formulées (4) ne valaient pas contre les sociétés ne prenant pas d'engagements déterminés ; sans les analyser, il faut signaler qu'elles ont sûrement contribué à augmenter l'incertitude au sujet de la validité des sociétés d'épargne. Mais on pouvait se demander si ces dernières n'étaient pas nulles, de même que celles pratiquant la capitalisation pure, comme opérant leurs placements en achat de valeurs à lots et commettant, par suite, une infraction à la loi du 21 mai 1836 sur les loteries (5). La majeure partie des jugements et arrêts décidait que le fait de créer ou d'émettre des titres auxquels sont réunis des bénéfices dus au hasard et l'espérance d'un gain acquis par la voie du tirage au sort, constitue une violation de la loi du 31 mai 1836, dont l'art. assimile aux loteries toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain acquis par la voie du sort. Nos sociétés semblaient, cependant, ne pas tomber sous l'application de cette loi, puisque leur répartition n'est pas déterminée par le hasard des tirages. On admettait que les opérations sur les valeurs à lots qu'elles pratiquaient, ne constituaient pas des loteries interdites dans les cas suivants : Si l'acquéreur connaît, dès le jour où il contracte, les numéros de valeurs achetées, si la chance des lots n'est pas séparée du titre, si la vente n'est pas opérée dans des conditions qui dénaturent les prescriptions de la loi portant autorisation d'émission (6).

Ainsi, la validité des sociétés d'épargne dépendait du fait que les numéros des obligations achetées aient été portés ou non à la connaissance des adhérents. Mais cette condition pouvait présenter

(1) RAJON, thèse citée, pp. 24 et 25.

(2) *id.*, p. 29.

(3) Trib. Lyon, 1^{er} avril 1898; 2^e jugem. *ibid.*, 19 juillet 1898; Cass. req., 18 décembre 1899; *ibid.*, 29 mars 1900. Cités par RAJON, th. citée, p. 67.

(4) RAJON, pp. 68 et suiv.

(5) *id.*, pp. 83 et suiv.

(6) S. 88.1.37. — S. 85.1240. — S. 88.1.485. — S. 88.1.489; cités par LEFORT, op. cité, t. IV, p. 481, en note. En ce sens, opinion de M. WAHL, dans cette même note.

de sérieuses difficultés d'application dans les grandes sociétés et le régime admis par la jurisprudence pouvait changer. Certaines entreprises faisaient l'attribution des terrains et maisons par le tirage et elles étaient, sûrement, frappées de nullité. D'autre part, parmi les sociétés appelées d'épargne, se trouvaient confondues des associations pour l'achat en commun des valeurs à lots qu'une jurisprudence constante assimilait aux loteries et la loi de 1913 n'a pas manqué de les exclure du domaine de ses prescriptions (1). Les sociétés d'épargne n'étant interdites par aucun texte, ces associations s'efforçaient de vivre sous le même régime.

Nos sociétés avaient donc besoin d'un statut légal. « Les fondateurs, même les plus honnêtes et les mieux intentionnés, livrés à leur propre initiative, erraient un peu au hasard, offraient à leur clientèle des avantages plus ou moins en rapport avec les opérations propres des sociétés d'épargne, et, sentant que leurs entreprises ne reposaient sur aucune base légale, n'étaient point sûrs de l'avenir. Il fallait faire cesser cet état de choses et donner confiance aux fondateurs et aux épargnants » (2).

SECTION II

LES ABUS

On a cité à propos des abus auxquels les tontines avaient donné lieu la maxime de la Rochefoucauld : « L'intérêt personnel parle toutes sortes de langues et joue tous les personnages, même celui du désintéressé » (3).

Dans toutes les branches de la prévoyance et de l'épargne, dans les tontines principalement et aussi dans les sociétés d'assurance-vie, de capitalisation, même d'épargne, l'intérêt personnel couvert du masque de la philanthropie et quelquefois de celui de la mutualité, joua longtemps toutes sortes de personnages pour s'enrichir aux dépens de l'épargne. Ce fut surtout la petite épargne qui fut victime de ces abus et on en trouve l'écho dans les publications et les projets de loi qui précédèrent le vote des lois de 1905, 1907 et 1913. M. Mirman résumait ainsi les procédés des sociétés d'assurance et d'épargne véreuses : « Quant aux naïfs, aux candides gogos qui leur apportent leur argent, cet argent n'aura pas été perdu pour tout le monde, il l'aura été infailliblement pour eux. » (4)

(1) Voir *infra*, p. 56, à propos de l'art. 2.

(2) CLUZEL, Commentaire de la loi de 1913, *Journ. des Assurés*, sept. 1913.

(3) Maxime 39. Maximes de La Rochefoucauld, édit. 1670, citée par Ph. CARDOT, thèse sur les sociétés tontinières, Paris, 1908.

(4) Proposition de loi de M. MIRMAN. *Docum. parlam.*, Chambre, 1902, p. 458, n° 10.

En ce qui concerne spécialement les sociétés d'épargne, le projet de loi du Gouvernement de 1903, qui visait aussi les sociétés de capitalisation, signalait ainsi les abus qui s'y rencontraient aussi bien que dans les assurances-vie : « Si quelques-unes de ces sociétés sagement conçues et administrées paraissent incontestablement donner ou présager de bons résultats, beaucoup, il faut le reconnaître, n'ont qu'une existence précaire et attirent trop aisément des adhérents par l'appât de promesses téméraires ou fallacieuses ; plusieurs ne sont, sous le couvert d'idées de prévoyance, que de pures exploitations commerciales qui drainent, sans garanties suffisantes, les petites épargnes et qui risquent ainsi en provoquant des déceptions inévitables de compromettre un jour le développement même de la prévoyance ». (1)

Cependant les abus étaient infiniment moins considérables dans nos sociétés que dans les combinaisons viagères où les calculs compliqués sur lesquels elle reposent permettaient facilement aux directeurs de sociétés d'exploiter à leur aise le malheureux épargniste qui ne pouvait se rendre compte de l'erreur des calculs. Ils étaient moins nombreux aussi que dans les sociétés de capitalisation qui, nous dit M. Bonnevey aspiraient et recueillaient l'épargne populaire par leurs mille canaux au profit de financiers avertis exploitant la crédule confiance de gens peu au courant des affaires d'argent » (2). Les abus d'administration des entreprises d'épargne étaient relativement rares ; pas de faillites retentissantes comme en matière d'assurance-vie ou de capitalisation, partant pas de mouvement d'opinion bien sensible (3).

Mais, d'autre part, en matière d'épargne, les abus étaient plus à craindre puisqu'il s'agissait du patrimoine du pauvre dont la dilapidation était plus désastreuse au point de vue social. Aussi le législateur, ayant entrepris la protection de l'épargne publique, devait exiger encore plus de garanties des sociétés d'épargne.

La première cause du besoin d'intervention législative était l'organisation mauvaise ou plutôt mal conçue de nos sociétés : « Elles sont fondées par de braves gens remplis d'illusion qui croient que la bonne volonté suffit pour modifier au profit de l'intérêt général les règles impitoyables de l'arithmétique », disait M. Mirman (4).

« La plupart des petites sociétés n'ont pas de statut dressé, ou bien leur rédaction, quand on en dresse, témoigne d'une grande inexpérience. Il serait imprudent de laisser ces sociétés absolument

(1) Projet du Gouvernement de 1903, *Journ. off.*, Docum. parlem. Chambre, 1903, n° 1403.

(2) *Journ. off.*, Docum. parlem. Chambre, rapport BONNEVEY, 1905, n° 1403.

(3) *Journ. off.*, Docum. parlem. Chambre 1909, n° 2347. Exposé des motifs de la proposition BONNEVEY.

(4) Proposition MIRMAN, citée.

libres. Le régime légal de la société civile est trop imprécis, il garantit insuffisamment les intéressés contre les écarts d'administration ; des clauses importantes peuvent être omises telles que celles de la reddition des comptes, des clauses arbitraires pouvant être insérées, telles que celles d'exclusion sans restitution de mises. Il ne faut pas attendre que plusieurs de ces sociétés aient sombré pour aviser aux moyens de leur assurer la stabilité ! Leur clientèle représente l'épargne populaire plus exactement encore que celles des entreprises de capitalisation. Les conditions d'acquisition de leurs placements, la mise de ceux-ci à l'abri des dilapidations sont des sujets de préoccupations légitimes ».

La deuxième raison de l'intervention législative venait de l'ignorance par certaines sociétés non plus de la technicité des opérations de capitalisation mais de tout principe de justice. « Des émoluments très considérables étaient attribués à la direction, des situations privilégiées étaient faites aux parts de fondateurs qui, si elles n'étaient pas inconciliables avec l'esprit de la mutualité, ne doivent demander à la société lancée qu'une juste et préalablement établie rémunération mais non se réserver des bénéfices en contradiction avec les droits légitimes des adhérents » (2). Les sociétés d'épargne avaient encore des directeurs statutaires, des fonds dénommés d'amortissement, de garantie, en un mot tous les genres de gestion occulte, qui prélevant, outre les parts de fondateurs, chacun un tant pour cent, s'allouaient ainsi une grande partie des sommes payées par les adhérents. Les entreprises de gestion avouées, affectant volontiers la forme de sociétés anonymes recevaient des taux de rémunération exagérées, car dit M. Thaller : « La société gérée sortie en quelque manière des flancs de l'entreprise de gestion n'a pas été consultée en réalité sur le chiffre de ce tarif ». Ces entreprises se faisaient consentir la gestion pour un temps trop étendu, elles ne présentaient pas les garanties désirables.

Les bénéfices abusifs de la gestion provenaient encore de l'habileté avec laquelle les pénalités, les amendes, les clauses de déchéance, les retenues étaient dissimulées dans des clauses ambiguës et enchevêtrées des statuts de manière à rendre impossible le contrôle des sociétaires. Les sociétés tontinières avaient depuis longtemps donné l'exemple de l'insertion dans leurs statuts des clauses léonines conçues à leur entier profit. La déchéance, en cas de retard dans les versements, était déclarée de plein droit, sans avis préalable, le souscripteur perdant tout droit ; les clauses de retenues étaient multipliées. Les amendes étaient nombreuses et leur produit ne rentrait pas en capitalisation pas plus que celui des droits d'entrée.

(1) Projet du Gouvernement de 1903 contenant le rapport de M. THALLER. Docum. parlem. Chambre 1903, n° 1403.

(2) WHAL, *Journ. des Soc.*, 1899, p. 256.

Les prélèvements pour frais généraux se faisaient tantôt sur la souscription totale, tantôt sur les lots échus, les droits d'entrée, les indemnités de retard, si bien qu'aucun adhérent ne pouvait connaître leur montant exact ; ces frais étaient diversement nommés : droits d'adhésion, de gestion, de fonctionnement ; le contrôle devenait impossible. La durée de la capitalisation était très longue, de façon à multiplier les causes d'abandon de contrats volontaires ou forcées ; car certaines sociétés allaient jusqu'à stipuler l'abandon obligatoire du contrat par les héritiers d'un sociétaire décédé ou à leur imposer des versements supplémentaires. Enfin, l'actif des entreprises n'était pas employé de suite, il était majoré fictivement dans les chapitres du bilan.

SECTION III

NÉCESSITÉ D'UN CONTROLE PAR L'ÉTAT

La prévoyance est une vertu d'ordre social et l'Etat ne saurait s'en désintéresser. Les économistes admettent le principe que la police de l'Etat doit pénétrer la matière des assurances et de toutes les institutions de prévoyance dans l'intérêt général. Les interventionnistes qui réclament la main-mise de l'Etat sur les institutions de prévoyance et d'épargne, ou au moins l'organisation administrative des assurances contre la maladie, des retraites, etc., les libéraux qui redoutent l'immixtion de l'Etat dans les matières d'ordre privé et n'acceptent qu'à regret son action en matière de Caisse d'épargne, tous sont d'accord sur l'impérieuse nécessité d'un contrôle et d'une surveillance sévère par les pouvoirs publics en tout ce qui touche l'assurance et l'épargne.

C'est même en cette matière que l'Etat doit à la nation un contrôle plus vigilant, car il s'agit de protéger l'épargne des classes laborieuses qui n'ont pas d'autre ressource pour les époques critiques de l'existence. La surveillance des épargnants, gens peu au courant des affaires d'argent et surtout des systèmes compliqués des institutions de prévoyance, ne peut être effective et se trouve même radicalement impossible.

Certes l'initiative privée ne doit pas être entravée ; c'est elle qui a inventé tout un système de moyens pour amener l'épargnant à l'épargne forcée, qui l'a rendue accessible à tous. La loi doit donc laisser s'exercer le libre jeu de la concurrence qui seule peut obliger les sociétés à réduire leurs tarifs, à consentir des conditions plus avantageuses.

Aussi la nécessité de donner à l'Etat le pouvoir de contrôler toutes opérations de prévoyance proposée au public a toujours été reconnue en France par le pouvoir législatif, qui, au cours du

xix^e siècle, n'a jamais admis la liberté pleine et entière pour les assurances tout d'abord, puis pour les entreprises de prévoyance, de capitalisation et enfin d'épargne. Des lois successives ont déterminé le mode d'exercice de ce contrôle ; elles montrent que le but du législateur a été de le rendre de plus en plus efficace, et aussi comment l'expérience a définitivement fait adopter le système dit de l'enregistrement qui est celui de la loi du 3 juillet 1913.

Notre législation a, en effet, institué deux systèmes de contrôle : celui de l'autorisation préalable qui fut réglementé par la loi du 24 juillet 1867, complété par un décret en 1868 et celui de l'enregistrement, dit aussi de la surveillance, qui s'applique aux assurances-vie, aux entreprises de capitalisation et d'épargne.

L'autorisation préalable du Gouvernement en Conseil d'Etat fut établie par l'art. 37 du Code de commerce ; son approbation était indispensable pour toute les sociétés anonymes, même d'assurance. Un avis du Conseil d'Etat du 15 octobre 1809 la rend obligatoire pour les mutuelles, un autre avis du 25 mars 1809 pour les tontines. La loi du 24 juillet 1867 vint instaurer un régime plus libéral et supprimer l'autorisation, mais par son article 66 la conserve expressément pour les sociétés d'assurances et exige d'elles des garanties spéciales, notamment pour leurs réserves. Le décret du 22 janvier 1868 rendu en exécution de cette loi avait minutieusement organisé les règles que les sociétés anonymes et mutuelles d'assurance et les tontines étaient tenues d'observer pour leur formation.

L'autorisation résultait d'une ordonnance rendue par le Ministre du Commerce, après avis du Conseil d'Etat. Les sociétés devaient fournir au ministre leurs statuts et leurs tarifs ; les bureaux les étudiaient puis faisaient une enquête sur la moralité des directeurs et la valeur de l'entreprise. Sur le vu de ces pièces, le Conseil d'Etat rendait un avis indiquant les modifications à apporter, avis toujours suivi en pratique. Le ministre statuait seul ensuite et accordait l'autorisation sous forme d'un décret rendu en matière d'administration publique. Une fois autorisées, les sociétés n'étaient tenues que de fonctionner suivant la teneur des statuts adoptés ; l'administration ne pouvait alors leur retirer l'autorisation accordée mais simplement exiger des états de situation tous les trois mois.

L'enregistrement ayant comme corollaire un contrôle et une surveillance continus pendant toute la durée des sociétés fut instauré par la loi du 17 mars 1905 sur les assurances-vie où il remplaça l'autorisation préalable dite de la loi de 1867. Ce système fut adopté ensuite en matière de capitalisation et d'épargne par le législateur en 1907 et en 1913. Il constitue la caractéristique des lois protectrices de l'épargne promulguées à ces dates. Bien avant 1905, la valeur et les résultats du système de l'autorisation préalable avaient été l'objet de nombreuses critiques ; il importait chaque jour de rendre le

contrôle plus sévère et plus continu (1). Mais ce fut surtout au cours de l'élaboration de la loi du 17 mars 1905 que furent exposées les raisons qui devaient entraîner la suppression de l'autorisation qui existait dans beaucoup de pays, notamment en Angleterre, telle que l'avaient instituée en France le décret de 1852 pour les sociétés de secours mutuels et le décret de 1868 pour les assurances, et l'adoption du contrôle répressif en même temps que préventif, sous forme d'enregistrement. C'était le système en vigueur aux Etats-Unis et déjà admis en France par la loi de 1898 pour les sociétés d'assurances contre les accidents du travail (2).

On critiquait d'abord le régime de l'autorisation comme arbitraire, constituant une entrave au développement des sociétés. Le ministre n'exigeait pas des statuts uniformes ; aucune règle ne le liait. L'enquête portant uniquement sur la moralité des fondateurs était forcément vague et peu probante. Des différences se créaient ainsi entre les sociétés, les unes libres d'agir, les autres enserrées entre d'étroites prescriptions et se plaignant d'être paralysées au profit des premières. Enfin, le ministre pouvait, à son gré, arbitrairement sans donner de motifs, refuser de présenter les statuts et les tarifs à l'examen du Conseil d'Etat.

La surveillance pendant la vie des sociétés était impossible. « Le ministre n'avait pas le droit d'opérer des vérifications sur pièces au siège des compagnies surveillées et devant se borner exclusivement à la lecture des états de situation fournis, l'efficacité de cette mesure était très restreinte, pour ne rien dire de plus. L'estampille légale pouvait servir à amorcer la clientèle, mais quand il fallait vérifier les comptes, la compagnie fermait la porte. » (3) Aussi, en pratique, les états de situation trimestriels n'étaient généralement pas examinés. Les bureaux du ministère du commerce ne pouvaient que les conserver avec soin, dans des cartons. Aucune arme sérieuse n'était à la disposition du Gouvernement, même en cas de violation manifeste des statuts (4).

Il ne disposait pas de la seule sanction sérieuse : le retrait d'autorisation qui ne pouvait, du reste, qu'entraîner une liquidation désastreuse pour les assurés. Le contrôle à l'origine, des bases financières et techniques des sociétés n'était, en conséquence, qu'un leurre, ne pouvant continuer à s'exercer quand ces sociétés se désagrégeraient manifestement.

Enfin, un grave reproche adressé à l'autorisation préalable consistait dans les abus innombrables qu'elle n'avait pas su prévenir.

(1) V. projet GUIEYSSÉ et J. ROCHE, *Journ. Assur.*, 1894, p. 127.

(2) Sur les différents systèmes d'intervention en Angleterre, Suisse, Allemagne, Etats-Unis, etc., v. thèse LEFEBVRE, pp. 16 et suiv., et thèse PANNIER, Paris, 1905 et 1908.

(3) M. CHASTENET, *Journ. off.*, Chambre, débats parlam., 1904, p. 1702.

(4) LYON-CAEN et RENAULT, *Dr. comm. Sociétés*, t. II, 2^e part., p. 321.

Les faillites retentissantes de la Rente viagère et de la Caisse générale des familles vinrent en 1903 démontrer l'insuffisance des moyens de contrôle. L'émotion soulevée par l'affaire de Thérèse Humbert contribua plus que toutes les critiques au vote de la loi de 1905.

Les protestations qui s'étaient élevées depuis longtemps contre le régime de faveur accordé aux sociétés étrangères, régime de « protection à rebours » avaient montré un des vices les plus sérieux de l'autorisation. La loi du 30 mai 1867 permettait aux sociétés autorisées en Belgique d'exercer tous leurs droits en France. En fait presque toutes les sociétés étrangères bénéficiaient d'une permission accordée par décret ou à la suite d'un traité diplomatique et n'étaient soumises à aucune surveillance.

Ces critiques étaient fondées. Aussi le législateur adopta le système nouveau de l'enregistrement qui repose sur les bases suivantes : Le ministre doit soigneusement vérifier que les nombreuses conditions prescrites par la loi pour la constitution des sociétés ont été bien observées. Dans ce cas l'enregistrement est obligatoire ; ainsi plus d'arbitraire, toutes les sociétés ont des statuts uniformes et sont placées sur le même pied d'égalité. Mais du jour où se produit une inobservation des prescriptions légales, le bénéfice de l'enregistrement est retiré. Le régime de l'« enregistrement automatique » est ainsi préventif, répressif, égalitaire et libéral en même temps. L'étude de la loi de 1913 nous permettra d'en analyser plus complètement le mécanisme.

CHAPITRE III

HISTORIQUE DE LA LOI DU 3 JUILLET 1913

L'origine de la loi de 1913 remonte aux différentes propositions qui aboutirent d'abord à la loi du 17 mars 1905 sur les sociétés d'assurance-vie. Ces dernières, quoique régies par un texte, le décret du 22 janvier 1868, vivaient sous le régime extrêmement indulgent de l'autorisation sans qu'aucune protection ne soit prévue pour les assurés. Aussi les abus se multiplièrent qui entraînèrent de véritables désastres financiers.

C'est pour les prévenir que furent successivement déposées plusieurs propositions de loi : Saint-Germain 1890, J. Roche et P. Guieysse 1894 (1), qui se multiplièrent en 1902, à la suite du scandale retentissant de la « Rente viagère », épilogue de l'affaire Humbert-Crawford, de la faillite de la « Caisse viagère des familles » — propositions Mirman (2), Audiffred (3), Guieysse (4), Ferrette (5), etc.

Toutes ces propositions, spécialement celle de M. Mirman, tendaient à réglementer en même temps que l'assurance-vie, les autres formes de la prévoyance, capitalisation et épargne où se produisait aussi une véritable exploitation de l'épargne publique. Les sociétés proprement dites de prévoyance faisaient au même moment l'objet de la loi du 3 février 1902. La sécurité et la protection des épargnistes devaient être assurées dans tous les genres d'entreprises qui faisaient appel à leurs économies. L'« Epargne populaire » et l'« Assurance financière », l'« Avenir des Familles », qui étaient des entreprises de capitalisation venaient encore de sombrer.

Mais le Gouvernement se préoccupa de réglementer tout d'abord

(1) V. *supra*, p. 33, note 1.

(2) *Journ. off.*, docum. parlem. Chambre 1902, n° 10.

(3) *Journ. off.*, *id.*, n° 94.

(4) *Journ. off.*, *id.*, 1903, n° 94.

(5) *Journ. off.*, 1902, n° 14.

les entreprises où le besoin d'une intervention se faisait le plus vivement sentir, qui par leur nature différente demandaient une réglementation spéciale ; le 6 décembre 1902, il déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi tendant à établir la surveillance et le contrôle des assurances sur la vie et de toutes les entreprises dans lesquelles intervenaient la durée de la vie humaine (1). Ce projet aboutit au vote de la loi du 17 mars 1905.

Projet du Gouvernement de 1903.

En même temps que s'élaborait cette loi, une commission extra-parlementaire, nommée par le Ministre du Commerce le 2 mai 1902, avait reçu mission de présenter un projet de loi qui soumettrait les sociétés de capitalisation et d'épargne à une réglementation analogue à celle qui était en préparation pour les sociétés d'assurances sur la vie. Pour éclairer les travaux de cette commission, le ministre ouvrit en 1902 et en 1903 deux enquêtes destinées à grouper les premiers renseignements sur les sociétés d'épargne de la nature des Fourmis et sur les sociétés de capitalisation qui, jusqu'alors, étaient restées presque complètement inconnues de l'administration.

M. Thaller, l'éminent professeur de la Faculté de Droit de Paris fut le rapporteur des travaux de cette commission et le rapport qu'il rédigea en son nom servit d'exposé des motifs au projet que M. Trouillot, ministre du commerce, soumit à la Chambre, au nom du Gouvernement, à la séance du 28 décembre 1903 (2).

Le projet du Gouvernement n'est donc que le projet élaboré et motivé par M. Thaller. Il est des plus importants, car il constitue la base amendée mais non modifiée des lois du 19 décembre 1907 sur les sociétés de capitalisation, du 3 juillet 1913 sur les sociétés d'épargne. Il réglemente, en effet, en même temps ces deux genres de sociétés, mais distingue cependant très nettement ces deux types fondamentaux de l'esprit d'épargne pour lesquels il propose deux réglementations différentes, avec un contrôle de l'Etat plus atténué pour le deuxième type que pour le premier. Il pose aussi la distinction fondamentale, qui caractérise la loi de 1913, entre les petites sociétés et les entreprises qui ne sont pas administrées gratuitement ; il institue le système de la liberté relative pour les petites sociétés, il soumet les entreprises dont les fonctions d'administrateurs sont rétribuées aux obligations imposées aux entreprises de capitalisation, c'est-à-dire à l'enregistrement et à la surveillance des contrôleurs.

Dans son rapport, M. Thaller n'insiste pas sur la question de l'enregistrement proposé comme moyen de contrôle par l'Etat,

(1) Journ. off., 1902, p. 1210.

(2) Journ. off., docum. parlam. Chambre, 1903, n° 1403.

puisque'elle était débattue et résolue au cours même de l'élaboration de la loi sur les assurances-vie.

L'analyse du titre II du projet concernant les sociétés d'épargne et de la partie du rapport correspondante montre que son rédacteur s'est attaché à prévenir les abus résultant de l'administration imprévoyante des petites sociétés au moins autant que ceux provenant de l'exagération des frais de gestion dans les grandes entreprises. Aussi l'article 17 qui contient les clauses que doivent spécifier les statuts de toutes les sociétés, petites sociétés et entreprises, contient-il un certain nombre d'obligations restrictives qui rendent le régime des premières assez sévère.

Cet article exige qu'elles empruntent aux sociétés par actions tous les rouages de leur administration : assemblée générale annuelle avec unité de voix pour l'adhérent, conseil d'administration avec pouvoirs fixés par les statuts, commissaires-censeurs qui doivent participer obligatoirement avec les administrateurs aux achats et retraits de valeurs. Le mode de placement de l'actif doit être fixé par un décret. Le dépôt des valeurs de la société doit être fait dans un établissement prévu par les statuts, leur retrait nécessite outre l'avis des administrateurs contresigné par le censeur, l'approbation de l'assemblée générale. La durée de la capitalisation n'est pas limitée ; elle doit simplement être spécifiée dans les statuts. Mais le projet ne permet pas que les adhérents sortants ou exclus soient frappés d'une retenue de plus du dixième du montant de leur livret. Les héritiers d'un adhérent décédé lui sont substitués de plein droit sans avoir à subir aucune retenue. Les amendes sont interdites, sauf en cas de retard dans les versements ou d'absence à l'assemblée générale. Toutes avances aux adhérents et tous remboursements anticipés, sauf aux adhérents sortant ou exclus sont aussi interdits. Le recours à l'expertise judiciaire est possible à la demande d'un quart des adhérents. Aucun quantum n'est prévu pour les frais de gestion. Toutes les sociétés doivent effectuer le dépôt à la Préfecture et la transmission au Procureur de la République de leurs statuts, et en outre adresser leur bilan annuel au Ministre du Commerce.

Les sociétés qui ne sont pas administrées gratuitement doivent encore, comme celles de capitalisation, solliciter l'enregistrement, se soumettre à la surveillance des contrôleurs de l'Etat, s'engager à transmettre au Ministre annuellement leur bilan et tous les documents exigés par la loi et les décrets.

Les entreprises de gestion doivent fournir un capital de garantie de 300.000 francs, elles ne peuvent passer des traités de gestion de plus de 5 ans, un décret fixera le maximum de rémunération pour leur gestion.

Les dispositions transitoires sont les mêmes pour toutes les sociétés, assujetties ou non à l'enregistrement qui sont tenues dans

les six mois de notifier leurs statuts et d'en faire le dépôt. Les entreprises doivent dans ce délai solliciter en outre l'enregistrement .

Ce projet fut renvoyé à la Commission des Assurances. de la Chambre, qui ne retint que la partie concernant les sociétés de capitalisation (1), se réservant de déposer ultérieurement, d'accord avec le Gouvernement, un projet complémentaire relatif aux sociétés d'épargne. Le législateur voulant aller au plus pressé, soucieux de mettre de suite un terme aux dangers plus graves que faisaient courir à l'épargne les entreprises de capitalisation, vota d'abord le projet sur ces entreprises qui devint la loi du 19 décembre 1907.

Proposition de loi et rapports Bonnevey.

Les conclusions du rapport de M. Thaller et la partie du projet du Gouvernement se rapportant aux sociétés d'épargne furent repris sous forme de proposition de loi, déposée à la séance de la Chambre du 2 mars 1909 par M. Bonnevey député et quelques-uns de ses collègues (2).

Dans l'exposé des motifs de la proposition dont il est le principal auteur, M. Bonnevey fait ressortir l'intérêt qu'a le Parlement à poursuivre et à compléter l'œuvre de protection de l'épargne publique entreprise par le vote des lois sur les assurances-vie et les sociétés de capitalisation, qui avaient assuré à l'épargne des garanties depuis longtemps réclamées. Quoique les abus d'administration des sociétés d'épargne soient relativement rares, ils sont cependant identiques à ceux qui avaient motivé le vote des lois de 1905 et de 1907, aussi M. Bonnevey propose de leur appliquer des mesures analogues.

Mais, tout en s'inspirant de la législation déjà votée, il conserve cependant l'ossature et la physionomie générale du projet de 1903, auquel il n'apporte que des modifications de détail; sa proposition en diffère par le libéralisme plus grand dont il fait preuve vis-à-vis des petites sociétés qu'il dénomme familiales. « La réglementation proposée par le Gouvernement en 1903 nous a parue excessive pour l'immense majorité des sociétés d'épargne qui ont un véritable caractère familial. » Aussi l'article 17 du projet indiquant les clauses que doivent contenir les statuts et qui constitue le point principal, est amendé dans un sens très libéral.

L'administration est simplifiée ; tous les adhérents sont convoqués aux assemblées générales, mais les pouvoirs des administrateurs librement fixés par les statuts ne sont plus restreints pour le dépôt et le retrait des valeurs, la présence de commissaires-censeurs n'est plus obligatoire ; c'est le contrôle exercé par les sociétaires eux-

(1) *Journ. off.*, docum. parlem., Chambre 1905, n° 1403.

(2) *Journ. off.*, docum. parlem., Chambre 1904, n° 1403.

mêmes qui est substitué à celui de l'Etat. Pourvu que les statuts le spécifient nettement le quantum des frais de gestion à prélever sur les versements, non prévu dans le projet est librement fixé ; de même pour les conditions de déchéance, le maximum des retenues pour cause de retard dans les versements, le maximum des fonds à conserver en caisse avant placement. Les droits d'entrée et les amendes sont autorisés, pourvu que leur produit entre en capitalisation. Les avances et remboursements anticipés aux adhérents sont permis. Plus d'expertise judiciaire possible, plus de bilan annuel à transmettre au Ministre outre le dépôt lors de la constitution des sociétés.

« Astreindre ces petites sociétés à un contrôle, si léger soit-il, dit M. Bonnevey, nous a paru excessif. On a rien demandé de pareil aux sociétés de secours mutuels libres, ni aux associations déclarées, qui peuvent disposer de ressources autrement importantes ».

Les mesures transitoires n'obligent plus les entreprises qu'à se soumettre à la loi dans un délai déterminé, qui est fixé à deux mois ; les petites sociétés ne devront modifier leurs statuts que pour leurs séries nouvelles. Les entreprises sont soumises aux mêmes dispositions que les entreprises de capitalisation, dispositions analogues à celles prévues dans le projet. Mais la proposition fixe en plus un maximum de 25 ans à la durée de la capitalisation. Toutes les sociétés qui ne répartissent pas le produit intégral de la capitalisation avant un délai de 15 ans, sont assujetties à l'enregistrement, comme celles qui ne sont pas administrées gratuitement.

Les entreprises de gestion sont soumises aux mêmes formalités qu'en matière d'assurance-vie et de capitalisation : dépôt d'un capital de garantie de 100.000 francs, durée initiale du traité 20 ans ne pouvant être renouvelé que pour dix ans, fixation par décret du maximum qu'elles peuvent percevoir pour frais de gestion.

La proposition Bonnevey fut renvoyée à la Commission des Assurances de la Chambre, qui nomma M. Bonnevey rapporteur. Celui-ci déposa au nom de cette Commission, à la séance du 2 avril 1909 (1), son rapport qui est identique à l'exposé des motifs des propositions de loi ; M. Bonnevey fait cependant remarquer l'avantage que présente le système de l'enregistrement. L'autorisation, c'est l'arbitraire de l'administration qui peut, suivant son bon plaisir, l'accorder ou la refuser. Les législations libérales y substituent l'enregistrement. C'est le système qui a prévalu en matière de sociétés de prévoyance pour les sociétés de secours mutuels, où l'article 10 de la loi de 1898 ne prévoit le refus d'autorisation que pour motif d'illégalités expressément prévues et limitées, pour les sociétés d'assurance-vie et de capitalisation. M. Bonnevey y précise les obligations qu'ont les

(1) *Journ. off.*, docum. parlam., Chambre 1909, n° 2448.

sociétés de plus de cent membres, de convoquer tous leurs adhérents aux assemblées générales et d'envoyer à tous le compte rendu des opérations ; ces mesures ne sont pas onéreuses, les sociétaires ne seront jamais tous présents au point de ne pouvoir être logés dans un local suffisamment vaste.

Ce premier rapport fut suivi de deux rapports supplémentaires, en date du 8 juillet 1909 et 3 décembre 1909 (1). Devenue caduque à la fin de la neuvième législature, la proposition de loi fut reprise par son auteur le 10 juin 1910 (2) et renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, et M. Bonnevey fut chargé, en son nom, de faire un rapport dont elle adopta les conclusions sans amendements. Ce rapport (3) fut déposé à la séance de la Chambre du 25 décembre 1910 ; la proposition de loi vint en discussion à la Chambre le 30 mars 1912, l'urgence fut déclarée et l'adoption eut lieu sans discussion.

Dans ces nouveaux rapports, M. Bonnevey eut à revenir et à préciser sa pensée sur trois points principalement. Pour la fixation des valeurs qui doivent servir au placement de l'actif, la Commission avait d'abord procédé par voie de référence à la loi du 19 décembre 1907, puis avait admis un règlement d'administration publique spécial (rapport du 13 décembre 1909), elle revint enfin dans le rapport du 25 décembre 1910, au système de référence à la loi de 1907. Deux autres points importants durent encore être précisés : l'obligation de convoquer tous les adhérents aux assemblées et l'imputation des frais de gestion sur les premiers versements. Un « Syndicat des sociétés de prévoyance et d'épargne » (4) se forma pour demander à la Commission le droit pour les entreprises de ne convoquer que le 25 % de leurs adhérents aux assemblées et celui d'imputer leurs frais de gestion sur les premiers versements en en indiquant la limitation par rapport aux versements prévus au contrat.

Sur le premier point, M. Bonnevey, dans son rapport du 25 décembre 1910, rappelle que d'après le rapport du 2 avril 1909 la faculté de convoquer les adhérents par sélection était refusée aux sociétés et maintient son refus d'accéder aux désirs du syndicat.

Quant au deuxième, M. Bonnevey (rapport du 3 décembre 1909) interprète l'article 5, § 3 de sa proposition, relatif à la limitation des

(1) *Journ. off.*, docum. parlam. 1909, Chambre, nos 2671 et 2892.

(2) *Journ. off.*, *ibid.* 1910, n° 32.

(3) *Journ. off.*, *ibid.* 1910, n° 638.

(4) Ce Syndicat, d'après le rapport Bonnevey du 25 déc. 1910, avait son siège 25, rue de Douai, à Paris, et représentait les sociétés suivantes : la Société générale de protection mutuelle, la Société d'épargne des retraites, le Pélican, la Mutuelle Parisienne, l'Epargne moderne française, la Prévoyance familiale, l'Epargne, l'Union mutuelle nationale.

frais de gestion par rapport aux versements, en ce sens que l'imputation de ces frais sur les premiers versements est permise ; dans son rapport du 25 décembre 1910 il précise que cette imputation est licite, à condition que la limitation en soit nettement spécifiée dans les statuts, en proportion des versements annuels, non uu montant total des versements souscrits, comme le demandait le syndicat.

Rapport Lourties et vote de la loi.

La proposition de loi votée par la Chambre le 30 mars fut transmise au Sénat et renvoyée à une Commission, dont M. Poirier fut nommé président et qui nomma M. Lourties, un de ses membres, comme rapporteur. Il déposa son rapport, au nom de la Commission, à la séance du Sénat du 16 mai 1913 (1).

Ce rapport est très important pour l'histoire de l'élaboration et pour l'étude des dispositions de la loi de 1913. Les modifications proposées par M. Lourties furent toutes, en effet, adoptées par le Sénat, puis définitivement par la Chambre, de sorte que le texte de la proposition de loi de la Commission du Sénat est devenu le texte de la loi de 1913 elle-même. Les interprétations contenues dans le rapport Lourties représentent donc exactement les vues du législateur, d'autant plus que M. Bonnevey, au retour de la proposition du Sénat à la Chambre, déclara y adhérer expressément.

On peut donner deux caractéristiques des changements introduits par la Commission du Sénat. Elle complète le texte admis par la Chambre, en le rendant formel et précis, de façon que son interprétation ne laisse place à aucune difficulté. Elle le modifie en certains points dans un sens moins étroit, plus favorable, notamment aux entreprises enregistrées ; les abus qui peuvent s'y glisser ne doivent pas empêcher, en effet, qu'on leur accorde un régime assez libéral qui ne les mette pas en état d'infériorité par rapport aux entreprises d'assurance-vie et de capitalisation.

Ce fut le rapporteur du Sénat qui fit soumettre à la loi, par l'article 1, les sociétés et les « entreprises de toute nature », qui font des opérations d'épargne, de façon à ce que toutes soient régies par ses dispositions.

La proposition de loi Bonnevey ne fixait pas de maximum pour les frais de gestion, qui devaient être limités en proportion des versements. Mais les explications données, à propos de la licéité de l'imputation sur les premiers versements, notamment dans le rapport du 25 décembre 1910, avaient donné lieu à des difficultés d'interprétation. Les sociétés devaient spécifier la limitation en proportion des

(1) *Journ. off.*, docum. parlam., Sénat 1913, n° 168.

versements, mais était-ce par rapport à tous les versements ou sur chaque premier versement ? Elles devront, dit M. Lourties, spécifier un tant pour cent sur chaque versement, donc spécifier ce quantum sur chaque premier versement. Le Syndicat des sociétés d'épargne n'obtenait donc pas sur ce point satisfaction complète. Mais M. Lourties lui accorda la faculté qu'elle réclamait pour les entreprises de n'admettre dans l'assemblée que les adhérents ayant un contrat d'un minimum de valeur déterminé par les statuts.

Pour le placement de l'actif des entreprises, le texte de la Chambre procédait par référence à la loi de 1907. M. Lourties fit donner expressément délégation au Gouvernement pour déterminer dans un décret spécial les valeurs mobilières qui pourraient être admises, avec ou sans limitation ; quant aux immeubles, le texte du Sénat les admet sans autres limitations que celles prévues dans les statuts.

La proposition de loi, amendée par la Commission du Sénat, vint en discussion à la séance du Sénat du 12 juin 1913 ; elle fut adoptée sans aucune modification. Un seul point donna lieu à discussion entre le Ministre du Travail et M. H. Béranger. Ce dernier ayant demandé de quelle façon le tant pour cent à prélever sur les premiers versements devrait être indiqué dans les statuts, M. le Ministre Chéron lui répondit que l'article 5, § 3 devrait être interprété dans ce sens : « Si la société veut prélever dès la première année la totalité de ses frais de gestion, elle devra spécifier dans ses statuts que le prélèvement sera sur les versements de la première année de tant pour cent ». Prenant note de la réponse du Ministre, M. Béranger exprima le vœu qu'une réforme abolisse bientôt cette faculté d'imputation, qui n'est pas une mesure démocratique. » Il faut que les prélèvements soient effectués chaque année sur les versements effectifs des souscripteurs et proportionnellement à chacun de ces versements. » Le Ministre prit l'engagement que la Commission instituée pour la revision des lois de 1905 et de 1907 porterait spécialement son attention sur ce point.

La proposition votée par le Sénat revint à la Chambre, à la séance du 19 juin 1913 et renvoyée à la Commission des assurances et des sociétés de capitalisation et d'épargne (1). M. Bonnevey déposa en son nom un rapport le 20 juin (2), où il demande l'adoption de cette proposition telle que le Sénat l'avait modifiée, tout en regrettant que les sociétés aient reçu la liberté de fixer pour les adhérents à convoquer un minimum de valeur pour leurs contrats. Pratiquement, dit-il, les porteurs de petits contrats ne sauront s'unir et

(1) *Journ. off.*, docum. parlem. Chambre, 1913, n° 2887.

(2) *id.*, n° 2892.

quelques personnes pourront tenir en échec l'ensemble des adhérents. La Chambre, le 25 juin 1913 (3), adoptait sans discussion la proposition qui acquérait ainsi force de loi et fut promulguée au *Journal Officiel* le 3 juillet 1913 (4).

(3) *Journ. off.*, 26 juin 1913.

(4) *Journ. off.*, 3 juillet 1913.

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION DU FONCTIONNEMENT DES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE

par la loi du 3 juillet 1913

Cette loi constitue la loi organique des sociétés d'épargne : elle les définit, consacre leur légalité et leur capacité, en détermine le fonctionnement, en un mot, les fait naître à la vie juridique et fixe le cadre de leur action et de leur développement.

Mais le but immédiat du législateur n'a pas été de fixer la nature juridique du contrat d'épargne et des sociétés d'épargne, d'assigner à ces dernières une place exacte dans le monde juridique, de les classer et de les limiter à ce point de vue. Aussi n'insiste-t-il pas, comme celui de 1901, dans la loi sur les associations, sur les caractères d'un contrat pratiqué depuis longtemps, régi par des lois antérieures, ni sur la capacité assignée aux diverses sortes d'associations. De même que pour les lois sur les syndicats, les sociétés de secours mutuels, les sociétés d'assurance-vie et de capitalisation, il s'est trouvé en face de combinaisons qu'il fallait reconnaître telles qu'elles avaient été nécessitées par la pratique, afin de leur donner la légalité et surtout de mettre de suite un terme aux abus nombreux qu'un manque de réglementation avait laissé s'y introduire. Ainsi faite sous l'empire de la nécessité pour protéger l'épargne publique, la loi de 1913 complémente de celles de 1905 et 1907, est conçue pour régler seulement le fonctionnement pratique des sociétés d'épargne, en éliminer les abus. Dans cette voie de protection immé-

diatement pratique, le législateur avait même été jusqu'à voter une loi d'espèce, la loi du 5 février 1902, qui ne stipule que pour des institutions existantes nommément désignées, dont les « Prévoyants de l'Avenir ». La loi de 1913 n'est donc pas une loi d'ensemble relative au contrat d'épargne, une codification définitive (1). M. Bonnevey, à propos de la loi de 1907, avait précisé dans son rapport (2), qu'elle ne s'était pas proposé pour objet de déterminer le statut légal des entreprises, pas plus que la forme de leur constitution ou leur capacité juridique. Or les deux lois de 1907 et de 1913 procèdent exactement des mêmes conceptions. Cette dernière ne vise donc qu'une utilité immédiate : la sécurité et la protection des épargnistes par le « contrôle et la surveillance des sociétés d'épargne », comme l'indique son sous-titre. Aussi en étudiant la réglementation du fonctionnement des sociétés d'épargne, aurons-nous à commenter toute la loi de 1913 qui ne consacre aucun de ses articles à définir la nature juridique du contrat ni des sociétés d'épargne ; seul l'article 4 fixe brièvement leur capacité.

La loi du 3 juillet 1913 est divisée en trois titres ; le premier intitulé : *Dispositions générales*, contient la définition des sociétés d'épargne et la réglementation des sociétés ordinaires dénommées petites sociétés familiales dans les rapports de la loi. Le deuxième règle le régime des *Sociétés enregistrées*. Le troisième a trait aux *Dispositions transitoires*.

C'est la particularité de cette loi, qui n'existe pas dans celles de 1905 et 1907, d'édicter deux groupes de prescriptions bien différentes. Elle distingue, en effet, les sociétés à but familial constituées entre camarades, ouvriers d'une même ville, anciens élèves d'un même établissement, qui donnent un but d'épargne à leurs réunions. Ils ne dressent que des statuts sommaires, ne font aucune publicité. Ils utilisent leurs épargnes dans l'achat en commun de titres, ordinairement de valeurs à lots, et la répartition du produit capitalisé de ces cotisations modiques se fait au bout d'un laps de temps assez court. Ces sociétés, avec les sociétés de secours mutuels, les sociétés d'habitations à bon marché, avec la Caisse d'épargne, sont des institutions sociales et à ce titre le législateur leur a concédé une réglementation large et libérale dont il a écarté à dessein toute entrave. Il en a favorisé le développement, imposant seulement aux fondateurs le dépôt et la publication des statuts qui doivent être conformes à certaines prescriptions d'ordre réglementaire strictement déterminées, il ne les assujettit qu'au contrôle des sociétaires eux-mêmes.

(1) « La commission du Sénat estime qu'une codification des lois diverses qui ont pour but de protéger l'épargne populaire s'imposera à bref délai, en vue d'établir entre elles un régime qui ne constitue pour aucune un privilège. » (Rapport LOURNÉS.)

(2) Rapport BONNEVEY, *Journ. off.*, docum. parlam. Ch., 1907, n° 744.

Quant aux sociétés prévues par le titre II, elles constituent avec les sociétés d'assurance-vie et de capitalisation, de véritables entreprises commerciales, la loi les nomme des « entreprises » qui poursuivent la réalisation de bénéfices prélevés sur le tant pour cent demandé aux adhérents pour la gestion de leurs épargnes. Les intérêts de ces adhérents, souvent en opposition avec ceux de la gestion, ne pouvaient être efficacement sauvegardés que par l'Etat. Aussi le titre II de la loi exige-t-il pour les entreprises l'enregistrement, c'est-à-dire la surveillance et le contrôle du Ministère du Travail et un certain nombre de garanties, en outre de leur soumission aux prescriptions communes à toutes les sociétés.

La loi, ensuite des dispositions générales et de celles relatives aux sociétés enregistrées, prévoit les entreprises de gestion très fréquentes dans les sociétés enregistrées, les sociétés étrangères, enfin un régime transitoire. Cette partie, concernant l'organisation du fonctionnement des sociétés d'épargne par la loi du 3 juillet 1913 sera divisée suivant l'ordre de ces différentes prescriptions.

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La législation complexe, édictée en matière de prévoyance, sans plan d'ensemble, souvent hâtivement construite pour répondre à des nécessités pressantes de protection des épargnistes nous impose le soin de définir exactement les sociétés qui font l'objet de notre étude. Ces sociétés ne se sont que lentement dégagées des combinaisons plus ou moins légales avec qui le manque de statut légal portait à les confondre. Elles ne sont développées que les dernières parmi les institutions infiniment variées qui se sont donné la prévoyance pour but : assurances de toutes sortes, sociétés de secours mutuels, de capitalisation, d'habitations à bon marché, etc. Les caractères qui distinguent certaines opérations de ces sociétés sont souvent difficiles à fixer parmi l'enchevêtrement des lois et des décrets qui régissent la matière ; nos sociétés ayant reçu un domaine limité peuvent, si elles empiètent sur celui d'institutions voisines, encourir la nullité et les foudres légales tout en faisant un contrat permis.

Aussi le titre I, avant d'édicter les prescriptions relatives au fonctionnement des sociétés d'épargne en général (art. 3 à 9), définit d'abord les deux variétés de sociétés d'épargne soumises à la loi : les sociétés ordinaires, les sociétés faisant appel à l'épargne en vue de l'acquisition ou de la construction d'immeubles (art. 1), indiquant ensuite les opérations qui leur sont interdites et déclarant illicites celles qui s'y livrent (art. 2.).

SECTION I

DÉFINITION DES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE

L'art. 1 de la loi de 1913 définit les entreprises assujetties à la loi :

« Sont soumises à la présente loi les sociétés ou entreprises de toute nature, françaises et étrangères qui, sous quelque dénomination que ce soit, ont pour but de réunir et de capitaliser en commun les épargnes de leurs adhérents, sans prendre à leur égard d'engagements déterminés. »

Il résulte de cette disposition que toute société ou toute entreprise est dite d'épargne au sens de l'art. 1, lorsqu'elle présente ces deux éléments : l'appel à l'épargne en vue de la capitalisation en commun, l'absence d'engagements déterminés. Dès que ces deux éléments sont réunis, peu importe la nature de l'entreprise, sa dénomination, sa nationalité, elle est assujettie au contrôle et à la surveillance institués par la loi, elle est une société d'épargne.

A. Appel à l'épargne en vue de la capitalisation en commun.

Nos sociétés sollicitent des versements de la part du public, tout comme les sociétés par actions ; mais au lieu d'employer, à la façon de ces dernières, les sommes qui leur sont ainsi confiées dans des placements industriels ou commerciaux et de distribuer chaque année des dividendes plus ou moins importants, elles font fructifier ces sommes par le moyen de la capitalisation et les rendent ainsi augmentées à leurs adhérents, au bout d'un temps déterminé qui se nomme durée de la capitalisation.

Elles reposent entièrement sur ce principe de la capitalisation, d'où leur nom générique. Il constitue leur essence, elles n'en font pas une utilisation occasionnelle et secondaire, ainsi que d'autres institutions de prévoyance, il est leur unique raison d'être. Plus même que les sociétés de capitalisation, elles ont pour base l'idée pure de capitalisation, utilisant seulement la puissance des intérêts composés sans y mêler l'attrait d'une restitution anticipée par le tirage au sort. Nous aurons à constater l'habitude qu'ont les dirigeants des sociétés d'épargne de placer une partie de leur actif en valeurs à lots : obligations du Crédit foncier, emprunts de la ville de Paris, etc., ceci afin de satisfaire l'engouement qu'ont les masses pour le gain inespéré, pour la loterie. Mais ces lots, au lieu de profiter au seul adhérent gagnant, comme dans les sociétés de capitalisation, accroissent obligatoirement la masse commune, sont également répartis entre tous les adhérents (art. 2).

Cette capitalisation doit en plus, d'après l'art. 1, être pratiquée en commun ; c'est-à-dire que les sociétés doivent former des épargnes une masse commune entre tous les adhérents qui se partageront les produits de la capitalisation collective. Il nous a été donné de voir que l'utilisation de la coopération rend seule les placements faciles et rémunérateurs, qu'elle est une des caractéristiques de l'épargne pratiquée dans les institutions d'épargne. Mais nos sociétés appliquent la capitalisation d'une façon plus complète et plus productive que la Caisse d'épargne qui laisse les dépôts croître en des compartiments fermés par le simple jeu de la capitalisation isolée : chaque épargnant ne bénéficiant que des intérêts strictement produits par ses versements.

Grâce à la réunion et à la capitalisation en commun des épargnes, non seulement ces dernières mais encore les intérêts même minimes qu'elles produisent constitueront toujours des sommes assez élevées pour permettre un placement sérieux. Elles seront remplacées de suite et sans solution de continuité, au fur et à mesure de leur échéance, car elles ne sont pas à la disposition des adhérents, mais tombent automatiquement dans la caisse commune. Autre avantage : les mandataires des sociétaires chargés du placement des capitaux mis en commun auront plus de facilité et de compétence pour effectuer des placements sûrs et prudents que leurs mandants, petits épargnistes peu instruits. Enfin, grâce à la coopération, les amendes et retenues qui dans nos sociétés frappent l'épargnant insoucieux, vont grossir le fonds commun où elles sont capitalisées.

B. Pas d'engagements déterminés.

Le premier élément constitutif de nos sociétés leur est commun avec les sociétés de capitalisation, le deuxième les en différencie complètement.

Celles-ci prennent, dès le jour de la signature du contrat, l'engagement de payer une somme fixe après un temps déterminé ; dès ce jour le résultat de la capitalisation est connu. Elles font office d'entrepreneur de capitalisation à forfait. Les souscripteurs du contrat reçoivent par exemple des bons de 1.000 ou 2.000 francs payables dans 10 ou 15 ans ; le montant des versements sera en fonction de la somme promise et les sociétés rechercheront naturellement à prélever à leur profit un tant pour cent assez élevé devant se couvrir contre les aléas de l'opération qu'elles ont prise à leur charge.

La loi de 1913 déclare, au contraire, sociétés d'épargne celles qui ne prennent pas de tels engagements déterminés. Elles doivent donc ne faire que réunir toutes les cotisations pour, au jour de la

distribution, les répartir intégralement aux porteurs des livrets d'épargne, accrues du total des résultats de la capitalisation commune. Celle-ci variera suivant le produit des immeubles et des valeurs où l'actif aura trouvé son emploi d'après les lots échus au profit de la masse commune, d'après les retenues et les amendes encourues. Ces résultats ne peuvent être connus d'avance, d'autant plus que la somme revenant à chacun peut varier d'après les amendes. Aussi M. Bonnevey dans son premier rapport a dit fort justement de nos sociétés : « C'est une tirelire qu'on casse à une date convenue sans savoir ce qu'elle contiendra. »

Toutes les sociétés réunissant les deux caractères énumérés, qui constituent le véritable critère de la société d'épargne, les entreprises de toute nature, françaises et étrangères, sont donc soumises, en vertu de l'art 1, aux prescriptions de la loi du 3 juillet 1913. Le texte voté par la Chambre ne visait que les sociétés françaises et étrangères. La commission du Sénat ajouta après le mot « sociétés » les mots « entreprises de toute nature », de manière, dit M. Lourties dans son rapport, à bien marquer que le titre I s'applique à la fois aux petites sociétés familiales et aux entreprises visées par le titre II. Cette modification a eu, en outre, l'avantage de mettre l'art. 1 en harmonie avec l'article correspondant des lois de 1905 et de 1907 qui vise « les entreprises de toute nature. »

M. Thaller fait soigneusement remarquer dans son rapport et il faut en prendre note que : « Le projet n'a pas entendu saisir dans sa réglementation toutes ententes quelconques, intervenant entre deux ou plusieurs personnes en vue d'acheter des titres pour le compte commun par la voie de l'épargne capitalisée..... Un groupement intime et privé se formant en vue de l'épargne et dénué de toute personnalité morale, un groupement se bornant à faire foi à la personne qui se charge d'acheter des valeurs en son propre nom, n'est pas, en principe, une société réglementée par ce titre et ce n'est que s'il opère publiquement et dans un lieu public qu'il tombera sous le coup de ces dispositions. » (1)

On peut résumer ainsi la pensée du rapporteur du projet qui est aussi incontestablement celle du législateur qui a adopté ce projet : Pour que la loi de 1913 s'applique, il faut qu'il y ait contrat de société, personne morale et rendue publique. S'il y a simplement un contrat entre des bailleurs de fonds et un acheteur qui fait les achats en son nom, c'est un contrat fait dans les limites du droit commun des conventions ; la loi ne peut s'immiscer dans ce contrat, à condition toutefois que l'acheteur ne fasse pas appel

(1) Rapport THALLER contenu dans Projet du Gouvernement de 1903, *Journ. off.*, 1903, cité.

au public pour en faire un métier. Cette interprétation de la loi doit être retenue pour être appliquée dans le cas où des réunions amicales voudraient se livrer de cette façon au placement des cotisations de leurs membres.

SECTION II

DÉFINITION DES SOCIÉTÉS FAISANT APPEL A L'ÉPARGNE en vue de l'achat ou de la construction d'immeubles

L'art. 1, § 2, qui reproduit l'art. 23 du projet de 1903 décide :

« Sont également soumises à la présente loi à moins que leurs statuts ne soient approuvés en vertu de la loi du 12 avril 1906, les sociétés qui font appel à l'épargne en vue de l'acquisition ou de la construction d'immeubles ».

Cette désignation expresse était nécessaire, car toutes les combinaisons en usage dans ces sociétés ne rentrent pas dans le cadre de l'art. 1, § 1. Voici celles ordinairement adoptées.

1° Capitaliser les versements en effectuant les placements en valeurs mobilières ou immobilières conformément à l'art. 12, §§ 1 et 2, mais employer le produit de la répartition en achat de maisons, en constitution d'un bien de famille insaisissable, au lieu de l'utiliser en constitution de retraite, de dot. C'est là le fait des sociétés d'épargne ordinaires, l'affectation donnée au capital n'en modifiant en rien la nature.

2° Au lieu de n'acheter que des valeurs de bourse, faire des placements en immeubles destinés à être alotis et partagés entre les membres au jour de la liquidation ; ce genre rentre encore dans la définition de l'article 1, § 1.

3° Acheter ou faire construire des maisons et en faire jouir les adhérents en nature à mesure de leur construction, en attendant le moment où elles seront réparties définitivement. Les adhérents amortissent progressivement le crédit hypothécaire consenti par les sociétés ou contractent un bail avec promesse de vente ; sur ce modèle très usité, de nombreuses variétés peuvent exister. Comme les adhérents jouissent en nature des maisons construites, ils ne profitent pas de la capitalisation des revenus annuels de ces maisons ; aussi était-il besoin d'un texte spécial pour soumettre à la loi de 1913 ces sociétés d'épargne qu'on peut appeler « immobilières » à cause de la nature de leurs placements.

Tout cet ensemble de sociétés a reçu ainsi un statut légal, qui aidera à leur stabilité et à leur développement ; si elles ne sont pas administrées gratuitement, ce qui est la généralité, elles seront des « entreprises privées soumises au contrôle de l'Etat » ; les épargnants pourront s'adresser à elles avec plus de sécurité.

Le pouvoirs publics, dans le but d'atténuer la crise des loyers, de résoudre le problème si pressant du logement populaire, se devaient de favoriser ces entreprises en les soumettant aux dispositions très libérales de la loi de 1913.

Mais pour qu'elles rentrent dans l'ordre des sociétés d'épargne, il faut de plus que leurs statuts ne soient pas déjà approuvés en exécution de la loi du 12 avril 1906, dite loi sur les habitations à bon marché. Il importe donc de connaître quelles sont les sociétés d'habitation à bon marché prévues par cette loi, afin de délimiter le domaine des sociétés d'épargne immobilières.

Les sociétés d'habitation à bon marché sont réglementées par tout un ensemble de lois et de décrets très nombreux qui complètent et modifient la loi du 12 avril 1906 (L. 10 avril 1908, modifiée par celle du 26 février 1912, étendant à la petite propriété les avantages des habitations à bon marché. L. 23 décembre 1912, modifiant et étendant le bénéfice de la loi de 1906). Ces sociétés sont de deux sortes : de construction, de crédit immobilier.

Les *dernières* ne construisent pas elles-mêmes, mais ont pour objet de faciliter l'achat ou la construction de maisons en consentant des prêts hypothécaires individuels et en faisant des avances aux sociétés de construction (loi du 10 avril 1908, art. 2.) Elles doivent pour obtenir l'approbation adopter la forme anonyme, avoir un capital de garantie, ne pas consentir des prêts excédant de 2,50 à 3,50 % suivant les cas, ne donner qu'un dividende inférieur à 4 % (art. 1, décret du 3 mai 1913, modifiant le décret du 24 août 1908, et art. 4, loi 1908). Leur forme, nécessairement anonyme, leur nature qui ne leur permet pas de construire directement, les différencient nettement des sociétés d'épargne.

Les *sociétés de construction* par contre, ressemblent en bien des points à nos sociétés. Parmi elles il faut cependant distinguer deux sortes : anonymes, coopératives.

1° Les sociétés anonymes de construction sont constituées par des capitalistes philanthropes qui' devant l'état pitoyable des logements ouvrier, consentent à employer leurs capitaux en constructions de maisons salubres. Elles sont soumises aux mêmes règles que les sociétés coopératives de construction que nous allons voir, et possèdent les mêmes caractères qui les différencient des sociétés d'épargne avec en plus leur forme anonyme qui les en sépare nettement.

2° Les sociétés coopératives de construction sont celles qui se rapprochent le plus des sociétés d'épargne immobilières. Reposant sur la mutualité, elles sont formées uniquement entre les futurs acquéreurs qui s'ouvrent un crédit mutuel avec garantie foncière. Pour être approuvées par le Ministère du Travail et s'appeler sociétés d'habitations à bon marché, elles doivent de même que les sociétés

de crédit et les sociétés anonymes de construction, contenir dans leurs statuts un certain nombre de conditions (T. II du décret du 10 janvier 1907, rendu en exécution de la L. 12 avril 1906).

1° Acquérir ou construire des maisons à bon marché dans des conditions prévues (art. 5, L. 1906, modifiée par art. 2, L. 23 décembre 1912) : valeur locative faible variant selon les agglomérations ou ne dépassant le chiffre désigné que d'un cinquième, constatation de la salubrité par un des comités de patronage des habitations à bon marché.

2° Limiter leur dividende à 4 % au plus.

3° Transmettre leurs statuts au Ministre du Travail lors de leur constitution, les comptes rendus de chaque assemblée générale et de chaque bilan.

De nombreux avantages sont consentis à ces sociétés : facilité d'emprunts à des taux très bas consentis par l'Etat ou des établissements publics, exonération de certains impôts ; organisation spéciale de l'assurance en cas de décès et un régime successoral favorable aux héritiers au profit de leurs adhérents.

Ces prescriptions et les avantages qui leur sont concédés donnent aux sociétés d'habitations à bon marché un caractère propre qui les différencie des sociétés d'épargne immobilières, caractère d'autant net que la mention de leur autorisation expresse comme sociétés d'habitations à bon marché, inscrite dans leurs statuts, le rendra très discernable. Quoique ne recevant aucune rémunération même indirecte de l'Etat, nos sociétés désormais nettement définies, peuvent aider, tout en visant un but lucratif, à fournir une partie des capitaux indispensables pour résoudre le problème du logement. Car si le législateur a doté les sociétés à bon marché d'une législation abondante, il ne leur a pas accordé les subventions suffisantes.

SECTION III

DES SOCIÉTÉS DITES D'ÉPARGNE ET QUI SONT ILLICITES

La définition de l'art. 1 détermine les sociétés auxquelles est applicable la loi de 1913 et par suite celles qui échappent à sa réglementation et à ses bienfaits. L'art. 2 complète cette définition en déclarant illicites certaines entreprises qui paraissent en réunir les deux caractères constitutifs, en interdisant certaines opérations aux sociétés qui veulent conserver le caractère d'épargne. Cet article vise une catégorie de ces prétendues sociétés d'épargne et M. Lourties dans son rapport en désigne deux autres : les associations dites d'épargne en participation et les banques dénommées de crédit et d'épargne.

§ 1. *Sociétés interdites par l'article 2.*

Le législateur de 1913 désireux de compléter l'œuvre du législateur de 1836 qui interdit les loteries et de la jurisprudence qui avait appliqué cette loi, avec une grande rigueur, soucieux de ne permettre aux sociétés d'épargne de fonctionner que dans les formes prévues et organisées sous son contrôle, interdit formellement (le mot est dans le rapport de M. Bonnevey) toutes celles qui réalisaient des répartitions par voie de tirage au sort. L'art. 2 est ainsi conçu :

« Il est interdit à toutes ces sociétés de stipuler ou de réaliser aucune espèce de répartition par voie de tirage au sort, à moins que le tirage ait exclusivement pour objet de déterminer entre les ayants droit des répartitions ou des priorités d'attributions ne réalisant au profit des attributaires aucun avantage particulier. »

M. Bonnevey (1) nous indique la raison de cette sévérité : « Déjà beaucoup de sociétés d'épargne, en achetant exclusivement des valeurs à lots, escomptaient un profit aléatoire. Si nous leur avions donné le droit de répartir intégralement et suivant un tirage au sort le profit de la capitalisation réalisée, la société d'épargne aurait perdu son caractère intéressant qui est l'épargne pour devenir une entreprise de jeu. »

Nous trouvons une disposition analogue issue des mêmes préoccupations dans l'art. 2 de la loi du 1^{er} avril 1898 qui interdit aux sociétés de secours mutuels de faire des avantages particuliers au profit de quelques-uns de leurs membres, au détriment des autres. L'art. 2 de la loi de 1905 interdit aussi aux sociétés d'assurance sur la vie : « de stipuler et de réaliser l'exécution de contrats où l'attribution de bénéfices par voie de tirage au sort. » Une entreprise qui veut stipuler une répartition par le sort, user de l'appât du gain, n'a qu'à se constituer en société de capitalisation dont l'essence est la loterie et se soumettre aux prescriptions qui la réglementent.

Pour nos sociétés, l'art. 2 en complète le caractère en les obligeant à rester sur le terrain de la mutualité, de la prévoyance pure.

Une dérogation est cependant prévue pour les sociétés immobilières d'épargne que l'observation stricte de la loi aurait gênées pour l'attribution des immeubles. Ces sociétés achetant des terrains ou des maisons au lieu de valeurs mobilières doivent faire des répartitions en nature et non en espèces. Seul un tirage au sort peut déterminer les attributions pour chaque terrain acheté et loti par ces sociétés, l'ordre dans lequel les maisons individuelles seront construites, l'attribution des logements dans les maisons collectives.

(1) *Journ. off.*, docum. parlam. Chambre, 1904, n° 2468.

Cette concession faite aux nécessités de la pratique, la loi exige que dans la mesure du possible on respecte l'esprit des sociétés d'épargne qui doivent reposer sur l'égalité et une vraie mutualité. Les répartitions ou priorités d'attribution « ne doivent réaliser au profit des attributaires aucun avantage particulier » (art. 2 *in fine*) : que les parts soient strictement égales en valeur si elles sont différentes en espèce.

§ 2. *Associations dites d'épargne en participation pour l'achat en commun de valeurs à lots.*

Elles reposent sur le principe suivant : un capitaliste qui achète des valeurs à lots ou à primes a d'autant plus de chance de gagner qu'il en possède davantage. Pour acquérir un titre il faut épargner une somme assez importante et l'argent épargné restera improductif, un an, deux ans, tant que la somme nécessaire à l'achat de l'obligation à lots ne sera pas complète. Seuls plusieurs épargnants groupant leurs premières épargnes pourront de suite acheter une obligation et courir la chance du sort. D'autre part, réunis ils auront des chances beaucoup plus grandes que s'ils avaient acheté isolément un titre.

Partant de là les associations en participation d'épargne adoptent ordinairement cette combinaison :

Chaque année les adhérents sont fractionnés en groupements ou séries composés de mille parts, chaque adhérent pouvant avoir plusieurs parts. Pour chaque part les adhérents versent une cotisation mensuelle de 5 francs et reçoivent en échange des bons de capitalisation cotés statutairement 25 francs, mais remboursables à 100 francs. Chaque série achète en son nom personnel avec les cotisations recueillies un portefeuille initial de cent titres à lots. Elle dure généralement dix ans ; pendant ce temps les lots pouvant échoir aux titres composant le portefeuille sont immédiatement répartis entre chaque part, s'ils dépassent 10.000 francs. Quant aux petits lots de 10.000 francs et au-dessous, ils servent avec les intérêts, les primes de remboursement et les divers éléments d'accroissement, à acheter de nouvelles valeurs à lots qui viennent augmenter l'actif de la série et ses chances aux tirages.

Ces associations ressemblent aux sociétés d'épargne : elles réunissent en commun les épargnes de leurs adhérents, les placent en valeurs à lots dont les intérêts sont capitalisés. Leur actif s'augmente encore de certains lots, du produit des déchéances, des amendes pour retard dans les paiements, actif qui est distribué au bout de 10 ans, après prélèvement pour les dépenses sociales.

« Mais, en fait, le total des versements de chaque adhérent au bout de la dixième année est de beaucoup supérieur à la valeur

des bons de capitalisation qu'il reçoit ; le seul espoir de bénéfice que peuvent concevoir les adhérents est de concourir aux chances de lots ou de primes. » (1) Le rapporteur au Sénat indique nettement que cette combinaison ne peut être soumise à la loi de 1913, car elle est illicite, comme constituant une véritable loterie non autorisée, aux termes d'une jurisprudence aujourd'hui certaine.

« En effet, dit-il, il s'agit bien, dans la combinaison, de valeurs à lots dont l'émission a été régulièrement autorisée ; mais où la loterie apparaît c'est dans le fait que l'entreprise fractionne cette valeur, et par suite la chance de gain qui y est attachée en mille titres nouveaux qu'elle distribue à ses adhérents. C'est ce fractionnement qui constitue la création de véritables billets de loterie non autorisée.

La Cour de Cassation (Ch. crim.), a posé ce principe dès 1887, dans un arrêt du 9 décembre (Dalloz, 1888. 1. 491) où elle déclare : « Par ces opérations qui détachent en quelque sorte l'aléa inhérent à la valeur à lot, le caractère du titre, que la loi d'autorisation avait admis, est modifié, et par suite on retombe sous la loi de 1836. » Cette jurisprudence se retrouve dans un autre arrêt de la Chambre criminelle du 14 juin 1901 (Dalloz, 1902, 1.408), et le Tribunal de la Seine en a fait de nombreuses applications : 14 janvier 1902, Guy et Petitjean ; 20 novembre 1911, Narmajou ; 22 novembre 1911, Lucas, etc. » (2).

§ 3. Banques de crédit et d'épargne.

M. Lourties les qualifie de « véritables escroqueries », car elles ne sont qu'une des formes sous lesquelles se présente ce délit prévu et puni par l'art. 405 C. pén. et ne peuvent donc être du domaine des sociétés d'épargne. Il choisit, à titre d'exemple de ces escroqueries, « les entreprises qui constituent un portefeuille de titres avant tout versement de cotisation, pour le rétrocéder ensuite, avec bénéfice, à des groupements d'adhérents, moyennant des versements mensuels, annuels ou uniques. »

Voilà par exemple, un entrepreneur de société de cette espèce qui crée un portefeuille comprenant une vingtaine de titres (bons à lots ou autres), valant dans leur ensemble 3.000, 4.000 ou 5.000 francs. Ce portefeuille est vendu à la société d'adhérents qui se grouperont du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année. Qu'il vienne 1.000, 2.000, 5.000 adhérents ou même davantage, et le spéculateur en question réalisera un bénéfice véritablement scandaleux. Chaque adhérent sera tenu, en effet, de verser 5, 10 francs par mois, quelquefois même davantage, pendant 3, 4, 5 ou 6 ans ;

(1) Rapport LOURTIES.

(2) En ce sens : *Journ. des Sociétés*, nov. 1913, p. 483, en note.

à l'expiration de ce temps, les adhérents seront, en revanche propriétaires du portefeuille ainsi mis en vente et auront le droit de s'en partager le produit.

Mais qu'arrivera-t-il, c'est que l'entrepreneur malhonnête, créateur de ce groupement, leur aura vendu 50.000, 100.000 francs et même plus un portefeuille qui n'en valait que 5.000.

Ces entreprises n'ont rien de commun avec les sociétés d'épargne qui achètent toujours de nouvelles valeurs au fur et à mesure des versements de leurs adhérents, administrent leur épargne pour la faire fructifier et répartissent entre eux, à la liquidation, les bénéfices résultant de leurs placements successifs.

SECTION IV

FONCTIONNEMENT DES SOCIÉTÉS ORDINAIRES

Ensuite de la définition des sociétés d'épargne, le titre I contient les règles générales de fonctionnement, applicables à toutes les sociétés, à celles ordinaires, dénommées familiales par les rapporteurs de la loi, à celles qui « sans préjudice de l'application des dispositions du titre I, sont assujetties à l'enregistrement et au contrôle du Ministère du Travail » (art. 9).

La réglementation de ce titre est ainsi la seule applicable aux sociétés familiales qui n'ont ni à solliciter l'enregistrement, ni à se soumettre aux prescriptions minutieuses du titre II. « La surveillance exercée par les intéressés eux-mêmes, qui choisissent leurs administrateurs et participent aux assemblées générales, peut être considérée, dans une certaine mesure, comme tenant lieu de celle de l'Administration. » (1)

C'est une réglementation large et libérale, car le législateur a spécialement favorisé les sociétés familiales, véritables institutions sociales ; il ne leur a imposé des règles de fonctionnement qu'afin de les aider, en leur fournissant le cadre approprié à leur bonne gestion et à leur stabilité. Il s'est inspiré du rapport de M. Thaller, pour qui « il aurait été imprudent de laisser ces sociétés absolument libres ». Le régime établi est donc celui de la liberté relative, aussi large que le permettait le souci de leur imposer les éléments nécessaires à une bonne gestion. Ni l'enregistrement préalable, ni un acte administratif quelconque ne sont exigés des sociétés familiales qui doivent simplement effectuer le dépôt de leurs statuts ; en cela elles diffèrent des entreprises visées par les lois de 1905 et 1907. Leurs statuts, ainsi déposés, doivent contenir un certain nombre de clauses précisant : la composition et les pouvoirs

(1) Rapport LOURTIES.

du conseil d'administration, la réunion d'une assemblée générale annuelle avec unité de voix pour chaque adhérent, la quotité des prélèvements effectués sur les versements pour frais de gestion, l'emploi des versements en valeurs spécifiées par un règlement d'administration publique, les conditions de déchéances, d'admissions, de démissions et exclusions, la substitution des héritiers aux titulaires des contrats nominatifs en cas de décès, la durée de la capitalisation pour chaque série d'épargne, etc.

En imposant l'insertion de telles clauses, la loi a usé du système préventif qui supprime d'avance les abus possibles, de manière à ne pas avoir, ensuite, à sévir contre leurs auteurs. Elle n'a pas eu pour but de créer une réglementation sévère et compliquée : nombre de points prévus par l'article 17 du projet déposé en 1903 par le Gouvernement ne se rencontrent plus dans la loi de 1903, notamment la nomination d'un commissaire-censeur, la convocation obligatoire d'une assemblée générale à toute époque, à la requête soit du commissaire-censeur soit d'un quart des adhérents, la liquidation obligatoire dans certains cas, fixation d'une quotité pour les retenues ensuite de déchéance, interdiction des amendes, interdiction d'avances aux adhérents, ainsi que de tous remboursements anticipés.

Elle s'est bornée à généraliser, en les rendant obligatoires, des prescriptions qui figurent déjà dans les statuts des principales « fourmis » (1). Elle s'est efforcée d'écarter toute entrave au libre développement de ces sociétés : elle n'interdit pas certaines clauses qui avaient cependant provoqué de nombreux abus, telles que celles relatives aux déchéances, à la quotité des frais de gestion, aux amendes. Elle oblige seulement les sociétés à être d'une rigoureuse précision dans leurs statuts, de façon à ce que les adhérents connaissent clairement la façon dont sera gérée leur épargne et le coût de cette gestion.

Nous aurons l'occasion de revenir souvent sur cette caractéristique de la loi de 1913, qui écarte toute obligation restrictive, pour imposer par contre aux sociétés la déclaration très nette des cas où les prélèvements seront effectués à leur profit sur les versements des épargnants.

Des pénalités légères sont ensuite prévues qui ne frapperont les délinquants que s'ils sont de mauvaise foi. L'ensemble des dispositions générales concernant le fonctionnement des sociétés d'épargne est contenu dans les articles 3, 5, 6, 7, 8 et 9. Ils ont trait aux points suivants qu'il nous reste à commenter :

1. Publicité.
2. Administration.

(1) Rapport LOURTIES.

3. Limitation des frais de fonctionnement.
4. Conditions de déchéance en cas de retard.
5. Capitalisation obligatoire des droits d'entrée et des amendes.
6. Droits des héritiers d'un sociétaire venant à décéder.
7. Durée de la capitalisation.
8. Quotité des disponibilités à conserver en caisse avant placement.
9. Pénalités.

§ I. — *Publicité.*

Elle comprend deux formalités : le dépôt des statuts à la Préfecture, leur transmission au Ministre du Travail et au Procureur de la République. La première est prescrite par l'art. 3 :

« Ces sociétés doivent, préalablement à toute opération, déposer en triple exemplaire, à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où elles ont leur siège social, leurs statuts et les noms, domiciles et professions de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de leur administration et de leur gestion. Il leur en sera donné récépissé. »

« Tout changement dans les statuts ou dans la direction sera notifié de même. »

Les petites sociétés ne sont ainsi soumises à aucun contrôle ni surveillance de l'administration ; le dépôt des statuts, seul, est exigé. Cette procédure avait déjà des précédents dans les lois du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, et du 1^{er} juillet 1901 sur les associations. Les modifications statutaires et les changements dans la direction doivent, également, faire l'objet d'un dépôt dans les mêmes conditions.

Seules, les sociétés d'épargne visées à l'art. 9, devront, en outre, être enregistrées, comme les entreprises d'opérations viagères et de capitaliation. M. Lourties donne la raison de ce régime de faveur, nécessité par les faits autant que par le désir de ne pas imposer de longues et coûteuses formalités aux petites sociétés : « Les enquêtes successives concernant les sociétés d'épargne ont permis de constater, en effet, que la plupart des petites sociétés ont une durée très limitée (3 à 10 ans), un champ d'action relativement restreint (une commune, un canton, parfois même un département, mais, alors, pour une catégorie déterminée de personnes, seulement) et une administration des plus rudimentaires. »

« Dans ces conditions, il a paru inutile de soumettre ces petites associations en quelque sorte familiales, et dans lesquelles la surveillance mutuelle est de tous les instants, à un contrôle qui, par

la force même des choses, est assez complexe et dont le service du contrôle, déjà très chargé, serait inutilement compliqué. »

La deuxième formalité de publicité est prescrite par l'art. 6 :

« Dans la huitaine du dépôt des statuts ou des modifications statutaires prévu à l'art. 3, un exemplaire de chacun de ces documents est transmis au Ministre du Travail et un autre au Procureur de la République. »

L'exemplaire transmis au Ministre lui permettra, non seulement de suivre le mouvement de l'épargne populaire dans ces sociétés, mais encore de rappeler au respect de la loi celles qui, devant se soumettre à l'enregistrement, ne l'auraient pas sollicité, de même que celles dont les statuts contiennent des clauses illicites. L'exemplaire du Procureur servira de base aux poursuites, s'il y a lieu, pour les amendes encourues par les fondateurs, administrateurs, directeurs qui ne se sont pas conformés aux prescriptions du titre I. Les sociétés ainsi rendues publiques, sont dotées d'une personnalité et d'une certaine capacité par l'art. 4 ; nous aurons à étudier cet article à propos de la nature juridique des sociétés d'épargne (1).

Cette publicité réside principalement dans le dépôt des statuts, et c'est l'art. 5 qui énumère les neuf clauses qui doivent obligatoirement contenir et préciser les statuts par analogie avec ce qui a été fait pour les sociétés de secours mutuels, dans la loi du 1^{er} avril 1898, et pour les sociétés de capitalisation dans la loi de 1907. Cet article est un des points essentiels de la loi et règle, presque exclusivement, le fonctionnement des sociétés ordinaires d'épargne : « Ces sociétés, dit-il, doivent spécifier dans leurs contrats et statuts » :

Il faut entendre cette phrase d'après les explications du rapporteur à la Chambre dans le sens suivant : les contrats d'adhésion ou les carnets délivrés aux adhérents et sur lesquels sont inscrits les versements effectués devront contenir la copie intégrale des statuts. Toute l'économie de cet article repose, en effet, non sur des obligations restrictives imposées aux sociétés, mais sur la publicité claire et précise donnée aux statuts de manière que le bon sens et l'intérêt des adhérents les empêchent de souscrire à des clauses léonines et les protègent mieux que les rigueurs de la loi vis-à-vis des sociétés.

Le paragraphe 1, art. 5, prescrit que les statuts des sociétés spécifient : « Leur objet, leur titre et leur siège. »

Ce paragraphe est suffisamment explicite par lui-même ; quant aux autres, numérotés de 2 à 9, il convient de les étudier séparément, car ils nécessitent de plus amples commentaires.

(1) Voir *infra*, p. 185.

§ 2. Administration.

Les statuts devront prévoir et organiser les deux rouages essentiels de l'administration de toute société : un conseil d'administration, des assemblées générales de sociétaires.

Le paragraphe 2 de l'art. 5 oblige les sociétés à spécifier : « La composition et les pouvoirs du conseil d'administration. » Liberté absolue est donc laissée aux sociétés pour la composition de ce conseil et ses pouvoirs. Cependant, les sociétés ne pouvant au point de vue de leur capacité telle qu'elle est réglée à l'art. 4 (1) faire que les actes de gestion prévus dans leurs statuts, elles ne négligeront pas en pratique de spécifier les pouvoirs qui sont accordés au conseil sans y apporter des restrictions qui pourraient entraver un jour l'administration.

Le législateur de 1913 fait preuve d'une grande libéralité en cette matière, car il ne limite pas, comme le Projet de 1903 (2) les pouvoirs des administrateurs quant aux achats, aliénations, dépôts et retraits. Il n'impose pas, ce qui est très important, la présence de commissaires censeurs, organe habituellement regardé comme essentiel dans toute société même non anonyme. Les grandes sociétés ne manqueront pas non plus de prévoir ces commissaires, mais elles le feront entièrement à leur guise, simplifiant ou augmentant leurs attributions.

L'organisation des assemblées générales, deuxième rouage obligatoire des sociétés d'épargne, est réglée par l'art. 7 : « Avant l'assemblée annuelle et obligatoire, un compte rendu sommaire de la situation de la société et de l'emploi des fonds devra être adressé à chaque adhérent au moins 5 jours avant la réunion de l'assemblée.

Les sociétés comptant moins de cent adhérents sont dispensées de cette notification si les statuts le spécifient.

Dans les sociétés non enregistrées, tous les adhérents sont convoqués aux assemblées générales. Dans les sociétés enregistrées, les statuts déterminent le minimum de valeur des contrats qu'il est nécessaire d'avoir souscrit pour être admis aux assemblées. Tous souscripteurs de contrats d'une valeur inférieure à ce minimum pourront se réunir pour former le chiffre nécessaire et se faire représenter par l'un d'eux. »

Toute société est tenue de convoquer obligatoirement chaque année une assemblée générale et cette convocation a été entourée par le législateur de certaines garanties destinées à rendre efficace le contrôle exercé par l'assemblée. Ces garanties sont de deux sortes et consistent aux termes de l'art. 7 :

(1) Voir *infra*, p. 183.

(2) Voir *supra*, p. 36.

1. Dans l'envoi à tous les adhérents, cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale, d'un compte rendu sommaire de la situation de la société et de l'emploi des fonds. C'est l'organisation du contrôle par les sociétaires eux-mêmes et non par l'Etat.

Les petites sociétés comptant moins de cent adhérents sont dispensées de cet envoi, pourvu que les statuts le spécifient, « afin d'éviter un travail excessif au secrétaire, si le compte rendu est fait à la main ou une dépense trop élevée à la société, s'il est imprimé. Il était logique que soient réduites au minimum, les exigences de la loi à l'égard des petites sociétés dont la gestion est des plus faciles à suivre, d'autant plus que dans la plupart des cas, les livrets remis aux adhérents, en constatant les versements de leurs cotisations, portent l'indication des opérations de la société, notamment en ce qui touche les titres acquis et leurs numéros. » (1) Les sociétés sujettes à l'enregistrement avaient demandé d'être dispensées de l'envoi de ce compte rendu sommaire à tous les adhérents, ainsi que de leur convocation individuelle. Elles n'obtinrent satisfaction au Sénat que pour ce dernier point.

2. Dans la convocation individuelle de tous les adhérents à l'assemblée générale.

Cependant, les sociétés enregistrées ont la latitude de déterminer le quorum pour la validité de l'assemblée, c'est-à-dire le minimum de la valeur des contrats qu'il est nécessaire d'avoir souscrits pour être admis à l'assemblée générale. Les souscripteurs de contrats d'une valeur inférieure à ce minimum pourront se réunir pour former le chiffre nécessaire et se faire représenter par l'un d'eux. Ce droit laissé aux sociétés de fixer à leur gré la composition de l'assemblée générale n'était pas accordé par le projet de la Chambre. L'art. 7, § 3 stipulait qu'aucun quorum pour la validité de l'assemblée n'était exigé ; mais tout sociétaire devait avoir le droit d'assister à l'assemblée générale et de prendre part à ses délibérations et à ses votes.

L'obligation de la convocation individuelle de tous les adhérents souleva de nombreuses et sérieuses objections en ce qui concerne les entreprises enregistrées.

La première « c'est qu'il en résulterait une dépense relativement élevée, quelquefois même très importante, mise à la charge de la société. Il y a des sociétés d'épargne qui ont 25.000, 50.000 et même jusqu'à 100.000 adhérents. Avec les frais d'impression de la convocation et du bilan, la confection des adresses, la mise sous pli, le coût de l'affranchissement, etc., on arrive à un chiffre assez important pour les grandes sociétés » (2).

(1) Rapport LOURTIES.

(2) *id.*, p. suiv.

Parmi les sociétaires, il peut évidemment s'en trouver, ajoutait le Syndicat des Sociétés d'Épargne (1), et même s'en trouver un certain nombre qui s'intéressent à la marche de leur société. Il est facile à ceux-ci de demander le compte rendu annuel des opérations, le siège social s'empresse de leur envoyer. Quant à adresser obligatoirement ce compte rendu annuel à tous les sociétaires, ce serait vraiment imposer aux sociétés d'épargne une trop grande dépense et aller à l'encontre des intérêts des épargnistes (2).

La deuxième objection, autrement sérieuse, dit M. Lourties, c'est que la proposition de loi crée pour les sociétés d'épargne un régime d'exception contraire au droit commun des sociétés anonymes régies par la loi de 1867. Voici, en effet, ce que dit l'art. 29 de la loi du 24 juillet 1867 :

« Les assemblées générales doivent être composées d'un certain nombre d'actionnaires représentant au moins un quart du capital social.

« Si l'assemblée ne réunit pas ce nombre, une nouvelle assemblée est convoquée dans la forme et avec les délais prescrits par les statuts, et elle délibère valablement quelle que soit la valeur de capital représentée par les actionnaires présents ».

D'autre part, l'art. 16, § 2, du décret du 22 janvier 1868, s'exprime comme suit : « Les statuts déterminent soit le minimum de valeurs assurées nécessaires pour être admis à l'assemblée, soit le nombre des plus forts assurés qui doivent la composer ; ils règlent également le mode suivant lequel les sociétaires peuvent s'y faire représenter. »

Sans doute, l'art. 22 de la loi du 17 mars 1905 abroge le premier alinéa de l'art. 66 de la loi du 27 juillet 1867 ainsi que toutes les autres dispositions pouvant intéresser les tontines et les sociétés d'assurances sur la vie ; cela n'empêche pas les dispositions de cette loi d'être applicables d'une manière générale aux autres sociétés à forme anonyme.

Au surplus, l'art. 16 du décret du 12 mai 1906, rendu en exécution du dernier paragraphe de l'art. 22 précité de la loi du 17 mars 1905, ne diffère pas sensiblement de la disposition correspondante de la loi de 1867.

Elle s'exprime, en effet, comme il suit : « Les statuts déterminent le minimum de valeur des contrats qu'il est nécessaire d'avoir souscrit, pour être admis à l'assemblée. »

En somme, les législateurs de 1905 et de 1907, comme ceux de 1867, donnent aux compagnies d'assurances, aux tontines et aux sociétés de capitalisation, la faculté de convoquer les assemblées

(1) Rapport BONNEVAY du 25 déc. 1910.

(2) *Journ. des Assurés*, 1^{er} octobre 1913.

générales par sélection. Pourquoi dans ces conditions, ne pas appliquer la même règle aux sociétés d'épargne ? »

Une troisième objection était encore faite au texte proposé par M. Bonnevey par le Syndicat des Sociétés d'Epargne :

Si ce texte avait été voté, ou il aurait produit son effet, c'est-à-dire que les sociétaires convoqués auraient assisté en grand nombre à cette réunion et alors, pour certaines sociétés importantes, la place de la Concorde n'aurait pas été assez grande pour y tenir la séance, ou ce qui est plus certain, très peu d'adhérents auraient consenti à se déplacer et aucun quorum n'étant exigé pour la validité de l'assemblée, l'assemblée générale se serait tenue « en famille », c'est-à-dire, composée du directeur de la société auquel se joindraient les administrateurs et quelques amis. Pourquoi, d'ailleurs, imposer à la majorité des sociétaires, habitant la province, l'obligation de se rendre à Paris, quand ils ont déjà tant de peine à économiser 5 francs par 5 francs ? (1)

Ces objections, principalement celles soulevées par son rapporteur, décidèrent le Sénat à modifier le texte de l'art 7 et à voter le paragraphe 4, qui donne satisfaction aux entreprises quant au choix de fixer à leur gré la composition des assemblées, mais l'envoi du compte rendu reste obligatoire (art. 7, § 1.)

Cet article ainsi modifié est devenu le texte définitif par le vote du texte du Sénat par la Chambre, M. Bonnevey ayant conclu en ce sens en considération de l'urgence de l'application de la loi et du contrôle qu'elle institue. Mais il déclara regretter vivement la modification apportée par le Sénat. Il fit remarquer que la convocation de tous les adhérents ne constituerait pas une dépense élevée, cette convocation pouvant être imprimée au verso du compte rendu envoyé obligatoirement. D'autre part les lanceurs d'une affaire pourraient rester indéfiniment maîtres de l'assemblée par ce moyen et tenir en échec les adhérents. La possibilité pour les porteurs de parts de s'unir pour se faire représenter à l'assemblée n'est qu'une illusion, car ces porteurs ne se connaissent pas ; au contraire, les agents de la société peuvent facilement se faire remettre des pouvoirs ; ils viendront ainsi consolider l'administration en exercice, lui donner quitus sans que les adhérents soient vraiment renseignés (2).

§ 3. *Limitation des frais de fonctionnement.*

La loi laisse toute latitude aux intéressés pour régler le montant de ces frais, pourvu que les statuts contiennent (art. 5, § 3) :

(1) CLUZEL, Commentaire de la loi de 1913, dans *Journ. des Assurés*, octobre 1913.

(2) Rapport BONNEVEY du 20 juin 1913.

« La limitation, en proportion des versements des sommes à prélever, quelle qu'en soit la dénomination pour le fonctionnement de la société ».

Aux termes de ce paragraphe, les sociétés sont donc en droit d'effectuer tel prélèvement qui leur semble nécessaire pour couvrir le montant des frais généraux qu'entraînera leur fonctionnement, sous les trois conditions suivantes :

A. Le prélèvement devra porter sur les versements.

B. Il devra être limité d'avance dans les statuts, par rapport aux versements.

C. Il pourra être fait sur n'importe quels versements, en totalité même sur les premiers versements, pourvu que les statuts en limitent la proportion par rapport à ces premiers versements.

Le paragraphe 3 règle un des points essentiels du régime organisé par la loi de 1913 pour les sociétés d'épargne. Il résout la question de la rémunération de la gestion, capitale pour les entreprises d'épargne à caractère financier. Il les oblige à renoncer à des pratiques autrefois suivies. Aussi sa rédaction donna lieu à bien des contestations et à de nombreuses discussions, qui trouvèrent leur écho dans les rapports présentés à la Chambre et au Sénat. Il est donc important d'en préciser le sens et le domaine d'application, en étudiant séparément les trois conditions précitées :

A. Le prélèvement indispensable pour couvrir les frais qu'occasionne le fonctionnement des sociétés, doit porter sur les versements des adhérents, et uniquement sur ces versements. Avant leur soumission à la loi de 1913, les sociétés avaient l'habitude de porter au crédit de leur compte frais généraux, le produit des droits d'adhésion, des amendes et des indemnités parfois considérables, perçus pour cause de retard. Ce compte était encore amorti par des prélèvements à la fois sur les cotisations, les lots échus à chaque série, sur les produits divers. L'intérêt des fondateurs et des dirigeants des sociétés les poussait, en effet, à augmenter le plus possible les sommes accroissant l'actif du compte des frais qui leur étaient payés pour le travail de gestion. L'intérêt des épargnistes était, au contraire, de diminuer le plus possible cette rémunération, de façon que la masse sociale à répartir à l'échéance soit augmentée du plus grand nombre de profits possibles.

La loi a protégé l'épargnant, non en limitant les prélèvements pouvant être faits au profit de la gestion, mais en obligeant les sociétés à ne l'effectuer que sur les versements ; l'adhérent peut, ainsi facilement contrôler ce qu'il paye directement à la société. Au lieu de recourir à des profits divers, bien souvent difficiles à découvrir et déterminer exactement, les sociétés devront prélever uniquement sur les versements les sommes nécessaires à leur fonctionnement, quelle qu'en soit leur dénomination : frais de gestion,

de fonctionnement, d'acquisition, de premier établissement, etc. Quant aux droits d'adhésion, amendes, ils ne doivent donc plus, suivant la prescription du § 3, subir de prélèvement et le § 8, comme nous le verrons, décide expressément leur emploi obligatoire à la capitalisation commune. Le produit des sommes versées par les adhérents déchu, déduction faite du prélèvement fixe prévu sur les cotisations, celui des lots échus et tous autres, accroîtront ainsi la masse commune, du fait qu'ils ne peuvent désormais servir à couvrir n'importe quel frais de fonctionnement.

B. L'obligation d'inscrire dans les contrats et statuts une limitation en proportion des versements ne signifie pas qu'une limite quelconque est assignée au droit de prélèvement des sociétés. Elle signifie seulement que les contrats doivent spécifier « de la façon la plus nette, la plus précise, en termes apparents » (1) quelle somme, quel quantum elles s'engagent à ne jamais dépasser pour rémunérer leurs frais de fonctionnement.

Le législateur a voulu obliger les sociétés à dire le plus clairement possible à leurs adhérents, d'avance, dès la signature de leur contrat, ce qu'ils auraient à payer comme frais, de manière à ce qu'ils connaissent quelle partie des sommes à verser entrerait en capitalisation et leur reviendrait. En d'autres termes, c'est l'obligation pour chaque société, de publier ses tarifs. C'est, d'autre part, la nécessité pour les entreprises de limiter d'avance les sacrifices qu'elles doivent s'imposer, si elles ont besoin de recourir aux offices d'une société de gestion.

Le maximum de la contribution qui pourrait être exigée de chaque adhérent serait-il nettement spécifié par rapport aux versements, conformément au § 3, si les statuts étaient ainsi rédigés : « Il sera pourvu aux frais de gestion par un prélèvement de % sur le montant brut de chaque souscription », c'est-à-dire du total accumulé des cotisations que l'adhérent s'est engagé à verser ? Non, cette limitation ne serait pas suffisamment claire ; il faut que les statuts contiennent en outre la détermination du quantum à prélever sur chaque versement. Cela résulte formellement des travaux préparatoires, de l'opinion des rapporteurs telle qu'elle eut à s'exprimer à propos de l'imputation sur les premiers versements et de la déclaration du Ministre du Travail.

En effet, si une société avait pu se contenter de cette énonciation générale, l'adhérent croyant au prélèvement de 8 ou 10 % par exemple, annoncé dans les statuts, aurait vu en vertu de la clause d'imputation sur les premiers versements 100 % des cotisations des premières années, c'est-à-dire leur intégralité être absorbée pour les frais de gestion. C'était d'autant plus grave qu'en cas

(1) Rapport LOURTIES.

de déchéance, d'abandon ou de réduction de contrat après les première, deuxième ou troisième années, il aurait, sans le savoir, versé au seul profit de la gestion de la société, sans qu'un centime ne rentre en capitalisation.

Il faut donc que les statuts renseignent parfaitement l'adhérent et contiennent non seulement le chiffre des prélèvements calculés sur le montant total de la souscription, mais encore le quantum sur chaque versement, en particulier sur celui de la première, deuxième année, etc.

C. Le prélèvement peut être fait par les sociétés sur n'importe quels versements, quand et comme elles voudront, sur chaque cotisation année par année, même en totalité sur les premiers versements, pourvu que les statuts en spécifient nettement la limitation par rapport à ces premiers versements. Cette faculté résulte tant des rapports présentés que de la discussion qui eut lieu au Sénat. Les deux rapporteurs eurent à préciser nettement la portée de la loi à ce sujet, les sociétés sujettes à l'enregistrement ayant insisté auprès des Chambres pour que cette question fût résolue dans un sens qui leur serait favorable.

Ces sociétés, véritables entreprises financières, possèdent, en effet, la plupart du temps des entreprises de gestion avouées ou occultes, si importantes, qu'un décret spécial (6^e D., 18 fév. 1914) les réglemente ; elles ne pouvaient se désintéresser de la répercussion directe que l'interdiction de cette imputation aurait sur les bénéfices escomptés par rapport aux capitaux considérables engagés dans un but uniquement lucratif. Elles formèrent le « Syndicat des sociétés de prévoyance et d'épargne » (1) qui fit valoir tous les arguments, afin que fût largement autorisée l'imputation sur les premiers versements. Aussi, avant d'indiquer de quelle façon le législateur a entendu en permettre la pratique, il est nécessaire de connaître l'état de la question pendant l'élaboration de la loi et les arguments développés pour ou contre.

Deux systèmes sont en effet possibles : le premier consiste à échelonner les prélèvements pour frais de gestion sur les versements annuels, de façon à n'en prendre qu'une minime partie, chaque année et à laisser la plus grosse part aller à la capitalisation.

Le second consiste dans l'imputation des frais de gestion en entier sur les premiers versements.

La proposition de loi Bonnevay libellait ainsi le § 3 de l'art. 5 : « La limitation en proportion des versements des sommes à prélever pour le fonctionnement de la société. » Ce texte est devenu celui de la loi de 1913, mais il pouvait prêter à équivoque en ce qui concerne l'imputation des frais de gestion sur les premiers versements.

(1) Voir *supra*, p. 40, note 4.

Aussi M. Bonnevey, dans son deuxième rapport supplémentaire du 3 décembre 1909, l'expliquait ainsi :

« Ce texte n'a pas pour objet d'empêcher les entreprises d'épargne de percevoir sur les premiers versements et au taux statutairement fixé les sommes nécessaires à leur gestion. La proposition de loi ne leur impose aucune obligation restrictive à ce point de vue. Elle les contraint simplement à dire nettement et apparemment à leurs contractants quelles sommes par rapport aux versements elles prélèveront au maximum pour leur fonctionnement. »

C'était l'adoption du deuxième système : le prélèvement pouvait porter sur les premiers versements. Mais les sociétés étaient-elles tenues de spécifier la limitation en proportion de chaque versement annuel, ou de tous les versements prévus au contrat ? Pour faire adopter cette deuxième façon de voir par la Commission de la Chambre, le Syndicat des sociétés de prévoyance et d'épargne exposa que la disposition du § 3 de l'article 5 était ambiguë, qu'elle pouvait être interprétée de telle façon que le prélèvement devrait porter sur chaque versement annuel. Au nom de la Commission, M. Bonnevey refusa d'ajouter « la limitation en proportion des versements prévus au contrat » et motiva ainsi son avis : « Il s'agit dans la demande formulée par le Syndicat non plus de perception sur les versements, mais d'une limitation en proportion des sommes souscrites et qui très souvent ne seront que partiellement versées. »

Un épargnant souscrit un contrat de vingt ans ; il s'engage à un versement mensuel de dix ans, soit en vingt ans à verser 2.400 francs. Supposons que la société limite ses premiers versements à 25 %.

Si cette limitation est faite en proportion des versements comme l'exige notre proposition, la société sera astreinte à ne conserver au maximum pour sa gestion, que le quart des sommes versées et à employer dès la première année les trois autres quarts à la capitalisation au nom de l'épargnant.

Si, au contraire, comme le demande le Syndicat, cette limitation est faite en proportion des versements prévus au contrat, c'est-à-dire de la somme totale souscrite pour vingt ans (2.400 francs), la société pourra sans que l'épargnant s'en doute, à raison de l'ambiguïté de cette clause, prélever tout d'abord les 25 % de frais de gestion sur les premiers versements et encaissant pour elle les 600 premiers francs, ne commencer à encaisser pour l'épargnant qu'au début de la sixième année.

Si ces procédés sont en usage dans certaines sociétés, c'est bien le moins qu'elles le disent à ceux dont elles sollicitent les souscriptions. Elles devront, dès lors, inscrire dans leurs statuts qu'elles limitent à 100 % des versements les frais de gestion. »

La proposition de loi présentée par M. Bonnevey fut votée par la Chambre le 30 mars 1912, sans observations ni modifications. Elle

fut donc de suite transmise au Sénat, qui devait se prononcer à son tour sur la façon dont il fallait entendre le § 3, art. 5 et dire si l'imputation sur les premiers versements était permise au sens où l'admettait M. Bonnevey.

Il convient de signaler ici une étude très documentée de M. G. Hamon, parue dans le journal *L'Assurance Moderne* de janvier 1913, exposant les raisons qui devaient convaincre le Sénat de la nécessité d'autoriser l'imputation complète sur les premiers versements. M. Hamon critique nettement les termes du deuxième rapport Bonnevey. Ses arguments se résument ainsi : Les sociétés d'épargne étant mutuelles, ne possédant pas de capital leur permettant de faire face aux débours concomitants à la souscription, doivent percevoir sur les premières souscriptions les frais d'acquisition des contrats. Sinon elles seraient en état d'infériorité sur les sociétés d'assurance-vie, spécialement les tontines. Pour ces dernières l'administration admet le prélèvement des premières cotisations jusqu'à concurrence de 100 % du montant intégral des versements. Pourquoi ne pas l'admettre pour nos sociétés ?

Ce système se justifie eu égard principalement à la situation de la société au moment de sa liquidation. Le compte frais de gestion ne s'augmente plus alors pendant les premières années que du fait des contrats souscrits à la veille de la liquidation. Ces frais, il est vrai, sont réduits, car ils ne comprendront plus que les achats et ventes de valeurs composant l'avoir des adhérents, mais ils ne pourraient être couverts si un prélèvement n'avait été fait sur les derniers contrats souscrits. Par le jeu normal des encaissements des cotisations de ces contrats, l'avoir des adhérents s'augmentera sans cesse, pour dépasser l'actif du compte de gestion qui était plus élevé au moment où la société était en plein fonctionnement.

M. Hamon formule les deux conclusions suivantes :

1° Les sociétés d'épargne ont donc le droit le plus justifié de prélever sur les premières cotisations, le montant des frais de gestion relatifs au contrat et pour toute sa durée.

2° Les conséquences de cette méthode ne sont, en fait, défavorables ni à l'adhérent, ni à la masse des adhérents, ni à la société.

Il critique ensuite l'interprétation du rapport de M. Bonnevey du 23 décembre, lui reprochant de manquer de précision. Car ou M. Bonnevey veut dire que les sociétés devront indiquer qu'elles limitent leurs frais à 100 % des versements, sur lesquels la perception a lieu ; les statuts auraient alors à préciser : « les frais de gestion seront limités à 100 % des cinq premiers versements annuels », ou bien le rapporteur de la Chambre veut-il dire que les frais de gestion devront, bien qu'égaux à 25 % des versements, parce qu'on les prélèvera sur les cinq premières annuités, être limités à 100 % de tous les versements prévus au contrat.

« C'est entendu, conclut M. Hamon, le souci du législateur qui veut protéger l'épargnant est d'empêcher les entreprises d'épargne, en cas d'annulation du contrat avant terme, d'encaisser à titre d'indemnité supplémentaire les frais de gestion perçus en entier dès l'origine. Qu'on laisse aux entreprises le droit de prélever les frais de gestion sur la première cotisation, il n'y a là rien de scandaleux, et les sociétaires eux-mêmes le demandent. Mais que la loi oblige les sociétés d'épargne, pour les contrats rachetés, à ne prélever leurs frais de gestion que proportionnellement au temps couru et aux versements effectués et à ristourner la différence à l'adhérent bénéficiaire du rachat. Ce moyen résoudrait la question d'une façon satisfaisante et rencontrerait d'autant moins d'hostilité que certaines sociétés l'ont déjà mis en usage. »

Le Sénat adopta le texte de la Chambre, sans accepter aucune des modifications proposées. Ce texte devint ainsi définitif, la Chambre ayant à son tour accepté l'ensemble complet de la proposition votée par le Sénat.

Mais aucune ambiguïté ne peut exister à son sujet, M. Lourties ayant clairement expliqué le sens du § 3, complétant et précisant l'interprétation de M. Bonnevey. Le rapporteur au Sénat déclara que la loi autorisait le prélèvement sur les premiers versements pour les deux raisons suivantes : La nécessité de donner aux agents producteurs une commission qui dans une mutuelle sans capital-actions, ne peut être prise que sur les premiers versements. C'est le système admis par la loi de 1905 sur les tontines; or les sociétés d'épargne ne sont que des tontines d'où on aurait retranché l'élément mortalité. Et rappelant les termes du rapport Bonnevey du 3 décembre 1909 : « La proposition de loi contraint simplement les sociétés à dire nettement à leurs contractants, quelles sommes par rapport aux versements elles prélèvent au maximum pour leur fonctionnement », il constate que ni M. Bonnevey, ni le Ministre du Travail ne songent à interdire aux sociétés d'épargne de procéder comme le font les sociétés tontinières, c'est-à-dire de prélever sur les premiers versements afférents à chaque contrat les droits statutaires prévus pour la gestion.

Cependant les sociétés d'épargne n'ont pas, d'après le § 3, en plus du droit d'imputation, la faculté accordée aux tontines de fixer le prélèvement de gestion par rapport au montant total des cotisations. Cette latitude a les plus graves dangers, car « lorsque les statuts d'une tontine stipulent un prélèvement de 8 % par exemple, le public peut croire qu'en cas de liquidation, il retrouvera au moins ses versements diminués de 8 %, tandis qu'au contraire ses cotisations auront été absorbées entièrement ou à peu près ». Pour cette raison les sociétés de la loi de 1913 doivent indiquer nettement à leurs adhérents quelle est la fraction de chaque versement qui sera

affectée aux frais de gestion et qu'elle est, par suite, la fraction qui restera immédiatement disponible pour la capitalisation. « Supposons, dit M. Lourties, qu'une société veuille prélever dès la première année la presque totalité, voire même l'intégralité de ses droits de gestion, elle devra le spécifier dans ses statuts et dire que le prélèvement sera sur les versements de la première année de tant pour cent (par exemple, 80 ou 100 % des versements). »

La déclaration de M. le Ministre du Travail, lors de la discussion de la loi, vint encore confirmer que le sens donné au § 3 par M. Lourties était bien celui où l'entendait le législateur (1).

Les sociétés tontinières ne jouissent plus aujourd'hui d'un régime de faveur, tout au contraire. D'après un récent décret du 24 octobre 1919, en effet, ces sociétés ne peuvent plus prélever leurs frais de gestion sur les versements afférents à chaque souscription, que dans une proportion uniforme pendant toute leur durée. Toutefois, pour faire face aux dépenses d'acquisition elles peuvent prélever 3 $\frac{1}{2}$ %, au maximum, du montant de la souscription. Ainsi l'imputation en toute liberté sur les premiers versements ne leur est plus permise et il est à prévoir que, ainsi que le demandait M. Béranger (2), cette interdiction s'appliquera un jour, non seulement aux sociétés tontinières, mais à toutes les institutions des lois de 1905, 1907 et 1913.

§ 4. — Conditions de déchéance en cas de retard.

Les clauses de déchéance avaient révélé des abus nombreux. La déchéance était prononcée de plein droit sans avertissement préalable ; elle entraînait, très souvent, la perte de la valeur intégrale du livret, de sorte que le souscripteur perdait tous droits à ses versements au profit de la gestion. Malgré ces abus, la loi de 1913 conserve, ici encore, un caractère extrêmement libéral. Elle n'interdit pas la déchéance du bénéfice du contrat avant la liquidation de la série à l'encontre des sociétaires défaillants. Elle autorise des retenues statutaires frappant les défaillants et les démissionnaires. Les sociétés sont simplement tenues de laisser un délai aux adhérents, d'indiquer le maximum des retenues (§ 4, § 5, art. 5).

Les sociétés doivent spécifier, dispose le § 4 :

« Les conditions de déchéance opposables aux souscripteurs pour retards dans les versements, sans que ces déchéances puissent avoir effet avant un délai d'un mois à dater du jour de l'échéance ; ce délai ne court, si le contrat est nominatif, qu'à partir d'une mise en demeure par lettre recommandée. »

(1-2) Voir *supra*, p. 42.

Ce fut sur l'avis de la Commission du Sénat que fut adoptée l'obligation d'envoyer une lettre recommandée. Ainsi le § 4 est exactement le même que le § 4, art. 4 de la loi de 1907. Dans les deux sortes de sociétés les adhérents sont ainsi protégés contre toute surprise possible ; ils seront avertis à temps que leur retard va entraîner la perte de leurs droits à la liquidation de leur série.

Le § 5 oblige les sociétés à inscrire dans leurs statuts :

« La quotité maximum que peuvent atteindre, le cas échéant, les retenues en cas de déchéances, eu égard aux versements effectués. »

Il est juste que les adhérents déchus voient la valeur de leur livret réduite à titre de retenue. Mais il faut aussi qu'ils soient avertis du maximum que peut atteindre cette retenue, et qu'ils puissent, s'ils le désirent, comparer à ce sujet les clauses des diverses sociétés. Le principe adopté ici est le même que dans la rédaction du § 3, au sujet de la limitation des frais de gestion : aucune limite n'est fixée par le § 5 au maximum que peuvent atteindre les retenues pourvu que les contrats le spécifient nettement par rapport aux versements effectués. Le projet du Gouvernement de 1913 exigeait « que le démissionnaire ou l'exclu ne puisse être passible de retenues représentant plus du dixième de la part proportionnelle à ses droits, dans l'actif social, au moment de sa sortie de la société » (art. 17, § 4). La loi de 1913 est plus libérale : les statuts peuvent prévoir la retenue totale s'il a été, par exemple, versé moins de 15 ou 25 % du montant de la souscription. La totalité des versements effectués restera acquise à la masse sociale, à titre d'indemnité.

Ils peuvent prévoir une retenue partielle si les sociétaires ont versé 15 ou 25 %. Leurs droits à la répartition de la masse sociale seront réduits. Leur contrat a une valeur de réduction appelée, aussi, valeur de rachat, à cause de la faculté qui est ordinairement accordée aux adhérents de mettre fin au contrat et de le racheter, valeur calculée d'après le rapport fixé d'avance des versements et du montant brut de la souscription.

En pratique, dans les compagnies d'assurances, comme dans toutes les sociétés d'épargne, les abandons volontaires ou forcés, complets ou partiels de contrat constituent la source la plus importante des bénéfices sociaux, puisqu'on admet que dans les compagnies d'assurances le nombre des contrats abandonnés est supérieur à 50 % des opérations réalisées (1).

§ 5. *Capitalisation obligatoire des droits d'entrée et des amendes.*

Le § 8 de l'article 5 prescrit : « L'emploi obligatoire du produit intégral des amendes et, s'il en existe, des droits d'entrée à la capitalisation en commun. »

(1) Tract de la « Mutuelle Parisienne », sur ses principales opérations.

Avant la loi de 1913, les sociétés, outre les droit d'adhésions, prévoyaient de nombreuses amendes, souvent multipliées à l'excès. C'était là une source d'abus, car les sociétés y trouvaient un moyen commode d'augmenter l'actif du compte des frais de gestion et d'enrichir les fondateurs ou directeurs, et il était facile de disséminer les cas d'amendes à travers les clauses du contrat.

Le projet du Gouvernement, pour mettre fin à tous abus, proscrivait complètement les amendes et restreignait leur application, au cas d'absence à l'assemblée générale et aux retards dans les versements. Le législateur de 1913 n'a pas maintenu cette prohibition : « qui risquait d'avoir pour effet d'amener les sociétés à multiplier les causes de déchéance, de telle sorte que le remède serait pire que le mal. D'autre part, elle n'empêcherait pas la constitution chez les marchands de vins de caisses noires à l'aide desquelles on règle les consommations » (1).

Aussi, il n'interdit pas les amendes, mais exige l'emploi obligatoire de leur montant intégral, ainsi que celui des droits d'entrée, à la capitalisation en commun. Le § 8 supprime ainsi la cause ancienne des abus, en exigeant que l'amende ne profite plus à la gestion mais intégralement à l'ensemble des membres de la société ; il complète le § 3 qui oblige les sociétés à ne prélever leurs frais de gestion que sur les versements. De l'ensemble des dispositions de l'article 5 il résulte que la gestion ne peut être rémunérée que d'une façon fixe : un tant pour cent sur les versements ; tous les autres produits et bénéfices sociaux entrent donc dans la capitalisation en commun.

§ 6. — *Situation et droits des héritiers d'un sociétaire venant à décéder.*

Ils sont fixés par le § 6, semblable au § 6, art. 4, de la loi de 1907, qui oblige les sociétaires à spécifier :

« La substitution du plein droit de tous les héritiers des titulaires de contrats nominatifs aux dits titulaires, ainsi que l'interdiction pour la société de stipuler à leur décès aucun versement supplémentaire par une retenue spéciale. »

Le contrat d'épargne ne repose pas sur le calcul de la durée de la vie humaine ; le décès du titulaire d'un contrat nominatif ne peut influencer, en droit, sur la valeur du livret d'épargne. Malgré cela, pour augmenter les prélèvements au profit de la gestion nombre de sociétés avaient pris l'habitude d'insérer dans leurs contrats une clause par laquelle les sommes versées par un sociétaire venant à décéder étaient acquises à la société, à moins d'une contre-assurance

(1) Rapport LOURTIES.

dont la prime était en sus des versements. D'autres obligeaient les héritiers à recevoir immédiatement le remboursement du livret du décédé à sa valeur de rachat, sans pouvoir continuer son contrat, à moins qu'ils ne fassent un versement supplémentaire.

Tous les héritiers de titulaires de contrats nominatifs sont désormais, en vertu du § 6, substitués de plein droit aux dits titulaires. Conformément aux principes du Code civil, ils seront considérés comme continuant la personne du défunt ; ils succéderont personnellement à ses droits et à ses obligations. Dès qu'ils auront fourni justification de leur qualité, le livret du défunt leur sera transféré de plein droit, sans aucune formalité. Ils auront exactement les mêmes droits que leur auteur, droits qui porteront donc sur la valeur intégrale du livret : cotisations et plus-value. Aucune retenue spéciale n'aura lieu, aucuns versements supplémentaires ne seront exigés ; on ne peut les forcer à recevoir le remboursement immédiat et anticipé qu'ils peuvent cependant demander à leur gré. Mais, s'ils ont le droit de continuer les versements et de se réserver le bénéfice intégral du contrat à son échéance, ils sont tenus aux mêmes obligations pour les versements que le défunt.

Ces dispositions sont strictement équitables ; de plus, comme l'a fait remarquer M. Bonnevey dans son rapport, si l'on avait laissé l'élément vie humaine s'introduire dans les opérations d'épargne, elles auraient été de simples combinaisons tontinières.

§ 7. — *Durée de la capitalisation.*

Les articles 4, § 7 et 8 de la loi de 1907 fixent la durée maximum des contrats de capitalisation à 50 ans, et à 33 seulement lorsque les remboursements peuvent être anticipés.

Le § 7 oblige seulement les statuts des sociétés d'épargne à spécifier :

« La durée de capitalisation de chaque contrat, sans que cette durée ne puisse excéder vingt-cinq ans, du premier versement effectué, jusqu'à l'achèvement de la répartition. »

M. Lourties explique cette différence de régime par la nature même des opérations pratiquées par ces deux catégories de sociétés. En effet, nos sociétés ne sont pas faites pour les opérations financières à longue échéance et à grande envergure ; leurs adhérents, petits épargnants, ne peuvent attendre longtemps l'utilisation des fruits de leur économie.

§ 8. — *Quotité à conserver en caisse avant placement.*

Le projet du Gouvernement de 1903 consacrait toute une série de dispositions à donner le maximum de sécurité aux placements des sociétés d'épargne. Il prévoyait : l'emploi mensuel des

disponibilités, la limitation des sommes à conserver en caisse pour dépenses courantes (art. 17, § 9), le dépôt immédiat des valeurs, dans une caisse publique (§ 10) des garanties pour le dépôt et le retrait de ces valeurs (§§ 10 et 11).

La loi de 1913 a pris pour les sociétés enregistrées (art. 12) des mesures concernant le placement sûr de leur actif. Mais pour les sociétés ordinaires elle n'a pas cru devoir pousser plus loin la prudence qu'en leur imposant de stipuler « la quotité ou la proportion maximum des disponibilités à conserver en caisse avant placement » (art. 5, § 9.)

Aucune limitation n'est donc prévue pour le maximum des sommes à garder en caisse; les sociétés jugent, elles-mêmes, la quotité utile. On ne pouvait demander à la loi d'être plus libérale, puisqu'elle ne pose comme condition que celle de prévoir d'avance cette quotité clairement dans les statuts, puisque les sociétés peuvent à leur gré effectuer leurs placements à l'époque et de la façon qui leur plaît, qu'elles ont liberté absolue pour le dépôt et le retrait de leurs valeurs.

C'est aux entreprises à connaître d'avance le montant des sommes dont elles vont disposer pour donner à temps à leur agent de change les ordres de bourse utiles. Ainsi, coupons et cotisations encaissées seront de suite employés sans la moindre perte d'intérêt.

§ 9. Pénalités.

« Toute infraction commise sciemment aux dispositions qui précèdent sera punie d'une amende de 16 à 100 francs. L'action sera introduite par le Procureur de la République d'office, soit sur la plainte du Ministre du Travail ou de toute partie intéressée. L'art. 463 du Code pénal et de la loi du 26 mars 1891, sont applicables » (art. 8.)

Il est à peine nécessaire de faire remarquer combien sont légères ces pénalités. Ce sont de simples amendes d'un chiffre minime, et encore faudra-t-il que l'infraction ait été commise sciemment, que la mauvaise foi des prévenus ait été démontrée.

La loi de sursis et l'art. 463 C. pén. seront, d'ailleurs, applicables.

M. Lourties dit à ce sujet : « Il était raisonnable de réduire les pénalités visées par les lois de 1905 et de 1907 pour des infractions aux dispositions correspondantes, les conséquences de ces infractions étant, *a priori*, beaucoup moins graves pour les sociétés d'épargne que pour les entreprises d'épargne ou de capitalisation. »

CHAPITRE II

DES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE ENREGISTRÉES

Certaines sociétés d'épargne sont soumises à des prescriptions spéciales en outre des dispositions générales du titre I. Ce sont celles qui ont un caractère plutôt financier, qui gèrent administrativement des capitaux considérables dans un but lucratif, qui se proposent la réalisation de bénéfices, tout autant que l'encouragement à la prévoyance. Le rapporteur au Sénat a pu justement les appeler les sociétés commerciales d'épargne par opposition aux sociétés familiales. A cause de ce but lucratif, à cause de leur organisation plus complexe et plus vaste, les adhérents ne pouvant contrôler eux-mêmes efficacement les opérations effectuées, il convenait de les soumettre à un régime moins libéral, de leur consacrer une réglementation plus minutieuse et précise qui sauvegardât les intérêts de leurs adhérents, aussi sûrement que le sont ceux des adhérents des petites sociétés administrées à titre gratuit.

Aussi sont-elles assimilées par la loi aux sociétés financières d'assurance-vie et de capitalisation et tenues en conséquence de solliciter l'enregistrement, de se soumettre au contrôle et à la surveillance de l'Etat. Elles sont régies par le titre II de la loi de 1913 intitulé « Des Sociétés d'épargne enregistrées » et les articles de ce titre ne sont que la reproduction des articles correspondants des lois de 1905 et de 1907 ; les décrets pris en exécution de ces lois sont rédigés en termes presque identiques. La réglementation des trois genres de sociétés soumises à l'enregistrement tendant au même but devait mettre en application les mêmes principes.

Le titre II, avant d'édicter les règles spéciales aux sociétés financières, définit les entreprises qui seront assujetties à l'enregistrement (art. 9). Cet article est ainsi conçu :

« Sans préjudice de l'application des dispositions du titre I, sont assujetties à l'enregistrement préalable et au contrôle du Ministre du Travail, dans les conditions prévues par les articles 2 et 3 de la loi du 19 décembre 1907 :

« 1° Les entreprises qui ne sont pas administrées et dirigées gratuitement ou qui comportent, sous une forme quelconque, une rémunération relative à la constitution ou à la gestion de la société ;

« 2° Celles qui ne répartissent le produit intégral de la capitalisation que dans un délai supérieur à quinze années à compter du premier versement ».

Les rapporteurs de la loi à la Chambre et au Sénat ont précisé la portée de cette définition (1).

Le sens des mots « sociétés non administrées gratuitement » doit être entendu comme ne s'appliquant pas aux sociétés faisant de la gratuité la règle de tout leur personnel. Les emplois de directeur, de trésorier, et à plus forte raison d'agents de bureau, pourront être rémunérés, sans que la société ait besoin de se faire enregistrer. Le directeur doit avoir un traitement fixe, n'être que l'employé sans pouvoirs propres du conseil d'administration. L'essentiel est que le conseil d'administration ne touche point d'émoluments. Du reste, la signification de cette formule employée déjà par l'art. 17, § 4, de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, a été fixée par la jurisprudence.

Par contre, il y aura lieu à enregistrement, par exemple :

1° Si le conseil d'administration reçoit des jetons de présence ou un traitement sous une forme quelconque.

2° Si le directeur de l'affaire n'est pas un simple employé du conseil d'administration, s'il a des pouvoirs propres d'administration, s'il est intéressé pécuniairement à son développement, ce qui sera le cas de la plupart des directeurs qui, moyennant un prélèvement forfaitaire sur les cotisations, assumeront toutes les charges de l'affaire.

3° Si un capital initial, dit de garantie ou de premier établissement, est rémunéré par une participation quelconque dans les recettes brutes ou dans les bénéfices nets.

4° Si des parts de fondateur ont été créées.

5° Si une société gérante a assumé les charges de la gestion, moyennant une participation forfaitaire ou aléatoire dans les recettes et dans les bénéfices.

Les cas visés aux numéros 3 et 4 ont trait aux rémunérations relatives à la constitution ; le fonds de premier établissement est alors ordinairement formé par une émission d'obligations. Les autres cas sont relatifs à la gestion.

Nous aurons l'occasion de voir que ces divers modes de rémunération visés par les rapporteurs sont ceux qui caractérisent les entreprises dites de gestion (1), exception faite pour la constitution

(1) Rapport BONNEVAY, 1910 ; rapport LOURTIES.

(2) Voir *infra*, p. 105.

du capital de premier établissement pour lequel la loi prescrit un amortissement en 15 ans.

Quant à la durée de 15 ans pour la capitalisation avant la répartition intégrale, une société qui émet chaque année une série, mais liquide chaque série avant que quinze ans se soient écoulés entre le premier versement effectué dans la série et la répartition intégrale du produit de la capitalisation entre les adhérents de cette même série, ne sera pas soumise au contrôle.

Mais il en sera autrement si une société admet des contrats de capitalisation pour des durées variables, les unes inférieures, les autres supérieures à quinze ans. Car l'article 9, § 9, vise les sociétés non les contrats (1) ; peu importe qu'une partie des contrats ait une durée inférieure.

Devra encore être soumise à l'enregistrement une société qui conférerait au conseil d'administration le pouvoir de prolonger à son gré au delà de quinze ans la répartition dans le cas, par exemple, où la baisse des valeurs en portefeuille ferait craindre une répartition déficitaire.

Les entreprises ainsi définies par l'art. 9 sont soumises à l'enregistrement, à des règles de fonctionnement, à un contrôle et une surveillance dont les détails sont réglés par les autres articles du titre II, qu'il nous reste à étudier.

SECTION I

ENREGISTREMENT

Le système de l'enregistrement a été introduit en 1905 dans notre législation, afin de supprimer l'arbitraire qui présidait sous le régime de la loi de 1867 à l'octroi ou au refus d'autorisation. L'enregistrement se caractérise par ce fait qu'il est accordé, refusé et retiré automatiquement, d'après des règles fixes applicables à toutes les entreprises.

La loi de 1913 contient l'énumération des conditions qui, si elles sont remplies, entraîneront obligatoirement la décision du ministre accordant l'enregistrement, et qui, au cas où les entreprises ne s'y conforment pas, entraîneront aussi le refus ou le retrait. Ces conditions sont identiques à celles qu'indiquaient les lois de 1905 et 1907 ; aussi les règles de l'enregistrement en matière d'épargne sont-elles en grande partie celles mêmes de la loi de 1907.

A. Obtention de l'enregistrement.

Les entreprises d'épargne sont soumises à l'enregistrement dans les conditions prévues par les articles 2 et 9 de la loi de 1907 (art. 9).

(1) Rapport LOURTIES.

Il résultera, aux termes de ces articles, d'une décision du Ministre du Travail insérée au *Journal Officiel*. Cette décision peut, en cas de refus, lui être imposée par le Conseil d'Etat.

Demande d'enregistrement.

Les formalités sont exactement celles déjà édictées en matière d'assurance et de capitalisation. Elles sont réglées par un décret du 18 février 1914, qui est le premier de ceux rendus à cette date en exécution de l'art. 12, renvoyant à l'art. 9, § 1 de la loi de 1907. Ces décrets, au nombre de six, ne sont que la reproduction des prescriptions correspondantes des décrets pris en exécution des lois de 1905 et de 1907.

Les demandes établies en double exemplaire dont un sur papier timbré, et revêtues d'une signature légalisée (1), doivent être accompagnées de certaines pièces énumérées à l'art. 1 du premier décret de 1914.

1° Un récépissé du dépôt préalable fait à la Caisses des Dépôts et Consignations. La raison de ce dépôt est d'empêcher les demandes de sociétés mal conçues qui ne possèdent pas le capital minimum qui est nécessaire.

Son montant est ainsi fixé (art. 4 du décret) : Pour les sociétés françaises à forme mutuelle, un quart du fonds de premier établissement, sans toutefois pouvoir être inférieur à 50.000 francs ni supérieur à 250.000 francs.

Pour toutes les autres entreprises françaises ou étrangères, à 250.000 francs.

Sa constitution doit être faite soit en espèces, soit en valeurs de l'Etat ou jouissant d'une garantie de l'Etat, soit en obligations des départements, des communes, etc., estimées au cours moyen de la Bourse de Paris (art. 3).

2° Un original ou une expédition de l'acte constitutif de l'entreprise, suivant que l'acte est sous seing privé ou authentique.

3° Le texte intégral des statuts, qui permettra au ministre de contrôler si les règles de la loi de 1913 sont observées.

4° Le texte complet des conditions des contrats, le tarif des versements et cotisations, c'est-à-dire tous tarifs, barèmes et bases de calcul employés dans les diverses combinaisons.

Ces pièces et justifications fournies, le service compétent du ministère étudie si l'entreprise s'est bien conformée à la loi quant aux opérations à entreprendre, quant aux formalités de sa constitution. Le dossier est transmis au Comité consultatif dont l'avis est obligatoire (art. 10, § 2, L. 1907 applicable). (2)

(1) Avis du 24 oct. 1919 relatif à l'enregistrement des Sociétés d'épargne, rapporté dans l'« Annuaire des Sociétés d'assurances 1920 ».

(2) Sur la composition et le rôle de ce Comité consultatif, v. p. 93.

Dans le délai maximum de six mois à dater du dépôt de la demande le Ministre du Travail doit statuer. S'il accorde l'enregistrement, il le fait publier au *Journal Officiel* (art. 2, § 2, L. 1907 applicable).

Dans le mois de cette publication, le ministre doit décider la restitution du dépôt préalable et notifier sa décision à l'entreprise intéressée et à la Caisse des Dépôts. Le dépôt doit être restitué dans les dix jours de la notification (art. 6, premier décret 1914).

Refus de l'enregistrement.

Après examen du dossier et avis du Comité consultatif le ministre peut refuser l'enregistrement, à condition de motiver ce refus par une infraction à la loi de 1913, aux décrets prévus par elle, ou aux lois qui régissent les sociétés (art. 3, § 1, L. 1907 applicable). L'enregistrement doit donc être refusé pour des raisons déterminées, le ministre n'a plus un pouvoir discrétionnaire comme sous le régime de l'autorisation préalable.

Un recours pour excès de pouvoir contre la décision ministérielle devant le Conseil d'Etat est d'ailleurs ouvert, recours qui n'existait pas sous le régime de l'autorisation.

En cas de refus, les entreprises ont deux alternatives :

1° Elles peuvent acquiescer au refus et obtenir le retrait du dépôt préalable dans le délai d'un mois (art. 6, § 2, 1^{er} D. 1914).

2° Elles peuvent former un recours devant le Conseil d'Etat qui devra statuer dans les trois mois (art. 3, § 2, L. 1907 applicable) ; délai qui est d'ailleurs purement comminatoire. Ce recours peut encore être formé si le délai de six mois s'est écoulé sans qu'une décision soit intervenue.

Il est à remarquer qu'aucun délai n'est imparti aux entreprises pour se pourvoir devant le Conseil d'Etat. Si ce dernier annule la décision, le ministre doit mentionner l'enregistrement au *Journal Officiel* et faire restituer le dépôt après les notifications d'usage.

Au cours de leur fonctionnement, les entreprises déjà enregistrées peuvent se trouver dans l'obligation de solliciter un nouvel enregistrement. Aucune modification, soit aux statuts, soit aux tarifs, soit au tableau d'amortissement ne peut être mise en vigueur qu'après nouvel enregistrement obtenu dans les mêmes formes (art. 2, § 3, L. 1907 applicable).

B. Déchéance d'enregistrement.

Il peut y avoir déchéance proprement dite ou retrait d'enregistrement.

Les entreprises sont déchues de plein droit du bénéfice de l'enregistrement si dans le délai d'un an de la publication au *Journal*

Officiel elles n'ont pas justifié de leur fonctionnement. Les conditions de cette déchéance sont fixées par le deuxième décret du 18 février 1914, rendu en exécution de l'art. 9, § 2 de la loi de 1907 applicable en vertu de l'art. 12. Aux termes de ce décret, le ministre rend un décret constatant la déchéance des entreprises qui devront, dès lors, solliciter un nouvel enregistrement. La déchéance est publiée à l'*Officiel*.

Le retrait d'enregistrement est effectué suivant les prescriptions de l'art. 18, L. 1907 applicable : L'enregistrement d'une entreprise cesse d'être valable dès qu'un décret constate qu'elle ne fonctionne plus en conformité de la loi ou des décrets qu'elle prévoit. Mais ce retrait ne peut être arbitraire ; il doit intervenir de façon à donner toute garantie à l'entreprise intéressée.

Le ministre ne peut prendre un décret de retrait qu'après avis motivé du Comité consultatif, lequel statue après une véritable procédure : Le ministre doit mettre en demeure les représentants de l'entreprise de fournir des observations par écrit ou d'être entendus soit en personne, soit par des représentants tels que des avocats. La mise en demeure doit être faite un mois à l'avance et signaler toutes les irrégularités reprochées à l'entreprise incriminée. Le Comité doit se prononcer dans le mois suivant.

Le décret prononçant le retrait peut être déféré au Conseil d'Etat (section du contentieux), mais uniquement pour excès de pouvoir. Le recours doit être formé dans les huit jours suivant la date où la notification du décret a été faite à l'entreprise ; il est suspensif, de façon que si le Conseil lui donne satisfaction son fonctionnement n'ait pas été suspendu à tort. Cette justice rétrospective n'empêcherait pas une grave atteinte à son crédit, si le pourvoi n'était suspensif. Le Conseil doit statuer dans le délai d'un mois : c'est encore une garantie pour les entreprises dont le fonctionnement, conforme à la loi, ne pourra être troublé longtemps par une décision prise à tort. En cas d'arrêt de rejet, le ministre fait publier à l'*Officiel* le décret de retrait ; sa date fixe le jour où l'entreprise ne pourra faire de nouvelles opérations.

SECTION II

FONCTIONNEMENT DES SOCIÉTÉS ENREGISTRÉES

La réglementation large et libérale du titre I, ne pouvait suffire à sauvegarder complètement le droit des adhérents des entreprises à caractère financier. Ces dernières sont détentrices de versements qui se montent, parfois, à plusieurs millions et si leur fortune ne peut se comparer encore à celle des compagnies d'assurances-vie, elles tendent à s'établir à côté de ces dernières comme concurrentes

sérieuses pour la gestion des épargnes du public. Le législateur se devait d'entourer de précautions spéciales le maniement de tels capitaux par les financiers qui, sous forme d'entrepreneurs de gestion, sont les vrais directeurs de ces entreprises. Elles ne seraient d'ailleurs pas des sociétés ayant l'épargne et la stricte prévoyance comme but, si elles ne donnaient pas une sécurité absolue aux économies qui leur sont confiées, si les bons d'épargne comportaient des aléas, comme les actions des sociétés commerciales.

C'est en vue d'assurer cette sécurité aux épargnistes, d'empêcher toute spéculation hasardeuse de la part des administrateurs, que le titre II a édicté pour les sociétés enregistrées des prescriptions spéciales touchant le placement de l'actif, la réduction des dépenses de premier établissement, la création d'un privilège sur cet actif.

§ 1. *Placement de l'actif.*

Si les entreprises avaient pu faire des placements à leur gré, elles auraient été entraînées à des spéculations peut-être productives, sûrement hasardeuses. Quelle société aurait voulu annoncer dans ses répartitions un taux de capitalisation de 4 ou 5 %, quand les sociétés concurrentes auraient publié des rendements de 8 ou 10 % ? En matière d'épargne, la sécurité doit l'emporter même sur la productivité.

Le législateur avait, d'autre part, à se garder d'encourir les reproches adressés aux promoteurs du système de la Caisse d'Épargne : Le placement unique en rente française est certainement moins sûr qu'un placement réparti en plusieurs catégories de valeurs.

La liberté quant à l'emploi des fonds en immeubles, en prêts hypothécaires servira les intérêts des épargnants ; l'utilisation de leurs versements pour le développement des œuvres sociales, des sociétés de maisons à bon marché par exemple, sera un bienfait pour la communauté.

Le placement de l'actif des sociétés d'épargne est ainsi fixé par l'art. 12, §§ 1 et 2 :

« Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances détermine les biens mobiliers en lesquels devra être effectué le placement de l'actif des entreprises françaises et étrangères visées au présent titre.

Cet actif pourra être employé dans la proportion fixée aux statuts en immeubles situés en France et en Algérie. »

Les termes de cet article ont été adoptés sur la proposition de la commission du Sénat. La modification apportée par le Sénat au texte de la proposition Bonnevey fut, d'ailleurs, déclarée très heureuse par M. Bonnevey lui-même.

La commission de la Chambre avait successivement adopté des textes différents.

Plusieurs modalités pouvaient être envisagées au sujet des placements à effectuer par les entreprises. La loi peut donner délégation au Gouvernement pour déterminer par un décret spécial la nature des biens mobiliers en lesquels sera placé l'actif des sociétés d'épargne ou déterminer, elle-même, ces biens. La loi peut accorder ou non à l'administration le droit de restreindre la liberté des sociétés de placer la totalité de leur actif en valeurs déterminées, sans limitation, c'est-à-dire, de leur imposer une quotité maxima de placements en valeurs déterminées.

La commission avait tout d'abord admis un texte qui consacrait le principe de la liberté de placement en valeurs déterminées, sans limitation. L'art. 11, § 1 de la proposition Bonnevey, qu'elle avait acceptée, décidait que l'actif devait être effectué en « mêmes valeurs que les placements des entreprises de capitalisation de la loi de 1907. » Sa pensée était d'éviter ainsi de donner à l'administration le droit d'imposer aux sociétés d'épargne les limitations figurant au décret du 9 juin 1906, s'appliquant aux sociétés de capitalisation en vertu du décret du 17 juillet 1908, et par ce moyen, de laisser aux sociétés d'épargne la liberté de placer la totalité de leur actif en valeurs à lots, valeurs admises pour les entreprises d'assurances-vie et de capitalisation.

Le Gouvernement, au contraire, prétendait avoir le droit d'imposer par décret le placement en valeurs déterminées et la limitation.

Deux textes transactionnels furent successivement adoptés par la commission qui, en définitive, supprima le § 1 de l'art. 11 du projet Bonnevey et, en remplacement, fit décider par la Chambre, à l'art 12, que l'art. 8 de la loi de 1907 serait applicable aux sociétés d'épargne enregistrées. C'était la délégation donnée au Gouvernement de déterminer par décret les valeurs de placement et de fixer les quantums, soit sans limitation, soit dans telle ou telle proportion.

La commission du Sénat critiqua vivement cette manière de procéder par voie de référence à la loi sur les sociétés de capitalisation et demanda le vote d'un texte donnant directement et d'une façon nette et formelle le droit au Gouvernement de déterminer les valeurs mobilières admises comme placement. Elle demanda aussi que la loi dise elle-même que l'emploi en immeubles est libre, sans limitation, les statuts devant seulement en donner la proportion.

L'art. 12, rédigé dans ce sens, fut adopté et est devenu définitif. La loi distingue donc deux sortes de placements : le placement en immeubles est libre, sans limitation ; le placement mobilier est réglé par un décret qui déterminera les valeurs et pourra lasiser les

sociétés faire l'emploi en la totalité ou non de ces valeurs.

Mais dans son rapport, M. Lourties demanda au Gouvernement de ne pas user de son droit d'imposer des limitations pour les placements en valeurs à lots s'il s'agit de sociétés d'épargne ordinaires, ou en achats ou constructions d'immeubles, s'il s'agit d'entreprises faisant appel à l'épargne dans ce but.

Le décret rendu en exécution de l'art. 12, § 1, est en date du 10 septembre 1915. C'est le dernier décret d'administration publique prévu par la loi de 1913. Ses deux articles sont ainsi conçus :

« Article 1. — L'actif des entreprises françaises et la portion d'actif des entreprises étrangères visée à l'art. 11 de la loi du 3 juillet 1913 doivent, sous réserve des dispositions de l'art. 5, § 9 et du deuxième alinéa de l'art. 12 de ladite loi, être employés dans les conditions fixées par l'art. 4 du décret du 9 juin 1906, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 8 de la loi du 17 mars 1905, relativement au placement de l'actif des entreprises d'assurances sur la vie.

« Toutefois, les sociétés visées au deuxième alinéa de l'art 5 de la loi du 3 juillet 1913 peuvent, en outre, consentir à leurs adhérents : 1° des avances sur les contrats d'épargne souscrits par eux ; 2° des prêts hypothécaires sur immeubles situés en France ou en Algérie, à condition que ces prêts, y compris les prêts antérieurement inscrits ne dépassent pas 50 % de la valeur des immeubles ; 3° des ouvertures de crédit hypothécaire en vue de l'acquisition ou de la construction d'immeubles jusqu'à concurrence de 50 % de la valeur du terrain et des constructions. Ces avances peuvent être portées jusqu'à 75 % de la valeur du terrain et des constructions si le total des sommes versées par l'adhérent et portées à son compte atteignent au moins le quart de cette valeur. »

« Art. 2. — Sont également étendues aux entreprises sus-visées les prescriptions des articles 3 et 5 du décret du 9 juin 1906 en ce qui concerne les dispositions qui leur sont applicables. »

Ce décret du 9 juin 1906, dont les articles 4, 3 et 5 sont déclarés applicables aux entreprises d'épargne, dispose comme suit :

« L'actif des entreprises à forme tontinière doit, sous réserve des dispositions qui pourraient être prescrites par les législations étrangères pour les souscriptions reçues à l'étranger, être employé en valeurs émises par l'Etat français ou pourvues par lui d'une garantie portant sur le capital ou sur le revenu, en obligations libérées et négociables des départements, des communes et des Chambres de commerce de France et d'Algérie, en obligations foncières et communales du Crédit Foncier de France » (art. 4.) L'art. 3 indique de quelle manière doivent être estimées dans les inventaires, les valeurs figurant à l'actif : les valeurs mobilières, les prêts hypothécaires sur titres, les immeubles, les nues pro-

priétés et les usufruits. L'art. 5 oblige les entreprises françaises à posséder des valeurs mobilières représentées par des titres ou certificats nominatifs ou à défaut par des récépissés de la Banque de France. Ces deux articles sont une preuve des précautions minutieuses prises par le législateur pour que l'actif réponde aussi exactement que possible aux chiffres portés par les sociétés sur leurs bilans ; les adhérents ne peuvent contrôler que ces bilans ; il appartenait à l'administration et aux services spéciaux du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale de vérifier que le bilan reproduise exactement la situation des sociétés. Mais pour cela, il fallait que la loi règle point par point de quelle façon les valeurs mobilières devraient être estimées dans les inventaires ; le contrôle a ainsi des bases pour déclarer si l'actif est ou non fictif.

L'art. 5, en ordonnant la mise au nominatif de tous les titres achetés même un mois avant la date de liquidation d'une vieille série, oblige les entreprises à des transferts coûteux. M. Bolle, membre du Comité consultatif des assurances sur la vie et des entreprises de capitalisation et d'épargne, avait insisté pour qu'on évite cette dépense aux sociétés et demandé qu'on laisse au porteur les achats de la dernière année de fonctionnement d'une série. Il n'a pas obtenu satisfaction, la disposition de l'art. 5 a été maintenue, plutôt il est vrai pour faciliter le travail des bureaux du Ministère du Travail que pour fournir de plus sérieuses garanties aux adhérents (1).

La rédaction du décret du 10 septembre 1915 est conforme au vœu exprimé par le rapporteur au Sénat, puisqu'il n'impose aucune limitation aux sociétés d'épargne pour le placement de leur actif. Cet actif, déduction faite de la quotité des disponibilités qu'elles peuvent conserver en caisse avant placement d'après l'art. 5, § 9 de la loi de 1913, doit être employé en valeurs émises par l'Etat français ou garanties par lui, en obligations communales ou du Crédit Foncier. Mais elles peuvent admettre ces valeurs sans proportion déterminée et même admettre des obligations à lots pour la totalité ; c'est ce que demandait M. Bonnevey dans sa proposition primitive.

L'emploi en immeubles est ainsi, comme le rappelle l'art. 1 du décret, entièrement libre d'après l'art 12, § 2, pourvu que les statuts en fixent la proportion.

Les entreprises étrangères, dispose encore le décret, sont soumises aux mêmes prescriptions que les entreprises françaises, mais seulement pour les valeurs représentant la portion d'actif qui est soumise au privilège prévu par l'art. 11.

L'art. 1, § 2 du décret permet aux sociétés d'épargne immobi-

(1) Renseignement fourni par M. BOLLE, directeur de la « Fourmi ».

lières de consentir en outre à leurs adhérents des avances, prêts hypothécaires, ouvertures de crédit, en vue de l'acquisition ou de la construction d'immeubles. C'est une faveur accordée à ces sociétés par les pouvoirs publics et on peut désormais classer la loi de 1913 parmi les lois édictées pour favoriser les constructions d'habitations familiales ou à bon marché. Les entreprises prévues par l'art. 1, § 2 de la loi de 1913, d'initiative privée, sont donc appelées à prendre place aux côtés des sociétés dites d'habitations à bon marché subventionnées par l'Etat et à compléter utilement leur œuvre.

Ici encore les auteurs du décret se sont conformés au désir exprimé par M. Lourties en 1913 au sujet des sociétés d'épargne immobilières.

« Aussi bien est-ce le seul moyen de leur permettre de concourir d'une manière pratique et efficace à l'amélioration des conditions du logement populaire, question qui préoccupe à juste titre l'opinion publique. C'est ainsi qu'elles pourront réaliser pour les classes moyennes une œuvre analogue et parallèle à celle que les compagnies d'assurances ont accomplie en construisant des immeubles de grand luxe pour les classes riches, non pas en mettant leurs capitaux dans des sociétés d'habitation à bon marché approuvées en vertu de la loi du 12 avril 1906, qui doivent conserver un caractère philanthropique et, par voie de conséquence, limiter leurs dividendes annuels à un chiffre maximum de 4 % (art. 13), mais en visant un but simplement lucratif.

Ce serait d'autant plus souhaitable que les capitaux font défaut pour l'amélioration du logement et qu'il y a cependant une utilité économique indiscutable à les appeler à concourir à cette œuvre du logement de toute une catégorie de citoyens modestes, petits employés et petits fonctionnaires, par exemple, dont la situation n'est pas moins digne d'intérêt que celle de bon nombre d'ouvriers bénéficiant des habitations à bon marché. Le dénombrement de 1911 en fait apparaître l'absolue nécessité en faisant ressortir l'afflux de la population de plus en plus considérable dans les villes, le manque de logements et la cherté toujours croissante des loyers. Les résultats des lois bienfaisantes du 30 novembre 1894 et du 12 avril 1916 sur les habitations à bon marché sont loin d'être une quantité négligeable, sans doute ; mais, faute de capitaux suffisants, ils sont, cependant fort incomplets. A vrai dire, nous avons heureusement l'espoir que la situation s'améliorera à l'avenir, grâce à la loi du 23 décembre 1912, modificative de la loi du 12 avril 1906.

Mais l'œuvre de l'amélioration des conditions de prix du logement populaire et de son assainissement est si considérable, que tout cela ne suffira pas encore.

Aussi, ne verrions-nous pas d'un mauvais œil des sociétés

d'épargne s'organiser en vue d'employer les capitaux recueillis par elles en acquisitions de terrains à bâtir et en achats ou constructions de maisons. »

§ 2. Réduction des dépenses de premier établissement.

Pour naître et se développer, toute entreprise commerciale ou industrielle a besoin d'une première mise de fonds, indispensable pour parer aux frais à couvrir avant même son existence : frais d'étude pour sa constitution, son aménagement, sa mise au point, son lancement. Ces frais sont assez importants et bien distincts des frais généraux d'organisation et de fonctionnement des divers services qui ne sont nécessités que du fait de la marche et du développement de l'entreprise.

Les sociétés d'épargne, surtout celles qui visent à une grande extension, ont le même besoin d'un capital engagé et acquitté avant leur constitution, où elles pourront puiser pour faire face à leur établissement, à l'installation de leurs bureaux et de leurs succursales, à la publicité qui leur attirera des cotisations, et aussi aux frais de dépôt préalable à leur demande d'enregistrement, aux diverses amendes que peuvent encourir les directeurs.

Nos sociétés, en plus des frais généraux de fonctionnement au cours de leur existence, étudiés à propos de l'article 5, § 3, sont donc dans l'obligation de faire face à des frais initiaux que la loi reconnaît d'ailleurs indispensables, qu'elle nomme « dépenses de premier établissement » et qu'elle régit par l'article 12, déclarant applicable l'art. 9, § 3 de la loi de 1907 et par le troisième décret du 18 février 1914, rendu en exécution.

Ces dépenses existent aussi dans les sociétés d'assurances-vie et de capitalisation. Les dispositions des décrets rendus en exécution des articles 9, § 3 des lois de 1905 et de 1907, en date du 20 janvier 1906 et 1^{er} avril 1908, modifiés tous deux par un décret du 20 décembre 1912, sont identiques à celles du troisième décret du 18 février 1914.

Ce dernier décret n'a trait qu'aux sociétés d'épargne enregistrées. C'est que les sociétés familiales ou de « marchands de vins », formées entre amis ou gens du même quartier se connaissant, n'ont que des dépenses de premier établissement très restreintes. Aucun débours pour la publicité, le lancement, ces sociétés ne faisant appel qu'à des cotisations minimales et le recrutement des nouveaux adhérents se faisant par les premiers sociétaires. Les frais insignifiants du début, sont avancées sans formalité par la direction qui sera ensuite remboursée rapidement.

Les sociétés sujettes à l'enregistrement, véritables entreprises commerciales, gérées administrativement et à titre onéreux, font,

au contraire, des opérations s'étendant à toute la France et ont besoin de capitaux considérables, de plusieurs centaines de mille francs, pour installer leurs bureaux, effectuer les dépôts préalables.

La loi, tout en reconnaissant ces dépenses de premier établissement comme nécessaires, s'est efforcée, étant préventive et protectrice, de prévenir autant que possible l'abus de frais initiaux exagérés, qui auraient empêché ensuite les sociétés de vivre ou au moins de faire de bonnes affaires, en grevant leur actif d'intérêts considérables à payer chaque année. Aussi, a-t-elle fixé un maximum pour ces frais et un délai rapide d'amortissement. Le troisième décret du 18 février 1914 est ainsi conçu :

Art. 1^{er} : « Les dépenses de premier établissement des entreprises françaises sont limitées :

1° « Pour les sociétés à forme mutuelle, à la quotité du fonds de premier établissement ;

2° « Pour les autres sociétés, au quart du capital. »

Art. 2 : « Ces dépenses doivent être complètement amorties en quinze ans au plus, à compter de l'enregistrement.

« En vertu de cet amortissement, il doit être prélevé, annuellement, sur le solde créditeur brut du compte de profits et pertes, avant toute répartition, une somme au moins égale au quotient du montant des dépenses restant à amortir par le nombre d'années restant à courir, jusqu'à l'expiration du délai de quinze ans, à dater de l'enregistrement. »

Ce décret, d'après l'art. 1, ne régit que les sociétés françaises, celles étrangères ne pouvant exercer en France, que déjà constituées dans leur pays d'origine, suivant les lois de ce pays.

Il distingue entre les entreprises ; celles à forme mutuelle ne doivent limiter leurs dépenses que suivant la quotité du fonds de premier établissement. Ces sociétés n'ayant pas de capital-actions, sont obligées de recourir à des capitaux empruntés, obtenus ordinairement, par l'émission de bons ou obligations. Aussi elles peuvent emprunter et dépenser dans la limite fixée dans leurs statuts à leur fond de premier établissement. Le régime des autres entreprises à forme anonyme ou en commandite est moins libéral ; elles doivent adopter la limitation du quart du capital social. Nous verrons, en étudiant les formes qu'adoptent les entreprises d'épargne, qu'il n'existe pas encore de sociétés anonymes en matière d'épargne. S'il s'en formait, constituées avant toute souscription d'épargne, ayant la latitude de puiser dans leur capital-actions, elles pourraient être tentées d'engager une grande partie de ce capital dans l'espoir de donner une vive impulsion à leurs affaires. Pour toutes les sociétés, à forme mutuelle ou anonyme, des dépenses exagérées dès le début

nui-raient à leur prospérité, d'autant plus que ces frais doivent être remboursés dès les premières années du fonctionnement.

L'art. 2 oblige, en effet, les sociétés à amortir en quinze ans les dépenses de premier établissement. Ce remboursement doit être inauguré dès la première année par un prélèvement sur les bénéfices et l'opération faite chaque année, de manière à ce qu'elle soit terminée dans un délai maximum de quinze ans à dater de l'enregistrement. Le mode d'amortissement est le suivant : prélèvement annuel sur le solde créditeur brut du compte de profits et pertes avant toute répartition d'une somme au moins égale au quotient du montant des dépenses non amorties par le nombre d'années restant jusqu'à l'expiration du délai de quinze ans.

Ce dernier article règle une des questions les plus importantes du fonctionnement des sociétés enregistrées. Il interdit la rémunération permanente, c'est-à-dire pendant toute la durée de l'entreprise, du capital initial au sens large. Par là, il faut entendre le capital unique qui couvrira les dépenses momentanées et antérieures à la constitution des sociétés et, en même temps, fera face aux dépenses permanentes d'organisation et de fonctionnement, en un mot, aux frais de gestion.

Les fondateurs des sociétés d'épargne ne s'emploient à leur constitution et n'avancent des fonds pour leur premier établissement que dans l'espoir qu'ils resteront les dirigeants de l'affaire, que le capital qu'ils ont engagé et exposé puisse être rémunéré au moyen d'une partie des bénéfices qu'il aura permis aux sociétés de réaliser. Leur intérêt est de fournir un capital initial qui ne soit pas considéré comme le strict équivalent des frais de premier établissement et qui ne soit pas remboursé au lendemain de la constitution, mais qui puisse continuer à servir à l'organisation et recevoir une rémunération permanente pour cette double fonction. Le mot capital initial peut donc être entendu dans deux sens distincts : au sens étroit, s'il ne représente que les dépenses initiales de premier établissement ; au sens large, s'il est représenté et rémunéré pendant toute la durée de la société.

Or, le troisième décret du 18 février 1914 ne prévoit que le capital initial au sens étroit, correspondant uniquement aux frais momentanés antérieurs à la constitution, puisque ce capital doit être amorti rapidement dès que la société sera enregistrée. Ces prescriptions n'ont pas été sans soulever de vives critiques de la part des fondateurs et des possesseurs de capitaux prêtés aux sociétés d'épargne. Nous en trouvons l'écho dans un article de M. Féraud, défenseur de la nécessité du capital initial au sens large ; il formule ainsi ses objections (1) : Il existera de grandes difficultés pour les fondateurs

(1) *Journ. des Assurés*, 1^{er} et 16 janv. 1916.

qui doivent, dès la première année, inaugurer l'amortissement. L'expérience a démontré qu'avant les six premiers exercices il ne peut y avoir épanouissement de la production qui ne compensera pas les charges. La période de rendement normal ne commencera que bien après le jour de l'obligation de l'amortissement. Et ceci peut entraîner une liquidation désastreuse pour les sociétaires. Puisque le capital initial est constitué à l'exclusion des cotisations d'épargne, il est logique et équitable qu'il continue d'exister et soit rémunéré durant toute la durée de l'entreprise qu'il aura constituée et enrichie. Il faut qu'aucun droit à la jouissance d'une fortune née de l'initiative privée du fondateur puisse lui être enlevé.

Le mutisme du décret touchant les mesures que les sociétés devraient être autorisées à prendre, au cas où une insuffisance ultérieure du capital initial exigerait soit son augmentation, ou ce qui revient au même, son renouvellement, suscite de vives appréhensions. Les sociétés commerciales ont toujours la faculté d'augmentation et de renouvellement du capital primitif.

Dans le commerce ou l'industrie on amortit bien le capital initial qui a servi à la fondation, mais c'est presque exclusivement un capital immobilier : outillage, matériel, constructions, brevets, non le capital liquide qui sert à l'exploitation et au roulement. Le capital initial des sociétaires d'épargne est bien un capital liquide, de mouvement, pourquoi ne pas agir à son égard comme dans les sociétés commerciales et ne pas rendre son amortissement libre ?

D'après les prescriptions du décret, seuls les adhérents des quinze premières années supportent, sous forme d'amortissement, les charges élevées dont seront dégrevés les nouveaux adhérents.

Et, en concluant contre l'amortissement, M. Féraud s'efforce de prouver l'utilité du capital initial au sens large. Sa représentation intangible durant toute l'existence de la société est une garantie de premier ordre, dit-il : celui qui a lancé l'entreprise n'a pas le moindre intérêt à en compromettre l'avenir, il a droit à une rémunération.

En pratique, depuis le décret de 1914, les sociétés créent un capital de premier établissement, constitué par l'émission de bons et d'obligations et qui est ordinairement versé par les fondateurs. En échange de leur versement, il leur est remis des bons au porteur productifs d'intérêts et remboursables dans un délai maximum de quinze ans. Les prescriptions légales sont ainsi remplies. Ce capital peut aussi être emprunté à des entreprises de gestion ; le meilleur moyen pour elles, d'avoir une clientèle, n'est-il pas d'aider à la formation des sociétés dont elles assureront la charge ?

Mais les fondateurs dont le capital servant aux frais de premier établissement est amorti, se sont efforcés de recevoir pour les services qu'ils ont rendus une rémunération permanente. Le moyen légal qu'ils ont employé de préférence, après l'avoir emprunté aux

sociétés commerciales par actions, est l'utilisation des parts de fondateurs. Ce moyen de représentation du capital initial au sens large et d'autres, tels que la nomination statutaire à titres de directeurs, des fondateurs, constituent une forme des entreprises de gestion. Leur étude ressort donc des entreprises de gestion (1).

§ 3. *Institution d'un privilège.*

En dépit du contrôle sévère qui est imposé aux entreprises et de leurs obligations en ce qui concerne le placement de leur actif, il peut se produire une liquidation. C'est dans cette circonstance que s'exercera le privilège accordé aux adhérents par l'art. 11. Ces derniers ne seront pas, en effet, les seuls créanciers ; les principaux seront les porteurs d'obligations, de parts de fondateurs, ceux qui ont fourni les fonds de premier établissement. Mais ces créanciers auront été la plupart du temps les directeurs statutaires, les administrateurs de l'entreprise en liquidation, ils sont responsables par le fait de leur gestion des emprunts contractés. S'ils ont droit, en cas de bénéfices, à une juste rémunération, il aurait été injuste de leur attribuer les épargnes accumulées qui n'appartiennent pas à d'autres qu'aux adhérents. A défaut d'une disposition spéciale, ils auraient pu agir au même titre que les épargnistes et les frustrer de leurs économies.

Aussi l'art. 11 a-t-il soin de spécifier : « Sous déduction des frais de gestion statutaires, l'actif des entreprises françaises est affecté à la répartition aux adhérents, par un privilège qui prend rang après le § 6 de l'art. 2101 du Code civil. »

Le § 2 de l'art. 11 contient des dispositions spéciales aux entreprises étrangères (2).

Cet article institue une faveur spéciale qui complète efficacement la protection des épargnistes qui reçoivent ainsi le maximum de garantie. Le privilège qui leur est accordé rentre, en effet, dans les privilèges généraux de l'art. 2101 et s'étend sur les meubles et les immeubles, c'est-à-dire sur tout l'actif des entreprises. Il prend rang après ces privilèges et s'exercera en septième lieu après les frais de justice, les frais funéraires, etc., mais avant tous autres privilèges spéciaux sur les immeubles (art. 2105 C. civ.).

Les adhérents, en cas de concours avec des créanciers privilégiés sur certains meubles de l'art. 2102 (bailleur, créancier, gagiste, etc.), viendront-ils après ces créanciers, ainsi que le décide la jurisprudence pour les possesseurs de privilèges généraux ? Certains auteurs ont fait remarquer que le privilège des adhérents semble fondé sur une idée de gage, comme les privilèges de l'art 2102, plutôt que sur une idée d'humanité et d'équité comme ceux de l'art. 2101.

(1) Voir chap. III, p. 105.

(2) V. *infra*, p. 118.

M. Jourdan (1) pense que ce privilège aurait dû figurer en conséquence dans l'art. 2102. Quelque reproche qui puisse être adressé à la loi de 1913, il faut s'y conformer et admettre que le privilège des adhérents, étant général, vient après les privilèges spéciaux sur certains meubles.

SECTION III

CONTROLE ET SURVEILLANCE

Par le fait que les entreprises d'épargne ont le droit et l'obligation d'indiquer à la suite de leur nom ou de leur raison sociale : « Entreprises privées assujetties au contrôle de l'Etat » (art. 16, L. 1907, applicable par art. 12), celui-ci endossait la responsabilité de contrôler et de surveiller ces sociétés.

Avant 1913, les entreprises inséraient bien dans leurs statuts « fonctionnant conformément aux lois », mais cette mention signifiait simplement qu'une décision du Ministre de l'Intérieur était intervenue, n'impliquant pas l'autorisation du Gouvernement. Depuis que l'Etat leur accorde par l'enregistrement l'estampille officielle, il est nécessaire que son contrôle soit exercé efficacement. Les art. 10 (remplacé par art. 2, L. 31 juillet 1917) et 12 de la loi de 1913 lui en donnent les moyens.

§ 1. Comité consultatif.

De même que pour les sociétés d'assurance-vie et de capitalisation, le législateur ne pouvait régler tous les détails du fonctionnement des sociétés d'épargne dans la loi de 1913 ; il a laissé à l'administration le soin d'en réglementer l'application et a placé à côté du Ministre du Travail un organe chargé de l'éclairer sur les questions économiques et d'être un régulateur du pouvoir exécutif.

Il existait déjà en France plusieurs organes de ce genre appelés comités consultatifs : Comité des Arts et Manufactures — des Accidents du travail (L. 9 avril 1898 et D. 28 février 1899) — des Assurances sur la vie (L. 17 mars 1905). La plupart des législations étrangères ont institué aussi des comités, chargés du rôle de conseillers techniques dans les questions complexes d'assurances. En Allemagne notamment a été créé depuis 1901 un Comité consultatif des assurances, qui joue son rôle très important auprès de l'Office de surveillance des assurances privées.

L'art. 10 de la loi de 1913 n'instituait pas un comité consultatif spécial en matière d'épargne, mais avait simplement donné pouvoir de délibérer sur les questions relatives aux entreprises d'épargne

(1) Etude de la loi du 17 mars 1905, thèse, Aix, 1908, p. 117.

au Comité consultatif des assurances sur la vie, qui fonctionnait depuis 1905 au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. La loi de 1907 (art. 10) avait ajouté à ce comité deux membres pris parmi les directeurs ou administrateurs de sociétés de capitalisation, et la loi de 1913 un membre pris parmi les directeurs ou administrateurs des sociétés d'épargne. Ainsi un comité unique, dit des Assurances sur la vie et des entreprises de capitalisation et d'épargne, fonctionnait et délibérait de toutes les affaires concernant les trois genres d'entreprise. Il prépara sous la direction du ministre tous les décrets rendus en 1914 et en 1915, en exécution de la loi de 1913.

Au cours de leur élaboration, il apparut que la matière des sociétés de capitalisation et d'épargne réclamait des compétences spéciales qui puissent se consacrer exclusivement à l'étude de leur fonctionnement, sans avoir à décider en même temps dans les questions d'assurance. Les entreprises de capitalisation qui sollicitaient l'enregistrement devenaient chaque jour plus nombreuses, et les demandes allaient affluer de la part des entreprises d'épargne, dès que la cessation des hostilités leur permettrait de se faire enregistrer à leur tour. Aussi il importait d'adopter le principe de la division du travail et d'instituer un comité chargé de donner son avis sur toutes les mesures d'application des lois de 1907 et de 1913 ; ces deux lois réglementant des entreprises basées sur le même principe, d'une façon presque identique, il convenait que le même organe fût chargé de régler les détails de leur mise en pratique.

Le Comité consultatif spécial des entreprises de capitalisation et d'épargne a été institué par la loi du 31 juillet 1917 (1), qui fut votée pour compléter la loi de 1907 sur deux points : Le tirage au sort des polices, la publicité trompeuse. Elle limite à douze par an ces tirages, de façon à ce que l'opération de capitalisation conserve son caractère de prévoyance et ne dégénère pas en loterie, et décide qu'un arrêté réglementant la publicité trompeuse sera pris après avis du Comité consultatif. C'est à l'occasion et à la suite de ces règles nouvelles, s'ajoutant aux dispositions de la loi de 1907, que le législateur, modifiant l'article 10 de cette loi, a créé le comité spécial et en a fixé la composition.

Art. 2 : « Il est institué auprès du Ministère du Travail, un Comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne, composé de dix-neuf membres, savoir : deux sénateurs et trois députés élus par leurs collègues ; le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ; un représentant du Ministre des Finances ; un membre agrégé de l'Institut des actuaires français ; le président de

(1) Projet de la loi du Ministre du Travail (*Journ. off.*, docum. parlam. Chambre, 13 nov. 1916, n° 2676). Rapport BONNEVAY, 29 mars 1917; adoption, 26 mai. Transmission au Sénat le 31 mai; rapport CHASTENET, 6 juillet; adoption, 27 juillet.

la Chambre de commerce de Paris ou un membre de la chambre, délégué par lui ; un professeur des Facultés de droit ; le chef et le conseiller juridique du service du contrôle des assurances privées ; le chef du contrôle central des sociétés d'assurances sur la vie, des sociétés de capitalisation et des sociétés d'épargne ; deux directeurs ou administrateurs des sociétés anonymes de capitalisation ; deux directeurs ou administrateurs de sociétés de capitalisation à forme mutuelle ; deux directeurs ou administrateurs de sociétés d'épargne.

Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres du comité ainsi que la désignation du président et du vice-président. »

« Art. 3. — Désormais, le Comité des assurances-vie ne sera plus complété par l'adjonction de membres représentant les entreprises de capitalisation et d'épargne, comme le prescrivaient les articles 10, § 1 de la loi de 1907 et 10 de la loi de 1913. Ces deux articles sont abrogés. »

Le décret prévu par l'article 2 précité de la loi de juillet 1917 est en date du 30 août 1917. Il déclare applicable le décret du 17 mars 1905 : de même que pour les assurances-vie les membres du nouveau Comité sont nommés pour quatre ans, le Ministre nomme le président et le vice-président.

Quant à ses attributions, ce sont en matière d'épargne, celles-là même prévues par la loi de 1907, dont les dispositions touchant le Comité consultatif sont applicables (art. 12). Ces attributions sont plus ou moins étendues suivant les cas.

A. Cas dans lesquels un avis conforme du Comité est nécessaire pour la validité :

La loi de 1907 (art. 10, § 3) prévoit trois cas où cet avis conforme est nécessaire, cas spécifiés par les art. 6, 21 et 18. Mais les deux premiers sont relatifs aux réserves mathématiques, donc inapplicables en matière d'épargne. L'art. 18 dispose que le décret de retrait d'enregistrement ne peut intervenir que sur avis conforme du Comité. La présence de neuf membres au moins est nécessaire (L. 1907, art. 10, § 3).

Il a été déjà remarqué qu'en l'espèce le Comité joue le rôle de véritable tribunal arbitral, devant qui les entreprises ou leurs représentants ont droit de présenter leur défense. Il se trouve donc dans l'obligation de faire un examen approfondi de l'affaire. S'il conclut au retrait, ses motifs formeront la base du décret contre lequel, d'ailleurs, l'entreprise peut se pourvoir devant le Conseil d'Etat.

B. Cas dans lesquels le Comité doit être consulté sans que son avis conforme soit nécessaire.

L'art. 10, § 2 de la loi de 1907 indique le cas de demande d'enregistrement de l'art. 2 et tous les autres cas prévus par la loi.

Les demandes d'enregistrement doivent être effectuées de la même façon en matière d'épargne qu'en matière de capitalisation, l'art. 2 de la loi de 1907 étant applicable en vertu de l'art. 9 de la loi de 1913, aux sociétés d'épargne. Le Comité émet, dans ce cas, un avis destiné à éclairer l'administration sans la lier, mais qu'elle est tenue de solliciter.

Les autres cas sont ceux de tous les décrets rendus en exécution de l'art. 9 de la loi de 1907 applicable (art. 12, L. 1913). Ces décrets ont paru, conformément à ces dispositions, en février 1914 et septembre 1915, après avis du Comité consultatif (art. 9, L. 1907). D'après les rapports précédant le vote de la loi de 1905, le Comité consultatif était destiné, pour les décrets prévus, à jouer le rôle dévolu au Conseil d'Etat en matière de règlement d'administration publique. Il en a été de même pour les décrets pris conformément aux lois de 1907 et de 1913.

L'art 11, § 4 de la loi de 1907 applicable (art. 12), concernant le compte rendu annuel que doivent produire les entreprises, décide encore : « Des arrêtés ministériels, pris après avis du Comité consultatif, déterminent, au moins trois mois avant le début de l'exercice, les modèles des états et tableaux à annexer au compte rendu publié et la date de production et le dépôt du compte rendu. »

C. Cas où la consultation du Comité par le ministre est facultative.

« Ce Comité peut être saisi par le ministre de toutes autres questions relatives à l'application de la loi (art. 10, § 3, L. 1907). Cette attribution lui est dévolue aussi en matière d'épargne, quoique la loi de 1913 ne le spécifie pas expressément. Son rôle n'est pas différent de celui des Comités des accidents du travail, des assurances sur la vie et de tous les comités qui secondent l'administration : Il peut être invité à donner son avis sur toutes les mesures légales ou réglementaires à prendre vis-à-vis des entreprises d'épargne.

§ 2. Contrôle.

C'est l'examen direct par les fonctionnaires du ministère du travail de certaines pièces fournies par les entreprises. Il comporte deux modes d'action parallèles : examen de documents dont la production au ministère du travail est imposée, vérification de leurs opérations au siège même des entreprises par des commissaires-contrôleurs.

Ce double contrôle existe dans les mêmes conditions pour les sociétés d'assurances sur la vie et de capitalisation, et même plus complet. Ces dernières doivent, en effet, fournir des tableaux de comparaison de mortalité réelle et de mortalité prévue par leurs tables (art. 6, § 1, L. 1905), de comparaison entre les taux de leurs

placements réels et celui qui a été admis pour le calcul de leurs réserves mathématiques (art. 6, § 2, L. 1905 et 1907), des états sur les modifications survenues à leur actif (art. 7, § 2, L. 1905 et 1907.) Nos entreprises ne sont pas soumises à ces obligations.

A. Examen des documents que doivent produire les entreprises.

Cet examen portera sur le compte rendu annuel des opérations et sur les états et tableaux qui doivent y être annexés.

L'art. 11 de la loi de 1907 (applicable en vertu art. 12) oblige les entreprises à publier un compte rendu annuel de toutes ses opérations et de « produire ledit compte rendu au Ministre du Travail » (art. 11, § 2).

Quant aux états et tableaux à annexer au compte rendu ils sont déterminés par des arrêtés ministériels pris après avis du Comité consultatif trois mois avant le début de l'exercice (art. 11, § 4). Ces arrêtés, qui n'ont pas encore paru pour les entreprises d'épargne, fixent encore la date de la production et du dépôt du compte rendu.

Les entreprises doivent, en outre, toujours d'après l'art. 11, communiquer au ministère, à toute époque et dans les formes et délais qu'il détermine, tous documents qui lui paraissent nécessaires.

B. Vérification au siège par les commissaires-contrôleurs.

Ces commissaires ont été créés par la loi de 1905 (art. 11 applicable en vertu art. 11, L. 1907, lui-même applicable en vertu art. 12). Ce sont des fonctionnaires recrutés au concours dans les conditions déterminées par décrets, spécialement accrédités pour des périodes fixes, auprès des entreprises qu'ils ont pour mission de surveiller et dont ils sont chargés de vérifier leurs opérations.

Ils sont assermentés et comme tels soumis à l'art. 978 du Code pénal qui leur impose le secret professionnel avec peine variant de un à six mois de prison, et de 5 à 500 francs d'amende.

Leur rôle essentiel consiste à vérifier sur place, au siège de l'entreprise, toutes les écritures et pièces comptables, la caisse, le portefeuille et tous documents propres à établir l'application des statuts enregistrés et des prescriptions légales. Ils se bornent à ces vérifications, mais ne peuvent eux-mêmes donner aucune instruction ni apporter aucune entrave. Ils doivent informer le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociale, qui propose au ministre les redressements nécessaires (arrêté 20 mai 1905).

Ils dressent pour toutes les infractions constatées des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire (art. 15, L. 1907, applicable en vertu art. 12).

A côté de ces contrôleurs, le ministère est autorisé (art. 11, § 4, L. 1907 applicable) à déléguer exceptionnellement d'autres personnes pour les assister dans leurs opérations de contrôle, des architectes, par exemple, pour l'évaluation des immeubles appartenant aux entreprises.

« Un décret rendu après avis du Comité consultatif, détermine les conditions dans lesquelles les entreprises seront tenues d'inscrire sur des registres spéciaux les contrats souscrits ou exécutés en France et en Algérie » (art. 9, § 7, L. 1907 applicable par art. 12). Les indications fournies par ces registres seront le point de départ de toutes les opérations de contrôle ; ils resteront en principe au siège, puisque la loi n'en prévoit pas la production au ministre, et il appartiendra à l'administration d'en prendre connaissance sur place et de veiller à ce qu'aucune indication n'y soit omise. Cette vérification parfois délicate sera le premier soin des commissaires-contrôleurs.

Le décret déterminant les formalités et les conditions de l'inscription des contrats, conformément à l'art. 9, § 7, est le cinquième décret du 18 février 1914, ainsi conçu :

« Art. 1. — Les entreprises sont tenues d'inscrire immédiatement après leur souscription les contrats qu'elles délivrent, sur des registres spéciaux, dans les conditions ci-après.

Art. 2. — Il doit être tenu un registre pour chaque catégorie distincte de contrats d'épargne, ou pour toute série ou association distincte d'épargne.

Art. 3. — L'inscription de chaque contrat doit comporter un numéro d'ordre, ainsi que le numéro général du contrat. Elle doit indiquer :

- 1° La date de la souscription ;
- 2° Les nom, prénoms et adresse du souscripteur ;
- 3° Les nom, prénoms et adresse du bénéficiaire ;
- 4° Le montant brut des versements spécifiés au contrat ;
- 5° Le mode de paiement et l'échéance du premier de ces versements ;
- 6° Le nombre desdits versements ;
- 7° Le montant du droit d'entrée, s'il y a lieu ;
- 8° La date d'échéance du contrat ;
- 9° Le montant des amendes, s'il y a lieu.

Art. 4. — Lorsque le souscripteur d'un contrat peut se libérer par anticipation de la totalité ou de partie des versements qui restent à effectuer, les versements faits par anticipation doivent être mentionnés à leur date, en regard du numéro du bon de la police.

Art. 5. — Toutes les annulations par suite d'échéance du contrat, de liquidations de séries ou associations, de déchéance, de remboursement anticipé ou pour tout autre cause, doivent être immédiatement mentionnées sur le registre en regard de l'inscription. Il en est de même de toutes les modifications pouvant survenir dans le contrat primitif.

Art. 6. — Les prescriptions ci-dessus, en ce qui concerne les contrats souscrits antérieurement à l'enregistrement, ne seront pas

obligatoires pour les entreprises qui justifieront que les indications portées sur leur livres, relativement à ces contrats correspondent d'une manière suffisante aux objets visés par lesdites prescriptions. »

Les termes de ce décret sont conformes aux dispositions du décret du 1^{er} avril 1908, relatif aux inscriptions des contrats de capitalisation, qui est lui-même presque identique au décret du 20 janvier 1906, rendu en application de l'art. 9, § 8; de la loi de 1905. Il y a cependant innovation en ce que les inscriptions des contrats d'épargne doivent indiquer, en plus, les noms et adresses du souscripteur et du bénéficiaire : il en était de même dans la loi de 1907. Ainsi les lettres recommandées obligatoires aux adhérents ayant cessé leurs versements pourront être facilement adressées. A la différence des entreprises de capitalisation, nos sociétés ne doivent pas indiquer l'agence qui a délivré les contrats au porteur. Les obligations des articles 4 et 5 (D. 1^{er} avril 1908 et 18 février 1914) n'existent que pour les entreprises reposant sur la capitalisation.

§ 3. *Publicité.*

Le contrôle n'est qu'un élément de surveillance, la publicité en est un autre, aussi utile peut-être que le premier et plus efficace. L'obligation imposée aux entreprises d'annoncer au public leur bonne ou leur mauvaise gestion et leur chiffre d'affaires sera très utile aux épargnants et stimulera à leur profit le libre jeu de la concurrence.

Dès la naissance de l'entreprise, cette publicité existera grâce à la mention de l'enregistrement qui doit être insérée au *Journal Officiel* par les soins du ministre (L. 1907, art. 2 applicable), et elle continuera durant toute la vie de l'entreprise, portant à la connaissance du public toutes les opérations qu'elle fait.

C'est l'article 11 de la loi de 1907, applicable en vertu de l'article 12, qui édicte les trois modes de publicité imposés :

1° Toute entreprise est tenue de publier en langue française un compte rendu annuel de ses opérations, avec états et tableaux annexés.

2° De produire au Ministre du Travail ce compte rendu qui sera l'objet de son examen comme nous venons de l'indiquer ; de le déposer aux greffes des tribunaux civils et des tribunaux de commerce, tant du département de la Seine que du siège social.

3° De le délivrer à tout souscripteur ou porteur de bons qui en fait la demande, moyennant le paiement d'une somme qui ne peut excéder un franc.

Les deux premiers modes sont des mesures autant de surveil-

lance administrative que de publicité ; le ministre y trouve, en effet, les éléments du rapport qu'il doit publier à l'*Officiel* chaque année sur le fonctionnement de la loi et sur la situation des entreprises qu'elle régit (art. 13, § 1, L. 1907 applicable.)

Ce compte rendu ne peut être réclamé que par un souscripteur ; mais comme il est déposé aux greffes des tribunaux civils et de commerce, et que l'art. 63 de la loi du 24 juillet 1867 prescrit la délivrance de tous extraits des pièces déposées aux greffes par les sociétés, toute personne peut par ce moyen prendre connaissance de ces documents. En matière d'assurance contre les accidents du travail, le décret du 28 février 1899, art. 12 prescrit la délivrance à toute personne du compte rendu annuel.

Pour les entreprises d'assurance-vie, la publication annuelle et à leurs frais du compte rendu au *Journal Officiel* est obligatoire (L. 1905, art 11, § 3). Il n'en est pas de même des entreprises de capitalisation et d'épargne ; en ce qui les concerne, le ministre doit fournir chaque année au Président de la République un rapport d'ensemble sur le fonctionnement de la loi qui les régit et sur la situation de toutes les entreprises. Ce rapport est ensuite publié au *Journal Officiel* (art. 13, § 1, L. 1907, applicable en vertu art. 12).

Cette disposition existait déjà dans le décret du 28 février 1899 (art. 27) pour les assurances contre les accidents du travail, et se rencontre dans nombre de législations étrangères (loi allemande sur les assurances de 1901, art. 83 ; loi confédérale suisse du 23 juillet 1885). Grâce à cette mesure, le chef du pouvoir exécutif est exactement informé et le public à son tour trouvera au *Journal Officiel* des indications condensées, claires et sans partialité.

« Les prospectus, affiches, circulaires et tous autres documents destinés à être distribués au public et publiés par une entreprise assujettie à la loi doivent toujours porter à la suite du nom ou de la raison sociale de l'entreprise, la mention ci-après, en caractères uniformes : « Entreprise privée assujettie au contrôle de l'Etat », sans renfermer aucune assertion susceptible d'induire en erreur, soit sur la véritable nature ou l'importance réelle des opérations, soit sur la portée du contrôle. » (Art. 16, § 3, L. 1907 applicable). C'est la réglementation de la publicité commerciale que les entreprises pourraient faire afin d'attirer la clientèle.

§ 4. Frais de surveillance.

Ils sont à la charge des entreprises : c'est le principe déjà adopté par la loi du 8 avril 1898 sur les accidents du travail, par les articles 13, § 2 des lois de 1905 et de 1907. Cet article 13, § 2, est applicable aussi à nos sociétés (art. 12) et prescrit encore qu'un arrêté ministériel fixe, à la fin de chaque exercice, la répartition

de ces frais entre les entreprises au prorata du montant global des versements encaissés par elles au cours de l'exercice. En matière d'assurance-vie, la contribution de chacune des entreprises ne peut dépasser 1 pour 1.000 de ce montant (art. 13, § 2, L. 1905.) Cette limitation des frais de contrôle ne peut exister que dans les entreprises-vie où des statistiques sont dressées évaluant le montant annuel des encaissements. Il appartiendrait au Parlement de fixer aussi une limitation en matière de capitalisation et d'épargne, si des prélèvements exagérés étaient imposés.

Pour les entreprises étrangères, il n'y a pas à tenir compte des opérations réalisées par elles hors de France et d'Algérie.

§ 5. Pénalités.

Les obligations imposées aux entreprises d'épargne auraient été vaines si la loi n'avait prévu des sanctions. Les pénalités applicables sont celles édictées pour les entreprises de capitalisation ; l'art. 12 renvoie aux art. 14 à 19, qui forment le titre IV, intitulé « Pénalités », de la loi de 1907 qui reproduit lui-même le titre IV de la loi de 1905. A des obligations identiques devaient correspondre des sanctions semblables.

La loi institue une véritable échelle des pénalités suivant l'ordre de leur gravité. Pour les cas peu graves (art. 14), s'il y a retard ou négligence, des amendes sont infligées par l'autorité administrative. Pour les infractions assez graves (art. 15, 16 et 17), le tribunal correctionnel prononce des amendes. Enfin, pour les cas très graves (art. 18), c'est le retrait de l'enregistrement par le ministre.

A. *Cas peu graves.* — L'article 14 prévoit deux sortes d'amendes :

1° Une amende de 20 francs par jour pour retard apporté à chacune des productions visées par l'art. 11, § 3 et l'art. 12, § 2. L'art. 11 prescrit aux entreprises de produire à la date fixée par arrêté ministériel les états et tableaux à annexer au compte rendu et de communiquer au ministre tous les éclaircissements nécessaires. L'art. 12 prescrit aux entreprises étrangères de produire la traduction en français des documents en langue étrangère se rapportant à leurs opérations.

2° Une amende de 100 francs par jour pour retard apporté à chacune des productions ou publications visées par l'art. 6, § 2 et l'art. 11, §§ 1 et 2. L'art. 6 concernant les réserves mathématiques n'a pas son application en matière d'épargne. L'art. 11 prescrit aux entreprises de publier en langue française un compte rendu annuel de leurs opérations avec états et tableaux annexés, et de produire ce compte rendu au ministre et de le déposer au greffe de certains tribunaux.

Les entreprises sont passibles de plein droit et sans aucune mise

en demeure de ces amendes recouvrées, comme en matière d'enregistrement, à la requête du Ministre du Travail. Ces amendes sont d'ordre administratif : la contrainte sera décernée au nom du Directeur général de l'enregistrement, à la requête du ministre ; elles sont dues et exigibles par contrainte, sans qu'il faille un procès-verbal, indépendamment de toute décision judiciaire. Elles se différencient ainsi des amendes répressives prononcées par les tribunaux correctionnels, après la constatation préalable de la culpabilité du délinquant. Ce sont des amendes civiles, mais les tribunaux civils n'interviennent que sur une opposition pour examiner si l'administration n'a pas imposé à tort. L'art. 14 spécifie dans son dernier alinéa qu'en cas d'opposition les instances sont instruites et jugées selon les formes prescrites par l'art. 76 de la loi du 28 avril 1816, c'est-à-dire sur mémoires écrits.

B. *Ces assez graves.* — Ils sont énumérés dans les articles 15, 16 et 17 et les pénalités prévues sont encore des amendes qui sont prononcées par le tribunal correctionnel à la requête du ministère public. Ce sont donc des amendes répressives et non administratives comme précédemment. Leur montant variera suivant le degré de gravité des contraventions.

a) Les contraventions prévues à l'art. 15 sont punies d'une amende de 100 à 5.000 francs et en cas de récidive, de 500 à 10.000 francs. Mais toutes ces contraventions ne peuvent être commises par les entreprises d'épargne, car ces dernières n'ont pas à se conformer aux articles 6, 20, 21, 9, §§ 4 et 5 qui ont trait aux réserves mathématiques et à la réserve de garantie, comme les entreprises de capitalisation. D'ailleurs, cet article, ainsi qu'on l'a fait remarquer à propos de la loi de 1907, prévoit des contraventions impossibles à commettre (renvoi à l'art. 7, §§ 1 et 3, qui prescrit des mentions et dépôts spéciaux aux assurances-vie dans la loi de 1905, que n'ont pas à faire les sociétés de capitalisation et d'épargne) et a négligé d'appliquer des pénalités aux contraventions possibles. Ce qui prouve le peu de soin trop souvent apporté à la confection des lois (1).

Il y aura lieu d'appliquer l'amende de l'art. 15 aux entreprises d'épargne qui commettraient les infractions prévues par cet article, en contrevenant à l'art. 8, § 2 et au décret qu'il prévoit, relatifs au placement de l'actif, à l'art. 9, §§ 3 et 6 et aux décrets pris en exécution, relatifs au maximum des frais de premier établissement et aux conditions de dépôt de certaines valeurs par les entreprises étrangères. Ces infractions sont constatées par procès-verbaux des commissaires-contrôleurs qui font foi jusqu'à preuve du contraire, sans préjudice des constatations et poursuites de droit commun.

(1) HAMON, Comment. loi 1907, *Lois Nouvelles*, 1908, p. 260.

b) Les contraventions de l'art. 16 sont punies d'une amende de 16 à 100 francs. En seront passibles toutes personnes et notamment chacun des administrateurs ou directeurs d'entreprises qui font souscrire des contrats ou réalisent des opérations d'épargne avant la publication à l'*Officiel* de l'enregistrement ou après le retrait ou le refus d'enregistrement.

L'amende est prononcée pour chacune des opérations réalisées par le contrevenant, qui peut être en outre, en cas de récidive, condamné à un emprisonnement d'un mois au plus.

L'art. 16 prévoit les mêmes peines contre ceux qui distribuent au public des prospectus, affiches et tous documents ne portant pas à la suite du nom ou de la raison sociale de l'entreprise, la mention ci-après, en caractères uniformes : « Entreprise privée assujettie au contrôle de l'Etat », ou renfermant une assertion susceptible d'induire en erreur, soit sur la véritable nature ou l'importance réelle des opérations, soit sur la portée du contrôle.

La dissimulation dans les comptes rendus ou documents portés à la connaissance du public ou fournis au ministre, est punie des peines portées à l'art. 405 C. pén., qui vise les manœuvres frauduleuses ou l'escroquerie et les punit par 1 à 5 ans de prison ou d'une amende de 50 à 3.000 francs.

L'art. 463 C. pén., qui institue les circonstances atténuantes, s'applique aux contraventions des articles 15 et 16, qui y sont nommées contraventions à telle ou telle disposition, mais sont en réalité des délits. Elles sont, en effet, soumises au tribunal correctionnel et les circonstances atténuantes de l'art. 463 ne s'appliquent qu'aux crimes ou délits, non aux contraventions proprement dites où l'intention délictueuse n'est pas nécessaire. L'accord des circonstances à des délits prévus non par le C. pén. mais par une loi spéciale est une innovation, déjà votée lors de la loi de 1905, malgré l'avis du Gouvernement. Il eût été préférable, semble-t-il, de punir comme contraventions sans intention délictueuse la distribution et l'affichage des prospectus de l'art. 16.

L'art. 17 complète les sanctions des articles précédents en instituant la publicité des jugements condamnant les entreprises ou leurs représentants dans l'*Officiel* et dans deux autres journaux au moins désignés par le tribunal.

C. *Cas très graves.* — L'art. 18 prévoit pour ces cas la sanction la plus puissante et la plus radicale, le retrait d'enregistrement. Les causes pour lesquelles il est prononcé, la procédure suivie, les voies de recours ouvertes contre le décret ont été déjà étudiées. Mais quels seront les effets du retrait ? L'art. 18 ne règle pas cette question ; il faut appliquer par analogie l'art. 19, § 3, L. 1907 (applicable par l'art. 13), qui décide qu'une entreprise doit cesser toute opération nouvelle après le refus d'enregistrement. Tout contrat nouveau

serait nul et l'art. 16 punit comme un délit le fait de faire souscrire un contrat d'entreprise non enregistrée.

Quant aux contrats en cours, qui sont résiliés de plein droit en matière d'accidents du travail (D. 22 février 1899, art. 11, § 3), ils le seront aussi en matière d'épargne, croyons-nous. L'intérêt des épargnistes ne peut être en effet sérieusement lésé par un remboursement anticipé de leur livret.

CHAPITRE III

DES ENTREPRISES DE GESTION

Les sociétés mutuelles d'épargne, qui visent à une extension dépassant le cadre étroit d'un groupe de camarades, de membres d'une même corporation, d'habitants d'un même village ou d'un même quartier, tendent toutes plus ou moins, à abandonner le caractère de mutualité pure qui distingue les sociétés de secours mutuels et les sociétés d'épargne familiales.

Elles s'efforcent de disposer, tout comme les sociétés commerciales par actions, d'un capital actions ou obligations assez considérable, nécessaire pour entreprendre des opérations embrassant un large rayon. L'élément financier s'y introduit rapidement, d'autant plus que les capitalistes qui leur avancent des fonds, très avertis des questions d'assurance et d'épargne, organisés ou non en sociétés en marge des mutuelles, semblent, par ailleurs, leur fournir une direction commerciale et positive qui leur manque.

Aussi, font-elles largement appel à des capitalistes, d'abord pour couvrir les dépenses de premier établissement engagées avant qu'aucun versement d'épargne n'ait été effectué ; elles s'adressent encore à eux, afin qu'ils organisent commercialement leur gestion, qu'ils assument l'entreprise de les administrer et de les diriger.

Il est rare de voir de grandes mutuelles d'épargne, aussi bien que d'assurance ou de capitalisation, se gérer elles-mêmes ; elles traitent ordinairement à forfait, avec un entrepreneur (une société anonyme le plus souvent), qui, moyennant rémunération, prend la gestion à ses frais, entièrement à sa charge.

Les sociétés gérantes qui passent un tel contrat d'entreprise, sont appelées entreprises de gestion. En plus de cette gestion avouée, faite publiquement, on rencontre fréquemment dans les mutuelles d'épargne une gestion occulte. Elle est constituée par des fondateurs, des directeurs qui, sans qu'il y ait contrat d'entreprise régulier, se font allouer une partie des frais prélevés pour la gestion.

Ils sont rémunérés au titre de la gestion, pour les soins et diligences qu'ils ont apportés à la fondation de la société et pour les capitaux qu'ils ont fournis et engagés avant sa constitution. C'est pour eux le moyen d'arriver malgré l'amortissement prescrit par le décret sur les dépenses de premier établissement à la représentation et à la rémunération du capital initial au sens large.

Ces organismes spéciaux que sont les entreprises de gestion, ont été prévus et réglementés en matière d'épargne par le sixième décret du 18 février 1914, du moins en ce qui concerne leur fonctionnement. Mais avant d'étudier ses dispositions, il convient de préciser la nature, la définition et les formes de ces entreprises, d'autant plus qu'à cause de leur forme occulte, elles offrent des difficultés au point de vue de l'analyse juridique. Elles n'ont pas été, jusqu'ici, longuement étudiées par les juristes et les économistes. Le public, trop souvent, les ignore complètement, égaré à dessein, afin qu'il ne puisse se rendre compte des bénéfices qu'elles réalisent.

Elles ont donné lieu à des abus nombreux, spécialement dans les tontines, abus qui ont décidé le législateur, en 1905, 1907 et 1913, à leur consacrer des dispositions spéciales. M. Henri Midy, membre de l'Institut des actuaires français, et M. Paul Sumien, leur ont consacré une importante étude qui nous servira de guide (1).

SECTION I

DÉFINITION ET FORMES DES ENTREPRISES DE GESTION

Ce sont, comme leur nom l'indique, des entreprises formées par des particuliers ou par une société qui prennent à leur charge la gestion de la fortune d'autrui.

En Suisse, en Allemagne surtout, on rencontre de nombreuses sociétés dont l'objet exclusif est la gestion et l'administration du patrimoine des particuliers. En Angleterre et aux Etats-Unis, les entreprises de ce genre sont fréquentes et sont nommées « trustees ». En France jusqu'ici, seules certaines banques ont pratiqué la gestion des fortunes privées, et encore leur rôle se réduit à la surveillance du portefeuille de leurs clients, à l'encaissement régulier des coupons des titres qui le composent. Des sociétés ne se sont constituées comme entrepreneurs de gestion que dans le but limité et spécial de diriger et d'administrer à forfait les institutions qui reposent sur la mutualité et la prévoyance.

Elles y sont, d'ailleurs, très fréquentes et semblent appelées à un grand développement. On les rencontre dans toutes les branches d'assurance mutuelle : incendie, accidents, vie, etc.

(1) *Annales Droit comm.*, 1905, p. 116, n° 11. — Voir également l'étude plus ancienne de M. WAHL, *Etude sur les Parts de fondateur, les Sociétés d'épargne et de capitalisation (Journ. des Soc. civ. et comm.*, 1899, p. 256).

Le décret du 22 janvier 1868 (art. 31), les prévoyait déjà pour toutes les sociétés mutuelles d'assurances. Actuellement les tontines principalement fonctionnent presque toutes avec une entreprise de gestion. La plupart des sociétés de capitalisation à forme mutuelle et d'épargne, qui sont sujettes à l'enregistrement comme allouant une rémunération quelconque à la constitution et la gestion, sont administrées de cette manière.

« Le mouvement actuel qui entraîne les individus vers la mutualité avec les formes multiples qu'elle revêt, semble avoir déterminé un développement parallèle de ces entreprises. Est-ce à cause de la nécessité où se trouve tout groupement humain d'avoir recours à une organisation positive qui le guide, centralise ses énergies, le gouverne en quelque sorte ? Ou bien faut-il voir dans cet essor une manifestation de la dextérité de certains à canaliser à leur profit personnel un mouvement engendré par des mobiles altruistes et désintéressés ? (1) » En fait, ces organismes ne viennent jamais se greffer sur les sociétés commerciales ; les sociétés anonymes d'assurance ou de capitalisation n'y ont jamais recours. C'est qu'elles sont déjà pourvues d'organes de direction, d'administration et de contrôle ; les administrateurs, choisis parmi leurs propres actionnaires, gèrent mieux et moins cher que des entrepreneurs étrangers. Les sociétés mutuelles, par contre, y trouvent de grandes commodités. Dépourvues de capital-actions, elles s'adresseront à ces entreprises pour pourvoir à leurs frais de premier établissement ; le meilleur moyen pour ces dernières d'avoir une clientèle assurée est d'ailleurs d'aider à la fondation de mutuelles dont elles assumeront la gestion. Le capital de ces entreprises sert encore de fonds de roulement pour faire face aux frais de la période d'organisation nécessaire pour arriver au rendement normal. Les mutuelles leur confient le soin de gérer financièrement les produits des opérations qu'elles effectueront, se débarrassant du souci de suivre ces opérations au point de vue comptable.

Ces entreprises sont-elles utiles ? Il faut reconnaître qu'elles ont donné lieu à des abus nombreux, provenant du fait qu'elles se présentent souvent sous une forme occulte, non avouée au public qui se rend difficilement compte des bénéfices qu'elles réalisent. Avant 1913, elles n'étaient soumises en matière d'épargne à aucune réglementation et M. Lourties déclarait que « pour certaines d'entre elles, les bénéfices passent pour avoir été extrêmement élevés pour ne rien dire de plus. » Malgré ces abus, le législateur en a reconnu l'utilité, puisque en 1913, comme en 1905 et 1907, il les a autorisées, mais en entourant leur fonctionnement de toutes les garanties propres à

(1) MIDY et SUMIEN, étude précitée.

(2) Projet du Gouvernement de 1903.

protéger les épargnants. D'aucuns y voient même un organe indispensable aux institutions reposant sur la mutualité. M. Thaller les nomme le véhicule nécessaire de toutes les sociétés à forme mutuelle (1). MM. Astresse et Congy ont déclaré à la Chambre, lors de la discussion de la loi de 1905, qu'elles sont un bienfait pour les mutuelles qui y trouvent des frais de gestion moins élevés que ceux existants dans les grandes compagnies anonymes (2).

Les entreprises de gestion, dont nous venons d'esquisser la phyionomie générale, sont assez difficiles à définir, car la forme occulte qu'elles emploient très souvent rend moins aisément discernables leurs caractères juridiques.

MM. Midy et Sumien en proposent la définition suivante : « Ce sont des entreprises fondées par une personne ou une société dans le but de profiter des besoins sociaux d'assurance, de prévoyance ou d'épargne, en opérant des prélèvements sur les primes, cotisations, encaissements ou versements effectués par les membres d'une ou plusieurs associations ou sociétés d'assurance à forme mutuelle ou tontinière, ou de capitalisation et d'épargne dont elles assument à forfait pour une durée déterminée (elle ne peut plus être que déterminée d'après leur réglementation), les frais de gestion. »

M. Lourties les définit ainsi : « Des individus ou des sociétés qui prennent en charge la direction d'une mutuelle ou d'une société d'épargne, avec une autonomie et un mode de rémunération qui cessent de faire d'eux des préposés ou des directeurs ordinaires. »

Ces deux définitions mettent en lumière le caractère distinctif de ces entreprises. Peu importe qu'elles soient fondées par des sociétés constituées dans ce but ou par des individus, pourvu qu'elles soient autonomes, nettement distinctes des mutuelles gérées, liées envers elles par un contrat synalagmatique qui ne soit pas passé entre employeurs et employés, qui ne fasse pas d'elles des préposés ou des directeurs ordinaires.

En droit, le contrat qui intervient est un contrat d'entreprise en vertu duquel une société ou un individu se charge d'accomplir pour la mutuelle un travail déterminé de gestion, moyennant un prix calculé d'après l'importance de ce travail. C'est ce qu'explique M. Lourties dans son rapport : « Le plus souvent, leur existence résulte d'un traité à forfait de longue durée, quelquefois d'une durée indéfinie, qui fait assumer à l'entreprise de gestion les dépenses et les frais généraux de la société gérée, moyennant prélèvement sur l'ensemble des versements, d'un tantième convenu, 8 ou 10 %, par exemple, parfois même, davantage. »

La forme normale de l'entreprise de gestion, répondant exactement aux précédentes définitions est celle où intervient un contrat

(2) *Journ. off.*, débats parlem. Ch., 22 juin 1904.

d'entreprise de gestion conclu entre un entrepreneur et une mutuelle d'épargne. Le marché est, alors, conforme à toutes les règles propres de l'entreprise. On l'appelle gestion avouée, parce qu'aucune difficulté ne peut surgir, même pour le public, sur l'existence et sur la nature de ce contrat.

Le sixième décret de 1914 indique, en outre, en matière d'épargne, pour la formation du contrat, des conditions spéciales qui seront étudiées à propos du fonctionnement des entreprises.

En principe, l'entrepreneur, dans cette forme, est toujours une société à cause des capitaux importants qui doivent être engagés. C'est la plupart du temps une société anonyme, quoiqu'une mutuelle puisse aussi en gérer une autre. Ce dernier cas se présente quand une société mutuelle, déjà prospère, veut créer des combinaisons nouvelles. Pour limiter les risques de non-réussite, elle constitue des filiales, sous forme de mutuelles distinctes, à qui elle prêterait son organisation, ses agents, les capitaux nécessaires, s'en fait nommer société gérante, sans être engagée directement dans l'affaire.

La deuxième forme est la gestion occulte. Elle ne comporte pas une gestion proprement dite, puisqu'il n'existe pas de contrat d'entreprise de gestion, comme dans la forme précédente. En effet, il y a bien prélèvement effectué sur les frais généraux de fonctionnement au profit de certaines personnes, mais leur rémunération ne leur est pas due comme se chargeant de la gestion au lieu et place de la mutuelle. Elles ont droit à un tantième sur les opérations, pour leurs peines, soins et diligences au moment de la constitution de la société et pour les capitaux avancés. Comme elles ne peuvent être regardées comme des « préposées ou des directeurs ordinaires », qu'elles sont rémunérées par les fonds destinés à la gestion, leur présence constitue la gestion spéciale dénommée occulte. Cette appellation vient de ce que cette gestion ne se manifeste pas sous la forme d'une société publiquement déclarée et instituée dans le but d'assumer des entreprises de gestion ; elle s'oppose à la gestion avouée.

En réalité, elle n'existe et n'a de raison d'être, que comme moyen pour les fondateurs, les possesseurs du capital initial qui a servi à constituer une société, de faire que ce capital soit représenté et rémunéré durant toute l'existence de la société. La gestion occulte sert à cette représentation du capital initial au sens large^e ; elle est constituée par les modes légaux qu'ils ont employés pour arriver à ce but et tourner ainsi la prescription de l'amortissement obligatoire du troisième décret du 18 février 1914. Il nous reste à voir quels sont les modes employés :

Le système des parts de fondateur est la plus usitée des formes de gestion occulte ; elle est celle qui répond le mieux au but poursuivi. Ces parts ne sont prévues par aucun texte de nos lois, mais la

jurisprudence en admet l'usage qui est devenu habituel dans les sociétés anonymes (1). Elles ont été employées pour la première fois dans les statuts de la Compagnie de Suez, ensuite par la Compagnie du Canal de Panama, et par le nouveau Comptoir national d'escompte. Au point de vue doctrinaire, elles ont remplacé avec une légalité plus certaine les actions de prime qu'on émettait jadis, pour rémunérer les apports faits antérieurement à la souscription effective du capital, par conséquent, avant la constitution réelle en droit des sociétés. Elles consistent actuellement dans l'allocation par les statuts d'une part des bénéfices (elles sont nommées aussi parts bénéficiaires) aux fondateurs de la société, pour les rémunérer de leurs services, mais sans qu'ils puissent prendre part aux assemblées générales, ni avoir des droits sur l'actif social à sa liquidation.

Ces parts sont immédiatement négociables ; dès sa constitution la société peut les racheter sans bénéfice, à condition de ne pas léser, par ces prélèvements, les porteurs de parts (2).

La mutualité n'est pas inconciliable avec les parts de fondateurs. Mais il faut remarquer que les porteurs de parts distraient une portion des bénéfices à leur profit, par conséquent opposent leurs intérêts à ceux des adhérents ; aussi peut-on les considérer moins comme des associés que comme des créanciers de bénéfices (3).

Les sociétés d'épargne ont adopté cette pratique des parts que M. Féraud, défenseur de la nécessité du capital initial au sens large et de sa représentation, justifie ainsi : (4)

1° Elles sont, parmi les modes qui représentent le capital des sociétés anonymes, actions ou obligations, le seul qui puisse convenir aux sociétés d'épargne. L'action donne droit au partage des bénéfices annuels et aussi du capital social, lors du remboursement du capital ou à la liquidation ; elle confère, en outre, celui d'assister et de voter aux assemblées générales. Or, dans la mutualité, la masse sociale est la propriété des seuls adhérents. Ne sauraient, non plus, représenter le capital initial des sociétés d'épargne, les actions de priorité et de jouissance qui reçoivent souvent des avantages statutaires et pour les bénéfices et pour le partage de l'actif social, ni les obligations, créances gagées sur l'actif social sujettes à remboursement immédiat en cas de liquidation judiciaire. Donc seules les parts peuvent être adoptées qui sont des titres transmissibles, dépourvus de toute valeur nominale et de tout droit sur l'actif social.

(1) Sur les parts de fondateur, voir *Journ. des Assurés*, 1^{er}-16 mai 1916 : La représentation et la rémunération du capital initial des Sociétés d'épargne, par M. FÉRAUD.

(2) (D. P. 1901.2.7 et D. P. 1903.1.481).

(3) LEFORT, *Assurance sur la vie*, t. IV, p. 474, n° 3.

(4) Article de M. FÉRAUD, précité, p. 91.

2° Elles conviennent parfaitement au but poursuivi. Elles servent, en effet, à la rémunération des fondateurs pour les dépenses engagées lors de la formation de la société : loyer d'un local, imprimés, tracts, registres, etc. Le capital qu'ils ont apporté est divisé en parts égales, productrices d'intérêts et de dividendes, comme dans une action ordinaire. Ce capital pourra être augmenté ou renouvelé, car la part sert aussi à titre de prime dans les sociétés anonymes aux souscripteurs d'un certain nombre d'actions ou aux anciens actionnaires, lors d'une émission nouvelle.

Ainsi les sociétés d'épargne pourront trouver des ressources, pour faciliter leur effort ultérieur. Grâce à la faculté de réserver, par exemple, un certain nombre de parts, les sociétés disposeront, après leur constitution, d'un moyen pratique d'augmenter leurs ressources. Au moyen des parts, elles pourront créer des disponibilités de numéraire libérées d'annuités de remboursement. La jurisprudence autorise cet instrument à fonctionner intégralement dans le régime des sociétés, et sa rémunération est licite.

Par l'emploi de ce moyen légal les ouvriers de la première heure, les fondateurs, ont des parts intangibles et rémunérées ; ils reçoivent ainsi une compensation pour les risques courus par leur capital. Ils auront tout intérêt à ce que la société prospère et à engager dans ce but les forts capitaux indispensables pour créer une société florissante, même avant le rendement normal impossible dès les premières années où les frais généraux, notamment les frais d'acquisition des contrats, dépassent les recettes.

Depuis la loi de 1913, la rémunération statutaire fixe des parts de fondateurs des sociétés d'épargne ne peut s'imputer, bien entendu, que sur le montant des prélèvements, de la façon prévue par l'art. 5, § 3.

Il y aura encore gestion occulte dans plusieurs des cas d'administration non gratuite énumérés par les rapporteurs de la loi au sujet de l'interprétation de l'art. 9, § 2.

Il en sera ainsi si le directeur n'est pas un simple employé du conseil d'administration, s'il a des pouvoirs propres sans qu'ils lui soient accordés par le conseil, s'il est intéressé pécuniairement au développement de l'entreprise, en assumant par exemple toutes les charges d'administration de l'affaire moyennant un prélèvement forfaitaire. Ce sont ordinairement les fondateurs, constatent MM. Midy et Sumien, qui se font attribuer ainsi statutairement la direction soit pour une période donnée, soit d'une façon irrévocable, en ayant même le droit de présenter leur successeur ; ils arrivent ainsi à la représentation du capital initial par le moyen d'une gestion occulte. Dans ce cas de directeurs nommés statutairement, leurs concours à la gestion est direct, à la différence des possesseurs de parts de fondateurs ; ils ont donc qualité, semble-t-il, de

véritables entrepreneurs de gestion et le contrat forfaitaire qui les lie à la mutuelle n'a pas de caractère occulte. Nous pensons cependant qu'il conserve ce caractère en matière d'épargne, car la loi de 1913 ne comporte pas d'autre gestion réglementaire que celle faite par une société anonyme. Le décret de 1868, dans son art. 31, prévoyait au contraire un contrat forfaitaire allouant une rémunération fixe ou proportionnelle à la direction, qu'elle soit assumée par un individu, un conseil d'administration, une société. Les directeurs ne prennent plus aujourd'hui, en pratique, la charge complète des frais généraux d'une mutuelle, cette manière de faire ayant été très critiquée et pouvant exiger des capitaux considérables ; ils ne sont plus rémunérés statutairement par un tant pour cent sur les cotisations que comme récompense des services rendus en tant que fondateurs. Leur mandat forfaitaire ne correspond donc plus en pratique à une entreprise de gestion véritable ; leur rémunération au titre de la gestion sans qu'ils en assument les frais montre qu'ils usent de ce moyen pour arriver à la représentation du capital initial, à la gestion occulte.

Si un capital dit de garantie est institué dans les mutuelles d'épargne, alors que la loi de 1913 ne l'exige pas pour assurer l'exécution des engagements sociaux, capital rémunéré par un tant pour cent prélevé sur les frais généraux, ce sera, ordinairement, en vue de représenter encore le capital initial.

Si les fondateurs, au lieu de recevoir un certain nombre de parts, se font attribuer personnellement un prélèvement sur les frais de gestion, ou s'ils se font nommer administrateurs sans avoir à être élus par l'assemblée générale des actionnaires, il y aura encore entreprise de gestion occulte.

SECTION II

FONCTIONNEMENT

Les sociétés d'épargne peuvent soit assumer directement leur gestion, soit la confier à une entreprise avouée en occulte. Ce dernier cas sera le plus fréquent pour les sociétés enregistrées, leur assujettissement à l'enregistrement provenant le plus souvent de la rémunération accordée à une société anonyme gérante, ou à des fondateurs ou à un directeur statutaire.

Les sociétés confiant ainsi leur gestion à une entreprise doivent tout d'abord, pour le prélèvement des sommes alloués à titre de rémunération des frais de gestion, se conformer aux dispositions générales de l'art. 5, § 3. Cet article les vise même plus spécialement, puisque c'est dans ces sociétés que se rencontraient le plus habituellement les abus que la loi de 1913 s'efforce de prévenir. Elles sont encore

soumises, quand elles empruntent à leur entreprise de gestion les capitaux destinés à leur servir de fonds de premier établissement, au troisième décret du 18 février 1914.

Elles doivent, de plus, du fait qu'elles sont liées à une entreprise par un traité, se conformer à tout un ensemble de dispositions spéciales, contenues dans le sixième décret du 18 février 1914, qui règle le fonctionnement des entreprises de gestion avouées. Quant à la gestion occulte, la loi de 1913 ne la prévoit pas et ne lui consacre aucune prescription propre ; elle fonctionne suivant les règles du droit commun.

A. Fonctionnement des entreprises de gestion avouées.

Elles avaient été l'objet de graves critiques, non point tant en matière d'épargne que dans les mutuelles-vie et les tontines où elles avaient réalisé des bénéfices extrêmement élevés. Les abus dont elles profitaient ont décidé le législateur à insérer dans les lois de 1905 et de 1907, ensuite de 1913, des prescriptions les concernant spécialement.

La durée illimitée de la gestion maintenait les mutuelles prisonnières de l'entreprise qui, malgré ses fautes et ses négligences, encaissait toujours les mêmes bénéfices. L'élévation des frais de gestion était abusive, le taux indiqué de la rémunération s'augmentant par des tantièmes prélevés sur les amendes, les droits d'entrée. Le prélèvement des frais se faisait sur la totalité des cotisations qui devaient être versées, non sur les versements effectifs.

Les règles de fonctionnement des entreprises de gestion, en matière d'épargne, sont absolument semblables à celles des sociétés d'assurances-vie et de capitalisation. En ces trois matières, il est à remarquer que la loi ne prévoit que le cas où l'entrepreneur forfaitaire est une société anonyme ; l'article 31 du décret de 1868 disposait au contraire : « Il peut être décidé, soit par les statuts, soit par l'assemblée générale, qu'une somme fixe ou proportionnelle est allouée par traité à forfait à la direction. Ce traité est révisé tous les cinq ans au moins. L'acte qui l'autorise ou l'approuve détermine en même temps d'une manière précise quels sont les frais auxquels la somme allouée a pour objet de pourvoir. »

Nous avons eu déjà à signaler que les directeurs ne prennent plus isolément à forfait une gestion de mutuelle ; ils ne touchent plus une rémunération statutaire au titre de gestion que comme fondateurs.

L'art. 12, § 4 de la loi de 1913, déclare applicable aux sociétés d'épargne l'art. 9, § 8 de la loi de 1907.

« Des décrets rendus après avis du Comité consultatif déterminent... 8° Les conditions dans lesquelles doivent fonctionner les

entreprises de gestion des entreprises de capitalisation et suivant lesquelles peuvent être perçus les frais de gestion dans les limites d'un maximum fixe. Ces entreprises doivent déposer à la Caisse des dépôts et consignations un capital de garantie de cent mille francs. Elles ne peuvent valablement se faire attribuer la gestion pour une période initiale de plus de vingt ans, à l'expiration de laquelle leur mandat ne pourra être renouvelé pour des périodes de plus de dix ans. Chaque renouvellement ne pourra être effectué qu'un an avant l'expiration de la période en cours. »

En vertu de cet article a été rendu le sixième décret du 18 février 1914, qui s'exprime en termes identiques à ceux des 22 juin 1906 et 1^{er} avril 1908, rendus en matière d'assurance-vie et de capitalisation.

Il est ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — Toute entreprise qui se fait attribuer la gestion d'opérations d'épargne ne peut fonctionner à ce titre que sous la responsabilité de l'entreprise qu'elle gère et après avoir produit au Ministre du Travail :

« 1° Le récépissé du dépôt à la Caisse des dépôts et consignations du capital de garantie prévu à l'art. 9, § 8 de la loi du 10 décembre 1907 ;

« 2° L'acte constitutif de l'entreprise gérante ;

« 3° Le texte intégral des statuts ;

« 4° Le texte intégral du traité de gestion intervenu entre elle et l'entreprise dont elle se fait attribuer la gestion.

« Art. 2. — Le traité de gestion visé au § 4 de l'article précédent doit spécifier :

« 1° L'objet, le titre et le siège social de l'entreprise gérante ;

« 2° L'objet, le titre et le siège social de l'entreprise gérée ;

« 3° La date d'origine de la gestion et la durée de sa période initiale ;

« 4° Les pouvoirs de l'entreprise gérante ;

« 5° Les conditions dans lesquelles l'entreprise gérée exercera son contrôle sur la gestion dont elle est l'objet ;

« 6° Les conditions de remise de gestion à l'entreprise gérée par l'entreprise gérante, à l'expiration du traité de gestion, ou, au cas de cessation anticipée de la gestion, pour quelque cause que ce soit ;

« 7° Les mesures applicables en cas de retrait de l'enregistrement de l'entreprise gérée.

« Art. 3. — Tout renouvellement du traité de gestion doit faire l'objet d'une production au Ministre du Travail, du traité renouvelé, dans la forme prévue à l'art. 2, au moins trois mois avant l'expiration de la gestion en cours.

« Art. 4. — Les entreprises de gestion ne peuvent prélever la

rémunération de leur gestion que dans les conditions stipulées au traité de gestion et sans pouvoir excéder le montant des sommes prélevées et effectivement encaissées pour les frais de gestion d'après les statuts et contrats de l'entreprise gérée.

« Art. 5. — Les entreprises de gestion ne peuvent en aucun cas se faire déléguer par l'entreprise gérée, les pouvoirs qui ont trait aux opérations d'épargne et notamment à l'établissement des contrats et à la détermination et à l'exécution des engagements en résultant, au placement des fonds destinés à assurer la garantie de ces engagements.

« Art. 6. — Le dépôt prescrit à l'art. 9, § 8 de la loi du 19 décembre 1907 est restitué aux entreprises en fin de gestion, sur le visa du Ministre du Travail ou de son délégué, après justification de la complète exécution de tous les engagements résultant du traité de gestion et au vu d'une attestation des représentants de l'entreprise gérée, constatant cette exécution. »

Ces dispositions sont très libérales ; le législateur de 1913, ici comme dans l'ensemble de la loi, a voulu prendre le moins possible des mesures restrictives, mais obliger les sociétés à spécifier très nettement dans leurs contrats la manière dont elles entendaient fonctionner.

Le projet du Gouvernement de 1903 soumettait les entreprises de gestion des sociétés de capitalisation et d'épargne à une réglementation plus sévère. Les entreprises, d'après ce projet, devaient être enregistrées par le Ministre du Commerce, effectuer un dépôt de garantie et faire publier au *Journal Officiel* le compte de leurs opérations annuelles. Leur capital minimum de garantie était fixé au chiffre de 300.000 francs, si elles étaient par actions. Un décret devait préciser : Le maximum de rémunération qu'elles étaient admises à se faire attribuer sur les encaissements ; la limitation à un nombre déterminé d'années de la durée de chaque traité de gestion.

La loi de 1913 conserve la nécessité d'un capital de garantie déposé à la Caisse des dépôts et consignations. Ce cautionnement garantira la gestion des contrats d'épargne jusqu'à l'époque normale de leur liquidation. Il était nécessaire, les entreprises détenant les frais de gestion perçus d'avance sur les premiers versements par les mutuelles gérées. Il leur sera d'ailleurs restitué, après justification de la complète exécution de tous les engagements résultant du traité de gestion. Il est réduit à 100.000 francs. Afin d'éviter les abus d'une gestion illimitée, la loi a fixé la durée de vingt ans pour la période initiale du contrat de gestion et de dix ans pour les autres périodes.

Les dispositions des articles 1 et 2 du décret obligent les entreprises à produire au Ministre du Travail tous les renseignements

utiles à leur constitution, leur nature, leur traité de gestion, mais sans imposer que les clauses de ce traité contiennent des prescriptions spéciales pour la constitution des entreprises gérantes, leurs pouvoirs et leurs obligations vis-à-vis des sociétés gérées. Mais le ministre, grâce à cette production, pourra refuser l'enregistrement aux mutuelles gérées et, par là, interdire l'exécution du traité de gestion, si les entreprises ne sont pas constituées dans les formes du droit commun. Il en sera de même aussi si les entreprises ne suivent pas les prescriptions des formes de sociétés qu'elles ont adoptées, si, étant anonymes par exemple, elles ne sont pas constituées en conformité avec la loi de 1867. Le ministre refusera encore l'enregistrement si le traité contient des clauses contraires aux prescriptions de la loi de 1913, en donnant aux entreprises le pouvoir de faire des opérations d'épargne, domaine qui est réservé par la loi aux seules sociétés d'épargne. L'art. 3 dispose que la production au ministre est nécessaire à chaque renouvellement du traité de gestion.

L'art. 4 stipule que les entreprises ne peuvent prélever la rémunération de leur gestion, que dans les conditions stipulées au traité et sans pouvoir excéder le montant des sommes effectivement encaissées d'après les statuts de l'entreprise gérée. Il accorde, de ce fait, toute liberté aux entreprises de fixer le chiffre accepté par les mutuelles d'épargne, comme rémunération de leur gestion, sans qu'aucun maximum ne soit fixé ; mais il faut que le chiffre convenu soit scrupuleusement respecté et qu'il ne puisse être exigé plus que les sociétés d'épargne prélèvent pour la gestion. C'est de toute justice.

L'art. 5, qui interdit l'immixtion des entreprises dans ces opérations d'épargne, ne fait que consacrer l'interdiction faite dans les art. 1 et 2 de la loi de 1913, aux sociétés qui ne se conforment pas à ses prescriptions de se livrer aux opérations d'épargne. Cet article spécifie que les pouvoirs qui ont trait à l'établissement des contrats, la détermination ou l'exécution des contrats, au placement des fonds destinés à assurer la garantie de ces engagements, ne peuvent être accordés aux entreprises. Celles-ci assurent, en pratique, les frais suivants : loyers, patentes, publicité, appointements au personnel, commissions aux agents.

Certains statuts portent que les directeurs des sociétés anonymes gérantes sont de droit et statutairement directeurs des mutuelles gérées ? N'y a-t-il pas là immixtion de l'entreprise dans les opérations d'épargne de la société ? Si ces directeurs avaient obligatoirement voix délibérative aux assemblées générales et au conseil d'administration, en tant que directeurs statutaires, il y aurait immixtion et le caractère contractuel du traité d'entreprise serait faussé. Mais les statuts ont soin d'indiquer que ces directeurs statutaires n'ont que voix consultative et que seuls les administrateurs élus par les sociétaires ont pouvoir de décision et règlent la destinée de la société.

B. Fonctionnement des entreprises de gestion occultes.

Sous quelque aspect qu'elles se présentent, en l'absence d'une réglementation spéciale de la loi de 1913, elles doivent se conformer au droit commun, c'est-à-dire aux règles légales qui régissent la forme adoptée. Pour les parts de fondateurs, par exemple, la pratique jurisprudentielle qui remplace en la matière la loi spéciale qui n'existe pas encore, devra être suivie pour leur création, leur représentation, par des titres négociables, nominatifs ou au porteur. Elles seront négociables aussitôt la société constituée, sans attendre deux ans, à moins que les porteurs n'aient consenti à une autre convention. Les porteurs, en tant que tels, ne pourront participer ni aux assemblées ni à la distribution du capital social, étant juridiquement considérés comme des créanciers non comme des actionnaires. Mais ils seront admis à poursuivre en justice le redressement de leurs comptes, à former entre eux une société comme c'est l'usage dans les sociétés anonymes (1).

Conformément à l'art. 5 (L. 1913), les porteurs ou les directeurs statutaires ne pourront, ensuite, être rémunérés que sur les prélèvements autorisés. Ainsi, ils ne pourront jamais prendre un tantième sur les droits d'entrée, indemnités de retard, lots et produits divers qui entrent en capitalisation et sont répartis entre les adhérents. Ces prélèvements doivent être fixés à l'avance par les statuts, la quotité devra de même être indiquée. Quant à la partie du capital fournie par les porteurs de parts, qui sera engagée pour les frais de premier établissement, elle devra (3^e D. 1914), être limitée à la quotité du fonds de premier établissement et, surtout, être amortie chaque année, avec délai maximum de quinze ans. Cela n'offrira aucune difficulté, étant donné que le capital initial pourra d'autre part, par la gestion occulte, être représenté et rémunéré sur les frais généraux de gestion.

(1) V. Manuel Dalloz, sur les valeurs mobilières, n^o 103.

CHAPITRE II

DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

La loi de 1913 (art. 12) déclare applicable aux sociétés étrangères d'épargne l'art. 12 de la loi de 1907, qui n'est lui-même que la reproduction de l'art. 12 de la loi de 1905. Elle institue dans l'art. 12, § 2, un privilège spécial sur l'actif de ces sociétés dans les mêmes termes que les lois précédentes, et les décrets qui la complètent prévoient des mesures analogues.

Ici encore, même réglementation pour les trois genres d'entreprises, quoiqu'il n'existe point actuellement, croyons-nous, de sociétés d'épargne étrangères en France. Le législateur a voulu cependant instituer un contrôle pour ces sociétés en France, dans le cas où elles voudraient y effectuer des opérations. Le Parlement pouvait craindre, d'autre part, comme cela c'était produit lors du vote de la loi du 24 juillet 1867, que certaines sociétés ne transportent leur siège social à l'étranger, pour rayonner ensuite en France et soustraire leurs opérations à la surveillance du Gouvernement.

Les abus qu'ont voulu prévenir ici les prescriptions législatives s'étaient manifestés surtout dans les sociétés étrangères d'assurance-vie, et ce furent ces abus qui furent une des causes déterminantes du vote de la loi de 1905. M. Chastenot se basait, en effet, sur les abus dus au régime de faveur accordé à certaines sociétés belges pour conclure à la nécessité de l'enregistrement, et il ajoutait : « Si certaines garanties sont exigées des compagnies françaises, dans l'intérêt des assurés, des garanties au moins égales doivent être réclamées des compagnies étrangères qui ont leur siège au dehors et qui, en cas de sinistre, pourraient rendre le recours des assurés plus difficiles. » (1)

Mais pour que ces garanties soient égales il était nécessaire qu'elles soient d'un ordre différent, spéciales aux sociétés étrangères. Ces dernières, en effet, ne peuvent être soumises à la loi française pour leur constitution ; il ne peut être question, par exemple, de

(1) *Journ. off.*, Chambre, débats parlem., 1904, p. 1702.

limiter leurs frais de premier établissement, ni d'établir un privilège sur un actif qui se trouve en grande partie à l'étranger. Elles doivent donc être tenues d'appliquer les règles générales des lois françaises, autant que cela est possible et en plus des règles spéciales qui compensent, pour leurs adhérents, les garanties qui ne peuvent être fournies que par les sociétés françaises. Les disparités apparentes de leur régime ne seront ainsi que des équivalences requises par la différence même des situations.

Les sociétés d'épargne étrangères ont donc, par la loi de 1913, reçu pour des contrats qu'elles souscrivent en France un régime parallèle à celui des sociétés françaises, sans privilèges ni exemptions.

§ I. Enregistrement.

Le premier décret du 18 février 1914, relatif aux demandes d'enregistrement dispose :

« Art. 3. — Les entreprises étrangères doivent produire, indépendamment des pièces et justifications prévues pour les compagnies françaises :

1° Les certificats de coutume, attestations et documents, pour établir la régularité juridique de l'enregistrement dans son pays d'origine ;

2° L'indication du siège de l'entreprise pour les opérations réalisées par elles en France et en Algérie ;

3° L'acte d'accréditation auprès du Ministre du Travail d'un agent spécialement préposé à la direction desdites opérations.

Art. 4, § 2. — Le dépôt que les entreprises étrangères doivent préalablement effectuer à la Caisse des dépôts et consignations est égal à 250.000 francs ».

Pour reconnaître si une société est française ou étrangère, il est admis qu'on ne doit avoir égard ni au pays dans lequel l'acte de société a été rédigé, ni à la nationalité des associés ; il faut se reporter en général au centre de l'exploitation, au lieu où la société a son domicile légal et son siège social (1).

Les sociétés étrangères, personnes morales, ne peuvent avoir une existence légale en France, que sous la condition d'être régulièrement constituées selon les lois de leur pays ; c'est la justification de cette condition qu'exige l'art. 3, §§ 1 et 2 du décret pour l'enregistrement des sociétés étrangères d'épargne. Cet article leur impose cette obligation spéciale, tout en spécifiant qu'elles doivent produire, en outre, toutes les pièces justificatives prévues pour les entreprises françaises d'épargne, en particulier celles indiquées par l'art. 1 du

(1) V. LYON-CAEN et RENAUT, *Traité de Dr. Comm.*, II, p. 107.

décret : texte intégral des statuts dressés d'après la loi de 1913, texte des conditions des contrats, etc. Car elles doivent, c'est le principe de la loi, avoir les mêmes obligations que ces dernières toutes les fois qu'elles sont en mesure de les remplir. La justification de leur bonne constitution dans leur pays d'origine n'est que pour remplacer l'obligation des entreprises françaises d'être valablement constituées suivant les règles des sociétés mutuelles ou anonymes.

§ 2. *Fonctionnement.*

Pour que les adhérents des sociétés étrangères soient aussi efficacement protégés que ceux des sociétés françaises, il fallait des mesures destinées à remplacer celles qui se rapportent au fonctionnement de ces dernières entreprises. Il ne pouvait être, en effet, question, comme nous avons eu à le remarquer, de limiter les frais de premier établissement des sociétés étrangères, de les obliger à placer tout leur actif en valeurs françaises ou garanties par l'Etat français, ni d'établir un privilège sur un actif qui se trouve en grande partie à l'étranger.

Aussi la loi a établi pour elles des obligations équivalentes qui sont contenues dans l'art. 11, § 2, le quatrième décret du 18 février 1914, le décret du 10 septembre 1915.

L'art. 11, § 2 décide :

« Pour les entreprises étrangères, les valeurs représentant la portion d'actif correspondante à l'actif des entreprises françaises affecté d'un privilège doivent, à l'exception des immeubles, faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations. Le seul fait de ce dépôt confère privilège aux intéressés sur lesdites valeurs. »

Les conditions du dépôt et du retrait de ces valeurs sont fixées par le quatrième décret de 1914 :

« Art. 1. — Tous les ans, avant le 1^{er} avril, les entreprises étrangères sont tenues de justifier du dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 1875, des valeurs mobilières représentant la portion de leur actif visée à l'art. 11, deuxième alinéa de la loi du 3 juillet 1913 et établie d'après les comptes arrêtés au 31 décembre précédent.

« Art. 2. — Cette justification consiste dans la production au Ministre du Travail d'un certificat de dépôt délivré par la Caisse des dépôts et consignations et énumérant, d'après les déclarations de l'entreprise, visées par le Ministre du Travail ou son délégué :

« 1^o Les valeurs mobilières comprises dans la portion d'actif correspondant aux contrats antérieurs à l'enregistrement ;

« 2^o Valeurs mobilières comprises dans la portion d'actif correspondant aux contrats postérieurs à l'enregistrement.

« La déclaration de l'entreprise indique la nature des titres mobiliers, leur numéro d'émission et leur valeur estimée, soit au

cours de la Bourse de Paris, la veille du jour de la déclaration, soit pour les valeurs non cotées à ladite Bourse, au dernier cours connu de la Bourse de la capitale, ou à défaut, d'une des principales places du pays d'émission.

« Art. 3. — Le retrait des valeurs ainsi déposées ne peut être opéré par les entreprises que dans le cas :

« 1° D'un remploi de fonds préalablement réalisé sur certificat délivré par la Caisse des dépôts et consignations et au moins équivalent à la valeur des titres aliénés, d'après le cours de la Bourse au jour du remploi ;

« 2° De liquidation de séries ou associations d'épargne.

« Les retraits de valeurs ne peuvent être effectués sans visa préalable du Ministre du Travail ou de son délégué. »

Le décret du 10 septembre 1915, relatif au placement de l'actif, impose encore aux sociétés étrangères toutes les prescriptions édictées pour les sociétés françaises, du moins pour leur portion d'actif visé à l'art. 11, § 2, c'est-à-dire tout l'actif, à l'exception des immeubles, qui est frappé du privilège de l'art. 11, § 1, dans les entreprises françaises.

De l'ensemble de ces dispositions il résulte que l'actif des sociétés étrangères n'appartenait pas aux seuls souscripteurs français et ne se trouvant pas en entier en France, la loi n'a pu conférer aux adhérents un privilège général sur tout l'actif des entreprises, comme elle l'avait fait pour les sociétés françaises. Mais elle a remplacé cette garantie par une équivalence, en exigeant des sociétés étrangères le dépôt de leur portion d'actif correspondant à leurs opérations en France et l'emploi de cette portion d'actif en mêmes valeurs que les sociétés françaises. La loi a même minutieusement réglé les conditions du dépôt et du retrait ; elle a remplacé le privilège par un droit de gage conféré aux adhérents français, qui n'ont ainsi rien à craindre et reçoivent le bénéfice de garanties sérieuses.

Il y a lieu de remarquer, à propos de l'art. 2, § 2 du quatrième décret de 1914, qu'il prévoit l'indication et l'estimation des valeurs cotées aux bourses des principales places du pays d'émission. Cette disposition s'explique par ce fait que ce décret est identique à ceux des 25 juin 1906 et 1^{er} avril 1907 sur le dépôt obligatoire pour les entreprises étrangères sur la vie ou de capitalisation. Pour ces entreprises, les décrets fixant le placement de leur actif portaient qu'elles étaient autorisées à conserver dans la proportion d'un quart, jusqu'à l'expiration des contrats en cours, les valeurs non cotées à la Bourse de Paris, pourvu qu'elles figurent parmi les valeurs admises par la législation de leur pays d'origine en matière d'assurance et de capitalisation. Mais le décret du 10 septembre 1915 n'a pas prévu un tel

placement transitoire pour les entreprises étrangères d'épargne. Le cours des principales places des pays d'émission ne servira donc jamais à déterminer la valeur de leurs titres mobiliers qui seront toujours des titres français.

§ 3. *Contrôle et surveillance.*

Ce contrôle est réglé par l'article 12 de la loi de 1907 applicable (art. 12, L. 1913) et ainsi conçu :

« Art. 12. — Les entreprises étrangères doivent, en ce qui concerne les opérations régies par la présente loi, avoir en France un siège social et une comptabilité spéciale pour toutes leurs opérations réalisées en France et en Algérie et accréditer auprès du Ministre du Travail un agent préposé à la direction de toutes leurs opérations. Cet agent doit être domicilié en France ; il représente seul l'entreprise auprès du ministre, vis-à-vis des titulaires de contrats souscrits en France et en Algérie, et devant les tribunaux. Il doit justifier au préalable de pouvoirs statutaires suffisants pour la gestion directe de l'entreprise en France et en Algérie, notamment pour la signature des polices, bons, quittances et autres pièces relatives aux opérations réalisées.

« Toute entreprise est tenue de produire au Ministre du Travail, dans le délai qu'il détermine, la traduction en langue française, certifiée conforme, des documents en langue étrangère se rapportant à ses opérations et pour lesquels cette traduction est requise.

« Les conditions générales et particulières des polices, les bons et tous les documents se rapportant à l'exécution de contrats doivent être rédigés ou traduits en langue française. Dans ce dernier cas, le texte français seul fait foi à l'égard des souscripteurs et des porteurs français. »

Ainsi toute la partie des entreprises qui intéresse les adhérents français est nationalisée, « francisée » en quelque sorte, de façon à ce que le contrôle et la surveillance soient efficaces. C'est en France que doivent se trouver les bureaux et le personnel affectés aux opérations de France, que doit en particulier être domicilié l'agent accrédité en France. C'est à ce siège spécial élu que les entreprises seront assignées sans que les directeurs puissent prétendre qu'ils ne sont que mandataires ou que toute gestion demeure aux mains de l'étranger. L'obligation d'une comptabilité spéciale indique que ces entreprises devront noter distinctement les opérations réalisées en France, tant pour les contrats inscrits sur des registres spéciaux prévus par l'art. 9, § 8 de la loi de 1907 qui est applicable (art. 12), que pour les comptes financiers, états et tableaux divers dont la loi prescrit la publication périodique.

Quant à la règle qui impose aux entreprises de se servir de la langue française, elle était évidemment nécessaire pour la réalité du contrôle.

Pour les frais de contrôle, l'art. 13, § 2 de la loi de 1907 applicable en vertu de l'art. 12 spécifie qu'ils sont à la charge des entreprises et fixés au prorata du montant global des versements encaissés par elles, au cours de l'exercice, mais « exception faite des opérations réalisées hors de France et d'Algérie par les entreprises étrangères ». C'était justice, puisque le contrôle et la surveillance de l'administration ne portent pas sur ces opérations.

Il y a lieu de conclure qu'il y a égalité dans le traitement des entreprises françaises et étrangères, grâce à l'équivalence des mesures édictées par notre loi. Les garanties des adhérents sont équivalentes, donc égales, et les charges des entreprises les mêmes. La loi n'a pas fait œuvre de protection économique, elle a voulu le libre jeu de la concurrence dans l'intérêt même des épargnants (1).

APPENDICE

« La présente loi est applicable à l'Algérie », dit l'art. 15. Cet article diffère de ceux des lois de 1905 et 1907, qui déclaraient la loi non seulement applicable à l'Algérie, mais aussi aux colonies de la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, l'Inde française et la Nouvelle-Calédonie. L'art. 15 du projet primitif de la commission de la Chambre était calqué sur ces articles. Mais le 29 novembre 1909, M. Trouillot, Ministre des Colonies, adressa à cette commission une lettre où il déclarait que : « En raison de leur rédaction qui n'avait pas été spécialement élaborée pour les colonies, ces deux dernières lois ont donné lieu à de trop grosses difficultés d'application pour pouvoir entrer dans le domaine de la pratique ; à tel point qu'il sera peut-être nécessaire de retourner devant le législateur en ce qui les concerne. Il paraît donc dangereux d'aller au devant des difficultés analogues pour les sociétés d'épargne. Aussi bien les articles 6 et 18 du senatus-consulte du 2 mai 1814, permettent de régler la question par décret en forme de règlement d'administration publique aux Antilles et à la Réunion, et par décret simple dans les autres colonies. En conséquence, il serait nécessaire de supprimer à l'art. 15 l'indication des colonies de la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane,

(1) Une loi du 31 décembre 1915, visant plus spécialement les sociétés étrangères d'assurances ennemies, les seules opérant en France, leur retire l'enregistrement, ordonne le séquestre de leurs capitaux, au profit des adhérents français.

l'Inde française et la Nouvelle-Calédonie. Cette modification au texte aurait pour objet, non pas d'aller à l'encontre du vœu de ses auteurs, mais au contraire de le seconder, en évitant qu'un texte de loi, inapplicable en fait, mette obstacle à l'élaboration d'une réglementation adéquate à chaque colonie ». (1)

La commission de la Chambre a adhéré à la proposition du ministre, sous la réserve qu'après entente avec le Ministre du Travail et de la prévoyance sociale, dans le plus court délai possible, il prendrait les décrets nécessaires pour rendre les dispositions de la législation applicables aux colonies visées dans le texte de la commission.

(1) II^e rapport supplément. BONNEVAY, 3 déc. 1909.

CHAPITRE V

RÉGIME TRANSITOIRE

La mise en application de la loi de 1913 était subordonnée à la promulgation des règlements d'administration publique qu'elle prévoyait. L'administration n'avait pas terminé l'élaboration de tous ces décrets, en particulier de celui du 10 septembre 1915, réglant le placement de l'actif, quand la guerre éclata. L'art. 13, § 2, donne deux mois aux entreprises d'épargne à compter de la publication des décrets pour solliciter l'enregistrement ; elles auraient dû en conséquence se faire inscrire dans les deux mois à compter du 10 septembre 1915. Mais le Ministre du Travail a appliqué en l'espèce le décret du 10 août 1914, suspensif des prescriptions, péremptions et délais. En vue, sans doute, de se réserver tous les capitaux disponibles, l'Etat s'est ainsi abstenu de favoriser la recherche de nouveaux clients par nos sociétés dont le développement était aussi arrêté par les décrets moratoires qui permettaient à leurs adhérents de ne plus verser leurs cotisations. Les délais d'enregistrement ont donc commencé à courir du jour du décret de cessation des hostilités du 23 octobre 1919.

De ce fait, le régime transitoire, tel qu'il a été prévu par le titre III de la loi, a duré jusqu'à ce jour : les entreprises existant avant 1913 viennent de modifier leurs statuts et demander l'enregistrement. De plus, à cause de la guerre, le Gouvernement a dû prendre des mesures spéciales, au moyen de décrets moratoires, pour tous les contrats conclus avant le 4 août 1914, et faire voter une loi, en date du 31 juillet 1916, pour protéger les possesseurs de bons d'épargne dont les titres ont été égarés, perdus ou volés à l'occasion de la guerre.

Deux régimes transitoires existent donc : le premier résultant des dispositions transitoires du titre III, le deuxième des décrets moratoires et de la loi du 31 juillet 1916.

SECTION I

DISPOSITIONS TRANSITOIRES DU TITRE III

Ce titre est consacré aux dispositions transitoires destinées à régler l'application des mesures nouvelles édictées pour les sociétés existantes à l'époque de la promulgation de la loi. Le respect des situations acquises antérieurement et qu'une réforme brusque aurait mises en péril s'imposait avec la réserve, toutefois, que la théorie des droits acquis ne permette pas de se retrancher indéfiniment derrière la législation antérieure. C'est du reste ainsi que procède le législateur moderne, habitué à régler par paliers l'application des lois sociales ; dans la mise en vigueur de toute loi nouvelle, les questions transitoires que soulève le changement de législation sont toujours prévues. Cette mesure s'imposait, surtout, pour les sociétés de prévoyance qui ne rendent les fonds reçus par elles qu'à une échéance lointaine et qui, pour cela, ont établi leurs calculs sur des données impossibles à modifier immédiatement ; un régime transitoire a donc été organisé qui ne froisse aucun intérêt légitime, tout en soumettant les opérations en cours aux nouvelles prescriptions légales, dans la mesure du possible, afin de ne pas laisser s'éterniser les abus anciens.

Ce régime est prévu par les articles 13 et 14 qui instituent entre sociétés ordinaires et entreprises assujetties à l'enregistrement la différence de traitement qui est la caractéristique de la loi ; des mesures spéciales existent aussi pour les entreprises de gestion.

A. Sociétés ordinaires.

« Sont assujetties à la présente loi, celles seulement des sociétés visées à l'art. 1, qui se constitueront ou modifieront leur fonctionnement ou émettront des séries nouvelles d'épargne postérieurement à sa promulgation » (art. 13, § 1.)

Ces petites sociétés ne font que des opérations d'une durée limitée, 5 ou 10 ans ; celles existantes ne profiteront donc que peu de temps du régime transitoire, mais elles pourront, pendant ce temps, continuer à fonctionner sans modifier leurs statuts et sans en effectuer le dépôt, à moins qu'elles ne créent de nouvelles séries. Il est peu probable, cependant, que ces sociétés, si elles sont prospères et jouissent de la confiance de leurs adhérents, ne s'occupent de remplacer dès après la guerre les groupements arrivés à l'époque de la répartition. Car elles ont joui d'une faveur spéciale durant les hostilités, puisqu'elles ont été dispensées par les décrets moratoires que nous aurons à analyser de liquider et de payer les sommes dues par suite de l'échéance de leurs séries. D'ailleurs, la

rédaction nouvelle obligatoire des statuts est suffisamment simple et libérale pour qu'elles n'hésitent pas à profiter largement de la nouvelle législation qui leur est favorable, à tous les points de vue.

B. Entreprises prévues par l'article 9.

« Toutefois, si elles rentrent dans les conditions spécifiées à l'art. 9, les entreprises françaises ou étrangères opérant en France ou en Algérie à l'époque de la promulgation de la présente loi, sont tenues de se conformer immédiatement à ses dispositions et, notamment, de demander l'enregistrement dans les deux mois à compter de la publication des décrets prévus par les articles ci-dessus » (art. 13, § 2.)

« Elles peuvent, toutefois, continuer provisoirement leurs opérations, jusqu'à ce que solution soit donnée à cette demande. Celles à qui l'enregistrement serait refusé pourront former un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat qui devra statuer dans le mois. Elles devront cesser la réalisation de toute opération nouvelle ausitôt après le refus d'enregistrement ou le rejet de leur pourvoi » (art. 19, §§ 2, 3 et 4, L. 1917, applicable en vertu de l'art. 13, § 3.)

« Elles pourront, si elles obtiennent l'enregistrement, conserver les placements effectués par elles, en conformité de leurs statuts, antérieurement à la promulgation de la présente loi » (art. 13, § 4.)

« La limitation de durée prévue à l'art. 5, ne s'appliquera pas aux contrats d'épargne en cours au moment de la promulgation de la présente loi » (art. 14.)

A la différence des petites sociétés, les entreprises d'épargne doivent donc, de même que les entreprises sur la vie et de capitalisation et pour les mêmes raisons, se soumettre immédiatement aux dispositions de la loi. Elles ont, en effet, une durée fort longue, gèrent des fonds importants, contiennent des abus nombreux que l'Etat devait faire disparaître le plus rapidement possible. Aussi, le législateur de 1913, comme celui de 1907, n'a pas cru possible de soustraire ces contrats antérieurs au contrôle de l'Etat, même pour quelques années. Accorder par l'enregistrement l'investiture officielle pour les contrats futurs à une société dont les opérations antérieures seraient grosses de faillite était impossible. Le ministre ne pouvait pas dire au public qu'une société ainsi constituée, était soumise au contrôle de l'Etat, revêtue de l'estampille officielle, quand il savait que dans quelques années arriveraient des déceptions inévitables.

« Le contrôle dit M. Bonnevey dans son rapport de 1905 sur les sociétés de capitalisation, ne peut prendre une responsabilité aussi redoutable. Une société est indivisible, son avenir est solidaire

de son passé. La fausseté de ses calculs dans le passé ne permet pas de lui accorder l'enregistrement pour l'avenir, à moins qu'elle n'y ait apporté les modifications nécessaires ».

Les formalités d'obtention de l'enregistrement sont les mêmes que pour les entreprises nouvelles ; l'art. 1 du premier décret du 18 février 1914, leur est applicable. L'art. 2 de ce décret exige, en outre, que les entreprises visées par l'art. 13 produisent :

« 1° L'indication du régime légal sous lequel fonctionne l'entreprise.

« 2° Les conditions des contrats souscrits antérieurement à l'enregistrement, ainsi que les tarifs des versements ou cotisations y afférents.

« 3° La justification que l'entreprise possède à raison de ses contrats souscrits avant l'enregistrement l'actif constitué dans les conditions exigées par lesdits contrats ».

Par contre, pour respecter les droits acquis, la loi a accordé certaines faveurs aux entreprises sujettes à l'enregistrement.

La limitation de durée prévue par l'art. 5, § 7, c'est-à-dire, 25 ans, ne s'appliquera pas aux contrats d'épargne en cours au moment de la promulgation de la loi. Cet article va plus loin dans le souci d'éviter tout effet rétroactif que l'art. 22, L. 1907, qui stipule que tout porteur d'un bon de capitalisation stipulé remboursable à une époque aléatoire, peut, au bout de 25 ans, réclamer le remboursement immédiat du montant de la réserve mathématique de son contrat, c'est-à-dire la valeur, à cette époque, de ses versements capitalisés au taux promis. En matière d'épargne, la durée de capitalisation ne dépassant pas, en pratique, 25 ans, l'art. 14 n'aura pas à être appliqué.

La deuxième faveur consiste en ce que les entreprises peuvent continuer à conserver les placements effectués par elles en conformité de leurs statuts, antérieurement à la promulgation de la loi (art. 13, § 4.) Une modification subite et simultanée de leurs placements aurait pu avoir de sérieux inconvénients : le cours de certains titres aurait pu être influencé et la baisse se serait bientôt fait sentir au détriment des épargnistes. C'est seulement, au fur et à mesure des placements nouveaux, qu'il leur faudra se conformer au décret du 10 septembre 1915.

Une troisième faveur leur est encore accordée : la simple demande d'enregistrement formulée dans le délai de deux mois donne aux entreprises la faculté de continuer leurs opérations jusqu'à ce que solution soit donnée à cette demande. Comme il s'agit, ici, d'une demande, non d'un retrait, le refus du ministre ne doit pas revêtir la forme d'un décret rendu après avis du Comité consultatif, mais celle d'insertion au *Journal Officiel* (art. 6, premier décret du 18 février 1914.) L'entreprise a la faculté, en cas de refus,

de former un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat qui devra statuer dans le mois. Ce pourvoi est suspensif, les entreprises pourront donc continuer leurs opérations jusqu'au rejet de leur pourvoi ; mais elles devront cesser la réalisation de toute opération nouvelle, aussitôt après le refus d'enregistrement ou le rejet de leur pourvoi.

Toutes les entreprises qui laisseraient passer les délais de deux mois n'auront plus droit aux mesures transitoires et seront considérées comme des entreprises nouvelles. Pour la liquidation des contrats anciens, seraient-elles dissoutes ou la liquidation de ces contrats devra-t-elle être faite immédiatement ou pourront-elles subsister jusqu'à l'expiration de ces contrats ? Le législateur n'en a pas parlé. Pour nous, elles ne seront plus des entreprises au sens de la loi de 1907, mais elles pourront, en tant que sociétés de fait, exécuter à l'époque convenue les contrats passés sous le régime des libres conventions. Admettre le contraire, ce serait donner à la loi un effet rétroactif contraire aux principes généraux du droit qui ne peut être présumé.

C. Entreprises de gestion.

Une exception formelle en matière de rétroactivité se trouve dans l'art. 13, § 3, déclarant applicable l'art. 24, L. 1907.

« Sont de plein droit, réduites à une durée de 20 ans, à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle de la promulgation de la précédente loi, les traités de gestion des entreprises d'épargne, s'ils comportent une durée plus longue ».

Cette mesure porte une atteinte directe au principe de la non rétroactivité des lois civiles ; sa gravité n'a pas échappé au législateur. « Elle est un précédent parce qu'elle admet que la loi peut annuler des contrats privés passés en toute bonne foi sous le couvert de la législation antérieure et qui constituent des droits acquis. La loi exproprie certains citoyens du bénéfice de certaines conventions sans indemnité et elle fait alors qu'on ne peut invoquer contre ces conventions aucun motif d'ordre public (1). Mais il a paru au législateur que ces traités de gestion souvent faits pour la durée de la société, c'est-à-dire 99 ans, ne pouvaient plus subsister ainsi, alors que les sociétés nouvelles ne pourront passer avec les entreprises de gestion des traités que pour une durée de 20 ans. Il a craint que de plus longs traités gênassent le développement des sociétés d'épargne.

En 1913, au lendemain du vote de la loi, on s'était inquiété dans le monde des sociétés d'épargne du résultat de la législation

(1) *Journ. des Assurés*, 16 déc. 1913, M. CLUZEL.

nouvelle (1). Les entreprises allaient se trouver dans l'obligation de changer de régime et certaines ne pouvaient se plier aux conditions exigées pour l'enregistrement (dépôt préalable, etc.). Leur liquidation était donc inévitable. Il fut proposé que les sociétés qui obtiendraient l'enregistrement recueilleraient les adhérents des sociétés défailtantes. Mais la guerre étant survenue avant la publication des décrets, ces sociétés n'ont été tenues, en vertu des décrets moratoires, que de rembourser une partie des bons d'épargne venus à échéance. La hausse du taux de l'intérêt les a mises, en plus, en meilleure posture pour la réalisation de leurs placements mobiliers.

SECTION II

DISPOSITIONS TRANSITOIRES DES DÉCRETS MORATOIRES

et de la loi du 31 juillet 1916

A. Décrets moratoires.

Il n'y a plus lieu d'insister sur les dispositions rétrospectives de ces décrets depuis que le décret de cessation des hostilités a rétabli le régime normal de l'exigibilité des sommes dues. Il suffit de mentionner que des décrets spéciaux aux entreprises d'assurance, de capitalisation et d'épargne parus tous les trois mois environ ont prorogé les délais de paiement pour les adhérents et les entreprises. Les adhérents d'épargne ont eu, comme tous les débiteurs indiqués au décret du 10 août 1914 (art. 5), un délai pour effectuer leurs versements et il n'a pu être invoqué contre eux aucune prescription. Des délais moratoires furent accordés aux sociétés pour le paiement des sommes dues ensuite de contrats conclus avant août 1914. Elles ne pouvaient encaisser tous les coupons de leurs titres ni toucher les loyers de tous leurs immeubles. Cependant les entreprises du titre II ont été tenues de payer successivement 25, 40, 50, puis 75 %, ensuite l'intégralité des sommes exigibles, cette proportion ayant toujours été réduite de moitié pour les sociétés de construction de maisons.

B. Loi du 31 juillet 1916.

Les bénéficiaires ordinaires de bons d'épargne dont les titres ont été égarés, détruits ou volés n'ont d'autre ressource que l'action en revendication du droit commun. L'art. 2279 C. civ. accorde à tout propriétaire de « choses mobilières » le droit de les revendiquer contre celui dans les mains duquel il les trouve. Mais cette

(1) *Journ. des Assurés*, 16 déc. 1913, article de M. CLUZEL.

action est insuffisante ; aussi la loi du 15 juin 1872 modifiée par celle de février 1902 a édicté des mesures de protection spéciales en faveur des propriétaires de titres au porteur volés ou perdus.

Le législateur a négligé jusqu'ici d'édicter des mesures analogues en matière d'assurance, de capitalisation et d'épargne où elles seraient pourtant indispensables. Mais la guerre ayant amené la destruction et la ruine dans plusieurs départements, il a été contraint par la nécessité de voter le 31 juillet 1916 une loi relative aux polices d'assurance, aux bons de capitalisation ou d'épargne égarés, détruits ou volés par ou à l'occasion de la guerre, embrassant ainsi tous les cas de perte ou de vol dont la guerre a été l'occasion et ayant une portée très large.

L'économie de cette loi se résume ainsi : l'opposition est faite par lettre recommandée au siège social de la société d'assurance ou d'épargne ; cette lettre doit contenir toutes indications sur la personne de l'opposant, la nature du titre ; la signature doit être légalisée (art. 1.) L'opposition est inscrite au siège social sur un registre spécial, dans la forme réglée par un arrêté ministériel (art. 2), arrêté paru le 20 septembre 1916. S'il se présente un tiers porteur, la société avise dans le mois, par lettre recommandée, l'opposant et le souscripteur originaire. L'opposant peut alors obtenir du président du Tribunal une ordonnance pour que la société saisisse le titre (art. 3.) Cet opposant doit dans le mois saisir la juridiction compétente de son acte en revendication, sinon son opposition est levée (art. 4.) Au cas où des versements devraient être effectués et si un tiers porteur ne s'est pas présenté, l'opposant peut payer à titre conservatoire (art. 5.) Les oppositions ne seront plus recevables après l'année suivant le décret de fixation de la fin des hostilités. Si deux ans après il ne s'est pas présenté de tiers porteur, l'opposant peut demander au tribunal que la société lui délivre un duplicata tenant lieu d'original. Le délai court de la fin des hostilités, si l'opposition a été faite pendant leur durée.

Ces dispositions se distinguent de celles de la loi de 1902 sur les titres au porteur volés ou perdus, en ce qu'elles comportent une simplification des formalités ; il n'y a plus d'exploit d'huissier, plus d'inscription au *Bulletin quotidien des oppositions*, mais de simples lettres recommandées. La loi de 1916 ne règle pas non plus en détail les conséquences de l'opposition ni sa mainlevée, c'est une loi à caractère provisoire.

TROISIÈME PARTIE

FORMES DIVERSES ET SITUATION JURIDIQUE

L'analyse de l'ensemble des dispositions de la loi de 1913 ne fournit que de brèves indications sur les formes que doivent adopter les sociétés d'épargne pour jouir de la personnalité juridique. L'examen pratique de ces formes est cependant indispensable, ainsi que celui des types et combinaisons différents qu'elles peuvent utiliser et aussi celui du domaine propre qui leur est dévolu parmi les institutions de prévoyance tant par leur loi organique que par les lois réglementant ces institutions.

Les fondateurs d'une société d'épargne peuvent, en effet, opter entre la forme mutuelle, anonyme, peut-être même coopérative. Car nos sociétés, de même que les coopératives prévues par le titre III de la loi du 24 juillet 1867, ne constituent pas un nouveau genre de société, leurs caractères distinctifs pouvant s'adapter à toute espèce de sociétés. L'épargnant, même s'il connaît l'ensemble de la législation byzantine édictée pour sauvegarder ses droits, se trouve dans l'incertitude sur le type de sociétés d'épargne auquel il doit confier ses économies. De tous côtés on cherche à l'attirer par le miroir magique de la mutualité ; il se décide souvent d'après la personnalité du directeur ou des agents, voire même le hasard. Il a donc intérêt à connaître les types de sociétés existantes, le mécanisme des combinaisons en usage. Cet épargnant doit encore être à même de discerner quel est en matière de prévoyance le domaine des sociétés d'épargne par rapport à celui de la Caisse d'épargne, des assurances-vie, des entreprises de capitalisation. Suivant ses besoins il s'adressera à l'une ou à l'autre de ces institutions.

De plus la loi de 1913, d'ordre réglementaire, prévoit uniquement le fonctionnement des sociétés d'épargne, mais ne contient pas une codification complète de leur statut ; son but a été d'assurer une protection immédiate de l'épargne, but limité volontairement à l'organisation d'un contrôle et d'une surveillance sévères. Le législateur de 1913, de même que celui de 1907, a négligé de « déterminer le statut légal des entreprises, la forme de leur constitution et leur capacité juridique. » (1) Et cependant la situation juridique de nos sociétés, si importante pour la fixation des règles de leur formation, de leur dissolution, de leur capacité ne peut être exactement définie qu'ensuite de la détermination de la nature du contrat d'épargne.

Cette partie, complément indispensable de l'analyse du fonctionnement de nos sociétés tel qu'il est organisé par la loi de 1913. sera consacrée à l'étude des points suivants :

- 1° Formes des sociétés d'épargne.
- 2° Types divers.
- 3° Comparaison avec les autres institutions de prévoyance.
- 4° Nature du contrat d'épargne.
- 5° Situation juridique des sociétés d'épargne.

(1) Rapport BONNEVAY, *Journ. off.*, docum. parlam. Ch., 1907, n° 744.

CHAPITRE PREMIER

FORMES DES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE

Les institutions les plus semblables à nos sociétés, dont la réglementation est absolument identique, les sociétés d'assurance-vie et de capitalisation ont, comme toutes les assurances, deux formes : anonyme et mutuelle, qui n'ont cessé de fonctionner côte à côte et qui peuvent, théoriquement du moins, se rencontrer aussi dans les sociétés d'épargne.

A. Forme anonyme.

La loi de 1913 (premier et troisième D. 18 février 1914 sur les demandes d'enregistrement et sur les frais de premier établissement) prévoit des sociétés d'épargne anonymes. Pratiquement il ne s'en rencontre pas. Aussi, pour définir le contrat d'épargne sous la forme anonyme, faut-il raisonner par analogie avec les sociétés de capitalisation. Il se présente alors sous la forme d'un contrat synallagmatique : D'un côté, un entrepreneur, toujours en pratique, une société anonyme à cause des capitaux considérables à engager, s'oblige, moyennant un prix forfaitaire, à gérer les versements d'un certain nombre d'adhérents et à répartir entre eux leur produit capitalisé. De l'autre, des adhérents s'obligent à verser par mensualités ou annuités une somme fixe sous peine, en cas de retard, de certaines retenues et déchéances. En matière d'épargne, à la différence de la capitalisation pure, les sociétés ne peuvent pas prendre d'engagements sur le chiffre de la somme à répartir ; l'entrepreneur répond seulement de sa bonne gestion, faite suivant les prescriptions de la loi de 1913, et en répond sur son capital, le fonds de réserve obligatoire (art. 36, L. 1867) et le dépôt préalable à effectuer à la Caisse des dépôts et consignations (art. 9, § 1, L. 1907 applicable en vertu art. 12), qui est de 250.000 francs (art. 4, pre-

mier décret 18 février 1914.) Le prix forfaitaire consiste dans un prélèvement de % sur les versements.

La pratique de la forme anonyme, très ancienne dans les assurances; la révèle aussi avantageuse, moins coûteuse souvent que la forme mutuelle. Les actionnaires et les administrateurs des sociétés anonymes ont incontestablement un intérêt plus considérable à la bonne gestion des entreprises que les administrateurs des mutuelles. Les capitaux nécessaires au dépôt préalable, à l'enregistrement, aux frais de premier établissement, à tous les frais généraux du début, n'ont pas à être empruntés à des fondateurs ou obligataires dont il faut, d'ailleurs, rémunérer largement les services. Les sociétés anonymes en arrivent à demander, le jeu de la concurrence aidant, des primes moindres que certaines mutuelles; constituées suivant les méthodes commerciales, leur organisation est plus complète, plus précise, plus minutieusement réglée par l'ensemble des lois commerciales sur les sociétés, la tenue des livres, la faillite, etc.

Quelle est la cause pour laquelle cette forme est inutilisée en matière d'épargne? Elle réside principalement, à notre avis, dans le manque de son adaptation à des sociétés qui ne peuvent, par définition, prendre aucun engagement déterminé. Les adhérents d'épargne doivent prendre des engagements fixes quant à leurs versements, tandis que les entrepreneurs, sans avoir à garantir une valeur pour le produit de la capitalisation à répartir, ne contractent comme contre-partie d'autre obligation que celle de gérer sous le contrôle de l'Etat, suivant les prescriptions de la loi, les sommes reçues, et de les répartir ensuite. Cela ne suffit pas aux adhérents, qui ne peuvent avoir par eux-mêmes la certitude d'une bonne gestion et doivent se fier à l'Etat qui s'est chargé de vérifier l'emploi de leurs épargnes. Aucun contrôle direct, le seul qu'ils jugent sûr, ne leur est donc possible; la réunion des épargnants dont ils font partie, la série, n'a aucune vie propre, aucune existence juridique, aucune assemblée qui délibère, qui contrôle, aucun commissaire-censeur pour approuver les comptes de gestion.

Une autre cause peut encore être trouvée dans le fait que les sociétés anonymes ne se constituent que pour manier des capitaux importants, attirés par la perspective de sérieux bénéfices. Or, en matière d'épargne, une société anonyme ne pourrait promettre à ses actionnaires que des gains étroitement limités, la spéculation, essence du commerce, étant incompatible avec la stricte prévoyance. L'assurance-vie, au contraire, repose entièrement sur le calcul de l'aléa, des probabilités et l'assureur, s'il expose de fortes sommes, a des possibilités correspondantes de gains. Aussi, de même que dans les sociétés de capitalisation où l'aléa du tirage au sort intervient et où des engagements fixes sont pris, y rencontrons-nous très souvent la forme anonyme.

Cependant, dans une variété des entreprises reposant sur la durée de la vie humaine : la tontine, on ne rencontre jamais de sociétés anonymes. C'est que les engagements pris par de telles sociétés ne pourraient être déterminés et que les adhérents n'auraient aucune contre-partie de leur obligation d'effectuer des versements fixes, sinon celle de faire confiance au contrôle exercé par l'Etat. Les mêmes causes ont produit ici les mêmes effets qu'en matière d'épargne.

B. *Forme mutuelle.*

Le décret du 22 janvier 1868 porte règlement pour la constitution des sociétés d'assurances et son titre II vise uniquement les mutuelles-assurances, les seules alors connues. Depuis, un certain nombre de lois ont consacré l'appellation de mutuelles pour des institutions de prévoyance autres que l'assurance. Les lois de 1907 et 1913, en particulier, distinguent les sociétés de capitalisation et d'épargne anonymes ou mutuelles. Ces dernières sont-elles soumises au décret de 1868, considéré comme loi organique de toutes les mutuelles, ou faut-il entendre leur appellation dans le sens large du mot comme ayant pour base les principes mutualistes ?

Avant 1913, les sociétés d'épargne se déclaraient à peu près toutes mutuelles soumises au décret de 1868 ; c'est qu'aucune loi ne les régissant, leur existence légale était en jeu et il leur fallait emprunter à une institution similaire des règles, des formes, la légalité. La question de la soumission au décret de 1868 pour les sociétés de capitalisation et d'épargne fut l'objet de longues controverses avant le vote des lois de 1907 et 1913. M. Rajon (1) cite longuement les auteurs et les arrêts qui ont eu à discuter ou à décider à ce sujet ; tous, quelques arrêts mis à part statuant sur des questions d'espèce, se prononçaient pour la négative. Ils admettaient généralement que le décret de 1868 est d'une nature spéciale qui ne soustrait au droit commun que les assurances qu'il prévoit spécifiquement. Des difficultés inextricables se produisaient d'autre part dans l'application de ce décret aux mutuelles de capitalisation et d'épargne. La question n'a d'ailleurs plus qu'un intérêt rétrospectif depuis que les lois de 1907 et 1913 ont posé des règles propres de forme et de fond pour les mutuelles pratiquant les opérations de capitalisation et d'épargne.

Les mutuelles d'épargne sont donc libres, dans le cadre de la loi de 1913, de se constituer et de s'organiser dans les limites du droit commun.

(1) Thèse RAJON, pp. 15 et suiv. — Voir en particulier : WHAL, *Journ. Soc.*, 1899; arrêt Cons. d'Etat, janv. 1897; Cass. civ. rej., 20 févr. 1888 (S. 88.1.420); et note de M. LABBÉ.

La forme mutuelle, en matière d'assurance, est celle où les assurés s'associent pour supporter en commun les risques, chacun étant à la fois assureur des autres et assuré par eux. Il y aura de même société mutuelle, en matière d'épargne, quand les épargnistes s'entendent mutuellement pour gérer en commun leurs versements, chacun participant à la fois aux bénéfices et aux frais. Par ce moyen, les tiers rémunérés pour faire fructifier les cotisations sont supprimés, l'entrepreneur d'opérations d'épargne et le groupe d'adhérents n'étant qu'une même personne. La mise en commun des versements n'implique pas une garantie de risques pouvant être très importante, comme dans l'assurance, mais simplement la participation aux bons et aux mauvais résultats de l'entreprise. Comme contre-partie, tous les bénéfices mutuels : abandon de contrats, indemnités de retenues, etc., accroîtront la masse sociale. Les adhérents administrent eux-mêmes leur société, au moyen d'un conseil d'administration élu par l'assemblée générale ; ils ont un contrôle direct ; ils peuvent d'un commun accord modifier les conditions de leur contrat. En un mot, il y a entre mutualistes un contrat de société ou d'association, suivant qu'il sera reconnu posséder les caractères distinctifs de l'un ou de l'autre, mais non contrat conclu entre un entrepreneur d'opérations d'épargne et chaque épargnant.

C'est sous la forme mutuelle qu'existent, actuellement, toutes nos sociétés. Cette forme répond mieux à l'idée de solidarité et d'entr'aide mutuelle, qui est à leur base ; elle est choisie de préférence à la forme anonyme pour les raisons déjà indiquées et aussi à cause de son caractère désintéressé, exclusif de la recherche du gain, théoriquement du moins. Elle est même plus pratique dans l'épargne que dans l'assurance, où la variabilité des risques à couvrir pourrait entraîner des variabilités de primes importantes et faire craindre aux adhérents d'avoir à régler de fortes indemnités, si des réserves n'avaient été prévues.

Mais, seules les sociétés familiales pratiquent la mutualité pure où la direction peut être payée et des sommes peuvent être allouées pour frais généraux, mais où ne devraient pas se rencontrer des tiers actionnaires touchant des dividendes, comme dans les sociétés anonymes. L'étude des sociétés de gestion nous a montré que les entreprises enregistrées sont toutes commercialisées et font appel à des sociétés de gestion, à des fondateurs, etc.

Il semble, en effet, que toutes les sociétés visant à une grande extension ne puissent vivre qu'avec le secours de capitaux puissants engagés par des capitalistes, hommes d'affaires, qui les dirigent commercialement afin que les bénéfices soient plus considérables. Sans aucun doute, ces sociétés voient leur caractère de stricte prévoyance considérablement affaibli. Si elles ne peuvent prospérer et s'étendre que par ce moyen, ce qui semble réel, elles ne doivent pas

se dire, dans leurs statuts, des œuvres de mutualité pure, déclarer au public qu'elles n'ont pas d'actionnaires. De même qu'elles ont l'obligation d'indiquer clairement et apparemment à leurs contractants le chiffre des prélèvements, elles ont aussi celle de leur dire nettement leur mode de fonctionnement et de gestion.

C. *Forme coopérative.*

Les sociétés d'épargne peuvent-elles adopter la forme coopérative ? Par là nous entendons l'adoption des articles 48 et suivants de la loi du 24 juillet 1867 relatifs aux sociétés à capital variable, car au sens large toute société d'épargne peut se dire coopérative, comme appliquant l'idée d'entraide mutuelle, de solidarité où l'union commune permet de placer les économies d'une façon plus intelligente et plus fructueuse. Il ne paraît pas possible, sinon pratique, que malgré la variabilité de leur personnel et de leur capital qui les rapproche des sociétés coopératives, nos sociétés puissent vivre sous le régime de la loi de 1867 en adoptant la forme coopérative.

En effet, la condition essentielle des sociétés à capital variable consiste dans la souscription intégrale du capital social dès avant le commencement de la société et son versement jusqu'à concurrence du dixième et les actions ne peuvent être moindres de vingt-cinq francs (L. 1867, art. 71 ajouté par L. 1^{er} août 1893.) Or le caractère essentiel des sociétés d'épargne est de recueillir franc par franc des versements minimes, prélèvements faits journellement par l'épargnant sur le produit de son travail ou petites économies qui ne trouveraient pas ailleurs un placement ; leurs statuts ne portent jamais que la souscription du capital se fera avant la formation de la société et qu'elle s'effectuera jusqu'à concurrence du dixième (1).

D'autre part, comme le fait remarquer M. Whal (2), une société n'est à capital variable que si le maximum du capital est fixé à 200.000 francs (art. 49, L. 1867), ou tout au moins si l'augmentation annuelle de ce capital ne dépasse pas 200.000 francs. Or, les sociétés d'épargne ne peuvent se soumettre à cette règle ; leur intérêt les pousse à ne pas restreindre volontairement le nombre des adhérents.

M. Gide (3) cite l'assurance coopérative à côté et différente des assurances à forme anonyme ou mutuelle. Cette assurance n'est

(1) RAJON, thèse citée, p. 39.

(2) WHAL, loc. citée, p. 207.

(3) *Econom. polit.*, GIDE, p. 829.

en somme que l'assurance capitaliste, sous forme de société anonyme à capital variable, qui opère comme les sociétés anonymes d'assurances ordinaires, et s'en distingue en ce que ses actions sont la propriété de ses propres clients et que ses bénéfices sont la propriété des assurés-actionnaires. En matière d'épargne, cette forme ne peut exister pratiquement, car les adhérents gèrent plus aisément leurs épargnes en commun au moyen de l'association mutuelle qu'en usant de l'intermédiaire d'une entreprise qui gèrerait à forfait leurs versements même en leur en répartissant ensuite les bénéfices.

CHAPITRE II

LES TYPES DIVERS DE SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE

Ces sociétés, depuis le vote de la loi de 1913, qui a définitivement fixé leur critère et soumis leur organisation à des règles précises, ne se présentent plus sous les formes variées et multiples qui les caractérisèrent à leur début. La période de leur évolution semble terminée ; elles ont éliminé tous les éléments incompatibles avec leur nature : distribution du produit des lots entre leurs adhérents, déchéance pour les héritiers d'un sociétaire décédé, etc. Elles ne peuvent plus être confondues avec les banques de vente à crédit, les tontines, les sociétés de capitalisation. Elles se sont transformées ainsi en quelques types identiques.

Cette identité est devenue presque complète du fait que la loi de 1913 les oblige à adopter les mêmes termes dans leurs statuts, à observer les mêmes règles, à fournir les mêmes documents pour leur enregistrement. Les exigences de la loi ont encore eu pour effet d'écarter les sociétés qui n'étaient pas viables à cause d'un manque d'équilibre entre leurs charges et leurs ressources ou qui faisaient courir des dangers à l'épargne publique.

Il y a lieu de remarquer encore que parmi les sociétés constituées légalement, les besoins de l'époque actuelle semblent ne devoir se laisser développer que les sociétés familiales adaptées aux milieux professionnels et les très grandes entreprises, opérant à l'instar des sociétés commerciales qui, grâce à leurs combinaisons multiples, peuvent s'adresser au grand public et arriver à la surproduction, condition indispensable de succès.

L'examen de quelques-unes des sociétés existantes suffira à faire connaître pratiquement les entités que régit la loi de 1913, il sera utile pour déterminer l'étendue de son domaine d'application.

Parmi les nombreuses différences qui distinguent les sociétés familiales et les entreprises du titre II, celles qui apparaissent le plus vivement dans l'analyse de leurs statuts sont d'abord la sim-

plicité de leur administration réduite aux organes indispensables et l'emploi de l'opération d'épargne réduite à la simple constitution d'un capital. Les grandes sociétés se distinguent, au contraire, par les multiples opérations entreprises : constitution de capital, de dot, de rentes viagères, prêts et avances sur contrats, constructions de maisons. Le décret du 10 septembre 1915 n'a cependant permis qu'aux sociétés d'épargne immobilières les avances sur contrats, prêts hypothécaires, ouvertures de crédit.

Nous ne mentionnerons qu'une société familiale, l'« Economie Oullinoise », une des plus anciennes de la région lyonnaise. Comme pour la plupart des petites sociétés, la déclaration de guerre l'a empêchée de former des nouvelles séries, donc d'adopter des statuts nouveaux en conformité de la loi de 1913. Les lots échus sont encore distribués aux adhérents, s'ils sont supérieurs à 20.000 francs, au prorata des parts, aussitôt après encaissement (art. 15 de ses statuts). Cette remarque faite, les statuts de l'« Economie », quoique antérieurs à 1913, nous montrent une société conçue d'après les principes de mutualité pure qui caractérisent les petites sociétés. Elle se nomme « Société d'économies capitalisées » ; elle a pour but l'acquisition exclusive de valeurs à lots françaises. Les adhérents sont groupés en séries ayant leur portefeuille spécial, d'une durée de cinq ans. Les cotisations sont mensuelles et de 3 francs ; chaque sociétaire peut posséder plusieurs parts dans chaque série. Les frais généraux sont couverts par un droit d'inscription de 1 franc pour chaque part. Les adhérents peuvent, au cours de l'existence d'une série, souscrire une part en payant les cotisations échues et la plus-value acquise par les autres parts du fait de la capitalisation déjà effectuée et les lots échus.

Des remboursements anticipés de parts pourront être effectués à toute époque, sans attendre la liquidation quinquennale pourvu qu'ils ne soient pas trop nombreux pour entraîner des ventes de titres ; ils comprendront la valeur intégrale des parts, cotisations capitalisées et part des lots échus. Les sociétaires en retard pour leurs cotisations seront frappés d'une amende de 0 fr. 25 par mois ; après 6 mois ils seront remboursés intégralement. Aucune retenue à l'encontre des héritiers d'un sociétaire décédé, ils sont eux aussi intégralement remboursés. Une amende de 1 franc est prévue contre les adhérents qui n'assistent pas aux assemblées générales.

L'administration est gratuite ; elle comprend sept administrateurs, élisant un président, qui dressent un inventaire remis à tous les sociétaires indiquant les valeurs de la société et leur cours moyen. Il y a en plus des administrateurs suppléants, trois censeurs ayant le droit de convoquer une assemblée extraordinaire. Les assemblées ordinaires sont annuelles ; toute discussion politique ou religieuse est interdite aux réunions.

La Fourmi.

C'est la plus ancienne société d'épargne, qui donna naissance à toutes les autres « fourmis », nom sous lequel on désigna longtemps toutes les sociétés d'épargne ; c'est elle qui la première pratiqua le contrat d'épargne bien distinct de celui de capitalisation.

Il est intéressant de l'étudier à ce point de vue et aussi parce qu'elle a toujours conservé, depuis, son caractère spécial qui la distingue de toutes les autres sociétés ; elle est restée, en effet, une société familiale gérée gratuitement, sans être restreinte à un groupement professionnel ni une société de « marchand de vin », tout en recevant de nombreux capitaux et s'étendant à toute la France, à l'instar des grandes entreprises. Ce caractère mixte se constate dans son mode d'administration, dans son organisation, dans ses combinaisons.

Administration. — Elle n'a pas eu à solliciter l'enregistrement prévu par le titre II, car la durée de sa capitalisation n'excède pas 15 ans et son administration et sa gestion sont gratuites. Tous les sociétaires font partie de l'assemblée générale annuelle, sans que la souscription d'une souscription minima soit exigée (art. 22 de ses statuts.) Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée (art. 25). Le conseil d'administration est composé de 12 membres dont les fonctions sont gratuites (art. 17) ; un comité de censeurs est aussi prévu qui n'ont aucune rémunération pour leur travail de contrôle (art. 21.) Le directeur n'est que l'agent du conseil, sans pouvoir ni intérêt personnel au regard de la constitution ou de la gestion de la société ; il est chargé de l'administration dans les limites déterminées par le conseil (art. 18 bis) et ses appointements ne peuvent dépasser 12.000 francs l'an. La Fourmi n'est donc en aucune façon visée par l'art. 9 de la loi de 1913 ; il est à remarquer qu'elle n'a aucune dépense de premier établissement.

Dans le compte rendu de son assemblée générale extraordinaire du 1^{er} avril 1914, son directeur, M. Bolle, eût soin d'expliquer que la Fourmi, n'étant pas soumise à l'enregistrement par la nature de ses opérations, ne le demanderait pas pour jouir du simple avantage moral qu'il procure, car elle n'a pas besoin d'un brevet d'honorabilité. De plus, ainsi que nous avons eu à le remarquer à propos du placement de l'actif des entreprises, l'enregistrement oblige ces sociétés à des transferts coûteux, tous leurs titres devant être mis au nominatif.

Organisation de son fonctionnement. — Les versements sont les mêmes qu'à l'époque de sa fondation : 3 francs par mois, soit 360 francs en dix ans, qui constituent la part souscrite. Les adhérents sont toujours groupés par séries : la Fourmi ne procède pas par comptes individuels.

Cependant une grande partie de son organisation dut être modifiée en 1914, par l'assemblée extraordinaire du 1^{er} avril, conformément à la loi de 1913, dont l'art. 13, § 1, oblige toutes les sociétés émettant des séries nouvelles d'épargne postérieurement à sa promulgation à se mettre en conformité avec ses prescriptions. L'analyse des modifications des statuts de la Fourmi nous sera, en même temps, un exemple de la soumission des sociétés d'épargne à la loi et de leur transformation.

1° Les droits d'adhésion de 5 francs par part (art. 5 des nouveaux statuts) et les indemnités perçues pour cause de retard dans le paiement des cotisations sont conservés ; mais le montant n'est plus affecté aux frais généraux, il est capitalisé et sera liquidé entre les parts souscrites. Tout sociétaire en retard de 6 mois pour son versement, un mois après une mise en demeure par lettre recommandée, se verra rembourser sa part après une retenue de 20 % (art. 7, § 3.)

2° Les frais généraux de l'association sont payés par un prélèvement fixé d'avance, échelonné sur chaque versement annuel ; donc pas d'imputation des frais de gestion sur les premiers versements. Ce prélèvement est fixé en principe à 15 % des cotisations versées. Le compte frais généraux ne reçoit plus, comme autrefois, crédit des droits d'entrée et des indemnités de retard ; l'excédent des dépenses sur ces recettes spéciales n'est plus amorti au prorata du capital encaissé par les séries qui, outre les cotisations, comprenait les coupons, les lots et produits divers.

3° La situation et les droits d'un sociétaire venant à décéder sont exactement ceux du défunt auquel ils sont substitués de plein droit (art. 12.) Ils peuvent à leur gré soit continuer pour leur propre compte les engagements de leur auteur, soit demander le rachat, sans avoir à subir de retenues. La Fourmi remboursait immédiatement autrefois aux ayants droit du défunt la valeur du ou des contrats souscrits par lui.

4° Livrets remboursés avant la date de liquidation des séries, soit pour cause de retard dans les paiements des cotisations, soit sur demande. Les retenues frappant les défaillants et les démissionnaires ne porteront plus que sur les cotisations versées (art. 7), au lieu de porter sur la valeur intégrale des livrets : cotisations et plus-value.

5° Le maximum des disponibilités à conserver en caisse avant placement est fixé à 150.000 francs (art. 15.)

6° La personnalité civile ayant été accordée par l'art. 4 de la loi de 1913 aux sociétés d'épargne, les pouvoirs statutaires du conseil d'administration de la Fourmi sont spécifiés dans l'art. 18. Les signatures de tous les administrateurs, mais seulement celles de deux ou plusieurs directeur ou administrateurs sont exigées pour le retrait de tout ou partie des titres.

7° Le placement de l'actif peut être fait non seulement en obligations de la Ville de Paris ou du Crédit Foncier de France, mais en toutes valeurs prévues par le décret rendu en exécution de l'art. 12 de la loi (art. 14.)

Combinaisons. — En conservant comme mode de groupement des adhérents la série de dix ans formée par des parts de 360 francs, la Fourmi est arrivée à fournir des combinaisons très souples que l'on ne trouve pas d'ailleurs dans les grandes entreprises. Toutes reposent uniquement sur la constitution d'un capital, pouvant servir de dot ou de retraites, mais elles ne comprennent pas la construction de maisons qui n'est toujours, comme avant 1913, que le fait des sociétés à caractère financier.

Pour la constitution d'un capital, l'adhérent de la Fourmi peut souscrire plusieurs parts dans chaque série. Il peut aussi soit effectuer ses versements tous les mois, soit payer d'un seul coup toutes les mensualités à échoir ; ce dernier système est celui des parts libérées par anticipation, et dans ce cas, l'adhérent se voit bonifier 42 francs nets d'intérêt par part, il versera 318 francs au lieu de 360. Il peut aussi, au cours même de l'existence d'une série, souscrire une part qui aura droit à la répartition comme les autres, à condition d'acquitter tous les versements déjà échus et la plus-value acquise pour chaque part de cette série depuis sa création, en un mot « de se mettre au pair. »

La constitution d'un revenu ou d'une retraite est assurée par la Fourmi, sans qu'au moment de la liquidation de la série il soit besoin de verser le produit de cette répartition à une caisse d'Etat qui fournira la retraite. Voici la combinaison adoptée : L'adhérent souscrit dans dix séries consécutives une ou plusieurs parts, acquittées par mensualités ou libérées d'avance à son gré. A l'échéance de chacune des dix séries, il touchera pendant dix ans successifs un revenu constitué par chaque liquidation. Pour faciliter l'adhérent et ne pas lui imposer le surcroît progressif de charges auxquelles il aurait à faire face en payant la huitième année de l'opération par exemple, les mensualités de huit séries, la neuvième année celles de neuf séries, etc., la Fourmi, depuis 1886 lui permet de solder les cotisations des 10 séries dès la première année par un versement mensuel moyen.

Pour la constitution d'une dot à son enfant, le père souscrit au moment de la naissance une ou plusieurs parts dans une série, 10 par exemple. Il devra donc verser 30 francs par mois pendant 10 ans, soit 3.600 francs. A la liquidation, chaque part accrue des bénéfices sociaux pourra se liquider à 430 francs, soit 4.300 francs en tout. En admettant que la somme totale s'élève à ce chiffre, elle sera remployée en 14 parts libérées de la série s'ouvrant en remplacement de celle déchuë, qui seront payées 318 francs. Dix ans

plus tard, à vingt ans de date, ces 14 parts étant liquidées au même taux, c'est-à-dire à 430 francs chacune, fourniront une dot qui sera de 6.020 francs. Si le père veut verser durant 20 ans la mensualité de 30 francs, il souscrira la onzième année dix parts nouvelles et l'enfant aura sa dot constituée par le produit de la liquidation de 24 parts.

La Fourmi épargne a créé une filiale : « La Société immobilière anonyme », non dans le but de construire des maisons à bon marché, mais pour permettre à ses adhérents de placer le capital constitué par la répartition des séries en actions immobilières de tout repos de la « Fourmi immobilière ». La Fourmi a encore une autre filiale : « la Fourmilière », qui pratique l'assurance mutuelle populaire sur la vie. La « Fourmilière », qui vit sous le régime de la loi du 17 mars 1905, pratique une combinaison très usitée par les sociétés qui font et l'assurance-vie et la capitalisation. C'est la réalisation de l'assurance-mixte par la souscription cumulée d'un nombre égal de parts de la Fourmilière-vie et la Fourmi-épargne.

La Société d'Epargne des Retraites.

Parmi les entreprises du titre II, cette société est la plus ancienne, puisqu'elle date de 1890 ; c'est une grande société à caractère financier, disposant de plusieurs millions, pratiquant la plupart des opérations d'épargne et pouvant même s'étendre aux pays étrangers. En un mot elle réunit tous les caractères qui distinguent depuis leur origine les entreprises que la loi a soumises à l'enregistrement.

Son *administration* est ainsi organisée : L'assemblée générale ne se compose que des sociétaires qui ont souscrit un contrat dont le minimum de valeur est de 5.000 francs. Les autres souscripteurs peuvent se réunir pour former le chiffre nécessaire et se faire représenter par l'un d'eux (art. 54 des statuts.) Les fonctions d'administrateur et de membres de la commission de contrôle sont gratuites (art. 41 et 67), le directeur et les sous-directeurs touchent des appointements (art. 14.) Aucun fonds de premier établissement, aucune société de gestion ; mais la société n'est pas gérée gratuitement, puisqu'il existe une rémunération relative à la constitution, au sens de l'art. 9 de la loi, sous forme de 1.200 parts de fondateurs, transmissibles, bénéficiant chacune de 1/2.000 du droit de 1 % accordé sur le montant brut des capitaux souscrits durant toute la durée de la société (art. 69.) En 1912, il a été créé, en outre, 200 parts bénéficiaires au porteur, qui ne sont pas autre chose que des parts de fondateurs rémunérées par 1 $\frac{1}{2}$ % du montant des souscriptions (art. 70 et 14, § 2.) Ces parts devront désor-

mais être rémunérées en tant que frais généraux sur le tant pour cent spécifié pour ces frais.

L'organisation de son fonctionnement offre cette particularité, de plus en plus fréquente dans les grandes sociétés : la « Société des Retraites » n'opère pas par séries, mais par compte individuel. Ce compte a la forme d'un livret dont un des deux exemplaires est remis à l'adhérent. Ce dernier colle à chaque mois sa quittance de versement sur la case réservée ; elle constitue la mention des versements successifs. Le compte contient de plus le chiffre de la part proportionnelle qui revient à chaque adhérent au bout de l'année, sur les intérêts, lots et tous les bénéfices sociaux. Il contient encore l'indication de la part de chacun pour contribution aux frais généraux. Chaque exercice annuel qui est clos amène la liquidation des contrats échus dans l'année ; la répartition entre les bénéficiaires se fait par la simple addition de chaque capitalisation annuelle (art. 21.)

Les versements ne peuvent être moindres de 5 francs par mois, la durée de la capitalisation est de 10, 15 ou 20 ans. Les frais généraux sont de 15 % du montant de la souscription ; il est spécifié qu'ils s'effectueront en totalité sur les premiers versements (art. 14.) Si le quart du montant de la souscription est versé, l'adhérent peut demander le rachat ; les sommes : capital, intérêts et bénéfices sociaux, qui lui seraient acquises à ce moment et qu'il ne devrait toucher qu'à la liquidation définitive de son compte lui seront escomptées, déduction faite des charges sociales au taux simple de 4 % pour le temps à courir jusqu'à la liquidation (art. 26.) La déchéance en cas de retard est prononcée et tous droits annulés, s'il n'a pas été versé au moins 15 % du montant de la souscription ; les droits sont réduits s'il a été versé plus de 15 %. La valeur de réduction est égale à la valeur de rachat escomptée à 4 % comme ci-dessus.

Les *opérations* de constitution de capital, de dot, de retraites ou de rentes viagères sont des plus simples dans la « Société des Retraites » ; c'est le capital acquis au jour de la liquidation qui sert de dot pour un enfant, qui à la demande de l'adhérent est versé par la société à titre de capital aliéné à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (art. 23.) Le mécanisme du contrat immobilier demande quelques développements, car toutes les sociétés d'épargne faisant la construction de maisons en font usage. Il consiste essentiellement dans une ouverture de crédit avec remboursement par acomptes. A titre de garantie, l'adhérent qui veut obtenir une maison, doit d'abord souscrire un contrat d'épargne représentant une souscription d'une valeur égale à la moitié de la maison et avoir acquitté effectivement sur ce contrat en un ou plusieurs versements, la moitié de la somme souscrite, soit le quart

de la valeur de l'immeuble. Du jour où ce quart est acquis, la maison est construite d'après les plans et le prix fixés par l'adhérent, suivant les disponibilités de la société qui doit, en effet, disposer des trois autres quarts à payer aux entrepreneurs. Aussi, pour se couvrir avant de livrer la maison, la société exige que l'adhérent signe un acte notarié d'ouverture de crédit par lequel il s'engage à rembourser par fractions échelonnées convenues dans l'acte le prix et tous les frais de la construction, plus un intérêt dont le taux sera celui du Crédit Foncier plus 1 %. Pour s'assurer cet amortissement, la société prend une inscription hypothécaire de premier rang. L'adhérent doit encore 1 % du coût de l'immeuble pour frais généraux de la section immobilière. Il est à remarquer que le décret du 10 septembre 1915 a consacré ce mécanisme d'ouverture de crédits hypothécaires déjà en usage dans toutes les sociétés de constructions de maisons, puisqu'il décide que « ces avances peuvent être portées à 75 % de la valeur de l'immeuble, si le total des sommes versées par l'adhérent et portées à son compte atteignent au moins le quart de cette valeur. »

Si les sociétaires n'apportaient pas leur terrain, comme c'est obligatoire dans le cas précédent, il existe un autre genre de contrats, très peu employé cependant. Le quart de la valeur de l'immeuble étant versé, les maisons construites sont louées à bail avec promesse de vente, le locataire paye, outre les acomptes sur le prix de la promesse de vente, un loyer dont le prix est fixé par le contrat de promesse de vente.

La « Société des Retraites » n'emploie pas directement une partie de son actif en prêts hypothécaires en vue d'ouvertures de crédit pour la construction d'immeubles. La capacité civile des sociétés d'épargne étant controversée, elle a créé en 1903 une filiale, la « Société foncière », à forme anonyme, qui consent en son nom les ouvertures, mais la Société d'épargne admet dans son portefeuille un certain nombre d'obligations. Les sociétaires qui demandent une maison peuvent obtenir l'emploi direct de leurs versements aux constructions de la Société foncière.

CHAPITRE III

COMPARAISON AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS

DE PRÉVOYANCE

L'époque contemporaine se caractérise par une multiplication rapide des moyens de production, plus rapide encore des capitaux, Mais les besoins se font aussi plus nombreux et plus pressants que jadis et il faut absolument faire large part de l'avenir. Le moment présent a rendu plus nécessaires que jamais d'abord l'économie indispensable pour réparer les pertes de capital et d'énergie et ensuite la prévoyance qui aménage le futur et s'en rend maîtresse. La vie s'est compliquée, d'individuelle elle est devenue sociale, la prévoyance doit donc y jouer un grand rôle, devenir un des fondements de la société. Aussi voyons-nous une multiplicité d'institutions destinées à mettre en œuvre cette prévoyance, très diverses puisqu'elles doivent, pour le faire efficacement, s'adapter à des besoins très différents.

Il importe de fixer nos sociétés parmi le monde des institutions de prévoyance, non pas tant pour en analyser la valeur au point de vue de l'économie sociale que pour rechercher au point de vue juridique le domaine qui a été fixé par la loi aux sociétés d'épargne, par comparaison avec les autres institutions les plus semblables.

Nos sociétés ont leur origine dans la Caisse d'épargne et l'assurance-vie ; elles en contiennent par suite les éléments intrinsèques simplement modifiés et adaptés dans un but différent. C'est très justement que M. Gide les a définies « des Caisses d'épargne sous la forme d'associations mutuelles. » Une longue pratique a fait, d'autre part, que pour les sociétés d'assurance-vie, spécialement, puis les tontines et les sociétés de capitalisation, nombre de questions d'application pratique ont été résolues ; leur similitude avec

les sociétés d'épargne permet d'adopter pour ces dernières les mêmes décisions jurisprudentielles. Nos sociétés complètent encore l'œuvre de prévoyance des sociétés de secours mutuels, avec qui elles ont de nombreux points de contact, parfois si étroits qu'on hésite à décider quelle législation doit être appliquée.

Notre comparaison portera donc sur la Caisse d'épargne — les sociétés d'assurance-vie (tontines) et de capitalisation — les sociétés de secours mutuels. Nous ne nous occuperons pas des institutions d'Etat : retraites des fonctionnaires, pensions et autres institutions publiques destinées à faciliter et encourager la prévoyance, telles que la Caisse d'assurance en cas de décès, la Caisse des retraites pour la vieillesse, les retraites ouvrières. Elles n'ont qu'un rapport général de but commun avec nos mutuelles, institutions privées et libres. La différenciation nous est connue de nos sociétés avec celles dites « de prévoyance », limitativement prévues par la loi du 3 février 1902 et avec les nombreuses sociétés immobilières régies par les lois du 12 avril 1906 et du 10 avril 1908, dites sur les habitations à bon marché.

SECTION I

COMPARAISON AVEC LA CAISSE D'ÉPARGNE (1)

Toutes les institutions favorisant l'épargne se ramènent naturellement à la Caisse d'épargne : elle est à l'origine de nos sociétés et de toutes celles créées pour satisfaire aux nécessités nouvelles de la prévoyance ; pendant longtemps elle fut l'unique instrument d'épargne et en reste encore le plus important, tant à cause du chiffre des sommes qui lui sont confiées que des services qu'elle rend ; pour une grande partie du public elle incarne l'épargne. C'est qu'elle la met en œuvre pleinement avec toutes ses particularités ; en cela la Caisse est semblable aux sociétés d'épargne. Mais elle en diffère complètement dans les modes et le mécanisme de ses opérations. C'est dans l'examen de ces différences qu'apparaît principalement l'étendue des domaines bien distincts de ces institutions.

Leur comparaison nous les montre d'abord identiques, comme pratiquant toutes deux l'épargne spéciale avec les particularités que l'on trouve dans toutes les institutions d'épargne. En effet, la Caisse a été créée pour les petites épargnes et pour celles-là seulement, puisqu'elle limite le chiffre des dépôts qui lui sont confiés. Elle encourage les épargnes les plus minimales, la caisse scolaire

(1) M. H. CLUZEL, dans le *Journ. des Assurés* du 1^{er} janv. 1914, a publié une étude sur « Les Caisses d'épargne et les Sociétés d'épargne », à laquelle nous nous sommes souvent référés.

admettant des dépôts inférieurs à un franc.— Leur institution répond à la recherche du maximum de sécurité, puisque la plus haute garantie possible, du moins dans l'esprit du législateur, celle de l'Etat, est donnée aux épargnants, puisque l'intérêt est fixe afin d'écarter ceux qui recherchent la spéculation et le gain. — C'est elle qui a inauguré l'emploi des intérêts composés comme mode très sûr de l'accroissement des capitaux épargnés. Elle a à sa base l'emploi de la capitalisation. — Elle gère collectivement les sommes qu'elle détient des épargnants, trop petites souvent pour trouver des emplois rémunérateurs. Cependant, et c'est la principale différence que nous noterons avec nos sociétés, elle ne les gère pas par le moyen de l'association libre, de la mutualité qui fait participer un même groupe d'épargnants aux résultats d'une même capitalisation.

Ainsi, comme nos sociétés, la Caisse applique l'épargne s'opposant à l'assurance qui, par essence, est aléatoire, qui ne distribue les produits des sommes épargnées qu'à ceux qui se trouvent dans l'éventualité prévue. Mais la pratique de cette épargne se fait d'une façon autre dans la Caisse que dans les sociétés d'épargne et nous révèle un certain nombre de différences entre ces deux institutions.

§ 1. *Taux de l'intérêt.*

Ce taux est assez bas dans la Caisse ; elle ne peut, en effet, gérer elle-même et faire fructifier les fonds des déposants, et se trouve dans l'obligation, depuis 1837, de les verser à la Caisse des dépôts et consignations, c'est-à-dire de les placer en compte courant au Trésor. Cette Caisse des dépôts est une institution d'Etat chargée de recevoir certains dépôts, faits obligatoirement entre les mains des fonctionnaires qui la dirigent ; les résultats de chacun de ses exercices sont prévus et versés au budget ordinaire de l'Etat. Elle emploie tous les fonds des Caisses d'épargne exclusivement soit en versements en compte courant au Trésor, soit en achat de rentes de l'Etat français. Pendant longtemps la rente donna plus de 4 %, et ce taux d'intérêt était rémunérateur, car elle ne versait que 4 % aux Caisses d'épargne qui donnaient elles-mêmes 3 % aux particuliers. Mais par suite de la baisse du loyer de l'argent, de l'intérêt fourni par la rente, une loi du 26 décembre 1892 décida que l'intérêt varierait annuellement et serait fixé chaque année par décret, d'après la moyenne du rendement des placements durant l'année écoulée. Actuellement, d'après cette loi sur l'intérêt variable servi par la Caisse des dépôts, les Caisses privées sont autorisées à prélever de 0,25 à 0,50 % du compte des déposants. Cette somme couvre les frais d'administration ; si elle leur est supérieure, le reliquat accroît la fortune privée des caisses et est affectée au fonds de réserve et de garantie. L'intérêt moyen servi par la Caisse des dépôts a été ces dernières années de 3,25 envi-

ron, celui servi aux déposants de 2,75 à 3 francs. L'intérêt bonifié aux caisses d'épargne ordinaires par la Caisse des dépôts a été fixé pour 1920 à 4 %, celui servi par les caisses aux déposants à 3,75 %. La loi impose à la Caisse d'épargne postale de servir un intérêt de 0 fr. 25 inférieur à celui des caisses privées, voulant ainsi les protéger contre la concurrence que pourrait leur faire une institution d'Etat. Cet intérêt se trouve donc de 3,50 environ.

Le taux fourni est dans tous les cas nettement inférieur à celui des placements ordinaires. Les fonds, il est vrai, jouissent de la garantie la plus absolue de l'Etat et sont remboursables à vue. Cependant tous les économistes sont d'accord pour critiquer ce mode de placement unique. « Un placement sûr, même très sûr, est d'ailleurs moins sûr qu'un placement réparti entre plusieurs catégories de valeurs (1). » Les caisses d'épargne, en Italie, peuvent depuis longtemps employer en placements hypothécaires une partie de leur fonds ; en France, tout l'argent épargné va s'engloutir dans l'océan de la dette publique, la loi du 21 juillet 1875 a bien accordé à la Caisse des dépôts de placer les fonds des caisses d'épargne en obligations de chemin de fer, emprunts de villes, mais c'est loin d'être la liberté pour ces dernières. Il est imprudent pour l'Etat d'avoir le dépôt de plus de quatre milliards, représentant toute l'épargne publique. La réserve, dite de sauvegarde, par laquelle l'Etat peut limiter les retraits à 50 francs par quinzaine, ne suffirait pas en cas d'ébranlement de son crédit (2).

Il résulte, sans doute, de ces critiques justifiées que des sociétés privées, comme celles d'épargne, sont indispensables dans le pays ; elles utilisent l'épargne française en des placements plus variés, souvent aussi sûrs et toujours plus rémunérateurs. La loi leur permet (L. 1913, art. 12) de faire librement tous placements immobiliers ; elles peuvent, pour leur patrimoine mobilier, acquérir toutes les valeurs prévues par un règlement d'administration publique (D. 10 sept. 1915), qui s'est montré d'ailleurs très large. Le rendement qu'elles obtiennent leur permet ainsi de faire fructifier très sûrement, mais à un taux plus élevé que la Caisse d'épargne, les épargnes de leurs adhérents.

§ 2. *Limitation du capital à constituer.*

Chaque compte de Caisse d'épargne ne peut excéder 5.000 fr. (3), exception est seulement faite pour les sociétés de bienfaisance et de secours mutuels ; on ne peut non plus se faire ouvrir plusieurs comptes aux caisses privées ou nationale. Les dépôts ont été ainsi

(1) BERTHÉLEMY, *Traité de Droit admni.*, p. 782.

(2) GIDE, *Econ. polit.*, p. 823.

(3) Loi du 18 octobre 1919.

limités afin que la Caisse ne puisse être utilisée comme une banque de dépôt lucrative et commode.

Mais à l'heure actuelle, par suite des événements, la circulation fiduciaire a crû dans de telles proportions, la valeur de l'argent a diminué de telle façon que le livret d'épargne, même de 5.000 fr., ne peut constituer un capital de réserve eu égard aux besoins sociaux de notre époque.

De nombreux capitaux sont donc disponibles par suite du refus de la Caisse d'épargne, qui iront à nos sociétés appelées ainsi à compléter son œuvre. Elles ne limitent pas, tout au contraire, les placements de leurs adhérents, qu'elles s'efforcent d'amener à constituer des livrets dans chacune des combinaisons variées qu'elles leur proposent : constitution d'une retraite, d'une dot pour les enfants, acquisition d'une maison, etc. Elles répondent à tous les désirs de leurs adhérents, quel que soit l'emploi qu'ils veulent donner à leur épargnes, quelque élevées qu'elles soient, puisqu'ils peuvent se faire ouvrir plusieurs livrets ou s'adresser à leur choix à des sociétés différentes.

§ 3. *Faculté de retrait.*

Dans la Caisse d'épargne les retraits de fonds s'accomplissent, comme les versements, sans aucune formalité, à vue ; cette faculté n'est limitée que par la réserve de sauvegarde qui ne jouera qu'exceptionnellement. Les incapables, femmes mariées, mineurs, interdits, etc., peuvent sans l'intervention de leur représentant légal, verser ou retirer leurs fonds. La facilité des retraits s'ajoutant au taux peu rémunérateur de l'intérêt, à la limitation des dépôts, fixe le caractère de la Caisse qui ne peut être qu'un lieu de dépôt provisoire ; les versements y sont justement appelés des dépôts et jamais des placements, ils ont l'utilité d'une petite réserve pour les cas imprévus, mais ne peuvent servir à une constitution de capital. « La Caisse d'épargne, a-t-on dit, n'est pas et ne doit pas être un lieu de repos définitif pour l'argent, c'est un lieu de passage, le déposant l'y met en sûreté avec la pensée de l'utiliser plus tard. » (1) Mais la facilité des retraits entraîne nécessairement, comme conséquence, une facilité correspondante de dépense ; le dépôt fait à la Caisse peut être employé pour satisfaire à une simple tentation, aussi bien qu'à un besoin urgent ; c'est même dans le premier cas, qu'en une seule occasion sera dissipé tout le produit d'une longue économie. La capitalisation demande de longues années pour être fructueuse et tout le fruit en est perdu si elle est arrêtée dès son origine, si l'épargnant vient l'interrompre par des retraits qu'à son sens il juge indis-

(1) Article de M. CLUZEL, précité.

pensables. Ce dernier a pu se promettre de remplacer au plus tôt le prélèvement qu'il vient de faire ; il ne sera poussé que par sa bonne volonté, le désir d'économiser, qu'une simple difficulté, une nouvelle occasion de dépense suffira à annihiler. Il n'aura pas le souci de contribuer à une capitalisation en cours, ne destinant pas son dépôt à un placement avec un but précis.

La situation de l'adhérent dans une société d'épargne est bien différente. Qu'un jour il ait senti la nécessité d'épargner pour se créer un capital qui sera la dot de son enfant ou le patrimoine de ses vieux jours, qu'il ait non pas même épargné dès ce jour, mais se soit simplement engagé envers une société d'épargne à verser une petite cotisation, cela suffit pour que cette promesse d'épargne devienne une réalité, une obligation d'exécuter fidèlement chaque année ses versements de prévoyance. Ses fonds ne sont pas placés en dépôt, mais en vue d'une thésaurisation productive ; son intérêt l'obligera à ne pas apporter du retard au paiement de ses cotisations, car il encourrait des déchéances, des amendes, à ne pas demander le remboursement de son livret, car il ne ferait ainsi que procurer à son détriment des avantages aux autres sociétaires. En un mot, du jour de son adhésion il est tenu à l'économie forcée. Cette économie a d'ailleurs pour lui un but précis, auquel il doit arriver méthodiquement, peut-on dire, puisque chaque année il doit prévoir et préparer l'argent de sa cotisation. S'il oublie, la société envoie quelqu'un toucher le versement à domicile, après avoir rappelé l'engagement par lettre recommandée ; ses agents sont intéressés à ce que l'adhérent libère sa quittance, évite tout retard, n'exige point le remboursement de son livret. La capitalisation s'effectue et continue en quelque sorte malgré l'épargnant lui-même.

§ 4. *Caractère mutualiste.*

La Caisse d'épargne est une institution publique de prévoyance, gérée administrativement par des fonctionnaires de l'Etat ou des municipalités, qui n'ont pas d'intérêt à attirer le public et se contentent d'attendre la clientèle derrière leurs guichets. L'opération faite par la Caisse n'est pas autre chose qu'un prêt à intérêts fixes ; comme tout prêt entre particuliers, il croît uniquement par l'anatocisme, la capitalisation des intérêts. Mais cette capitalisation n'est pas collective, les dépôts de tous les épargnants ne forment pas un bloc unique produisant des intérêts communs, d'autant plus élevés que les sommes placées sont plus importantes, partant plus productives ; ils sont chacun dans un compartiment isolé où l'accroissement est aussi lent qu'il est sûr, l'épargnant seul a droit à toute éventualité à son pécule.

Les sociétés d'épargne sont des institutions privées, fondées et administrées librement par les épargnistes, qui trouvent ainsi plus d'attrait à confier leurs économies à une société de leur fondation ou au moins de leur choix. Ils s'intéressent à sa prospérité, ils peuvent être membres de son conseil d'administration, dans les sociétés familiales tout au moins ; ils s'initient par là aux affaires, aux calculs d'intérêts composés, ils apprennent comment se font les placements. Ils deviennent des prosélytes, cherchent à attirer leurs amis dans la même société dont ils vantent les avantages ; ils se retrouveront à ses réunions. Dans ces sociétés l'argent de chacun fructifie et se capitalise en commun, tous les membres d'une même série sont mutuellement solidaires les uns des autres, profitent ensemble des placements avantageux de la série, des bénéfices sociaux, plus-values procurées par les amendes, indemnités pour retards, etc. Le produit de la capitalisation y est donc variable suivant les taux d'intérêts touchés, et les sociétés ne peuvent prendre d'engagements déterminés. Les adhérents possèdent, en effet, non une obligation, comme les porteurs d'un livret de Caisse d'épargne, créance fixe résultant d'un prêt, mais une part d'associé, une véritable action à dividendes variables.

§ 5. *Variété des combinaisons.*

La Caisse d'épargne répond à une nécessité dans l'organisation sociale : c'est à elle qu'est dévolu le rôle indispensable de conservation facile et sûre, de fructification immédiate des petites économies, dont la réalisation rapide permettra d'atténuer bien des détresses d'autant plus graves qu'elles sont plus subites. En combien de cas le secours immédiat seul est efficace ! Mais le rôle de la Caisse doit se borner là, elle ne peut satisfaire aux besoins impérieux sans cesse accrus de la prévoyance contemporaine.

Elle n'a qu'un domaine limité étroitement, tandis que c'est l'essence des sociétés d'épargne d'organiser la prévoyance pour des buts très variés, très précis en même temps, qui stimuleront les épargnants toujours plus portés à se constituer une retraite, à constituer une dot pour leurs enfants, etc., qu'à économiser dans la seule pensée de prévoyance.

« La Caisse d'épargne, a-t-on dit justement, est le mode de prévoyance le plus rudimentaire et celui qui se présente d'ordinaire le premier à l'esprit du travailleur ; elle représente le premier degré de l'éducation financière du peuple ; elle sert de point de départ, et non de but final dans la voie de la prévoyance. (1) »

(1) Conférence faite par M. Bolle, citée.

SECTION II

COMPARAISON AVEC LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE-VIE (tontines et de capitalisation)

L'étude des dispositions de la loi de 1913, calquées sur celles des lois de 1905 et de 1907, montre l'identité presque complète des règles de fonctionnement des trois genres de sociétés que ces lois régissent. La raison en réside dans les nombreuses relations qui les unissent : leur but est identique, leurs caractères intrinsèques sont parallèles, leur nature juridique tellement semblable qu'on a pu les ranger sous une forme juridique spéciale, l'association à but économique et professionnel (1).

Il est utile cependant de les différencier, car si toutes font appel à l'épargne publique, capitalisent les fonds dont la gestion leur est confiée, les modes de répartition qu'elles adoptent sont dissemblables. Leur comparaison, spécialement à ce dernier point de vue, est le complément nécessaire de l'analyse des caractères de la société d'épargne, tant pour fixer leur critère distinctif que le domaine qui leur est assigné par la loi.

Quel est le critère de distinction de ces trois institutions ? M. Planiol définit l'assurance-vie : « Un contrat par lequel l'assurance, moyennant une prime annuelle ou unique, promet à l'assuré ou à ses ayants droit une somme d'argent sous certaines éventualités dépendant de la vie ou de la mort d'un assuré ou d'un tiers. (1) » Si l'on essaye d'appliquer cette définition aux sociétés de capitalisation et d'épargne, dont les caractères constitutifs nous sont déjà connus, de suite apparaît la différence fondamentale résultant de leur nature même. En matière de capitalisation, l'éventualité qui détermine l'ouverture et le montant du remboursement à l'adhérent est le tirage au sort, même quand le remboursement n'a lieu qu'au terme du contrat. Car l'adhérent qui n'a pas eu la chance de voir sortir avec un lot son bon de capitalisation a ses droits au produit de la capitalisation commune mathématiquement diminués de tout le bénéfice procuré par le sort à ses co-associés. En matière d'épargne il n'y a plus d'éventualité proprement dite ou plutôt elle n'est que la durée plus ou moins longue de la capitalisation, durée qui détermine seule en principe le montant de la somme à toucher. Les critères de distinction sont donc les suivants : l'élément vie-humaine est le critère de l'assurance-vie, le tirage au sort celui des sociétés de capitalisation, la durée de la capitalisation celui des sociétés d'épargne.

(1) Voir H. HAYEM, *Des Sociétés civiles*, *infra*, p. 175.

(2) PLANIOL, *Dr. civil*, t. II, p. 281.

Les rapporteurs de la loi de 1913, M. Bonnevey comme M. Lourties, dans la distinction qu'ils proposent entre les trois genres d'entreprises, insistent plus spécialement sur les engagements fixes que prennent les sociétés d'assurance-vie (sauf toutefois les tontines) et de capitalisation s'opposant aux engagements indéterminés qui caractérisent nos sociétés : « Pour les entreprises visées par la loi de 1905, c'est-à-dire celles qui contractent des engagements dont l'exécution dépend de la vie humaine (assurances en cas de vie et de décès, rentes viagères), il est tenu compte à la fois des lois de mortalité et de la capitalisation des sommes encaissées ; en d'autres termes, leurs opérations ont pour base une capitalisation viagère. Ces entreprises peuvent d'ailleurs contracter des engagements fixes, déterminés (sociétés d'assurances sur la vie), ou elles peuvent se borner à tenir compte des éléments sus-indiqués dans la répartition de l'avoir accumulé pendant la période de capitalisation fixée au contrat (entreprises à forme tontinière.) Dans les entreprises de capitalisation, l'une des bases sur lesquelles repose la gestion des entreprises de rente viagère ou d'assurances sur la vie, la mortalité, disparaît et les répartitions ou engagements reposent exclusivement sur le jeu des intérêts ; autrement dit, la capitalisation est certaine pour toute la durée des contrats, mais, point essentiel, l'engagement de la société est également certain, déterminé à l'avance.

On peut résumer ces traits différentiels dans les formules suivantes :

Dans les entreprises d'assurances sur la vie, c'est la durée de la vie humaine qui sert de base aux répartitions.

Dans les entreprises de capitalisation, les répartitions se font suivant des engagements nettement déterminés quant à leur quantité ;

Dans les sociétés ou entreprises d'épargne, elles sont faites d'après les résultats de la capitalisation réalisée » (1).

M. Bonnevey résume ces caractères différentiels dans le schéma suivant :

« L'entreprise sur la vie dit :

— Verse X., à une époque déterminée ou à ta mort je te verserai X. ;

L'entreprise de capitalisation dit :

— Verse 5, dans un délai maximum de..., je payerai 100 ;

L'entreprise d'épargne dit :

— Verse 5, dans un délai de tant d'années, je payerai ce que cela aura produit. » (2)

(1) Rapport LOURTIES.

(2) Proposition BONNEVAY du 2 mars 1909.

Les deux rapporteurs ont ainsi fort bien mis en lumière les différences de nature des trois contrats qui se distinguent suivant qu'ils comportent ou non des engagements déterminés. Mais, à notre avis, ces différences découlent de l'aléa (vie-humaine ou tirage au sort) qui doit jouer le rôle de critère. Cet aléa permet d'abord de classer les tontines, comme l'exige la logique et la loi de 1905, dans les entreprises visées par cette loi, car si elles reposent sur la durée de la vie humaine, elles ne prennent aucun engagement fixe. Les entrepreneurs d'assurance-vie ou de capitalisation ne prennent d'autre part des engagements déterminés que parce que, à l'aide des calculs de probabilité reconnus sûrs, ils basent leur contrat sur l'aléa probable. Les sociétés de capitalisation, en particulier, reposent entièrement sur cet aléa, car c'est le tirage au sort qui fixe d'abord le montant des bons sortant à la loterie, et ensuite de ceux touchés au terme du contrat, ces derniers étant, avons-nous dit, exactement diminués des lots affectés aux premiers. M. Lourties, d'ailleurs, n'omet pas d'ajouter en son rapport que le hasard, jouant un certain rôle, différencie aussi, outre les engagements déterminés, les entreprises vie et capitalisation de nos sociétés.

La répartition dépend aussi, dans les trois sociétés, de la durée de la capitalisation ; mais, dans les sociétés d'épargne, cette durée intervient seule, tandis qu'elle est modifiée dans les deux autres par l'aléa. Aussi nous pensons que cet aléa constitue le critère de distinction, dont les engagements déterminés ou non ne sont qu'une conséquence.

Par application de ce critère, la tontine doit être classée comme une simple variété de l'assurance-vie. On nomme ainsi « la réunion de personnes qui forment une masse au moyen de mises particulières et conviennent qu'à la mort de chacune d'elles, sa part accroîtra aux autres, de façon que le dernier survivant soit propriétaire du total. » (1)

L'association tontinière durant jusqu'à la mort de l'avant-dernier des membres ne se rencontre plus ; une durée de dix ou quinze ans est maintenant fixée, au bout de laquelle, les survivants de la série se partageront l'avoir. Cette forme de prévoyance rentre dans l'assurance-vie, puisque c'est l'élément vie-humaine, qui détermine la nature du contrat.

Cependant, en bien des points, elle ressemble à la société d'épargne : elle ne se rencontre que sous la forme mutuelle et comprend toujours des séries ou participations distinctes à échéances successives. Le terme de chacune de ces séries détermine, comme en matière d'épargne, la distribution du produit de la capitalisation commune qui se fait dans des conditions variables pour chaque

(1) PLANIOL, *Dr. civil*, t. II, p. 640, en note.

série, impossible à déterminer le jour de la signature du contrat. Dans ces deux institutions, il ne peut donc exister d'engagements déterminés. Mais aucune confusion ne peut être faite entre elles, puisque, dans la tontine, c'est la mort de certains associés qui fixe l'ouverture et le montant de la répartition, tandis qu'en matière d'épargne, cet aléa n'influe nullement sur les droits des adhérents.

Aussi, M. Hamon a pu justement dire : « Si dans la société d'épargne existait l'élément vie-humaine, il y aurait société tontinière ; si, au contraire, l'élément vie-humaine existait dans une société de capitalisation, ce serait une assurance-vie. » (1)

Autre application du critère de l'assurance-vie : cette assurance peut être « mixte », c'est-à-dire la combinaison de l'assurance en cas de décès et de l'assurance en cas de vie. Dans le premier cas, la somme due est payable au décès de l'assuré, c'est-à-dire à ses héritiers ou autres ayants droit. Dans le deuxième, la somme sera versée, si l'assuré atteint un âge déterminé, quand l'assuré veut s'assurer des ressources personnelles, ou si son enfant atteint sa majorité, quand il désire disposer un jour donné d'un capital pour doter un enfant. L'assurance mixte est la combinaison de ces deux assurances ou plutôt, c'est une alternative, suivant le cas qui se produira. La société d'épargne, d'autre part, peut fixer le terme d'un contrat d'épargne au décès de l'adhérent, aussi bien qu'au jour de l'échéance de la série dont cet adhérent fait partie. On voit le point de contact étroit entre ces deux formes très souvent usitées par l'assurance et la société d'épargne. Dans l'une et l'autre, le décès détermine le droit au capital, s'il se produit avant un âge déterminé pour l'assuré, une durée de capitalisation fixée d'avance pour l'adhérent. En cas de vie, le paiement de ce capital deviendra exigible après un temps convenu.

Encore ici, le critère, durée de la vie humaine, marquera la différence de nature entre les deux sortes de contrats. Dans l'assurance, même dans le cas d'assurance mixte, seul l'élément vie-humaine entre dans la formation du contrat, en fournit la matière ; si on le supprime, ce contrat manque de base, puisqu'il se forme d'après le calcul des probabilités de vie ou de décès d'un certain nombre d'individus, calcul fait au moyen des tables de mortalité qui donnent la moyenne des décès à chaque âge de la vie. L'assureur, s'appuyant sur des quasi-certitudes, s'oblige à verser un capital déterminé qui correspond, suivant ses calculs, à la moyenne du produit capitalisé des primes que les assurés auront payées au moment de leur décès.

Il en est tout autrement en matière d'épargne : Peu importe le

(1) HAMON, article dans *l'Assurance moderne*, cité, p. 70.

moment du décès de l'adhérent, son éventualité ne change en rien le chiffre des cotisations qu'il aura à payer et le montant de la liquidation de son livret. Le décès fait varier uniquement la date de cette liquidation, comme toute autre cause de remboursement anticipé ; mais la capitalisation s'effectue comme d'ordinaire, sans qu'il soit tenu compte de l'âge et des chances de vie de l'adhérent. La société d'épargne ne peut donc prendre des engagements déterminés, étant donné que le résultat de la capitalisation ne peut être calculé d'avance. En un mot, il n'y a pas élément vie-humaine, il n'y a pas assurance.

La différence des critères entraîne comme conséquence une différence entre les caractères propres de l'assurance-vie, de la société de capitalisation et de la société d'épargne.

Analysant l'assurance, M. Planiol la nomme « une capitalisation collective et aléatoire » (1). Elle est collective dans les trois sociétés précédentes, à la différence de celle pratiquée par la Caisse d'épargne, en ce sens, avons-nous dit, qu'elle s'augmente de tous les bénéfices mutuels, plus-value et intérêts capitalisés, des valeurs sociales, au lieu de ne croître que par le simple jeu des intérêts composés de chaque versement isolé. Mais, elle n'est aléatoire que dans la société d'assurance où existe le risque de perte pour ceux qui vivent longtemps, et dans la société de capitalisation où le tirage au sort favorise les gagnants au détriment des autres.

En matière d'épargne, en aucun cas et par définition, une éventualité ne vient priver un adhérent du produit de la capitalisation de ses cotisations. Il n'y a enrichissement que par le jeu des intérêts composés, jamais au détriment des autres adhérents, d'après certains aléas. La société d'épargne ressemble par ce dernier caractère à la Caisse d'épargne, s'opposant aux sociétés d'assurance et de capitalisation. Aussi, à cause de ces aléas, ces deux sociétés exigent des calculs très délicats, une science financière très développée ; la loi leur impose une gestion plus stricte, la constitution de réserves mathématiques. Dans notre société l'administration des fonds est très simplifiée : l'argent des adhérents entre simplement dans la caisse de la société, pour aller former une masse de valeurs dont la composition est prévue par la loi. Aucune appréciation de risques, pas de calculs actuariels, aucune nécessité de constituer des réserves, puisque rien de précis n'est garanti à la liquidation.

De ces différences il faut conclure que les trois genres de sociétés, avant un même but, la prévoyance, l'ont simplement organisée de façon différente pour répondre à des besoins divers. Les épargnants s'adresseront à l'une ou à l'autre suivant qu'ils se pro-

(1) PLANIOL, *Droit civil*, t. II, p. 683.

poseront de laisser un capital à leur famille après leur décès, qu'ils voudront courir la chance des tirages au sort ou, au contraire, faire un simple placement avantageux, mais sans aléa. Ces différences ne doivent cependant pas faire oublier les nombreuses relations qui existent entre elles, tant au point de vue de leur organisation que de leur fonctionnement. Et il en résulte cette conséquence que les règles d'application qu'une longue pratique a fait adopter par la jurisprudence en matière d'assurance-vie valent par analogie pour nos sociétés (1).

Caractère facultatif des primes. — D'après une habitude constante en France, le signataire d'une police d'assurance-vie est libre d'interrompre puis de reprendre ses versements ; il ne peut être tenu de payer toutes les primes, qui ne constituent pas ainsi une somme unique à prélever sur ses capitaux. Les incapables qui ont la libre disposition de leurs revenus peuvent donc contracter un contrat d'assurance-vie. Il en est de même, en principe du moins, pour les contrats d'épargne, qui ne constituent pas une aliénation de capital et peuvent donc être contractés par des mineurs, des émancipés, des femmes séparées de biens. Mais si l'adhésion aux statuts d'une société familiale où les prélèvements se font sur chaque versement annuel et où les sociétaires en retard ne subissent qu'une légère retenue est un acte d'administration, il sera différemment dans les entreprises. Leurs statuts contiennent en effet, une clause de déchéance pour les adhérents qui n'ont pas versé un quart du capital souscrit.

Caractère quérable des cotisations. — La jurisprudence admet que les primes d'assurances, stipulées portables dans les contrats, deviennent quérables du fait que les sociétés les font encaisser à domicile. (Cass. 30 août 1880. D. P. 1881. 1, 464.) La preuve que les sociétés font habituellement encaisser à domicile est à la charge de l'assuré qui doit établir qu'on en a usé ainsi, spécialement à son égard. (Nîmes, 16 mars 1881.) Il doit en être de même pour les cotisations d'épargne.

Perte du livret. — Aucune loi, analogue à celle du 15 juin 1872 sur les titres au porteur volés ou perdus, n'existant pour les polices et livrets d'assurances et d'épargne transmissibles par endossement, les possesseurs peuvent se voir opposer la prescription de 30 ans. Tant qu'elle ne sera pas écoulee, les sociétés peuvent refuser de payer, afin de ne pas être exposées à payer à nouveau à un tiers porteur régulier. (D. P. 1855, 3, 34.)

Transmission du bénéfice de la créance. — Le droit qu'ont les assurés ou les adhérents vis-à-vis des sociétés constitue une

(1) V. PLANIOL, *Droit civil*, t. II, pp. 684 et suiv. : Règles diverses de l'assurance-vie.

créance civile cessible en principe, suivant les formes établies par le droit civil pour les cessions de créance. Mais la clause de transfert à ordre, par simple endossement est valable (D. P. 1879, 2, 130); les contrats d'épargne n'omettent jamais, en pratique, d'édicter en outre que les mutations, pour être valables, devront être établies sous la forme arrêtée par le Conseil d'administration, afin que le transfert soit connu des sociétés.

Contrat au profit d'un tiers. — Ce contrat est très fréquent dans les sociétés d'épargne, sous forme de constitution de dot au profit d'un enfant de l'adhérent. Il correspond à l'assurance au profit d'un tiers où l'assuré désigne lui-même, lors de la conclusion du contrat, la personne qui devra toucher le capital assuré. Ce n'est pas autre chose qu'une stipulation pour autrui (art. 1.121 C. civ.), (D. P. 1892, 1, 205) ; (D. P. 1895, 1.441.)

Il en résulte que ce contrat confère au tiers un droit irrévocable, à partir du moment où il l'a accepté. Mais, dans le cas de contrat dotal, l'enfant ne peut acquérir ce droit qu'au moment de toucher le capital, au moment de sa majorité. Or, la jurisprudence admet, pour l'assurance, la validité d'une acceptation tardive après la mort du signataire de la police (D. P. 1888, 1, 193 ; D. P. 1892, 1, 205 car il s'agit de la création directe d'une action au profit d'autrui, au titre de la gestion d'affaire. L'enfant bénéficiaire du contrat dotal a donc une action directe qui lui appartient de son chef contre la société. Sa créance n'a jamais fait partie du patrimoine du stipulant et n'est comprise ni dans sa succession, ni dans sa faillite (D. P. 1885, 1, 150).

SECTION III

COMPARAISON AVEC LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

Léon Say les nommait : « la cellule embryonnaire autour de laquelle toutes les autres sociétés de prévoyance doivent se grouper. » Elles occupent, sans aucun doute, une place prépondérante et même, la place d'honneur, parmi les institutions au service de la prévoyance ; mais, si leur utilité sociale est incontestable, elles ne détiennent pas une partie de l'épargne publique comparable à celle confiée aux Caisses d'épargne dont le chiffre des dépôts s'élève à plus de quatre milliards, tandis que les fonds des sociétés de secours mutuels ne seraient que de quatre cents millions. Les sociétés de capitalisation et d'épargne et spécialement celles d'assurances sur la vie se voient confier des capitaux infiniment supérieurs. La raison en réside dans leur nature même, car leur but est justement de ne solliciter que de très faibles cotisations, trop faibles même souvent pour les avantages qu'elles procurent.

Leur importance vient, cependant, de leur nombre (plus de 150.000 sociétés qui groupent plus de 1.500.000 mutualistes); elles fonctionnent dans toute la France et dans nombre de villages, où n'existe même pas la Caisse d'épargne postale, elles sont la seule société de prévoyance en usage. Cette importance provient, ensuite, de ce que toutes les formes de prévoyance rentrent dans leur objet : si elles pratiquent surtout l'assurance contre les risques de maladie, de chômage et de décès, elles assurent aussi des retraites, des secours pour tous les cas où l'homme est frappé par l'adversité. Leurs chefs voudraient même organiser toutes retraites et en faire l'organe de toute prévoyance.

En fait, le mot mutualité s'applique souvent exclusivement à ces sociétés qui semblent incarner, ainsi, toutes les manifestations d'entr'aide mutuelle. Les services qu'elles rendent, comme organisatrices de l'épargne dans l'intérêt public font que l'Etat les encourage, les aide par des subventions ; les sociétés nouvelles de prévoyance s'efforcent souvent de rentrer dans le domaine de leur loi organique du 1^{er} avril 1898, afin de jouir des mêmes faveurs. Aussi, nous plaçant au point de vue de leur comparaison avec les sociétés d'épargne, importe-t-il de marquer les caractéristiques de ces sociétés.

Les principaux points de *ressemblance* avec les sociétés d'épargne sont les suivants :

1^o Elles sont toutes deux des institutions privées ayant toute liberté, sous certaines conditions, de se constituer sans aucune autorisation administrative. Elles s'opposent ainsi aux institutions de prévoyance organisées par l'Etat et dont il a assumé la gestion, qu'il a sous sa tutelle : retraites ouvrières, caisses de retraites pour la vieillesse, caisses d'épargne, etc. Pour l'autorisation préalable administrative, les sociétés de secours n'y sont plus toujours astreintes depuis la loi du 1^{er} avril 1898. Cette loi qui a supprimé les entraves qui avaient empêché la mutualité de se répandre institue trois sortes de sociétés : libres, approuvées, reconnues comme établissements d'utilité publique.

Les premières n'ont besoin d'aucune autorisation ; la loi impose seulement aux fondateurs le dépôt à la Préfecture de leurs statuts contenant un certain nombre d'indications sur leur organisation, les droits et charges des participants, etc.

Elles ne sont soumises à aucun contrôle. Mais l'Etat ne les aide pas par des subventions ; elles ont une capacité restreinte qui les empêche de posséder des immeubles, de recevoir des dons et legs sans autorisation. Les sociétés approuvées le sont par arrêté du ministre qui ne peut refuser que dans des cas limitativement prévus, si les statuts ne sont pas conformes à la loi, avec recours,

(1) BERTHÉLEMY, *Droit administratif*, p. 780.

en cas de refus, devant le Conseil d'Etat. Ces sociétés sont subventionnées par l'allocation d'un intérêt surélevé aux fonds qu'elles déposent à la Caisse des dépôts et consignations et certains autres avantages financiers. Mais l'administration exerce un contrôle permanent sur leurs actes et leur comptabilité. Quant aux sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique, elles ne jouissent d'aucune prérogative particulière. Elles ne diffèrent des sociétés approuvées que par un détail : le décret de reconnaissance fixe les conditions dans lesquelles elles peuvent posséder des immeubles.

Ainsi, les sociétés de secours, libres ou approuvées, correspondent aux deux formes que possèdent aussi les sociétés d'épargne qui sont soit non enregistrées et tenues seulement à l'insertion dans leurs statuts de certaines prescriptions légales, soit enregistrées et devant se soumettre au contrôle de l'Etat.

L'assimilation est loin d'être complète entre ces deux genres de sociétés, mais elles s'opposent ainsi aux sociétés d'assurance, de capitalisation, aux tontines qui ne sont dans aucun cas des mutualités appliquant la prévoyance pure, sans idée de lucre et qui, pour ce motif et à cause de leur fonctionnement plus complexe, sont toujours enregistrées.

2. « Elles ne peuvent réaliser aucun avantage particulier au profit de certains de leurs membres. » Nous trouvons cette disposition édictée d'une façon analogue, dans l'art. 2 de la loi de 1898 et dans l'art. 2 de la loi de 1913. Le premier refuse la qualité de société de secours mutuels aux associations « qui créent au profit de telle ou telle catégorie de leurs membres et au détriment des autres. » Rappelons que le deuxième interdit aux sociétés d'épargne « de réaliser au profit des attributaires, aucun avantage particulier. » C'est que ces deux sociétés ont comme base la mutualité stricte : elles ne peuvent organiser la prévoyance pour les uns, en privant les autres de ses bienfaits.

3. Elles comprennent ordinairement en même temps, tous les services de la prévoyance. L'assurance est la prévoyance spécialisée de manière à parer à chacune des éventualités fâcheuses de l'existence : maladie, accident, vieillesse, chômage, mort.

Les entreprises de capitalisation se préoccupent, surtout, de la constitution d'un capital, qui peut être très rapide, par les chances de tirage au sort, mais ne s'inquiètent pas de donner à ce capital une destination sociale. Les sociétés de secours et d'épargne pratiquent au contraire toutes les variétés de prévoyance.

La constitution d'un capital, soit en cas de décès, soit comme dot ou comme retraite, soit en cas de maladie ou de chômage, la construction de maisons payables à tempérament sont du domaine de nos sociétés.

L'art. 1 de la loi de 1898, définissant les sociétés de secours, indique, aussi, les objets similaires qu'elles se proposent : « Ce sont des associations de prévoyance, formées en vue d'assurer à leurs membres des secours en cas de maladies, blessures ou infirmités, de leur constituer des pensions, des retraites, de contracter à leur profit des assurances individuelles ou collectives, en cas de vie, de décès ou d'accident, de pourvoir aux frais de funérailles, d'allouer des secours aux ascendants, veufs, veuves ou orphelins des membres participants décédés. » Ces sociétés peuvent, en outre, créer des offices de placement, accorder des secours de chômage, etc.

4. Enfin, on a pu, à cause de l'identité de leur nature juridique, classer ces sociétés avec les syndicats et les autres mutuelles, dans une même forme juridique nouvelle : l'association à but économique et professionnel.

En plus de ces caractères communs, l'analyse des sociétés de secours montre qu'elles en possèdent d'autres qui sont importants pour notre étude, puisqu'ils marquent leur *distinction* avec nos sociétés.

Mais, le critère qui s'en dégage n'est pas aussi net qu'en matière d'assurance-vie, par exemple ; il résulte d'un ensemble de particularités plus ou moins essentielles :

1° Le régime de mutualité pure n'est semblable qu'à celui des sociétés d'épargne non enregistrées. Comme les sociétés de secours, ces sociétés n'ont pas de rémunération à fournir aux fondateurs, aux directeurs et agents de production, pas de sociétés de gestion, avouées ou occultes. Mais il en est tout autrement pour les sociétés enregistrées qui sont des entreprises financières créées non dans le seul but de prévoyance, mais aussi souvent pour fournir des bénéfices aux fondateurs et administrateurs.

En aucun cas, les sociétés de secours ne sont ainsi constituées par des capitalistes pour être une source de gains : les fondateurs prennent généralement à leur charge les frais presque insignifiants de constitution ; quant aux frais généraux proprement dits, ils consistent principalement en frais de trésorerie et de tenue de comptabilité auxquels il est pourvu par de légers prélèvements opérés sur les cotisations (L. de 1898, art. 18 et 19.) Leur règle est donc celle de la mutualité stricte, tous les fonds étant destinés à la répartition entre mutualistes, sans aucun prélèvement.

2° La présence de membres honoraires complète encore la physionomie spéciale des sociétés de secours. Non seulement elles ne rémunèrent pas leurs fondateurs, mais leurs cotisations sont souvent trop faibles pour les avantages qu'elles procurent. Elles font alors toujours appel à des personnes qui donnent des souscriptions annuelles, sans bénéficier des avantages que procure la société, ou augmentent leur fonds social au moyen de legs, dons.

Ce système mélange l'assistance à la prévoyance ; il est presque toujours employé et fournira dans la plupart des cas un critère sûr de distinction avec les sociétés d'épargne où ce système n'est qu'exceptionnellement usité.

3° Des avantages sont accordés par l'Etat aux seules sociétés de secours, comme favorisant spécialement la prévoyance. Ces faveurs sont de droit, si leurs statuts sont conformes aux exigences de la loi et sont principalement, avons-nous dit, d'ordre financier. Toutes les sociétés qui sont constituées d'après les prescriptions de la loi de 1898 ne manqueront pas de réclamer ces avantages qui caractériseront nettement toutes les sociétés approuvées. Enfin, la loi prévoit et autorise pour les sociétés de secours des unions qui seront, suivant les cas, libres, approuvées ou reconnues d'utilité publique.

4° Les sociétés de secours prennent des engagements déterminés vis-à-vis de leurs membres ; elles leur promettent soit une indemnité en cas de maladie égale à la moitié du salaire, soit une petite pension pour leur vieillesse, ou encore les frais gratuits pour traitement par le médecin et le pharmacien. En ce qui concerne ces secours, dont le montant peut, la plupart du temps, être fixé d'avance, les sociétés doivent, afin d'obtenir l'approbation, établir qu'il n'y a pas disproportion entre les prévisions de dépenses et les ressources. En matière d'épargne, par définition (art. 1, L. 1913), les sociétés ne peuvent prendre l'engagement de verser un capital fixe et déterminé.

5° Les sociétés de secours ne sont pas des sociétés à but lucratif, mais des sortes de confraternités où l'entraide mutuelle joue le principal rôle. Les membres doivent très souvent venir personnellement veiller et soigner les malades, assurer aux morts une sépulture convenable. Aussi sont-elles fondées dans un milieu restreint, entre habitants d'un village, ouvriers d'une même usine, etc. ; avant la loi de 1898 les sociétés de secours ne pouvaient même sortir de la commune. Ce secours que s'apportent dans les moments critiques les mutualistes comme les membres d'une même famille donne à leurs sociétés un caractère de charité mutuelle qui n'existe jamais dans les sociétés d'épargne où chaque adhérent recherche un but égoïste d'enrichissement, tout en s'associant avec d'autres pour mieux atteindre son but. C'est pour cela que l'on ne peut ranger ces dernières parmi les associations qui ont un but désintéressé et non la poursuite de bénéfices.

L'application du ou plutôt des critères distinctifs des sociétés d'épargne et de secours est souvent assez difficile, témoin les controverses auxquelles donna lieu la détermination de la législation au sujet des Caisses dotales.

Ces caisses ont pour but, comme leur nom l'indique, de réunir

et de faire fructifier les versements faits par les enfants ou en leur nom par les parents pour des constitutions de dot. Elles capitalisent, comme nos sociétés, les cotisations pendant une durée déterminée pour en répartir le montant au moment de l'établissement du bénéficiaire. Elles sont très répandues surtout dans les campagnes, où les syndicats agricoles fondent des caisses de retraites et des caisses dotales.

Le groupe scolaire, souvent aussi, est le cadre de ces institutions ; l'enfant, sans effort, se constitue une somme pour l'époque de sa majorité, se forme à l'épargne. Quelquefois, des parents ou des anciens élèves généreux viennent grossir la masse commune des sommes capitalisées.

Une grave difficulté se présentait, pour trouver un régime juridique qui pût convenir à de telles institutions.

Seraient-elles régies par la loi de 1901 sur les associations ? Des juristes éminents estimèrent mal commode, dangereux, de les placer dans cette catégorie. L'association aurait été formée entre des enfants, mais administrée par les parents ou les instituteurs. Elle aurait dû être déclarée pour acquérir, posséder en commun. L'association est le contrat par lequel plusieurs personnes mettent en commun, au besoin, des revenus ou des capitaux, dans un but autre que de partager des bénéfices. Mais, l'interprétation habituellement admise pour le partage des bénéfices satisfaisait-elle à l'objet de ces institutions, au but qu'elles poursuivent ?

Seraient-elles des sociétés de secours mutuels ? Certes, les avantages de la loi du 1^{er} avril 1898 étaient bien faits pour séduire les fondateurs des caisses dotales ; l'argent du cotisant avait un placement de tout repos à la Caisse des dépôts et consignations au taux de 4 %, des subventions de l'Etat étaient permises. Ils hésitaient : ces caisses vivaient bien sous le régime de mutualité pure, avaient, en quelque sorte, des membres honoraires, existaient entre élèves d'une même école ; mais, comment pouvait-on admettre que le remboursement de versements annuels augmentés des intérêts capitalisés rentrât dans le cadre d'entr'aide mutuelle personnelle qui est la caractéristique des sociétés de secours ? Leurs scrupules fléchirent devant les nécessités de la pratique et les avantages de l'adaptation mutualiste.

Tout d'abord, les pouvoirs publics semblèrent favoriser cette orientation des caisses dotales. Plusieurs demandèrent et obtinrent l'approbation officielle. Le 13 mai 1908, M. Viviani, alors Ministre du Travail et de la prévoyance sociale, dans une lettre adressée à M. Louis Marin, député de Meurthe-et-Moselle, reconnaissait aux sociétés de secours mutuels, le droit d'organiser des caisses de dotation (1).

(1) Citée dans la brochure *Caisses dotales*, commentaire et statuts-types par E. VORON, vice-président de l'Union des Syndicats agricoles du Sud-Est.

Mais, un jour, le vent tourna. On n'autorisa plus les caisses dotales comme sociétés de secours mutuels ; leurs promoteurs introduisirent un recours au Conseil d'Etat contre le refus ministériel. Le Conseil d'Etat hésita longtemps et ne se décida à prendre son arrêt de principe que le 26 décembre 1913 : les Caisses dotales ne rentraient pas dans le cadre des sociétés de secours mutuels.

Mais la loi sur les sociétés d'épargne avait été votée le 3 juillet 1913 et elle régissait les « sociétés qui ont pour but de réunir et capitaliser en commun, les épargnes de leurs adhérents, sans prendre, à leur égard, d'engagements déterminés. » (1) C'était bien là l'objet de Caisses dotales ; elles avaient, enfin, trouvé un statut légal.

(1) C'est l'avis de M. DÉDÉ, qui, dans le *Mutualiste Français* du 15 août 1913, p. 175, admet que les caisses dotales rentrent évidemment dans le cadre de la loi de 1913, qui constitue enfin pour elles un statut régulier. M. Dédé leur conseille de se soumettre à cette loi, tout en indiquant qu'elles pourraient invoquer la loi sur les sociétés de secours mutuels, si le Conseil d'Etat les y autorisait.

CHAPITRE IV

NATURE DU CONTRAT D'ÉPARGNE

Pour déterminer la situation juridique des sociétés d'épargne : décider sur les règles de leur formation : formalités de constitution, preuves, sur leur personnalité juridique, leur capacité et leur fonctionnement : administration, compétence, sur leur dissolution et les modes de liquidation, il est indispensable de connaître, préalablement, quelle est la nature du contrat d'épargne.

Les formes juridiques que la loi met à la disposition des personnes qui veulent réunir leur activité ou leurs capitaux dans un but quelconque, rentrent toutes dans le droit français actuel, dans le cadre du contrat d'association ou du contrat de société. Le statut légal de nos sociétés sera différent suivant que le contrat d'épargne sera déclaré soumis aux règles de la loi du 1^{er} juillet 1901, sur les associations ou aux art. 1832 et suivants C. civ., qui traitent du contrat de société. Il ne peut s'agir du cas où les sociétés d'épargne sont constituées sous la forme anonyme ; elles seraient alors, évidemment des sociétés régies par la loi du 24 juillet 1867. Mais, en pratique, nos sociétés sont toujours des mutuelles, au sens large du mot, comme étant basées sur les principes généraux de la mutualité. Doit-on dire qu'elles sont des associations, soit celles définies par la loi de 1901, soit *sui generis*, ou bien des sociétés soit civiles, soit commerciales ?

SECTION I

SONT-ELLE DES ASSOCIATIONS DÉFINIES PAR LA LOI DE 1901

L'art. 1 de cette loi définit l'association. « La convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité, dans un but autre que de partager des bénéfices. »

Toute association doit donc réunir les caractères exigés par ce texte et qui sont au nombre de quatre : être un contrat — ayant pour but de mettre en commun les connaissances, l'activité ou les biens des associés — d'une façon permanente — dans un but autre que de partager des bénéfices.

Il y a lieu de remarquer, à propos du deuxième caractère, que les associations peuvent mettre en commun des biens, revenus ou capitaux, quoique l'art. 1 ne le spécifie pas. C'était interdit à l'association d'après le projet de loi primitif, il fallait pour cela une société adjointe, M. Waldeck-Rousseau fit admettre le contraire, soit dans un but pratique pour éviter une juxtaposition bizarre, soit parce que le fait de mettre des capitaux en commun n'est pas contraire à l'idéalité du but. Mais le vote de l'art. 6 vient permettre aux associations de posséder certains biens apportés par les associés (1).

Il n'y a aucune difficulté pour reconnaître que le contrat d'épargne réunit les trois premiers caractères exigés pour qu'il y ait association. Possède-t-il le quatrième, est-il formé dans un but autre que de partager des bénéfices ? La réponse à cette question déterminera s'il faut ou non déclarer associations les sociétés d'épargne. Les associations définies par la loi de 1901 doivent avoir un but idéal : d'intérêt général, artistique, philanthropique, etc., qui s'oppose au but lucratif qui est le critère des sociétés. Des associations peuvent bien se former dans l'intérêt personnel de leurs membres, si l'avantage qu'elle leur procure ne se présente pas sous la forme d'un partage de bénéfices. Par bénéfices, l'interprétation traditionnelle entend le gain pécuniaire, matériel. Des avantages de nature patrimoniale : réalisation d'économies, défenses d'intérêts communs, ne seraient pas des bénéfices (2).

C'est en vertu de cette conception du « partage de bénéfices », que les syndicats professionnels, les sociétés de secours mutuels, n'ayant pas pour but un gain pécuniaire, sont des associations. Dans le syndicat, par exemple, l'avantage obtenu n'est pas nécessairement un bénéfice pécuniaire, tel qu'une augmentation de salaire ; c'est souvent, aussi, une amélioration d'ordre purement moral. Il n'y a pas « partage proportionnel aux apports, des avantages procurés ; si le syndicat a obtenu, par exemple, une augmentation de salaires pour les ouvriers, ce seront les patrons qui verseront ces salaires et il n'y aura pas, pour cela, un centime de plus dans la caisse du syndicat, aucun partage de bénéfices ne pourra être effectué » (1).

Il en est de même pour les assurances mutuelles : « Chaque membre s'engage à supporter une quote-part dans les sinistres qui

(1) Voir HAYEM, Etude sur les sociétés civiles. n° 68.

(2) PLANIOL, *Droit civil*, t. II, p. 640, note 1.

(1) HAYEM, nos 94 et 97.

peuvent atteindre un ou quelques-uns des assurés ; il n'y a donc répartition d'une perte et non partage d'un bénéfice. » (Cass. 27 juillet 1880, D. P. 1881, 1, 165) (1). La tontine doit aussi être déclarée association, car : « Il y bien profit pécuniaire, mais il est aléatoire et ne se partage pas entre tous les membres. » (Tribunal civil Seine, 1^{er} mars 1901, D. P. 1902, 2, 289) (2). « Le profit réalisé par le survivant, dit M. Hayem, n'est pas un bénéfice au sens de l'art. 1832 C. civ., car il ne résulte pas de la mise en valeur du capital constitué par l'ensemble des apports ; c'est ce capital même qui est attribué à l'un des associés, le survivant. Il n'y a pas non plus partage, puisque les prédécédés perdent tous les droits à leurs mises » (3).

Nos sociétés ayant des caractères juridiques qui les rapprochent de ces associations, n'ont-elles pas, de même, un but non lucratif, c'est-à-dire ne procurent-elles pas à leurs membres de simples avantages, sous forme d'emploi de leurs économies ? Nous ne le croyons pas, les sociétés d'épargne ne sont pas des associations, car elles sont formées dans le but de partager de bénéfices pécuniaires. On a soutenu que leur but ne serait que de faire produire en commun des intérêts aux sommes épargnées, les capitaux qui leur sont confiés étant ainsi conservés, mais sans qu'il y ait acquisition nouvelle (4). « Ces sociétés, dit M. Rajon, n'ont pas d'autre objet que de pousser à l'épargne et de faire en commun, avec plus de sécurité et de profit, ce qu'il serait possible à chaque particulier de faire, en plaçant au fur et à mesure de leur échéance, les intérêts de son argent. » Le rentier qui capitalise les intérêts de sa fortune ne fait pas un gain, car, pour celui qui a emprunté, l'intérêt servi par lui au rentier, son créancier, n'est pas un appauvrissement, puisque le capital qui lui est prêté peut, par un emploi intelligent, produire plus d'intérêts qu'il n'a eu à s'en servir (5).

L'analyse du contrat d'épargne montre que la capitalisation en commun a des conséquences très différentes de la capitalisation isolée, qui, n'étant en réalité qu'un prêt à intérêts, a pour effet la conservation du capital prêté, sans gain proprement dit. La mise en commun dans les sociétés d'épargne permet des placements de sommes, la plupart du temps minimes, qui isolées n'auraient trouvé que difficilement un emploi ; elle permet des placements plus sûrs, plus intelligemment faits, plus lucratifs en un mot. La différence entre l'intérêt produit par la capitalisation ordinaire et celui plus élevé qui ne devient possible que par la capitalisation en commun, est sûrement un gain pécuniaire résultant de la mise en commun des apports.

(1) PLANIOL, t. II, p. 640

(2) *Ibidem.*

(3) HAYEM, n° 78, et arrêts cités en note, en ce sens.

(4) HAYEM, qui cite auteurs et arrêts en ce sens, n° 116 et note I.

(5) RAJON, thèse sur les Sociétés de capitalisation, p. 35.

Il est admis que les coopératives de consommation ne sont pas des associations : les associés s'entendent pour acheter en commun, en grande masse et directement chez le producteur, les produits que chacun payerait plus cher ; chaque membre évite ainsi une dépense et l'économie faite est l'équivalent d'une rentrée de fonds (1). L'achat en commun a donc ici un tout autre caractère que l'achat en particulier. C'est exactement le cas de la capitalisation en commun et de la capitalisation particulière dans les sociétés d'épargne.

Les sommes réparties par nos sociétés, au moment de la liquidation, ne sont d'ailleurs composées que pour une partie par les capitaux versés et leurs intérêts capitalisés. A la différence de ce qui se passe dans les Caisses d'épargne, ces sommes s'augmentent, en outre, de tous les bénéfices et profits mutuels, en particulier des indemnités de retenue et de l'escompte perçu sur les sommes versées aux sociétaires par anticipation en cas de rachat de contrat, des versements qui font retour à la masse sociale par suite de péremption et d'abandon, des sommes à répartir des fonds de réserve et de garantie s'il en existe. Et ces déchéances et indemnités pour cause de retard n'ont pas de caractère aléatoire comme dans la tontine. Le partage du produit de la masse sociale est la répartition non pas d'une perte, comme dans l'assurance mutuelle, mais bien d'un réel bénéfice pécuniaire.

Nos sociétés ne procurent pas, d'autre part, un gain aux sociétaires d'épargne accessoirement à des avantages moraux et patrimoniaux qui seraient leur but essentiel, comme dans les syndicats professionnels.

Le bénéfice pécuniaire est de l'essence même des sociétés d'épargne, puisque le droit des adhérents au partage est exactement celui procuré par une part d'associé, par une action produisant des revenus variable dont la valeur est subordonnée aux aléas de l'entreprise, puisque le bénéfice a pour contre-partie les pertes possibles partagées aussi au prorata des apports. Il faut conclure que les sociétés d'épargne ont un but nettement et exclusivement lucratif, qu'elles procurent des avantages pécuniaires et non point moraux, professionnels ou patrimoniaux, qu'elles sont formées, en un mot, dans le but de partager des bénéfices, qu'elles ne sont pas des associations.

Il convient de signaler ici, à propos de la signification du mot « bénéfices », la tendance à ne plus entendre, dans l'interprétation de l'art. 1 de la loi de 1901 et de l'art. 1832 C. civ., les mots « bénéfice » ou « but lucratif », dans un sens étroit, mais au contraire, d'une manière extrêmement large qui, si elle était adoptée, obligerait à comprendre comme sociétés, non seulement les sociétés d'épargne (elles sont en effet des sociétés même sans le secours de cette

(1) PLANIOL, *Droit civil*, t. II, p. 641.

nouvelle interprétation), mais encore les assurances mutuelles, les fontines, les syndicats, les sociétés de capitalisation, etc. Comme nos sociétés font incontestablement partie de ce groupement d'institutions dont elles subissent l'attraction, il est utile d'indiquer cette nouvelle tendance qui confirmerait encore leur classement comme sociétés. Elle a trouvé son expression dans un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation du 25 avril 1910, à propos duquel le système qui considère tout avantage patrimonial comme un bénéfice appréciable en argent a été exposé (1). Deux notes insérées au Dalloz sous cet arrêt, l'une de M. Marcel Nast, l'autre de M. Gaudemet, professeur à la Faculté de Dijon, en ont fixé, en effet, le sens et la portée. Il reconnaît la personne morale au sens de l'art. 1832 C. civ., au syndicat formé par les abonnés à l'électricité de la ville d'Aubenas, avec pour but la défense des intérêts sociaux et le partage des bénéfices à réaliser par les indemnités à recevoir de la part de la société concessionnaire de l'éclairage de la ville.

Pour M. Gaudemet, cet arrêt ne fait que continuer une direction que la jurisprudence antérieure avait permis déjà d'apercevoir. Dès avant 1910, la jurisprudence avait élargi la notion du bénéfice, au delà des limites strictes d'un profit pécuniaire. Le récent arrêt affermit encore cette doctrine et va jusqu'à admettre que le bénéfice sera constitué, au sens de l'art. 1832, par tout avantage économique, patrimonial, même purement négatif, résultant seulement de la garantie contre les pertes éventuelles. Le professeur de Dijon justifie cette jurisprudence. « Tout d'abord, dit-il, ce critérium large du bénéfice est le seul qu'on puisse appliquer sans s'exposer à des conséquences ou se contraindre à d'excessives subtilités. Il y a tout avantage, au seul point de vue de la précision logique des idées, à comprendre dans la notion de société tous les groupements constitués dans l'intérêt patrimonial de leurs membres, en définissant à l'inverse l'association par le caractère idéal et désintéressé qu'elle poursuit. » En second lieu, dans tous les groupements à but patrimonial, si étendus qu'ils soient d'ailleurs, le danger de l'immobilisation absolue des biens soustraits à la circulation n'existe pas comme ordinairement dans les associations. Un système législatif bien compris doit opposer aux groupements à but idéal, les groupements à but économique, en donnant à ces derniers leur acception la plus compréhensive » (2). Son troisième argument est que cette interprétation de l'art. 1832 est conforme à notre ancien droit et à la tradition juri-

(1) Req., 23 avril 1910, D. P. 1911.1.473, avec le rapport de M. le conseiller DENIS, *Rev. des Soc.*, 1910, p. 5. — Voir critique DEMOGUE, *Revue trimestrielle de Droit*, 1911, p. 163.

1911, p. 163.

(2) Comp. C. civ. allemand, art. 22 et 22. — Voir les « Genossenschaft », cités par HAYEM, étudiés plus loin, p. 175.

dique. Pothier nous dit, en effet, que « le bénéfice, s'il évoque l'idée d'un avantage économique, n'implique point celui d'une somme à partager ».

Contre cet arrêt, s'en tenant à l'opinion traditionnelle et à la jurisprudence adoptée jusque là (1), la doctrine déclare, au contraire, que la loi de 1901, en conformité avec l'art. 1832, a nettement défini l'association comme un contrat ayant un but autre que de poursuivre des bénéfices, alors même qu'ils seraient de nature patrimoniale, le partage de n'importe quels bénéfices étant de la nature de la société. « On ne saurait, dit M. Marcel Nast, à propos de l'arrêt de 1910, exagérer la faveur due au mouvement corporatif, jusqu'au point de méconnaître la volonté de la loi. Il semble peu conforme à la loi de 1901 de considérer comme sociétés les groupements qui tout en ayant un but intéressé ne poursuivent pas le partage des bénéfices en argent, ne cherchent pas à s'enrichir ou à augmenter le patrimoine de leurs membres. La loi de 1901 dit « partage des bénéfices » pour bien séparer les associations des sociétés ; or, on ne peut dire que ce soit partager des bénéfices que de vouloir se prémunir contre un danger éventuel, élever, par exemple, à frais communs, un mur mitoyen. »

Et, en effet, on ne peut, en dehors de cette interprétation, expliquer que la loi n'ait pas considéré comme de véritables sociétés les syndicats professionnels ; en n'accordant pas aux syndiqués le droit de constituer une société civile, ayant une capacité complète, alors que leur but est bien, au premier chef, intéressé, tel celui d'un syndicat d'industriels abonnés à une même compagnie d'électricité. Or, la loi du 21 mars 1884 n'autorise que la forme syndicale.

Même avec l'interprétation du mot bénéfices au sens large, il serait, d'ailleurs, difficile aux associations formées dans l'intérêt personnel de leurs membres, régies ordinairement par des lois spéciales, de tourner les restrictions de leur réglementation pour se constituer en sociétés. La vérité semble donc être dans l'opinion traditionnelle ; l'arrêt de 1910 constitue seulement la preuve des efforts qui sont faits, à juste titre d'ailleurs, pour faire éclater le moule archaïque et trop étroit, dans lequel fut conçu, dans notre droit, la société civile.

SECTION II

SONT-ELLES DES ASSOCIATIONS *SUI GENERIS*

Devant l'impossibilité de faire rentrer les groupements à but patrimonial dans la forme société, telle qu'elle est définie par l'art. 1832 C. civ., comme suite du mouvement qui entraîne ces groupe-

(1) V. liste des auteurs et arrêts cités par M. HAYEM, n° 107, en note.

ments formés dans l'intérêt personnel de leurs membres à se soustraire aux restrictions de la loi de 1901, on a proposé de ranger toute la série de ces institutions (mutuelles, coopératives, syndicats, etc.) dans une forme juridique nouvelle. Elle comprendrait les « associations à but économique et professionnel » qui prendraient place entre et outre l'association à but idéal et la société à but lucratif.

Déjà, au lendemain de la mise en vigueur de la loi de 1901, les premiers commentateurs, MM. Trouillot et Chapsal, avaient soutenu que les groupements à but patrimonial, sans recherche, au sens strict, de profit pécuniaire, procèdent d'un contrat innomé dont les règles doivent être empruntées par analogie à la théorie des sociétés (1). Cette idée est considérée aujourd'hui comme insuffisante et abandonnée, un tel groupement serait valide mais ne jouirait d'aucune personnalité juridique.

C'est M. Hayem (2) qui s'est fait le défenseur de la nécessité pour le législateur de reconnaître un type intermédiaire qui ne serait constitué ni sous le régime association ni sous le régime société, mais qui aurait un statut propre. En étudiant l'état de la législation et de la jurisprudence concernant les sociétés civiles, il constate que le domaine de ces dernières va sans cesse se réduisant, étouffées qu'elles sont entre les associations et les sociétés commerciales. Nombre d'associations ont été cependant soumises par des lois spéciales au régime de la société et il semble que la société civile ait reçu de ce côté une véritable extension. Mais cette extension ne peut être que passagère et non durable, car on s'achemine vers l'adoption d'une forme mixte nouvelle qui comprendrait toutes les associations formées dans l'intérêt personnel de leurs membres sans recherche de bénéfices pécuniaires proprement dits, mais procurant néanmoins des avantages appréciables en argent. Elles seraient dénommées « Associations à but économique et professionnel ».

M. Hayem les classe en trois catégories, suivant que leurs lois organiques propres les soumettent au régime de la société ou de l'association, ou partie société et partie association. Il s'efforce de démontrer, par l'analyse de la législation et la jurisprudence qui leur sont relatives, qu'elles ne peuvent être acceptées comme des associations prévues par la loi de 1901, ni comme des sociétés, quoique soumises au régime de la société ; qu'elles nécessitent en conséquence un statut propre.

La première catégorie comprend les coopératives, les sociétés d'assurance mutuelles, les mutuelles d'assurance-vie, de capitalisation et les sociétés d'épargne. La deuxième est constituée par les

(1) TROUILLOT et CHAPSAL, *Du contrat d'association*, 1902, p. 39.

(2) Etude historique et critique de la législation et de la jurisprudence concernant les Sociétés civiles, par Henri HAYEM, Paris, librairie Dalloz.

groupements qui, bien que regardés comme des associations, avaient reçu, dès avant 1901, des libertés spéciales : syndicats professionnels, sociétés de secours, assurances mutuelles, agricoles, etc. La troisième catégorie, soumise au régime mixte, se compose des sociétés de crédit immobilier, banques syndicales agricoles, banques de crédit maritime, etc.

Toutes ces associations, englobées pendant une partie du XIX^e siècle dans les mesures rigoureuses de l'art. 291 C. pén., ont été les unes après les autres dotées d'une loi spéciale. Elles se détachent alors du tronc commun des associations, les associations à but idéal, régies par une loi commune qui leur accorde une liberté relative, tandis que les associations à but économique jouissent, du fait de leur législation propre, d'un régime extrêmement favorable. D'autres différences les séparent : d'abord en ce qui concerne les formalités de constitution. L'autorisation des associations ordinaires, telle qu'elle était exigée avant 1901, était essentiellement une mesure politique destinée à les mettre à la merci du pouvoir exécutif, tandis que l'autorisation des assurances mutuelles, des sociétés de secours, l'enregistrement des lois de 1905, 1907 et 1913 n'ont d'autre but que de fournir des garanties à l'épargne des particuliers.

Il y a encore dissemblance au point de vue du fonctionnement. La loi de 1901 n'a pas pu réglementer l'organisation intérieure des associations à but idéal qui ne peuvent faire courir de dangers à l'épargne publique : les organes d'administration, les rapports des associations et des tiers ne sont pas prévus. Lorsqu'il s'agit des associations à but économique, le législateur a prodigué les prescriptions touchant l'administration, le contrôle, la protection des associés et des tiers, et les textes ont seulement le tort d'être trop nombreux et trop touffus.

Au moment de la dissolution des associations ordinaires, il n'y a pas et il ne peut y avoir de partage véritable entre les associés, sinon il y aurait répartition de bénéfices. L'actif social, s'il n'est donné à une association similaire, fait retour à l'Etat (713 C. civ.). Seuls les biens légués et donnés font retour aux légataires et donataires lorsque le retour a été stipulé. Dans la plupart des associations à but économique il y a partage des biens entre les sociétaires, car ces biens ne peuvent provenir d'une autre source que de leurs apports.

Les associations à but économique et professionnel ne peuvent pas non plus être regardées comme des sociétés, quoique le régime qui leur est appliqué soit en fait celui de la société. Elles ont, en effet, le caractère le plus important de l'association, elles sont formées dans un but autre que de partager des bénéfices. Dans cette question de l'interprétation du mot bénéfices, M. Hayem se range du côté des auteurs qui déclarent que la défense d'intérêts communs et

tous les buts de nature patrimoniale ne constituent pas des bénéfices au sens de l'art. 1832. Mais si la loi de 1901 doit leur être appliquée en principe, cette loi est en fait nettement mise en échec par la plupart des lois organiques réglementant les associations à but économique qui instituent pour elles des régimes spéciaux aboutissant au régime de la société. Si quelques réserves doivent être faites à ce point de vue, en ce qui concerne les syndicats, les sociétés de secours qui peuvent se constituer sous la forme d'associations du droit commun, il n'en est plus de même pour les groupements régis par les lois de 1905, 1907 et 1913 qui sont les plus intéressants pour notre étude. Ces lois traitent les mutuelles d'assurance-vie, de capitalisation et d'épargne comme de vraies sociétés, et il serait contraire à leur esprit et à leur but, ce serait faire courir les plus graves dangers aux sociétaires et aux tiers que d'essayer de soustraire ces groupements à la réglementation des sociétés. Les sociétés d'épargne, de même que celles d'assurance-vie et de capitalisation, qui ne répartissent pas des bénéfices, mais qui font seulement produire en commun des intérêts aux sommes épargnées, sont des associations et cependant leur régime propre n'est autre que celui de la société. « Comme on n'a pas d'autre forme juridique à leur appliquer, on les traite comme des sociétés, c'est, sinon juridique, du moins commode. »

M. Hayem conclut à la nécessité de la création d'un statut propre pour les groupements à but économique. Le législateur tâtonne et multiplie les règlements sans arriver à trouver le moule juridique qui leur convient de droit. Nous sommes dans une période de transition, mais l'évolution législative et jurisprudentielle tend forcément à la constitution d'un type nouveau, à l'élaboration d'une loi unique régissant toutes ces associations qui ont des caractères juridiques semblables. Quelle sera cette forme intermédiaire nécessaire ? Le Code allemand prévoit déjà la « Genossenschaft », groupement qui n'est ni association ni société, mais tient des deux ; dans le Code civil suisse, entré en vigueur en 1912, on trouve les « sociétés coopératives » dont les formes s'appliquent à tous les groupements économiques, quand bien même ils n'auraient pas pour objet la répartition de bénéfices. En France, on s'achemine vers la formation lente mais sûre de l'association à but seulement patrimonial, qui sera animée non de l'esprit de spéculation, mais de celui de la mutualité. Ses règles de fonctionnement seront celles de la société, Mais il lui sera interdit de se livrer à des opérations lucratives, de procurer un enrichissement à ses membres.

Il faut reconnaître, d'accord avec M. Hayem, que nous sommes dans une période de tâtonnements, d'évolution, de désagrégation, ou plutôt de transformation de la société civile, telle qu'elle est réglée par notre Code. Peut-être sommes-nous au bout de cette évolu-

tion qui va aboutir à l'élaboration d'une grande loi organique reconnaissant et réglementant les « Associations à but économique et professionnel ». Mais pour décider actuellement de la situation juridique des sociétés d'épargne, on ne peut se contenter de simples projets, qui ne vaudront qu'une fois sanctionnées par le législateur. L'existence pratique immédiatement nécessaire entraîne pour nos sociétés l'obligation de se soumettre à la loi telle qu'elle existe. M. Nast, à propos de l'arrêt de 1910, explique justement qu'il n'existe que deux moyens légaux pour les individus qui veulent s'associer. Il n'y a pas de situation mixte, de frontière indécise, entre la société à but lucratif et l'association à but idéal. M. Hayem constate, d'ailleurs, qu'on ne peut traiter les assurances-mutuelles sur la vie, les sociétés de capitalisation et d'épargne comme des associations ; elles ne peuvent, d'après les lois de 1905, 1907 et 1913 effectuer des opérations d'assurance, de capitalisation et d'épargne, en dehors des règles de la société^e; elles sont donc englobées dans son cadre, provisoirement si l'on veut, mais sans pouvoir exister si elles en sortent.

Les sociétés d'épargne ne trouvent donc, pratiquement, du fait de la loi de 1913, soumises à la réglementation des sociétés. Et juridiquement même, avons-nous déjà constaté, elles ne peuvent être déclarées associations, car elles sont formées en vue de distribuer de véritables bénéfices mutuels.

SECTION III

SONT-ELLES DES SOCIÉTÉS ?

Du fait que les sociétés d'épargne ne peuvent être classées parmi les associations, il faut conclure qu'elles constituent des sociétés. Mais pour décider de la valeur de cette déduction et compléter l'analyse de nos sociétés, il convient d'examiner si elles possèdent bien tous les éléments constitutifs de la société, si elles réunissent les trois conditions qui sont le critère de ce contrat, savoir : un apport réciproque des bénéfices à réaliser, un intérêt commun.

a) Il y a apport réciproque (art. 1832 et 1883 C. civ.) dans nos sociétés, constitué en argent par les associés au moyen des cotisations. Le fait que ces versements sont échelonnés ne fait pas obstacle à ce qu'ils soient de véritables apports, car la loi autorise les apports échelonnés et successifs ; dans les sociétés en commandite par actions et anonymes, il suffit qu'un quart soit versé pour les actions de 100 francs et au-dessus (art. 1, § 2, L. 1867, modifiée par L. 1893), dans les sociétés coopératives il suffit du versement du dixième du capital entier et non de chaque action (art. 71, L. 1867 modifiée par L. 1893). Il suffit donc que le souscripteur d'un livret

d'épargne, après versement d'une première cotisation, soit tenu en vertu des statuts de réaliser successivement son engagement, d'effectuer la souscription totale pour qu'il y ait apport. Les prescriptions de l'art. 1846 C. civ., qui décide que pour tout apport en argent l'associé est tenu de plein droit aux intérêts de la somme promise, est aussi parfaitement observée dans nos sociétés qui toutes prévoient des indemnités pour cause de retard. Il n'y aura pas à redouter, en matière d'épargne, pour la prospérité et la stabilité des sociétés que les souscripteurs n'acquittent pas l'intégralité de la souscription promise comme dans les sociétés commerciales où la loi a dû édicter des garanties touchant la transmissibilité des titres non libérés. Du jour où le porteur d'un livret interrompt ses cotisations, son droit à la liquidation de l'actif se trouve fixé au prorata de ce qu'il a versé.

b) Des bénéfices sont réalisés provenant non seulement de la conservation du fonds social à l'abri de toute perte, mais encore de son accroissement. C'est parce que les associés se partagent de véritables bénéfices en argent, provenant de la mise en commun de leurs apports, que les mutuelles d'épargne ne rentrent pas dans le cadre de l'association. Et conformément à l'art. 1853, § 1 C. civ., la part de chaque sociétaire d'épargne est toujours fixée lors de liquidation au prorata de ses versements, les amendes et les retenues ne modifiant que très peu les proportions.

c) L'intérêt commun n'existe que si tous les associés ont droit aux bénéfices communs. Cette condition fait défaut dans les associations tontinières où les prémourants sont frustrés de leur part au profit des survivants ; aussi les avons-nous classées parmi les associations. Mais il ne peut en être de même dans les sociétés d'épargne ; même dans le cas de déchéance complète, il n'y aura jamais société léonine au sens de l'art. 1855 C. civ. En effet, la loi de 1913 (art. 5) interdit les clauses contenant des déchéances absolues, les sociétés doivent spécifier une quotité pour les retenues en cas de déchéance. Il convient, en outre, de retenir à ce sujet qu'il n'est pas nécessaire dans le contrat de société que toutes les parts des associés soient égales ; la disproportion peut être énorme sans qu'il y ait société léonine (1).

Nos sociétés réunissant tous les éléments constitutifs de la société rentrent donc dans le cadre de ce contrat. Mais cette démonstration faite, il nous reste encore à décider si elles sont civiles ou commerciales. Cette question présente un grand intérêt pratique à de nombreux points de vue : compétence, régime de la faillite, etc. Ainsi que le constate M. Hayem, la notion de société civile tend de plus en plus à être étouffée par la notion de société commerciale,

(1) PLANIOL, *Droit civil*, t. II, p. 635.

aux règles plus pratiques et plus fixes. Aussi toutes les sociétés de formation nouvelle qui aspirent à un large développement, dont les mutuelles d'épargne, subissent-elles nécessairement l'attraction de la société commerciale.

SECTION IV

SONT-ELLES COMMERCIALES ?

De même que les individus, les sociétés sont commerciales ou non suivant la nature de leurs opérations, suivant qu'elles font des actes de commerce leur profession habituelle (art. 1 C. Com.). Cependant depuis 1893, ce n'est plus seulement à leur objet qu'il faut s'attacher, mais aussi à leur forme : la loi du 1^{er} avril 1893 (modifiant l'art. 68, L. 1867) dispose, en effet, que quelque soit leur objet, les sociétés civiles en commandite ou anonymes, à forme commerciale, seront réputées commerciales et soumises aux lois et usages du commerce. De cette façon, les sociétés civiles faisant appel au crédit et s'adressant au public sont soumises à toutes les mesures de sécurité et de garantie (tenue des livres, régime de la faillite, etc.), édictées pour les sociétés commerciales.

Ni l'objet, ni la forme des sociétés d'épargne ne peuvent les faire déclarer commerciales.

Leur objet est essentiellement de réunir et de capitaliser en commun les épargnes de leurs adhérents et la capitalisation qui n'est que l'anatocisme du Code civil (art. 1154 et 1155), n'offre aucun caractère commercial. Le fait que cette capitalisation est collective au lieu d'être individuelle n'en modifie en rien la nature. L'objet de l'opération d'épargne est l'usage et l'exploitation en commun d'un bien, qui sont une des conditions du contrat de société défini par le Code civil. Dans cette opération n'entrent aucun trafic ni aucune spéculation sur des capitaux confiés par des tiers ; les sociétés d'épargne ne sont pas des intermédiaires qui achètent des capitaux pour les revendre plus cher à la façon des banques.

Leur forme n'entraîne pas leur soumission à la loi de 1893 : si leurs adhérents ne sont pas personnellement tenus au delà de leurs apports, cette restriction de la responsabilité des associés ne sort pas de la nature de la société civile. L'art. 2092 C. civ. décide bien que quiconque s'oblige est tenu sur tous ses biens présents et à venir, mais ce n'est pas une règle d'ordre public à laquelle il ne soit pas permis de déroger par une convention spéciale, ainsi que le reconnaît l'art. 1863 C. civ., d'après lequel les associés sont tenus des dettes pour leur part virile à moins que le contraire n'ait été stipulé. Mais, dira-t-on, le droit mobilier des adhérents constitue l'ac-

tion et non l'intérêt ; leur part d'associé ne les engage que dans la limite de leur apport et ne constitue qu'une fraction du capital social qui peut être acquise par tout le monde au lieu d'exister *intuitu personæ* comme l'intérêt. Les souscriptions d'épargne ont lieu par appel au public, et les souscripteurs peuvent négocier, en principe, du moins leur titre c'est-à-dire leur livret par les voies commerciales de transfert, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux prescriptions de l'art. 1690 C. civ. pour les transports de créance (signification du transport faite au débiteur, acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique). Les livrets, comme les actions, sont de valeur égale et toutes les cotisations étant fixées uniformément à une même somme sont aussi individuelles. Mais cette objection ne nous convainc pas, car l'article 68 tel qu'il résulte de la loi de 1893 confère le caractère commercial uniquement aux sociétés civiles ayant pris la forme des sociétés en commandite par actions ou anonymes. D'ailleurs des lois spéciales peuvent décider que le capital des sociétés civiles sera divisé en actions ; telles sont la loi sur les mines (L. du 21 avril 1810 (art. 8), la loi sur le timbre (L. du 5 juin 1850, art. 14). La loi de 1913 a aussi reconnu aux sociétés d'épargne tout droit de constituer des parts d'associés, ayant tous les caractères de l'action. Le Code n'a pas prévu et ne pouvait prévoir cette nouvelle forme des parts d'associés se formant par des cotisations, mais ce n'est pour cela qu'il faut conclure qu'elles ne peuvent exister dans la société civile.

La société d'épargne, qui n'est donc pas commerciale ni par son objet, ni par sa forme, ne l'est-elle pas lorsqu'elle abandonne la forme de mutuelle pure pour se constituer afin de fournir des dividendes à des fondateurs ou directeurs qui, tout comme dans une société anonyme, spéculent sur les bénéfices procurés par le droit inscrit aux statuts d'un tantième sur les opérations de la société ? Cette distribution de bénéfices à des capitalistes qui placent leurs capitaux dans les sociétés d'épargne pour en retirer des gains variables, se présente, avons-nous dit, sous deux formes : la gestion avouée, la gestion occulte. Sous la première forme, il y a société de gestion, toujours constituée sous la forme anonyme, fondée en vue d'une gestion lucrative, donc commerciale. Mais cette société est un organisme supérieur et parallèle à la société civile d'épargne, qui ne se mélange point avec elle et qui n'influe en rien sur sa nature. Il y a un contrat synallagmatique entre un entrepreneur de la gestion et une société qui la lui confie moyennant un forfait. La gestion occulte se rencontre dans les cas très variés où une mutuelle d'épargne s'engage par une clause de ses statuts à rémunérer des directeurs, des porteurs de parts de fondateurs ou des possesseurs du fonds de garantie. La même solution doit alors intervenir. Ces capitalistes recherchent un gain, ce n'est que juste qu'ils risquent

la perte ou la moins-value de leurs mises de fonds : si la société prospère, ils toucheront des dividendes proportionnés au chiffre d'affaires, et c'est leur perspective qui attire les capitaux. Les fondateurs et tous ceux qui spéculent ainsi sont incontestablement des commerçants, mais ils ne sont pas du tout des sociétaires ; leurs droits, que ce soient des parts de fondateurs ou qu'il soient reconnus par d'autres titres sont non des parts d'associés mais de simples créances contre la société vis-à-vis de laquelle ils sont des créanciers, des étrangers. Ils ne peuvent, en effet, participer ni aux assemblées ni à la distribution du capital social. S'ils forment entre eux une société, cette dernière sera différente de la société d'épargne ; les deux sociétés auront entre elles des rapports de créanciers et de débiteurs (1).

(1) Au sujet de l'assimilation de nos sociétés avec les associations en participation (art. 47-50 C. comm.), v. RAJON, thèse citée, p. 43. Certaines sociétés se disaient autrefois « en participation d'épargne », mais les sociétés d'épargne se distinguent totalement de ces associations, dont le propre est d'être occultes.

CHAPITRE V

SITUATION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE

Par la détermination de la nature du contrat d'épargne, du fait que les sociétés d'épargne sont des sociétés civiles, leur situation au point de vue du droit en général est par la même fixée, même en l'absence de dispositionss spéciale de la loi de 1913 sur leur statut légal. Un article spécial, l'art. 4, a cependant été édicté pour régier leur capacité et la question se pose de savoir dans quelle mesure il modifie ou complète leur situation en tant que sociétés civiles et détermine leur capacité. Aussi convient-il d'analyser séparément leur situation juridique et leur capacité.

SECTION I

SITUATION JURIDIQUE EN TANT QUE SOCIÉTÉ CIVILE

Cette situation est-elle celle de la société civile avec toutes ses formes archaïques ; nécessité pour les engagements envers les tiers d'être pris conjointement par les associés, abence de solidarité, manque de personnalité ? Non, car c'est un fait que nous sommes dans une période de transformation de cette société telle que l'avait acceptée le Code civil, d'après le droit romain, ignorant la puissance de production de la société lucrative. Notre époque a éliminé toutes les causes anciennes d'impuissance et de dissolution ; la société civile a évolué sous la poussée des nécessités de la pratique et le fait qu'elle comprend de nouvelles sociétés en voie de développement comme les nôtres aidera à en faire des groupements aussi importants et aussi stables que les sociétés commerciales.

En effet, parmi les règles du contrat de société, certaines sont désuètes et n'existent plus pratiquement, puisqu'elles sont toujours modifiées par stipulation expresse, ainsi que l'autorise le Code. Les statuts donnent mandat aux administrateurs, afin qu'ils puissent

obliger personnellement les associés envers les tiers, conformément aux articles 1862 et 1864 et stipulent que les associés sont tenus solidairement des engagements de la société (art. 1862, 1863 C. civ.).

Quant à la preuve, la règle que la rédaction d'un écrit n'est nécessaire que si l'objet a une valeur de plus de 150 francs n'aura pas d'application, puisque toute société d'épargne a nécessairement des statuts dressés et déposés auxquels l'épargnant ne peut adhérer que par la signature apposée au bas du livret qui les contient. Quant à la publicité, c'est une caractéristique des sociétés civiles de ne pas en exiger, c'est même la principale raison qui permet de leur dénier la personnalité ; nos sociétés sont au contraire soumises au plus large système de publicité (art. 3, L. 1913).

Les autres règles propres aux sociétés civiles sont plus importantes et concernent la cessation de paiement, la compétence, la personnalité. Elles ne peuvent subir aucune dérogation et s'appliquent telles qu'elles sont contenues dans le Code civil intégralement aux sociétés d'épargne. Il convient seulement de remarquer que la personnalité des sociétés civiles, qui fut, si longtemps, l'objet de controverses, est désormais reconnue par la jurisprudence qui en a fait ainsi des organismes vivants, aptes à un réel développement, au lieu d'entités théoriques inutiles en pratique. « Exemple remarquable, dit M. Planiol, des évolutions qui se produisent sur certaines matières, dans la jurisprudence, sous le simple effet du changement des idées et indépendamment de toute intervention législative (1). » La principale objection faite encore à cette personnalité par la doctrine (Boistel et Lyon-Caen), à savoir que l'on ne peut admettre l'existence d'une personne qui ne serait pas révélée aux tiers, perd sa valeur à l'égard de nos sociétés soumises à la plus large publicité. D'ailleurs, l'article 4 l'accorde expressément aux sociétés d'épargne, reconnaissant ainsi que le régime de société implique nécessairement la personnalité.

SECTION II

CAPACITÉ

« Toute personne peut contracter, si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi » (art. 1123 C. civ.). La capacité de contracter est donc la règle pour toute personne morale, aussi bien que pour toute personne ordinaire ; l'incapacité n'est qu'une exception qui ne peut être admise qu'en vertu d'un texte. Les sociétés d'épargne seront donc douées de la pleine personnalité qui est celle des sociétés civiles, à la différence des associations ; elles sont capables de contracter, à moins qu'un texte ne les déclare incapables.

(1) PLANIOL, *Dr. civ.*, t. II, p. 631.

Or, l'art. 4 décide, dans les mêmes termes que l'article 2, § 3, de la loi de 1907 :

« Ces sociétés ainsi rendues publiques, peuvent ester en justice, acquérir ou aliéner à titre onéreux et effectuer tous les actes de gestion prévus par les statuts, en conformité de l'art. 1. »

Ce texte n'était pas, à la rigueur nécessaire pour leur conférer la personnalité, mais utile plutôt pour supprimer, dès la promulgation de la loi, toute incertitude sur leur statut légal, leur permettre d'accomplir tous les actes nécessaires à la bonne gestion de l'épargne publique, sans qu'aucune controverse ne puisse trouver place. Mais il était nécessaire, si le législateur avait pour but, ce qui est le cas, en l'espèce, de modifier la capacité des sociétés d'épargne.

L'article 4 reconnaît bien, en effet, aux sociétés les pouvoirs d'aliéner, d'acquérir, d'accomplir des actes de gestion, d'ester en justice, qui sont les quatre actes constituant la capacité pleine et entière, mais avec certaines restrictions.

Il met, d'abord, comme condition à leur capacité l'exécution des formalités de publicité. Ainsi, il supprime pour les sociétés d'épargne le principal motif encore allégué pour refuser la personnalité aux sociétés civiles.

Il leur donne le droit d'aliéner et d'acquérir à titre onéreux, et par suite de contracter toutes obligations dérivant des actes d'acquisition ou d'aliénation. Le fait de n'accorder la faculté d'aliéner qu'à titre onéreux comporte, implicitement, la défense d'aliéner à titre gratuit, car c'est là un acte bien plus grave pour le patrimoine commun, grevé sans contre-partie, que le législateur n'aurait pas manqué de spécifier, s'il l'avait admis. Il en est ici, comme pour le pouvoir du tuteur de faire des donations ; la loi ne dénie pas expressément son pouvoir qui serait en contradiction avec le but poursuivi, tant ce point est universellement admis et conforme à la logique. Quant à la faculté d'acquérir à titre gratuit, on peut décider qu'elle est permise, du fait que celle d'acquérir à titre onéreux est permise, car qui peut le plus peut le moins. Elle serait très utile aux petites sociétés qui pourraient ainsi recevoir des membres honoraires ; mais, d'autre part, c'est une question controversée que de savoir si les sociétés civiles peuvent recevoir des dons et legs (1). Il semble, en fait, que l'admission de membres honoraires ne donnera lieu à aucune difficulté.

Les sociétés, dit encore l'art. 4, peuvent effectuer tous les actes de gestion prévus par les statuts en conformité de l'art. 1. Ce texte, dans l'intérêt des adhérents, oblige les sociétés à spécifier leur mode de gestion ; mais, aucune limitation des actes de gestion n'est prévue, sauf pour les actes qui sortiraient du domaine

(1) HAYEM, n° 156.

des opérations d'épargne, tel qu'il est défini par l'art. 1. Et même, si le cas n'avait été prévu expressément par l'art. 4, les sociétés d'épargne n'auraient pu, en vertu de l'ensemble des dispositions de la loi, gérer autrement les versements qu'en conformité avec l'art. 1.

Quant à la faculté d'ester en justice, la loi ne faisant aucune restriction, elle comporte les droits d'ester, tant en demandant, qu'en défendant, d'acquiescer, transiger, etc., et l'exercice de toutes les actions.

La capacité de nos sociétés n'est donc pas complète ; elle se rapproche sensiblement de celles des associations et des sociétés de secours mutuels. Les partisans de la création dans notre droit des « associations à but économique », peuvent trouver là un argument contre l'assimilation totale de ces groupements aux sociétés civiles.

CONCLUSION

Il nous reste à apprécier la valeur du système législatif de la loi de 1913 et l'avenir réservé aux sociétés d'épargne. Il eût été, certes, intéressant d'analyser également les effets pratiques de cette loi, de pouvoir regarder dans le passé et de juger par l'expérience de quelques années d'application. Mais la guerre a bouleversé le développement de nos sociétés, arrêté la mise en application de la loi du 3 juillet 1913. Dès à présent il nous est cependant possible de marquer quelques-uns de ses résultats.

La législation nouvelle est enfin venue donner aux sociétés d'épargne une existence légale et c'est son premier et principal avantage. La notion juridique de la société d'épargne a mis plus de trente ans pour être enfin consacrée par un texte ; elle existait, certes, depuis que des individus eurent l'idée dans les limites du droit commun de s'associer pour faire fructifier leurs épargnes par la capitalisation en commun. Mais elle ne pouvait être parfaite et définitive que par une reconnaissance formelle du législateur. Tant il est vrai que la loi n'est que l'expression d'une règle de droit déjà existante dans la pratique, qui n'est précisée et facilement applicable que si elle est formulée dans un texte. Désormais les sociétés d'épargne ne risquent pas de voir leur validité mise en doute devant les tribunaux. Leur statut légal les distingue des banques de vente à tempérament et autres entreprises illicites et véreuses qui exploitaient la crédulité publique sous le nom de sociétés d'épargne. Les gens les plus avertis distinguaient difficilement entre ces pseudo-sociétés et les entreprises sérieuses, ils n'osaient confier leur argent à des sociétés ne reposant sur aucune base légale. « Les fondateurs de sociétés d'épargne, les dirigeants de celles-ci, même les plus honnêtes et les mieux intentionnés, livrés à leur propre initiative, sans données préalables, sans réglementation, sans base officielle et légale, sans barème, sans statis-

liques, erraient un peu au hasard, offraient à leur clientèle des combinaisons plus ou moins étudiées. De plus, sentant que l'existence de leur œuvre était menacée à chaque instant par une fantaisie quelconque des pouvoirs publics, ces dirigeants ne travaillaient qu'avec timidité et sans aucune conviction. » (1)

L'institution du contrôle par l'Etat et la nécessité de se soumettre à bref délai à l'enregistrement ont déjà eu pour effet d'éliminer un certain nombre de sociétés dont les principes n'étaient pas d'accord avec ceux de la loi ; elles continuent leurs anciens contrats, mais ne font pas de nouvelles affaires.

L'estampille officielle que posséderont les entreprises qui obtiendront l'enregistrement comme « entreprises privées assujetties au contrôle de l'Etat » leur était indispensable aux yeux des épargnants pour être sur un pied d'égalité avec toutes les autres sociétés de prévoyance, notamment les sociétés d'assurance-vie et de capitalisation. C'est pour elles un appoint très important. Pour la petite clientèle à laquelle elles s'adressent, cette garantie de l'Etat remplace d'une certaine manière les garanties de bonne administration, car nous comptons beaucoup sur l'Etat en France, soit par éducation soit par instinct.

Notre loi a utilement complété l'œuvre d'assainissement de l'épargne populaire, à laquelle le législateur, dès le commencement du ^{xx}^e siècle, s'est particulièrement attaché ; elle a eu surtout pour but la protection des épargnants. « Il ne faut pas s'y tromper, dit M. Bonnevey dans son rapport du 25 décembre 1910, ce n'est pas au profit des sociétés ou de ceux qui les administrent ou les gèrent que nous légiférons ; c'est uniquement dans l'intérêt des sociétaires petits épargnants, auxquels nous nous efforçons de donner les garanties nécessaires pour leur permettre de voir et de savoir ce qu'est leur société et ce que deviennent leurs économies. » Nul doute que le cadre simple et solide que la loi impose aux sociétés ne les oblige à une administration et à une gestion sérieuses qui seront une garantie pour les adhérents. La réglementation de leur organisation est libérale ; mais si aucun maximum n'est fixé pour les prélèvement et les retenues, la quotité en doit être très clairement spécifiée et c'est aux épargnants à discerner si les frais qui leur sont imposés sont exagérés ou non.

La pratique fera peut-être retirer aux sociétés la faculté d'imputer tous leurs frais sur les premiers versements, au moins pour les contrats de très longue durée. Quant au droit de convoquer par sélection leurs adhérents aux assemblées, les sociétés qui ont déjà modifié leurs statuts fixent un minimum assez bas ; mais les sociétaires ne se rendent en général que peu nombreux aux assemblées

(1) M. CLUZEL, Comment. de loi 1913 dans le *Journ. des Assurés*, 1^{er} nov. 1913.

et le contrôle par les adhérents eux-mêmes, but du législateur, sera longtemps encore une possibilité. Les sociétés, telles qu'elles sont régies par la loi de 1913, ne risquent pas de périlcliter et d'engloutir les épargnes qui leur sont confiées, mais les frais de gestion resteront élevés, tant que les intéressés ne prendront pas directement part à leur administration, ce qui n'a lieu que dans les petites sociétés comptant peu d'adhérents.

Quant à la réglementation des entreprises, on ne peut lui reprocher que d'être très complexe ; mais en cette matière, il était du devoir du législateur de ne pas laisser trop lâche le réseau des prescriptions légales, s'il voulait prévenir tous les abus. Le système de l'enregistrement a donné jusqu'ici des résultats satisfaisants en matière d'assurance et de capitalisation. La possibilité du placement de l'actif en immeubles ou en ouvertures de crédits hypothécaires permettra certainement un jour à nos sociétés de contribuer puissamment à l'œuvre de la construction d'habitations à bon marché. Cependant, ce sera certainement l'œuvre du législateur de demain de prévoir les entreprises de gestion occultes et de leur imposer des obligations pareilles à celles des entreprises de gestion avouées.

Dans son rapport du 2 décembre 1902, concernant plus spécialement les sociétés d'assurance-vie, M. Mirman s'exprimait ainsi sur les effets de la réglementation qu'il proposait : « Débarrassées d'éléments parasites, retouchées sur divers points, surveillées dans leurs procédés de propagande et dans tous leurs actes, inondées de lumière de façon qu'aucun coin de la maison ne reste dans l'ombre, ces sociétés peuvent être appelées à jouer un rôle important, à rendre de réels services. » (1) On ne saurait actuellement mieux indiquer les résultats de la loi de 1913 quant aux sociétés d'épargne. Si des changements deviendront indispensables pour être d'accord avec les mœurs et le temps, elle n'en restera pas moins une base solide pour les progrès futurs.

Les sociétés d'épargne, ainsi réglementées, sont certainement appelées à rendre de réels services ; si l'on passe en revue nos besoins immédiats et les plus pressants au lendemain de cette terrible guerre, il apparaît qu'elles peuvent largement contribuer à les satisfaire.

Nous nous trouvons aujourd'hui, plus encore qu'au moment de l'apparition des sociétés d'épargne, devant une pléthore de capitaux. Les classes laborieuses notamment bénéficient de forts salaires, et malgré le coût de la vie, tous les travailleurs peuvent s'assurer des disponibilités, s'ils savent ne pas céder aux dépenses de luxe. C'est à ces petits épargnants que s'adressent surtout nos socié-

(1) *Journ. off.*, docum. parlam. Ch., 1902, n° 10.

tés ; elles répondent mieux à leurs goûts et à leurs besoins que les entreprises viagères ou de capitalisation, elles peuvent aider en tous cas à résoudre le problème de l'assurance populaire. Les emprunts d'Etat, bons du Trésor, coupures d'emprunts, sont facilement abordables à tous les gens économes. Mais nos sociétés présentent l'avantage de pousser plus directement à l'épargne, d'obliger à l'économie franc par franc, de répondre au génie de notre race, portée surtout à l'économie journalière qui emplit lentement mais sûrement « les bas de laine ».

Ce genre d'épargne doit être encouragé, car il constitue un facteur d'ordre social puissant. Si chacun est propriétaire, possède quelque chose, le pays ne risquera pas d'être secoué par de terribles aventures pareilles à celle du bolchevisme. La France va être obligée de travailler beaucoup pour réparer les destructions de la guerre et il est nécessaire qu'elle capitalise une partie des revenus de son travail pour faire face à ses charges financières.

La natalité, sujet de si légitimes préoccupations, sera enfin favorisée au moyen des contrats d'épargne dotaux et des caisses dotales compléments indispensables des syndicats agricoles. Nos sociétés qui disposent de plusieurs millions, qu'elle affectent de préférence aux constructions de maisons, aideront et même suppléeront l'Etat qui ne peut affecter aux habitations à bon marché que des sommes très insuffisantes. M. Rochetin, en 1893, signalait déjà le besoin impérieux qu'avait le travailleur à se constituer des retraites afin de suppléer à l'impuissance de l'Etat (1). Malgré l'institution des retraites ouvrières, le problème des retraites n'est pas encore résolu et l'initiative privée est nécessaire. Les sociétés d'épargne seront donc encore utiles à ce point de vue et aussi en ce qui touche le crédit, comme banques de crédit, qui n'auront pas à faire appel aux avances de l'Etat et pourront être utilisées dans tels milieux de petits commerçants, d'ouvriers aussi bien que dans les milieux agricoles.

(1) *Journ. des Economistes*, 1893 : Les Caisses de capitalisation.

Vu :

Lyon, le 15 novembre 1919.

Le Président de la Thèse,

M. BOUVIER-BANGILLON.

Vu :

Lyon, le 18 novembre 1919.

Le Doyen,

L. JOSSERAND.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 15 novembre 1919.

Le Recteur de l'Académie,

P. JOUBIN.

BIBLIOGRAPHIE

- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, 3^e édition.
LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial, 4^e édition.
BERTHÉLEMY H. — Traité de droit administratif, 4^e édition.
GIDE Ch. — Cours d'économie politique, 5^e édition.
GIDE Ch. — Economie sociale, 1918.
TROUILLOT et CHAPSAL. — Commentaire de la loi sur le contrat d'association, 1902.
HAYEM H. — Domaine respectif de l'association et de la société, thèse, Paris, 1907.
HAYEM H. — Etude historique et critique de la législation et de la jurisprudence concernant les sociétés civiles.
LEFORT J. — Traité du contrat d'assurance sur la vie.
PANNIER G. — De l'autorisation et de la surveillance des sociétés d'assurances sur la vie, thèse, Paris, 1905.
TOURNAN I. — L'assurance en France au XIX^e siècle, thèse, Paris, 1906.
LEFEBVRE H. — Régime des sociétés d'assurances sur la vie, thèse, Paris, 1908.
JOURDAN I. — Etude de la loi du 17 mars 1905, thèse, Aix, 1908.
CARDOT Ph. — Nouveau régime légal des sociétés tontinières, thèse, Paris, 1908.
RAJON N. — Des sociétés de capitalisation, thèse, Lyon, 1900.

PERIODIQUES

Dallôz périodique.
Recueil de Sirey.
Journal Officiel.
Journal des Economistes.
Journal des Sociétés civiles et commerciales.
Annales de droit commercial.
Revue politique et parlementaire.
Lois nouvelles.
Journal des Assurances.
Revue périodique des Assurances.
L'Assurance moderne.
La Semaine.
Le Journal des Assurés.
Le Moniteur du Commerce et de l'Industrie.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

PREMIERE PARTIE

Historique

CHAPITRE I. — Historique des sociétés d'épargne avant la loi de 1913	14
CHAPITRE II. — Nécessité d'une loi sur les sociétés d'épargne .	25
<i>Section I.</i> — Manque de statut légal.	25
<i>Section II.</i> — Les abus	28
<i>Section III.</i> — Nécessité d'un contrôle par l'Etat	31
CHAPITRE III. — Historique de la loi du 3 juillet 1913.	35

DEUXIÈME PARTIE

Organisation du fonctionnement des sociétés d'épargne par la loi du 3 juillet 1913

CHAPITRE I. — Dispositions générales	48
<i>Section I.</i> — Définition des sociétés d'épargne.	49
<i>Section II.</i> — Définition des sociétés faisant appel à l'épargne en vue de l'acquisition ou de la construction d'immeubles.	52
<i>Section III.</i> — Des sociétés dites d'épargne et qui sont illicites	54
§ 1. Sociétés interdites par l'article 2	55
§ 2. Associations dites d'épargne en participation pour l'achat en commun de valeurs à lots . .	56
§ 3. Banques de crédit et d'épargne.	57
<i>Section IV.</i> — Fonctionnement des sociétés ordinaires. .	58
§ 1. Publicité	60
§ 2. Administration	62

	Pages
§ 3. Limitation des frais de fonctionnement	65
§ 4. Conditions de déchéance en cas de retard	72
§ 5. Capitalisation obligatoire des droits d'entrée et des amendes	73
§ 6. Situation et droits des héritiers d'un sociétaire venant à décéder	74
§ 7. Durée de la capitalisation	75
§ 8. Quotité des disponibilités à conserver en caisse avant placement	75
§ 9. Pénalités	76
CHAPITRE II. — Des sociétés enregistrées	77
<i>Section I.</i> — Enregistrement	79
<i>Section II.</i> — Fonctionnement des sociétés enregistrées	82
§ 1. Placement de l'actif	83
§ 2. Réduction des dépenses de premier établissement	88
§ 3. Institution d'un privilège	92
<i>Section III.</i> — Contrôle et surveillance	93
§ 1. Comité consultatif	93
§ 2. Contrôle	96
§ 3. Publicité	99
§ 4. Frais de surveillance	100
§ 5. Pénalités	101
CHAPITRE III. — Des entreprises de gestion	105
<i>Section I.</i> — Définition et formes	106
<i>Section II.</i> — Fonctionnement	112
CHAPITRE IV. — Des sociétés étrangères	118
§ 1. Enregistrement	119
§ 2. Fonctionnement	120
§ 3. Contrôle et surveillance	122
Appendice	123
CHAPITRE V. — Régime transitoire	125
<i>Section I.</i> — Dispositions transitoires du titre III	126
<i>Section II.</i> — Décrets moratoires et loi du 31 juillet 1916	130

TROISIÈME PARTIE

Formes diverses et Situation juridique

CHAPITRE I. — Formes des sociétés d'épargne	135
§ 1. Forme anonyme	135
§ 2. Forme mutuelle	137
§ 3. Forme coopérative	139
CHAPITRE II. — Les types divers de sociétés d'épargne	141
§ 1. « La Fourmi »	143
§ 2. « La Société d'épargne des retraites »	146

	Pages
CHAPITRE III. — Comparaison avec les autres institutions de prévoyance	149
<i>Section I.</i> — Comparaison avec la Caisse d'épargne . . .	150
<i>Section II.</i> — Comparaison avec les sociétés d'assurances vie (tontines) et de capitalisation	156
<i>Section III.</i> — Comparaison avec les sociétés de secours mutuels.	162
CHAPITRE IV — Nature du contrat d'épargne.	169
<i>Section I.</i> — Les sociétés d'épargne sont-elles des associa- tions définies par la loi du 1 ^{er} juillet 1901 .	169
<i>Section II.</i> — Sont-elles des associations <i>sui generis</i> ? . .	174
<i>Section III.</i> — Sont-elles des sociétés ?	178
<i>Section IV.</i> — Sont-elles des sociétés commerciales ? . . .	180
CHAPITRE V. — Situation juridique des sociétés d'épargne . .	183
<i>Section I.</i> — Situation juridique en tant que sociétés civiles.	183
<i>Section II</i> — Capacité.	184
CONCLUSION.	187

